



Enver Hoxha
Face au révisionnisme
Œuvres choisies,
présentées par Gilbert Mury

Préface de Gilbert Mury.....	p.2
1. Enver Hoxha et le marxisme-léninisme	
2. De la Résistance à la Révolution	
3. Le Parti et les masses	
4. Socialisme et liberté	
5. Petite et grande Albanie	
I. La situation internationale et les tâches du Parti.....	p.13
1. Défendre le marxisme-léninisme	
2. Le parti de la classe ouvrière dans la révolution socialiste	
3. Le rôle de la dictature du prolétariat	
4. La lutte de classes dans la phase de transition	
5. De nos relations avec la Yougoslavie	
II. La libération de la femme albanaise.....	p.30
III. Le Front et le Parti.....	p.38
1. Le Parti du Travail d'Albanie, seul parti politique	
2. Le Front et l'unité politique de notre peuple	
3. Le Front et la construction du socialisme	
4. Pour une conception juste de l'unité	
IV. Une jeunesse révolutionnaire.....	p.49
V. De Tito a Khrouchtchev.....	p.56
VI. La bataille de la classe ouvrière dans les pays révisionnistes.....	p.90
1. La Hongrie	
2. La Pologne	
3. La Tchécoslovaquie	
4. L'Union soviétique	
VII. La révolutionnarisation de l'enseignement.....	p.105
VIII. Le contrôle ouvrier.....	p.118
IX. L'organisation du travail politique.....	p.130
X. Vingt-cinq années de luttes et de victoires.....	p.139
1. Forger l'homme nouveau	
2. Construire le socialisme en s'appuyant sur nos propres forces	
3. La dictature du prolétariat en Albanie	

**Edition électronique réalisée par Vincent Gouysse à partir de l'ouvrage publié par les
 Editions François Maspero, Paris, 1972**

WWW.MARXISME.FR

Enver Hoxha, dirigeant et théoricien albanais, est né à Gjirokastrë en 1908. Elève du lycée français de Korça, il est un militant démocrate et révolutionnaire à partir de 1924, et est emprisonné à la suite d'une manifestation. De 1930 à 1936, il étudie à Paris, puis à Bruxelles et il collabore à *L'Humanité*.

De retour en Albanie, il milite au Groupe communiste de Korça, ville où il enseigne le français ; il lutte pour l'union des divers groupes communistes et organise la jeunesse. Révoqué de son poste de professeur par les fascistes lors de l'occupation italienne, il dirige la lutte à Tirana, noue des liens avec les patriotes antifascistes, affirme la nécessité de l'action dans les campagnes sous la direction du prolétariat et se prononce pour le développement de la lutte armée. Lors de la création du Parti communiste albanais (8-14 septembre 1941), les dirigeants des anciens groupes sont écartés par la base pour assurer l'unité. Enver Hoxha est élu secrétaire général. Depuis lors, sa vie personnelle se confond avec l'histoire de son parti et de son peuple.

C'est cette histoire que retracent les textes choisis par Gilbert Mury, marxiste-léniniste français, auteur de *L'Albanie terre de l'homme nouveau*, mieux désigné que quiconque pour ce travail, tant par sa connaissance de l'Albanie (où il a longtemps séjourné) que du marxisme.

Préface

1. — Enver Hoxha et le marxisme léninisme

Dès le lendemain de la libération, l'Albanie révolutionnaire est aux prises avec le révisionnisme moderne, tel qu'il s'affirme chez Tito. Dès 1960, elle met officiellement Khrouchtchev en accusation : il devient évident que la direction du parti soviétique est effectivement passée dans le camp qui prépare le retour au capitalisme. Dans ces deux affrontements, l'ennemi n'est pas seulement au dehors, à l'échelle internationale. Il s'efforce de prendre appui sur les tendances bureaucratiques qui, si elles l'emportaient, sépareraient des masses l'appareil du Parti et de l'État.

La riposte marxiste-léniniste est, par deux fois, immédiate et écrasante. Elle exprime la volonté collective des masses albanaises qui n'entendent pas se laisser dépouiller des conquêtes révolutionnaires. Elle se reflète dans une œuvre théorique produite par un dirigeant et enraciné dans l'expérience du peuple, dans le combat du Parti : ce sont les textes d'Enver Hoxha qui analysent avec une rigueur scientifique le contenu de ces luttes militantes.

Les dirigeants albanais ont su rester collectivement fidèles à la cause des masses populaires. Ils en sont les fils par leurs origines sociales. Et surtout ils donnent un contour, un visage, un langage politique aux exigences profondes du peuple et à l'expérience du Parti. En ce sens, les œuvres fondamentales que nous publions constituent à la fois l'apport théorique d'Enver Hoxha au marxisme-léninisme, la contribution du Comité central et de tous les militants albanais à la renaissance du mouvement ouvrier international et la vérité révolutionnaire des masses albanaises.

Le rôle toujours important et souvent décisif d'Enver Hoxha s'explique donc d'abord par cette puissance de généralisation théorique inséparable de sa présence agissante à la tête de toutes les luttes, de la pratique combattante. Il est le dirigeant le plus cher du peuple albanais parce qu'il est le défenseur le plus ferme de la ligne de masse : écouter la base, s'instruire auprès d'elle, reconnaître qu'elle ne s'écarte jamais d'elle-même de la juste ligne, ni de beaucoup, ni pour longtemps.

C'est pourquoi l'œuvre d'Enver Hoxha est une application créatrice de la pensée de Marx, Engels, Lénine et Staline. Elle met en œuvre les principes du matérialisme, les lois de la dialectique dans les conditions concrètes d'une époque donnée, d'un pays donné. Il est bien évident que l'apport théorique d'Enver Hoxha ne surgit pas du néant. Il prolonge les enseignements des classiques de la révolution.

Mais il ne les répète pas mécaniquement. Il les utilise comme autant d'instruments d'observation et d'analyse pour explorer, pour expliquer les conditions actuelles de la lutte et pour tracer un chemin qui mène à la victoire. Et cette application créatrice agit, en retour, sur les fondements du matérialisme dialectique pour en approfondir la signification.

C'est pourquoi aussi il est absurde de prétendre peser dans une balance magique les mérites respectifs de l'Albanie et de la Chine, l'apport d'Enver Hoxha et celui de Mao Tsétoung. Les différences historiques et géographiques sont trop grandes au niveau de la pratique, de l'expérience des masses, de l'échelle à laquelle interviennent les partis. Elles retirent toute espèce de sens à des comparaisons d'ailleurs toujours naïves ou malveillantes.

Un exemple suffira : littéralement cernée par la Yougoslavie titiste, l'Albanie révolutionnaire engage un combat vital pour elle contre le révisionnisme presque dès sa création, en tout cas dès sa libération. Elle élimine dès cette époque certaines racines du révisionnisme, certaines cliques qui le soutiennent. Mais — à ces deux étapes de son développement — la lutte armée pour la prise du pouvoir d'abord, la construction d'une économie socialiste ensuite, constituent les aspects dominants de l'effort entrepris. Certes, le combat contre les traditions féodales et bourgeoises, notamment contre la conception patriarcale de la famille, est déjà très important. Mais il n'occupe pas le devant de la scène.

La troisième étape, en revanche, portera au tout premier plan la nécessité de forger un homme nouveau, un homme qui pense, sente et vive à l'époque du socialisme. Si le lecteur se place au niveau des principes les plus universels du marxisme-léninisme, tel était bien aussi le problème que la grande révolution culturelle prolétarienne s'efforçait de résoudre en Chine. Mais où donc était le Liou Shao Shi albanais ? Le seul traître qui aurait pu prétendre à ce rôle — Koci Xoxe — avait été rayé de la carte politique dès le temps de la rupture avec la Yougoslavie. La Chine populaire s'est engagée dans une double lutte pour reprendre le pouvoir aux révisionnistes en même temps que pour transformer les esprits et les cœurs. Il ne suffit pas de dire que la question du pouvoir était déjà tranchée en Albanie. Du même coup les voies d'accès à l'homme socialiste n'étaient plus tracées sur le même terrain. La révolutionnarisation idéologique albanaise exprime, certes, la même conception que la grande révolution culturelle prolétarienne au niveau des principes les plus universels. Mais elle est effectivement tout autre dans la réalité concrète de l'histoire. Encore nous en tenons-nous ici à un seul aspect de cette différence.

Or, celle-ci est d'une importance toute, particulière : elle confirme ce que Mao Tsétoung (et Enver Hoxha) n'ont jamais cessé de répéter : le dogmatisme commence lorsque nous confondons l'universalité des principes marxistes-léninistes et le caractère propre, original, spécifique de leur mise en œuvre dans chaque pays. Rien n'est moins maoïste que les avatars de certains d'entre nous, maoïstes français, s'efforçant de reproduire de façon mécanique telle démarche spécifiquement chinoise. Et il en va de même pour les tentatives — irritantes à force de se répéter — faites pour déchiffrer l'expérience albanaise dans son originalité comme si elle était écrite en caractères chinois.

Sinon, d'ailleurs, pourquoi le parti communiste de Chine rappellerait-il sans cesse que « l'Albanie est le phare du socialisme en Europe » ? Curieux phare qui ne brillerait que d'une lumière empruntée ! Étrange conception de l'indépendance nationale qui affecterait d'ignorer l'originalité de chaque peuple ! Bizarre affirmation du rôle créateur des masses qui ne permettrait l'invention de l'histoire qu'une fois pour toutes et dans un seul pays !

C'est seulement dans la mesure où le peuple et le Parti du Travail ont fait en Albanie l'expérience de leur propre pratique révolutionnaire qu'ils ont assimilé, dans le cours de cette pratique, les principes fondamentaux du marxisme-léninisme et qu'ils en ont approfondi la connaissance. Et c'est sur cette base qu'Enver Hoxha a pu généraliser comme théoricien une telle expérience, contribuer de manière décisive à passer des aspirations populaires à l'élaboration d'une ligne politique et à orienter le Parti et le peuple dans des situations difficiles où il fallait analyser simultanément les mille et un aspects d'un même problème.

En particulier, le camarade Enver a sans cesse rappelé que les actes doivent correspondre aux paroles, que le travail éducatif du parti est inséparable de la présence agissante des communistes à la pointe de la lutte sur tous les fronts. Ainsi seulement, sa pratique révolutionnaire permet une généralisation scientifique, un apport créateur à la théorie, apport qui deviendra, à son tour, une arme idéologique et politique pratiquement efficace.

C'est ce qui explique aussi pourquoi, dans ses discours comme dans ses écrits, le camarade Enver présente délibérément le bilan des actions entreprises sous une forme violemment critique. Que l'œuvre du Parti du Travail soit très largement positive, que les difficultés très réelles rencontrées en chemin soient surmontées une à une, voilà ce dont témoignent, par exemple, les résolutions du Comité central [*Par exemple, « La Résolution sur l'histoire du P.T.A. », publiée en français dans le Bulletin d'information du Comité central, 1969, numéro 1.*] et les textes du camarade Enver qui retracent le chemin parcouru par l'Albanie « depuis les temps des paysans pauvres et des bergers affamés », ou même dans l'espace d'un plan quinquennal. [*Voir Vingt-cinq années de luttés et de victoires.*]

Mais nous avons volontairement publié des textes composés dans le feu de la lutte, destinés à renforcer encore la critique venue de la base, l'autocritique formulée par les cadres et à porter le coup décisif à toute racine survivante du révisionnisme. Encourager la libre expression de l'opinion des masses, stimuler la dénonciation de toutes les erreurs, de la moindre déviation bureaucratique, telle est aujourd'hui la tâche d'un dirigeant révolutionnaire.

2. — De la résistance à la révolution

Il fallait choisir, dans les apports considérables d'Enver Hoxha, les œuvres les plus nécessaires aux militants français dans les batailles de l'heure. [*Bien entendu, l'utilisation pour la France des textes albanais exige de notre part un effort d'application, non pas mécanique, mais créatrice.*] C'est pourquoi tous les textes qui paraissent aujourd'hui sont autant d'attaques contre le révisionnisme. Tantôt, il s'agit de documents historiques (comme le discours prononcé devant les représentants des 81 partis communistes à la conférence de Moscou). Tantôt ce sont des analyses de la révolutionnarisation idéologique (comme les interventions sur le contrôle ouvrier, les femmes, l'école, l'organisation du travail politique, etc.).

Nous avons donc pris le parti de laisser entièrement de côté l'étape de la résistance et de la prise du pouvoir. Notre intention est de consacrer un jour un volume entier aux œuvres qui traitent de la création du Parti dans les conditions tragiques de l'occupation fasciste. Même sous le feu de l'ennemi, les divers groupes qui se disputaient le nom de communistes faisaient preuve d'un sectarisme parfois criminel : certains dirigeants plaçaient trop souvent leurs contradictions au premier plan et rejetaient au second, du même coup, la lutte de libération nationale. Ils défendaient bien des points de vue étrangers au marxisme-léninisme : les uns refusaient le travail politique dans les rangs d'une paysannerie qui représentait 85 % de la population totale. D'autres proposaient d'attendre l'entrée de l'U.R.S.S. dans la guerre pour engager militairement le combat. Contre des déviations aussi graves, et pour assumer malgré elles l'unité du Parti, Enver Hoxha réussit à faire prévaloir une ligne juste. Le 8 novembre 1941, le parti communiste d'Albanie était fondé après d'interminables débats. La nécessité historique l'avait emporté sur toutes les réticences groupusculaires. Comme le rappelle Mehmet Shehu « les résultats concrets de la lutte de principe [...] engagée par le camarade Enver Hoxha [...] ont démontré que, même dans les conditions où la classe ouvrière est au début de sa formation en tant que classe en soi, il est possible et nécessaire de former le parti de la classe ouvrière avec les éléments les plus révolutionnaires du pays qui ont embrassé l'idéologie marxiste-léniniste, sans attendre la formation de la classe ouvrière, en tant que classe en soi, à travers l'industrialisation capitaliste du pays ». (*Mehmet Shehu — les « Œuvres du camarade Enver Hoxha », article paru dans Zëri i Popullit du 19 mai 1968 et traduit dans le Bulletin du Comité central, 1968, n° 3.*)

En somme, à défaut d'une classe ouvrière qui pèse de tout le poids du nombre sur la vie sociale, l'idéologie prolétarienne - assimilée par les éléments les plus révolutionnaires — peut permettre à ces derniers de jouer le rôle dirigeant.

Porté par la confiance des militants à la tête du Parti, le camarade Enver montra le chemin d'une double lutte : libérer le pays des occupants étrangers et briser le pouvoir politique des classes exploiteuses pour instaurer celui du peuple.

Dans un premier moment, le Parti met l'accent sur la guerre menée par le peuple contre l'envahisseur. C'est là que se trouve alors la contradiction antagoniste. Et le groupe trotskyste qui développe des mots d'ordre en apparence de « gauche » — tout pour la lutte de classe — se désintègre au bout d'un an. Enver Hoxha, au contraire, appelle tous les patriotes, tous les antifascistes à se rassembler dans le front de libération nationale. Et les forces réunies autour de cette juste lutte grandissent et déferlent comme une avalanche sur l'ennemi.

Mais cette politique permet aux masses de faire leur propre expérience, de découvrir dans leur propre pratique que les classes exploiteuses adhèrent tout naturellement à n'importe quel régime à la seule condition qu'il se montre capable de manier le fouet et le fusil contre le peuple. Les trotskystes n'étaient entendus par personne lorsqu'ils discutaient savamment de la théorie des classes sociales. Mais le prolétariat, les paysans pauvres et moyens, la petite bourgeoisie des villes s'aperçoivent rapidement qu'ils sont seuls engagés collectivement dans la guerre de libération nationale. Certes, quelques éléments isolés des autres classes combattent à leurs côtés. Mais, dans l'ensemble, les féodaux, les koulaks et les bourgeois se trouvent dans le camp des occupants. Démasqués devant les masses — eux et leurs organisations de traîtres — ils seront totalement exclus du pouvoir dès le temps de la libération.

Ainsi la guerre de résistance s'est-elle, en fin de compte, enchaînée sans interruption avec la révolution socialiste.

Les œuvres du camarade Enver retracent et analysent cette étape du combat populaire. Elles montrent à travers quelles phases principales s'est développée l'insurrection. Dans un premier moment, les forces locales d'autodéfense et les unités mobiles de guérilla harcèlent l'ennemi. Certes, les bataillons réguliers de partisans interviennent, mais en ordre dispersé. Les opérations restent organisées par régions distinctes. Pourtant certaines d'entre elles sont déjà complètement libérées et deviennent autant de bases d'appui.

Dans un second temps, l'Armée de Libération Nationale se centralise et se place sous les ordres d'un état-major général, avec à sa tête Enver Hoxha. Les bataillons deviennent des brigades. Le pouvoir s'organise dans les zones libérées. L'insurrection est générale dans les secteurs occupés.

Enfin, les envahisseurs sont chassés. Les tentatives des collabos pour s'assurer la protection des Anglo-Américains sont brisées. L'appareil d'État au service des exploiters et des nazis est détruit. Le pouvoir du peuple est proclamé. Les attaques par surprise, les actions rapides et répétées sur un terrain connu, l'appui des masses populaires ont donc permis aux partisans albanais de triompher d'un ennemi supérieur en nombre et en armes.

Politiquement, le mouvement est né dans les couches populaires urbaines. Sa base s'est déplacée vers la paysannerie, mais non sa force dirigeante. Militairement, les campagnes ont encerclé les villes, mais la ligne politique allait des villes vers les campagnes avant d'en revenir enrichie, approfondie, développée sous de nouveaux aspects.

La conception du peuple en armes qui défend lui-même ses propres frontières est restée vivante en Albanie. C'est elle d'abord qui s'exprime dans l'œuvre du camarade Enver. L'importance très réelle qu'il attache à l'armée tient à l'unité profonde de celle-ci avec le peuple, sous la direction du Parti. «

D'une main la pioche, de l'autre le fusil », cette devise albanaise montre bien que l'armée ne peut, à aucun moment, être considérée comme une force politique ou militaire existant en dehors ou au-dessus des masses ou jouant un rôle particulier dans la vie du pays. Les conditions de l'histoire albanaise n'ont pas conduit une force militaire organisée et différenciée à se constituer en corps politique.

3. — Le Parti et les masses

La création du parti communiste d'Albanie — devenu par la suite « Parti du Travail » — est un exemple d'application créatrice du marxisme. Lénine avait déjà montré comment le centralisme — condition d'efficacité — et la démocratie — condition de liberté — s'affrontent dans une contradiction dialectique. L'organisation révolutionnaire ne peut pas supprimer celle-ci, mais elle doit la prendre en charge et en rechercher la solution dans les conditions concrètes d'un pays donné, à une étape donnée de sa marche vers la révolution.

Parmi les œuvres d'Enver Hoxha que nous avons choisi de publier, il s'en trouve au moins une pour traiter de l'organisation du travail politique, c'est-à-dire de la mise en œuvre des normes léninistes à une certaine époque de l'histoire de l'Albanie. Mais c'est dès la fondation du Parti qu'Enver Hoxha a fait passer le renforcement de l'unité et de la discipline intérieures par l'élévation continue du niveau idéologique des communistes et des masses, donc par le développement de l'aptitude à la critique et à l'autocritique, au débat politique permanent. Pour affirmer son rôle d'avant-garde, il faut renforcer les liens du Parti avec les masses et non décréter, par décision administrative et bureaucratique, qu'il constitue la force dirigeante du pays. Cette présence active du Parti dans les masses a été assurée, dès le temps de la guerre, par la création du Front de libération nationale, devenu le Front démocratique lorsqu'il fallut passer à la construction du socialisme.

Pour bien comprendre les caractéristiques du Front, il faut se rappeler que, dans toute l'histoire de l'Albanie, il n'a existé qu'un seul parti politique : le P.T.A. La bourgeoisie n'a jamais pu en fonder un autre, même sous un déguisement social-démocrate. Sur le terrain du combat antifasciste, les autres classes que le prolétariat n'ont pas réussi à s'organiser politiquement. Et les formations comme le **Balli Kombëtar** et **Legalitëti** [*Balli Kombëtar fut créé à la fin de 1942 par la bourgeoisie réactionnaire ; Legalitëti, en automne 1943 par les partisans de l'ex-roi Zog. Ces deux organisations, qui se présentaient comme patriotiques, finirent par collaborer ouvertement avec les occupants allemands par anticommunisme.*], en raison de leur composition sociale faite de pièces et de morceaux, de grands propriétaires féodaux, de bourgeois et d'autres exploités, n'ont pas pu mettre sur pied un programme sérieux et complet. Elles ont finalement sombré dans la collaboration avec l'envahisseur.

Comme l'indique le discours consacré par Enver Hoxha au Front démocratique [*Discours dont nous publions de larges extraits.*], l'absence de tout autre parti a rendu plus facile au P.T.A. d'organiser le Front, non comme une coalition d'états-majors politiques, mais de bas en haut comme union volontaire de masses paysannes (les plus nombreuses), de la classe ouvrière — et aussi de l'intelligentsia populaire. C'est dans ce cadre que l'ensemble des couches laborieuses ont fait effectivement l'expérience de la communauté d'intérêts et d'aspirations qui existe entre le prolétariat et les autres éléments populaires.

Le camarade Enver a toujours considéré le Front comme le rassemblement de classes, de couches sociales, d'hommes qui se donnent des objectifs communs dans une période historique donnée — celle de la libération nationale et de la construction du socialisme. Certes, il peut exister des différences, des contradictions entre les diverses composantes de cette union, mais elles ne sont pas antagonistes. Elles se règlent par le débat politique, et non par la répression ou la guerre.

Ainsi les analyses d'Enver Hoxha — fidèles à la ligne élaborée collectivement dans le P.T.A. — montrent que bien des oppositions peuvent être résolues par la critique et l'autocritique, par un effort en vue d'éclaircir et d'approfondir les conceptions de chacun. Mais il est nécessaire de tracer une ligne de démarcation nette entre ces débats à l'intérieur d'un même camp — d'une part — et — d'autre part

— les contradictions antagonistes entre marxistes-léninistes adversaires du Parti, et ennemis de la classe ouvrière et du peuple. « La lutte âpre et ininterrompue du Parti, sur une base de principe, a été le reflet de la lutte des classes qui a été menée chez nous [...] Les œuvres du camarade Enver [...] expriment [...] la lutte dans les rangs du Parti contre les trotskystes, les opportunistes, les déviationnistes, les fractionnistes, traîtres au marxisme-léninisme, contre l'idéologie bourgeoise et son influence dans les rangs du Parti [...] Notre Parti n'a jamais permis la coexistence avec l'idéologie de l'ennemi. » (*Mehmet Shehu, article cité.*)

Le camarade Enver — fidèle aux enseignements de Lénine et de Staline — n'a jamais considéré que la violence ouvrière doive être mise en œuvre contre les éléments des couches populaires, les représentants idéologiques des classes exploitées, paysannes ou urbaines, non prolétariennes sur la base des désaccords nécessairement partiels et provisoires qui peuvent intervenir avec eux. En revanche, les porte-parole de l'ennemi, surtout lorsqu'ils se sont infiltrés dans les rangs du Parti, doivent être traités en ennemis. Faut-il rappeler que, dans ces conditions, leur nombre est forcément très restreint et les circonstances où ils peuvent croire utile de se manifester tout à fait exceptionnelles ? Ils ne sont capables, en effet, de prétendre au pouvoir qu'à l'heure où une puissance extérieure — par exemple les révisionnistes de Belgrade ou de Moscou — leur apporte un soutien puissant.

Il n'existe donc aucune contradiction entre une lutte sévère contre l'ennemi de classe — de quelque masque idéologique qu'il s'affuble — et la ligne de masse qui suppose la plus large ouverture à la critique venue d'en bas. Le camarade Enver appelle le Peuple « le grand et l'infailible maître ». Il pose comme critère de la valeur de toute action qu'elle corresponde aux intérêts des masses populaires. Et, dit-il, si cette correspondance n'est pas évidente, le mieux est de poser la question aux masses elles-mêmes. Le peuple, le peuple seul tracera la ligne juste. Même au temps où les cadres du Parti manquaient de formation idéologique, ils n'ont jamais, dans leur ensemble, commis de lourdes fautes politiques parce qu'ils se sont mis à l'école des masses. Et, plus ils ont approfondi le marxisme-léninisme, plus ils ont appris qu'il faut d'abord être l'élève du peuple pour devenir ensuite capable d'exprimer ses aspirations, de généraliser ses initiatives, bref, de se transformer en éducateur. Encore ce travail pédagogique n'est-il jamais, pour l'essentiel, fondé sur des discours. Quel que soit l'effort d'explication nécessaire, le militant communiste n'exerce un rôle dirigeant que par son action personnelle à la pointe du combat collectif. Et le Parti se fonde sur la riche expérience des masses, sur leurs initiatives, sur leurs propositions et leurs critiques chaque fois qu'il prend une décision.

Des organisations comme l'Union de la Jeunesse, l'Union des Femmes, le Front démocratique, les syndicats, ont pour fonction essentielle de donner la parole au peuple. Elles rassemblent, en fait, la totalité des jeunes, des femmes, des habitants d'un quartier ou des travailleurs d'une entreprise pour leur offrir un lieu de rencontre et de débat, un moyen de faire connaître ce qu'ils sont et ce qu'ils pensent aux dirigeants politiques, une occasion de prendre eux-mêmes les décisions qui les concernent et de définir leur attitude sur les points qui dépassent les limites de la vie locale. Bien entendu, il ne viendrait à l'esprit d'aucun de ces groupes de se refuser à prendre connaissance des appels lancés par le Parti et des mesures prises par l'Assemblée populaire à l'échelle nationale. Contrairement à une lecture trotskyste de Lénine, le camarade Enver et le P.T.A. n'ont jamais considéré que les organisations de masse doivent, comme « courroies de transmission », fonctionner dans un seul sens. Elles garantissent aussi bien l'information des dirigeants par la base que l'information de la base par les dirigeants.

Les déviations bureaucratiques qui donnent peu à peu naissance à une nouvelle bourgeoisie et au révisionnisme résultent d'abord de l'abandon de la ligne de masse. Les cadres politiques ou économiques tirent parti de leur supériorité en matière de culture générale ou technique — et même de connaissance livresque du marxisme — pour se séparer de la base, se hisser au-dessus d'elle, adopter une attitude faite de suffisance intellectuelle et — inséparablement — de recherche des avantages matériels. La courroie de transmission ne fonctionne plus que de haut en bas, pour apporter au peuple les directives « des hommes supérieurs » qui se retrouvent, en fin de compte, dans une situation de bourgeoisie.

La lutte contre le révisionnisme — comme le montre Enver Hoxha dans plusieurs textes publiés ici — est d'abord une offensive très concrète, très quotidienne contre les privilèges des cadres — qu'il s'agisse d'élever le niveau idéologique des masses autant et plus que le leur ou d'en finir avec la hiérarchie abusive des salaires.

Ainsi le camarade Enver nous enseigne-t-il à mener jusqu'au bout la lutte des classes en développant la révolution en nous-mêmes. Un militant se reconnaît, certes, à ce qu'il fait. Mais ce qu'il fait est inséparable de ce qu'il est. Ses actes sont à la fois cause et effet de sa personnalité. Si la ligne politique d'un militant est juste, il deviendra un révolutionnaire logique avec lui-même, inflexible devant les difficultés et envers l'ennemi, fidèle au peuple, capable d'initiative et de création.

4. — Socialisme et liberté

Ainsi la lutte de classes ne peut-elle jamais cesser durant toute la période qui sépare la destruction du pouvoir bourgeois et l'avènement du communisme. Tout d'abord militaire, puis économique, enfin idéologique, sans jamais cesser d'être politique, le front principal se déplace, mais les ennemis demeurent les mêmes : le camp du prolétariat ne cesse d'affronter celui de la bourgeoisie.

Les manifestations d'esprit bureaucratique naissent, certes, à la faveur des conditions nouvelles, dans le cadre de l'État socialiste. Et il est grave, il est dangereux que les institutions mises en place par la révolution puissent donner naissance à ces faits négatifs. Pourtant, ils ne sont rendus possibles que par l'individualisme, la volonté égoïste de confisquer, au profit de soi-même, le pouvoir et les biens du peuple. Il en va de même, à un niveau plus modeste, des attitudes réactionnaires à l'égard du travail et de la propriété socialiste. En ce sens, le camarade Enver montre à la fois, d'une part, l'importance des survivances de mentalités patriarcales, féodales et bourgeoises dans les comportements négatifs et, d'autre part, la réalité des occasions de renaître, de se réactiver que la société socialiste elle-même offre aux tendances héritées du passé. Il est certes nécessaire de déraciner l'idéologie reçue de la bourgeoisie, mais à condition de ne pas oublier la lutte contre les situations qui — dans le présent — permettent aux idées et aux penchants réactionnaires de retrouver un second souffle.

La lutte contre le bureaucratisme — même quand il se camoufle en « État du peuple tout entier » — est donc aujourd'hui un aspect essentiel de la lutte de classe. Celle-ci est engagée à la fois contre les débris des couches exploiteuses, contre les éléments dégénérés qui reprennent à leur compte les comportements de la bourgeoisie et surtout contre les conceptions fausses et les tendances égoïstes qui gardent si longtemps des racines jusque dans la réalité de la société socialiste. C'est là un dur combat que le P.T.A. mène non seulement en Albanie, mais aussi à l'échelle internationale.

Et c'est pourquoi — comme le montre Enver Hoxha — il n'est jamais possible, dans la période socialiste de transition entre capitalisme et communisme, de renoncer à la dictature du prolétariat, c'est-à-dire à l'exercice du pouvoir d'État par la classe ouvrière. Son aspect principal est la démocratie de masse, la libération de l'initiative populaire, la possibilité offerte à l'immense majorité de gouverner et de créer. L'aspect secondaire est la répression impitoyable dirigée, pour des raisons de principe, contre les débris des classes exploiteuses et les éléments dégénérés qui refusent toute rééducation par les masses. Mais le pouvoir du peuple ne peut être abandonné aux quatre vents du hasard. Il est une réalité beaucoup trop précieuse pour être exposée de la sorte à tous les dangers. La classe ouvrière et ses alliés s'organisent donc dans les unions de jeunes et de femmes, dans les syndicats, dans le Front démocratique pour que le Parti du Travail dispose des moyens politiques nécessaires à l'élaboration de la ligne où s'expriment les initiatives des masses et — par conséquent — l'idéologie marxiste-léniniste.

La dictature du prolétariat — qui suppose la présence dirigeante d'un parti communiste — est donc bien, pour l'essentiel, la forme organisée de la démocratie de masse. Elle s'est manifestée à toutes les étapes de la lutte, et d'abord pendant la guerre de libération. Les marxistes-léninistes, à la différence des trotskystes, surent respecter la volonté du peuple albanais de fonder son unité sur le seul critère de

la participation à la bataille pour l'indépendance nationale. Elle ne s'est pas affirmée avec moins de force quand s'est posée la question de la construction du socialisme.

La ligne de masse s'est alors traduite par une planification centralisée à base d'initiative populaire dont l'analyse trouverait difficilement place dans le cadre d'une simple préface [*Voir Gilbert Mury, L'Albanie, terre de l'homme nouveau, Maspero, Paris, 1970.*] mais dont il faut savoir qu'elle a pour point de départ les initiatives des travailleurs dans les entreprises, sur la base des orientations d'Enver Hoxha qui leur permettent de comprendre plus clairement leurs propres approches.

Mais, si l'industrialisation socialiste est démocratique dans son fonctionnement, elle est tout aussi révolutionnaire dans ses conséquences : l'Albanie a cessé d'être un pays arriéré où 85 % des habitants vivent de l'agriculture et presque tous les autres de l'artisanat et du commerce. Hier encore — à l'heure de la libération — le prolétariat commençait à peine d'exister en nombre suffisant pour constituer un élément de la vie sociale. Il était d'abord présent dans la bataille par son idéologie et par le Parti qui en est porteur.

Aujourd'hui, la lecture des œuvres du camarade Enver permet de savoir, au premier coup d'œil, que la classe ouvrière est devenue une réalité sociologique, une couche sociale importante, fût-ce quantitativement. Du même coup, les rapports établis entre le Parti et les masses albanaises se démocratisent plus profondément encore. La dictature du prolétariat ne renvoie plus seulement à l'organisation politique, mais aussi et surtout à une classe sociale jeune et nombreuse qui, certes, n'a pas connu les durs combats livrés ailleurs contre le capitalisme avancé, mais qui tire son origine des couches populaires engagées hier dans la guerre de libération nationale. Et, aujourd'hui, elle élève continuellement son niveau culturel, idéologique et politique.

Le camarade Enver souligne que cette classe ouvrière, qui s'enracine dans la paysannerie et s'implante dans l'intelligentsia populaire, constitue désormais la base de l'existence du Parti : les groupes de contrôle ouvrier n'hésitent pas à vérifier aussi le fonctionnement révolutionnaire des organismes du P.T.A. à tous les échelons. De même qu'ils ont désormais le droit et les moyens de participer même au conseil des ministres. L'appareil du Parti et l'appareil de l'État, grâce au développement impétueux de la classe ouvrière, peuvent donc être placés beaucoup plus directement encore sous le contrôle des masses.

C'est ainsi que le camarade Enver conçoit « l'unité Parti-peuple-pouvoir ». [*Enver Hoxha, L'Unité parti-peuple-pouvoir, traduction française aux éditions Naim Frashëri, Tirana, 1971.*] Et c'est encore un nouveau moyen de lutte contre le révisionnisme qu'apporte la révolution scientifique et technique en posant devant la masse des travailleurs la nécessité de s'emparer du savoir qui, sous le signe de l'esprit bureaucratique, est réservé aux cadres et dégénère en pouvoir d'une minorité sur la majorité. C'est d'ailleurs le même problème qui se pose à l'école, où élèves, lycéens, étudiants ont contraint les enseignants à se remettre en question et à se révolutionnariser eux-mêmes. [*Voir le texte d'Enver Hoxha dans La Révolutionnarisation de l'enseignement.*]

En définitive, le socialisme albanais, c'est d'abord, encore et toujours la victoire de la liberté. Les paysans affranchis des seigneurs, les ouvriers délivrés des patrons, les intellectuels arrachés aux tâches sordides que leur confiait la bourgeoisie en sont le vivant témoignage. Mais peut-être n'est-il pas moins important que l'autorité patriarcale s'effondre, que toutes les conditions soient réunies pour qu'émerge une famille nouvelle où la personnalité des enfants et des adolescents s'affirme sans cesse davantage. Au même titre, la femme brutalisée, humiliée, vaincue d'hier, en marche aujourd'hui vers l'égalité avec l'homme, témoigne de ce lien entre socialisme et liberté, établi en terre albanaise. [*Voir dans ce livre, les discours d'Enver Hoxha sur la jeunesse et surtout sur la femme.*]

C'est le même combat qui se prolonge quand l'Albanie révolutionnaire se range aux côtés des peuples en lutte contre le capitalisme et l'impérialisme.

5. — Petite et grande Albanie

[Nous résumons ici une des dernières interventions du camarade Enver Hoxha sur la politique internationale. Le texte complet se trouve dans la brochure déjà citée — Unité parti-peuple-pouvoir.]

La bataille que mène l'Albanie à l'échelle internationale est moins connue du peuple français que l'originalité de ses méthodes dans la construction du socialisme. Même la presse réactionnaire ne parvient pas à faire le silence sur ce point. Et les peuples accueillent avec sympathie les prises de position du Parti et de l'État albanais contre l'impérialisme et le révisionnisme.

Pourtant — par ses dimensions et le nombre de ses habitants — le pays d'Enver Hoxha peut paraître un petit pays. Mais, comme l'observe le camarade Enver :

« L'Albanie socialiste n'est pas le nombril du monde ; le pivot du monde, c'est le marxisme-léninisme, c'est notre doctrine révolutionnaire. Et si, en Europe, à ce pivot d'airain s'est rattachée l'Albanie socialiste, petit pays indépendant et souverain, en Asie, c'est de ce même pivot, le marxisme-léninisme, dont s'est saisie la grande Chine, avec son territoire immense, ses 700 millions huit cent mille habitants, son industrie et son agriculture avancées, son armée populaire de fer dotée d'armes atomiques. Mais ce n'est pas tout, il y a d'autres pays socialistes qui luttent sur la voie marxiste-léniniste, il y a aux quatre coins du monde des partis marxistes-léninistes authentiques qui consentent des sacrifices et mènent une lutte héroïque contre le social-chauvinisme et le social-impérialisme, la bourgeoisie réactionnaire et les partis révisionnistes. Dans le monde il y a des millions de prolétaires et des peuples entiers qui combattent pour leur liberté, pour le pain, la terre, le travail et l'accès à la dignité humaine. » (*Op. cit.*, pp. 40-41.)

La lutte de l'Albanie socialiste pour soutenir les peuples du monde contre l'impérialisme s'appuie sur la certitude que celui-ci est entré dans une crise qui s'approfondit continuellement. Il appartient à tous les marxistes-léninistes, à tous les militants révolutionnaires d'accélérer par leur action la ruine de ce système mondial, condamné par l'histoire. Dans ce combat, le pire ennemi des peuples est l'impérialisme américain, c'est lui qui pille sur grande échelle les richesses des autres peuples. C'est lui, surtout, qui multiplie les massacres ou fournit des armes aux assassins. C'est lui qui étend partout ses bases militaires et se transforme en gendarme international.

Il faut donc aider les peuples du monde à faire front contre l'impérialisme et, tout d'abord, contre l'impérialisme américain. Le camarade Enver souligne que l'Albanie socialiste est fidèle à la conception léniniste de la coexistence pacifique qui n'exclut pas, mais suppose le soutien actif de tous les mouvements progressistes.

« Certes, écrit-il, nous désirons avoir de bonnes et correctes relations, ainsi que des échanges commerciaux et culturels, même avec les États et les pays qui ont des régimes différents du nôtre ; à condition toutefois que ces relations s'en tiennent aux normes acceptées par les deux parties, sans ingérence, sans pression politique, sans chantage et menace de l'une envers l'autre. Nous sommes pour une paix juste et véritable dans le monde, comme pour un véritable désarmement total et général. »

Pourtant ce n'est là qu'un aspect important mais secondaire de la coexistence léniniste. Le principal, c'est que « nous ne renoncerons jamais à la lutte politique et idéologique visant à défendre nos acquisitions et le marxisme-léninisme sur le plan national et international. Nous sommes contre les guerres impérialistes de rapine et d'oppression, mais nous sommes pour les justes luttes et nous aidons activement les peuples qui luttent contre la servitude physique, politique, économique, etc. ; nous sommes contre l'impérialisme qui a à sa tête l'impérialisme américain et contre le révisionnisme moderne qui a à sa tête le révisionnisme soviétique. Nous sommes pour la révolution mondiale et luttons activement pour elle.

« Telle est la coexistence léniniste appliquée par le Parti du Travail d'Albanie ». (*Op. cit.*, pp. 52-53.)

Pourquoi la lutte pour la révolution mondiale suppose-t-elle un double combat contre l'impérialisme — avec à sa tête la clique yankee — et le révisionnisme moderne — avec à sa tête les dirigeants de Moscou ? Parce qu'il existe une alliance de fait entre ces deux forces réactionnaires qui prétendent se partager le monde. Même sur le seul plan de la théorie, il est évident que Khrouchtchev et ses successeurs ont liquidé la conception léniniste de la coexistence pour la remplacer par des appels éperdus à la paix avec tous les impérialistes et à n'importe quel prix. [*Ibid.*, 52.] Bien entendu, Washington accepte avec plaisir cette trahison dont sont victimes les peuples en lutte et s'efforce d'en tirer le plus d'avantages possibles même s'il faut pour cela embrasser parfois son partenaire trop complaisant.

Seize ans après la fin de la Seconde Guerre mondiale, la plupart des pays d'Europe sont toujours occupés par les forces américaines et soviétiques. D'une part, l'O.T.A.N. adopte un dispositif d'agression sous la double direction des U.S.A. et de l'Allemagne occidentale ; d'autre part, le traité de Varsovie est devenu un instrument d'oppression qui permet à l'armée russe de transformer l'est de l'Europe en prison des peuples. Après l'invasion de la Tchécoslovaquie, les menaces adressées par Moscou à la Roumanie, à la Yougoslavie, à l'Albanie, sont typiquement impérialistes.

Ainsi, les deux superpuissances ne cessent de discourir sur les grands principes — démocratie, paix, indépendance nationale, désarmement, interdiction des armes atomiques. Mais, sous les deux slogans de « défense du monde libre » et de « défense du monde socialiste », elles se concertent pour consolider leur amitié et se partager les zones d'influence. Au demeurant, quand une nouvelle puissance impérialiste voit monter son étoile, Moscou se précipite pour signer aussi avec Bonn un traité qui porte atteinte aux droits de la République démocratique allemande et favorise les revanchards.

Cette entente, en Europe, permet évidemment à la fois aux révisionnistes soviétiques et aux impérialistes américains d'avoir les mains libres en Asie et de poursuivre ensemble l'encerclement militaire de la grande république populaire de Chine. Pour convaincre les impérialistes japonais de participer à l'opération, la clique révisionniste leur ouvre un large accès aux ressources naturelles de la Sibérie. Des offres analogues ont d'ailleurs été faites à des groupes financiers de diverses nationalités pour renforcer cette sainte alliance — le tout sous le drapeau de Lénine. Comme l'observe le camarade Enver, avec une ironie amère : « Mettre aux enchères l'Union soviétique et vendre ses richesses aux capitalistes est " léniniste ". Attaquer et occuper un pays socialiste tel que la Tchécoslovaquie est "léniniste". Faire occuper les pays socialistes par les armées soviétiques même vingt-six ans après la fin de la guerre, est encore "léniniste", s'attaquer à la Chine et à l'Albanie socialistes est "léniniste". Comme sont "léninistes" les alliances des révisionnistes soviétiques avec les États-Unis d'Amérique et les accords avec les revanchards de Bonn et les militaristes japonais. » (*Op. cit.*, p. 55.)

Mais les deux superpuissances ne parviennent pas pour autant à paralyser la lutte des peuples du monde. Contre l'impérialisme américain, ses dollars, ses satellites, ses intrigues, son arsenal atomique, ses bases militaires, ses forces armées, l'oppression même qu'il exerce mobilise les opprimés. A l'intérieur de l'empire yankee, l'action des révolutionnaires provoque, directement ou indirectement, des crises économiques, la révolte des Noirs et des jeunes. La répression, à son tour, engendre de nouvelles ripostes. Et les défaites militaires subies en Asie du Sud-Est aggravent encore ces contradictions internes.

Les révisionnistes soviétiques, eux aussi, envahissent les pays étrangers. Ils colonisent d'autres peuples économiquement et installent sur leur territoire des bases militaires. Ainsi, ils étendent leur empire. Partout où la naïveté des uns et les difficultés des autres le leur permettent, ils utilisent à leur propre fin le mouvement de libération nationale, en font un élément de marchandage avec les Américains et trahissent ainsi la cause des peuples.

Mais ils ne parviendront pas à étouffer les luttes révolutionnaires. Le camarade Enver souligne que le peuple albanais porte une profonde confiance aux peuples arabes, ses frères des bons et mauvais jours.

Les deux puissances impérialistes cherchent à s'implanter économiquement, politiquement, militairement au Moyen-Orient, comme à se partager le contrôle des ports et des mers de la Méditerranée orientale. Pour faire prévaloir le plan Rogers — qui est, en fait, un plan Rogers-Gromyko — aucune manœuvre n'a été épargnée afin de tromper les peuples arabes.

« Les armes qu'on leur a fournies, constate Enver Hoxha, sont contrôlées par les Soviétiques. Elles ne sont pas utilisées pour la grande cause arabe. Elles ont précisément servi à tromper les Arabes, à leur lier les mains [...] Les armées soviétiques et américaines cherchent à s'établir par ruse sur les deux rives du canal de Suez. Et alors, les peuples arabes pourront garder les ferrailles que leur ont données les Soviétiques. Ils n'ont pas chassé avec héroïsme, du Canal, un impérialisme pour être occupés maintenant par deux autres. [...] Nous avons confiance dans le triomphe de la juste cause de leur lutte. Mais la victoire la plus rapide sur l'ennemi commun suppose l'unité de fer de tous les peuples arabes dans la lutte armée [...] Les clameurs de Dayan rejoignent les intrigues secrètes des révisionnistes soviétiques. Mais le fusil des frères arabes palestiniens riposte héroïquement. Il triomphera de la grande conspiration de ses ennemis. C'est pourquoi il faut aider par tous les moyens la juste lutte du peuple palestinien, placé aujourd'hui à l'avant-garde de la lutte générale que les peuples arabes doivent livrer sur tous les fronts. Les frères arabes sauront porter bien haut le drapeau de la lutte de libération contre les impérialistes et les sionistes. Ils dénoueront les plans des révisionnistes soviétiques et toutes les provocations organisées par les officines de la C.I.A. »
(Op. cit., p. 72.)

La situation est-elle très différente au Vietnam ? Les peuples d'Indochine font subir aux États-Unis d'Amérique une catastrophe politique et militaire. Ici encore, les révisionnistes soviétiques multiplient les efforts pour sauver la mise des impérialistes yankees et pour favoriser une paix de compromis. Mais la Chine populaire est le grand arrière du Vietnam. Et — proclame Enver Hoxha — malgré la distance, le peuple du Vietnam est un peuple frère. Les Albanais partagent ses souffrances et ses victoires.

Enfin — précisément parce que le pivot de l'histoire mondiale est aujourd'hui le marxisme-léninisme — le camarade Enver ne peut séparer l'action internationale de l'Albanie et l'étroite amitié qui l'unit à la Chine rouge :

« Le Parti du Travail d'Albanie et le peuple albanais, écrit Enver Hoxha, disent que la grande et glorieuse Chine socialiste de Mao Tsétoung est le phare lumineux des peuples du monde qui marchent sur la voie de la révolution, qu'elle est le pilier d'acier du marxisme-léninisme révolutionnaire, qu'elle est le grand, le sincère et l'invincible soutien des peuples qui luttent pour la liberté, qu'elle est l'ennemi juré de l'impérialisme américain, du social-impérialisme soviétique et de toute la réaction mondiale. Tous les peuples progressistes du monde voient en la Chine leur ami [...] Dans aucun pays du monde on ne voit un seul soldat chinois, dans aucun pays du monde on ne voit une seule base militaire chinoise [...] Tous les peuples et États — et ils ne sont pas rares — qui ont demandé et reçu l'aide sous forme de crédits de la Chine socialiste, ou qui commercent avec elle, font son éloge [...] Mais l'aide que la Chine prête aux peuples du monde est, avant tout, du point de vue politique et idéologique, colossale du fait que les glorieuses idées de Mao Tsétoung éduquent un parti marxiste-léniniste et un grand peuple de 700 millions huit cent mille d'hommes, que la politique de l'État chinois est une politique juste, glorieuse, tournée vers le socialisme, la révolution, les luttes de libération nationale, la liberté et l'indépendance des peuples [...] La Chine et l'Albanie sont deux pays amis et frères et il n'y a aucune force au monde qui puisse les séparer. Qui touche l'Albanie, touche la Chine. Qui touche la Chine, touche l'Albanie. Nous sommes liés par les mêmes idéaux, les mêmes objectifs, la lutte commune contre les mêmes ennemis. Nous sommes unis par le socialisme, le communisme, le marxisme-léninisme. » *(Brochure citée pp. 56-74. Le discours d'Enver Hoxha au VI^e Congrès du P. T. A. — prononcé alors que ce recueil était déjà prêt pour l'impression — confirme les analyses de cette préface.)*

La situation internationale et les tâches du Parti

Rapport présenté au Comité central du Parti du Travail d'Albanie, le 13 février 1957.

Ce rapport sur la situation internationale et les tâches du Parti a pour but principal de démasquer le révisionnisme moderne qui, après le XX^e Congrès du P.C.U.S., s'est développé à un rythme accéléré dans plusieurs partis communistes.

Enver Hoxha attaque ici directement le révisionnisme titiste, mais il n'est pas difficile de comprendre que le coup principal est dirigé contre le révisionnisme moderne, en général, tel qu'il s'était manifesté dans le rapport de Khrouchtchev.

Dès ce moment, le P.T.A. sans pouvoir encore s'en prendre directement à la direction du P.C.Û.S. et aux thèses du XX^e Congrès, définit clairement ses positions. L'attaque directe aurait alors servi les ennemis du marxisme-léninisme qui avaient déclenché une campagne effrénée contre le communisme, contre le camp socialiste et surtout contre l'Union soviétique, le premier et le plus puissant Etat socialiste créé par Lénine et Staline.

De plus, le P.T.A. n'était pas encore convaincu que Khrouchtchev et son groupe aient trahi le marxisme-léninisme. En dépit de l'extrême gravité des erreurs commises, le P.T.A. espérait que la direction du P.C. U.S. comprendrait un jour ses graves déviations et les corrigerait. Pour ces raisons, le P.T.A. défendait l'Union soviétique et son parti communiste en considérant cette action comme une lutte pour le marxisme-léninisme et l'unité du mouvement international. En même temps, il combattait les thèses révisionnistes du XX^e Congrès, mais indirectement et en affectant de considérer que le centre du révisionnisme était toujours à Belgrade.

En mettant en évidence les attitudes profondément antimarxistes de la direction de la Ligue des communistes de Yougoslavie — et en particulier sa conduite chauvine envers l'Albanie et le Parti du Travail — Enver Hoxha voulait enfin démontrer à la direction du P.C.U.S. et à celle des autres partis communistes, l'étendue de la faute commise en interrompant la lutte contre le révisionnisme titiste. Le P.T.A. ne pouvait pas cesser un tel combat tant que la clique de Belgrade continuait à représenter un grand danger pour le mouvement communiste international et que cette lutte aidait à démasquer toute autre tendance révisionniste moderne, en particulier les thèses présentées au XX^e Congrès du P.C.U.S.

1. — Défendre le marxisme-léninisme

L'offensive déclenchée contre l'idéologie marxiste-léniniste se déploie sur deux fronts parallèles, sinon coordonnés : d'une part les forces de l'impérialisme et de la réaction se déchaînent, d'autre part les éléments opportunistes et révisionnistes interviennent, avec à leur tête les dirigeants yougoslaves. Ces derniers ont pour but de semer le désarroi dans les rangs des partis communistes, de les diviser, d'y faire prévaloir des déviations de droite sur la juste ligne, d'opposer les uns aux autres les pays socialistes, de discréditer le marxisme-léninisme et de priver la classe ouvrière de la théorie nécessaire pour s'orienter politiquement et pour construire le socialisme.

Cette offensive contre-révolutionnaire se caractérise par l'utilisation des mots d'ordre de « gauche » pour faire triompher la révision du marxisme-léninisme. Le révisionnisme est apparu dans le mouvement ouvrier lorsque le marxisme eut remporté une victoire théorique totale sur ses ennemis déclarés. Ces derniers ont changé de tactique. Ils ont entrepris de combattre le marxisme sous le drapeau du marxisme lui-même. Ils s'efforcent fondamentalement, selon le mot de Lénine, de transformer le marxisme en une sainte icône.

« Le révisionnisme, écrit Lénine, prend du marxisme tout ce qui est acceptable pour la bourgeoisie libérale, jusqu'à la lutte pour des réformes, jusqu'à la lutte des classes — sauf la dictature du

prolétariat — jusqu'à la reconnaissance "généralisée" des "idéaux socialistes", jusqu'au thème de la substitution d'un " ordre nouveau " au capitalisme, il rejette seulement la force vive du marxisme, son caractère révolutionnaire. » (*Lénine, Œuvres, vol. 21, p. 226.*)

Ce sont les dirigeants yougoslaves qui brandissent aujourd'hui le drapeau de la révision du marxisme-léninisme. Aussi sont-ils devenus, aux yeux des impérialistes, une arme indispensable pour combattre le communisme. A la dernière réunion du conseil de l'O.T.A.N., le ministre des Affaires étrangères de la République fédérale allemande, Von Brentano, a préconisé que l'alliance atlantique apporte son appui au développement du « titisme dans les pays de démocratie populaire ». Cette méthode, observe Von Brentano, est plus fructueuse que l'invitation directe à l'insurrection. Toutes les radios de l'Occident appellent constamment les peuples du camp socialiste à renverser les dirigeants du Parti et de l'État, à les remplacer par des éléments « antistaliniens », à refuser de construire le socialisme « stalinien » et à embrasser la voie du socialisme « national et spécifique » yougoslave. Nos ennemis envoient en Albanie des proclamations signées du criminel fasciste Sadik Premte [*Sadik Premte, ancien dirigeant d'un des groupes communistes albanais. Après la création du parti communiste d'Albanie, il entreprit de le détruire et combattit contre lui, les armes à la main, aux côtés des envahisseurs italiens et allemands et des réactionnaires albanais.*] — qui s'intitule maintenant « chef de la section albanaise de la IV^e Internationale communiste ». Il appelle notre peuple à renverser le socialisme « bureaucratique » et à suivre la voie de Tito et d'Imre Nagy.

Les dirigeants yougoslaves présentent leurs « théories » comme une grande découverte au service du mouvement ouvrier et de l'humanité tout entière. En fait, leur doctrine et leurs actes sont une arme offerte à l'impérialisme pour combattre le marxisme-léninisme, les partis communistes et le camp socialiste.

Les dirigeants yougoslaves veulent faire passer leurs « théories » pour le dernier mot du marxisme. Mais en réalité leur système « philosophique » n'est qu'un mélange de différentes conceptions antimarxistes cent fois réfutées, depuis l'anarchisme de Proudhon et de Bakounine jusqu'aux thèses de Trotsky, de Boukharine et de « l'opposition ouvrière ». [*« L'opposition ouvrière » était en 1920-21 un groupe anarchisant d'opposition à l'intérieur du parti bolchevique soviétique. Elle était animée par Ohlapanikov, Medvediev, Kollontai, etc.*] La lutte pour la révision du marxisme-léninisme se camoufle actuellement sous la démagogie de trois mots d'ordre principaux :

1. On spéculé beaucoup sur une thèse juste : celle du marxisme-léninisme comme développement créateur, comme pensée hostile à tout dogmatisme.

Pourtant, les marxistes-léninistes conçoivent le progrès qualitatif de leur théorie non comme sa négation jusque dans ses racines, mais comme son enrichissement par les enseignements et les conceptions nouvelles qu'autorisent l'expérience de la lutte de classe et le développement des sciences. Au contraire, les révisionnistes, comme nous le verrons, rejettent les principaux fondements de la théorie marxiste-léniniste notamment la lutte des classes, la dictature du prolétariat, le rôle dirigeant du Parti, etc. Mais le marxisme est une science et les lois objectives qu'il a découvertes reflètent la réalité de même que les lois établies de la chimie, de la physique, etc. Aussi ne peuvent-elles pas devenir caduques ni être dépassées. Et pourtant Vllahovic, membre du comité central de la Ligue des communistes de Yougoslavie, qualifie le matérialisme historique de « théorie du vieux Marx » et le journal *Borba* écrit que le danger du « stalinisme » se double d'un autre péril : s'enfermer dans un « léninisme dogmatique » périmé.

2. On spéculé aussi beaucoup sur la juste thèse selon laquelle le marxisme doit être appliqué de façon créatrice en fonction des conditions particulières de chaque pays. Selon le marxisme-léninisme, les caractéristiques et les lois fondamentales du passage au socialisme sont les mêmes partout. Mais les formes, les méthodes et les rythmes de la révolution peuvent présenter, dans les différents pays, des diversités déterminées par les conditions concrètes de leur développement. Les révisionnistes s'emparent de ce fait pour lancer les mots d'ordre du « socialisme spécifique et national », pour nous

détourner des principes universels du marxisme-léninisme comme de la construction du socialisme et de toute généralisation de l'expérience soviétique. *[Il s'agit ici de l'expérience soviétique telle qu'elle s'est développée du temps de Lénine et de Staline.]*

Le marxisme enseigne que les lois fondamentales de construction du socialisme sont les mêmes partout et que les lois du développement de la société ne connaissent pas de frontières nationales. L'expérience historique permet de dégager les conditions universelles d'une victoire de la révolution : la dictature du prolétariat, c'est-à-dire l'instauration du pouvoir politique de la classe ouvrière — la direction du parti marxiste-léniniste — le renforcement par tous les moyens de l'alliance entre la classe ouvrière d'une part et la paysannerie et les autres couches laborieuses d'autre part — la liquidation de la propriété capitaliste et l'institution de la propriété sociale des principaux moyens de production — l'organisation socialiste de l'agriculture — le développement planifié de l'économie — l'usage de la théorie révolutionnaire marxiste-léniniste comme guide des forces populaires — la défense résolue des conquêtes de la révolution socialiste contre les attaques des anciennes classes exploiteuses et des États impérialistes. Ces aspects universels de la construction du socialisme constituent la voie principale. C'est, en quelque sorte, le fleuve où se jettent les affluents, c'est-à-dire les traits spécifiques de tel ou tel pays. Ne pas suivre cette voie principale, renier les aspects universels du marxisme-léninisme, c'est s'engager dans une impasse. Voilà ce que confirme l'expérience de la Yougoslavie.

Il est clair que les ennemis de la classe ouvrière voient dans le « communisme national » le grand moyen d'action à l'aide duquel ils espèrent détourner de leur voie les pays socialistes et les partis communistes pour faire tourner à rebours la roue de l'histoire...

3. Toute la campagne rageuse que les impérialistes et les révisionnistes ont déclenchée contre le communisme est menée dans son ensemble sous le couvert de la lutte contre le « stalinisme ». Aussitôt après le XX^e Congrès du parti communiste de l'Union soviétique, les ennemis ont gonflé sans mesure les « erreurs » de Staline. Ils les ont claironnées à tout vent afin de discréditer les États socialistes, les partis communistes et leurs dirigeants ; pour semer le désarroi idéologique et la discorde dans le mouvement communiste international. A la faveur de cette campagne, les éléments droitiers et centristes ont partout relevé la tête. Ils ont engagé le combat avec ardeur contre les partis ouvriers sous des mots d'ordre trompeurs et antimarxistes. Ils ont appelé par exemple à la « démocratisation », à la « déstalinisation », à « l'indépendance nationale » au « bien-être du peuple », etc. Il s'agit en fait de combattre les directions marxistes-léninistes des partis et leur juste ligne. Devant une telle situation, notre parti devait agir. Il a pris des mesures pour combattre les éléments qui, sous le drapeau de la lutte contre le « culte de la personnalité », entendaient faire dévier le Parti de sa voie.

Les récents événements ont vérifié de nouveau que le Comité central du Parti, unanimement approuvé par le III^e Congrès, a eu raison d'engager la lutte contre les divers traîtres, opportunistes, trotskystes, révisionnistes qui avaient tenté, ouvertement ou non, d'écarter notre parti du marxisme-léninisme, de détruire le Parti et la dictature du prolétariat pour frayer la voie à l'instauration du capitalisme et à la domination de l'impérialisme étranger. C'est le but que visaient les plans des ennemis du Parti, de Tuk Jakova et de Bedri Spahiu *[Tuk Jakova et Bedri Spahiu, anciens membres du Comité central du Parti du Travail d'Albanie. Au moment où Khrouchtchev commença à détourner le parti communiste de l'Union soviétique hors de la voie révolutionnaire, ils cédèrent aux pressions de l'impérialisme et du révisionnisme moderne. Mais ils ne trouvèrent aucun appui parmi les membres du P.T.A. et furent exclus de ses rangs.]* dont les alliés se démasquèrent à la conférence de Tirana. *[Il s'agit de la conférence de la fédération de Tirana du P.T.A. en avril 1956. Des éléments hostiles recrutés par les révisionnistes yougoslaves et leur légation à Tirana se lancèrent à l'attaque contre la ligne marxiste-léniniste du P.T.A. Ils avancèrent des thèses révisionnistes dans l'esprit de celles que Khrouchtchev avait fait triompher quelques semaines plus tôt, lors du XX^e Congrès du P.C.U.S. Ils furent politiquement écrasés. Les délégués à la Conférence se rallièrent, dans leur immense majorité, aux positions de leur Comité central.]* Tous s'appuyaient pour mener à bien cette triste besogne sur la légation yougoslave. Les douloureux développements de la situation en Hongrie, où la contre-

révolution s'est effectivement déclenchée, vérifient pleinement la ligne de notre parti et confirment qu'il a agi en connaissance de cause.

Nous ne sommes pas d'accord avec tous ceux qui renient l'activité révolutionnaire de Staline dans son ensemble et le dépeignent sous les couleurs les plus sombres. Nous estimons qu'il doit être mis à sa véritable place. Staline, comme on sait, est un grand marxiste. Après Lénine, il a défendu le marxisme-léninisme contre tous ses ennemis, contre les révisionnistes. Il a apporté une contribution importante au développement de cette science. Il a eu de grands mérites dans la préparation et dans le développement de la révolution d'Octobre, dans la construction du premier État socialiste, dans la victoire historique sur les envahisseurs fascistes, dans la marche en avant du mouvement communiste et ouvrier international. Pour toutes ces raisons, Staline jouissait d'une grande autorité non seulement en Union soviétique mais aussi dans le monde entier. Sur les questions décisives, dans la défense des intérêts de la classe ouvrière et dans le combat pour la théorie marxiste-léniniste, dans la bataille contre l'impérialisme et les autres ennemis du socialisme, il a constamment mené une juste lutte. Il était et demeure un exemple.

Je tiens à souligner que les dirigeants yougoslaves mènent un grand tapage contre Staline à propos du culte de la personnalité, mais ils le pratiquent chez eux, et de la façon la plus criante. Bakaric, membre du Comité exécutif de la Ligue des communistes de Yougoslavie [*Le Comité exécutif de la Ligue des communistes yougoslaves correspond à peu près au Bureau politique du parti communiste français ou, chez les Italiens, à la Direction du Comité central.*], dans un article écrit à l'occasion de l'anniversaire de Tito, est allé jusqu'à dire que les œuvres « marxistes » de Tito, dans leur ensemble, peuvent seulement être comparées aux meilleurs écrits de Marx, Engels et Lénine. En d'autres termes, Tito se situe au-dessus de Marx, Engels et Lénine ! Les dirigeants et la presse yougoslaves attaquent bruyamment le « culte de la personnalité » de Staline, non pour défendre les principes marxistes-léninistes, mais pour discréditer le système socialiste et les dirigeants authentiques des partis communistes, pour réviser le marxisme-léninisme et frayer la voie au « socialisme yougoslave ».

La question de l'œuvre de Staline est importante : après Lénine, il a été durant trente ans à la tête du Comité central du parti communiste de l'Union soviétique. Il a été le guide politique de l'U.R.S.S. et du mouvement ouvrier international. Les ennemis, en le couvrant de boue, ne visent pas tant sa personne que l'Union soviétique. Ils cherchent à la discréditer comme le système socialiste et le mouvement communiste international, et, par conséquent, à saper la foi des travailleurs dans la révolution.

Dans le discours prononcé à Pula en novembre 1956, Tito a déclaré :

« Nous avons dit dès le début qu'il ne s'agit pas seulement du culte de la personnalité, mais du système qui a permis l'apparition de ce culte. C'est en lui que se trouvent les racines du mal, c'est lui qu'il faut frapper avec le plus de persévérance et de force. »

Ainsi donc, selon les dirigeants yougoslaves, le culte de la personnalité a été engendré par le système soviétique. Par conséquent, ce système doit être révisé (sinon renversé) pour être remplacé par le régime « démocratique yougoslave ». On sait à quel moulin va cette eau : les idéologues de la bourgeoisie n'ont rien épargné pour montrer que les « erreurs » de Staline sont le produit nécessaire du système soviétique, que ce système est une « erreur », une « expérience manquée » et que les travailleurs doivent par conséquent renoncer au socialisme et œuvrer pour le « capitalisme populaire ». [*« Le capitalisme populaire » était alors l'idéologie de collaboration de classes la plus répandue aux États-Unis. Elle prêchait l'extinction de la lutte des classes, la diffusion d'actions, c'est-à-dire de valeurs cotées en Bourse, parmi les ouvriers. Le Vatican a vanté cette doctrine réactionnaire dans des Encycliques comme Mater et magistra.*] Ces prétentions mensongères ont été rejetées par toute l'histoire du développement du système soviétique. C'est lui qui a assuré à l'U.R.S.S. des succès colossaux. C'est lui qui a surmonté victorieusement les épreuves les plus dures de l'histoire. C'est lui

qui apparaît comme un éclatant exemple du bon combat aux yeux de tous les travailleurs en lutte pour se libérer et construire une vie meilleure.

Les dirigeants yougoslaves et tous les révisionnistes s'abritent derrière le drapeau de la lutte contre le « stalinisme » pour mieux régler leur compte à tous leurs adversaires. Leur méthode est simple : ils qualifient les justes thèses marxistes-léninistes de « dogmatisme stalinien ». Les partis communistes et leurs dirigeants fidèles au marxisme-léninisme sont déclarés « staliniens ». La structure de l'État et le régime économique de nos pays sont traités de « bureaucratisme stalinien ». Bien entendu, tout ce qui est « stalinien » doit être liquidé et remplacé par ce qui est « antistalinien ». La division des partis et des communistes en « staliniens » et « antistaliniens », comme la guerre aux « staliniens » menée par les dirigeants yougoslaves, ont un but : la scission du mouvement ouvrier.

Se fondant sur les erreurs et les insuffisances qu'ils attribuent à Staline, les titistes nient tous les succès remportés par l'Union soviétique, les démocraties populaires et les partis communistes au cours de ces dernières années. Ils disent que les États socialistes et le mouvement communiste international sont en crise parce qu'ils souffrent du « stalinisme ». Ils proposent comme issue « la voie yougoslave d'édification du socialisme ». Ils affirment que la Yougoslavie, parce qu'elle s'est détachée en 1948 du camp socialiste, a échappé au « stalinisme ». Et ils expliquent par là qu'elle seule ait trouvé la « juste voie » de construction du socialisme, qui doit maintenant servir d'exemple à tous les pays. On fait grand bruit autour du « socialisme yougoslave » pour le présenter comme pur de toute erreur et comme le seul modèle acceptable et même possible de construction du socialisme dans tous les pays.

Mais qu'en est-il en réalité ? La voie « yougoslave » a-t-elle montré quelque supériorité ? Au contraire, les dirigeants yougoslaves eux-mêmes admettent les sérieuses faiblesses du régime social et surtout de l'économie du pays. Nous savons bien quel type de « démocratie » l'U.D.B. [*Police politique secrète yougoslave.*] assure aux travailleurs yougoslaves. Les dirigeants de Belgrade eux-mêmes ont reconnu que la Ligue des communistes de Yougoslavie présente de sérieux symptômes de désagrégation depuis la directive qui tend à limiter le Parti à un rôle purement éducatif.

D'autre part, ils posent la question décisive de la réorganisation de la production, base sur laquelle repose l'ensemble de la société. Les titistes parlent beaucoup de la réforme de l'économie yougoslave. Mais quels résultats celle-ci a-t-elle donnés ? Selon les informations officielles de Belgrade, la productivité du travail en Yougoslavie est inférieure à celle de 1939. L'indice des prix de détail s'est élevé de 27 % par rapport à 1952. Dans la campagne, l'économie individuelle prédomine. La réorganisation des coopératives agricoles, réalisée de 1953 à 1955, n'en a laissé que 896 sur 4192. En 1952-53, 358 000 hectares de terres seulement sont restés en friche, en 1955-56, cette étendue s'est élevée à 575 000 hectares. La production de céréales n'atteint pas le niveau d'avant-guerre. Il en manque 600 à 650 000 tonnes par an pour faire face aux besoins de la population. L'économie yougoslave dépend dans une grande mesure des secours accordés par les États-Unis d'Amérique, soit une aide importante d'un milliard deux cent millions de dollars. Si les impérialistes américains ont accordé ces subventions considérables à la Yougoslavie, ce n'est assurément pas pour participer à la construction du socialisme. Peut-on penser, en effet, que l'impérialisme puisse contribuer à édifier un régime nouveau donc à creuser plus vite sa propre tombe ? Ou qu'entre plusieurs voies du socialisme, il choisisse de soutenir la meilleure ?

C'est l'affaire des « communistes » et des travailleurs yougoslaves de suivre le chemin, d'adopter les formes qui leur paraissent les meilleures. Certes, nous ne les approuvons pas, mais nous ne nous ingérons pas dans leurs affaires intérieures. Or Tito et la presse yougoslave se sont déclarés partisans de « la pluralité des voies dans la marche vers le socialisme ». Ils ont proclamé la « non-ingérence dans les affaires intérieures des autres pays ». Et voilà que maintenant ils mettent tout en œuvre pour prôner « la voie yougoslave » comme étant la seule « bonne méthode ». Bien mieux, ils s'efforcent de prouver, arguments « théoriques » à l'appui, que cette voie est objectivement nécessaire dans tous les pays socialistes. Ils soutiennent que nos systèmes « staliniens » sont en contradiction avec les lois de la

science sociale. Par conséquent, disent-ils, il faut les remplacer absolument par un régime de type yougoslave, faute de quoi nous sommes menacés de subir la même catastrophe que la Hongrie.

Tito et Kardelj ont tiré les conséquences de cette thèse : à leurs yeux la contre-révolution fasciste en Hongrie est une révolution qui tendait à renverser le régime « stalinien ». Et selon Maris Vilfan, secrétaire de la commission pour les affaires extérieures de l'Union socialiste des travailleurs de Yougoslavie [*Aujourd'hui, Union socialiste du peuple de Yougoslavie — Organisation présentée comme un front de toutes les couches laborieuses.*], elle est le début de « la renaissance de l'Europe orientale ».

Les dirigeants de Belgrade ont déclaré ouvertement qu'ils se sont donné pour tâche d'imposer leur voie aux autres partis même « au prix d'une lutte longue et difficile ». Dans leurs discours et leurs journaux, ils traitent de « staliniens » tous ceux qui n'acceptent pas la voie yougoslave. Ils appellent les « communistes » à les renverser et à les remplacer par des partisans de la « nouvelle ligne ». Tito a dit à Pula que le sort du mouvement ouvrier dépendra de l'orientation qui triomphera dans les partis communistes : la voie nouvelle, qui s'est amorcée en Yougoslavie [...] ou la voie stalinienne. Et il poursuit : « La Yougoslavie ne peut se permettre de s'enfermer dans sa coquille, elle doit agir dans toutes les directions [...] afin que triomphe l'esprit nouveau. »

Après de telles prises de position, comment les dirigeants de Belgrade et la *Borba* [*Organe officiel de la Ligue des communistes de Yougoslavie.*] peuvent-ils prétendre qu'ils ne pensent nullement à imposer leur voie aux autres partis et se plaindre d'être accusés injustement d'en avoir l'intention ?

Voilà, camarades, quel danger présente aujourd'hui le révisionnisme. Voilà pourquoi notre parti et tous les autres partis marxistes-léninistes doivent redoubler de vigilance et frapper sans merci, sans la moindre hésitation tous les révisionnistes, tous les renégats du marxisme-léninisme.

2. — Le parti de la classe ouvrière dans la révolution socialiste

En Hongrie, les réactionnaires, les éléments antimarxistes et anti-léninistes concentrèrent avant tout leur tir contre le Parti des Travailleurs. Ils mirent à profit les erreurs et les insuffisances du Parti pour attaquer le Comité central, désagréger et scinder le Parti. Ils tentèrent de le discréditer devant les masses, de déchaîner contre lui les couches sociales hésitantes, et de mobiliser tous les ennemis. Ils écartèrent le Parti de la direction de l'État et — grâce à la création du gouvernement de « coalition » d'Imre Nagy — le pouvoir passa en fait entre les mains des partis réactionnaires et de conseils contre-révolutionnaires. Par la terreur et les massacres, ils cherchèrent à exterminer les communistes. Ainsi, dans les moments les plus tragiques, le peuple hongrois demeura sans guide et ne fut plus en mesure de fermer la porte, en temps voulu et avec la force requise, à la contre-révolution fasciste. Une fois de plus il fut démontré que, sans la direction du parti marxiste-léniniste, il ne peut exister de dictature du prolétariat.

Or, juste à cette époque, les dirigeants yougoslaves diffusèrent leur conception opportuniste qui nie le rôle dirigeant du Parti. Mihallko Todorovic [*Membre du Comité exécutif de la Ligue des communistes de Yougoslavie.*] écrivait : « [...] Le socialisme s'est acquis une base socio-politique très large. Ce n'est plus là l'affaire de certains partis déterminés, ni même uniquement de la classe ouvrière, mais de l'écrasante majorité de la population, une affaire nationale dans nombre de pays et pour ainsi dire dans la totalité d'entre eux. »

Kardelj [*Alors numéro 3 (après Tito et Bankovic) et principal idéologue de la Ligue des communistes de Yougoslavie.*] disait : « Le rôle du Parti se borne de plus en plus à une fonction éducative, sa liaison avec l'appareil d'administration étatique est donc rompue. »

En Pologne également, les éléments réactionnaires et opportunistes se prononcent pour le mot d'ordre de la démocratisation, contre le rôle dirigeant du Parti. Des vues analogues paraissent également dans

leur presse. Et, au plénum [*Assemblée générale de tous les membres d'un organisme dirigeant*] des syndicats et à la conférence nationale de la jeunesse, on a beaucoup parlé de l'indépendance des organisations de masse à l'égard du Parti.

L'ensemble de l'expérience historique montre combien il est dangereux de nier le rôle dirigeant du Parti de la classe ouvrière, c'est-à-dire, en fait, de priver la classe ouvrière de son parti. La fonction de direction du parti marxiste-léniniste est une nécessité vitale pour accomplir la révolution socialiste et construire le socialisme et le communisme. Seul en effet le Parti est armé de la science marxiste-léniniste qui lui permet de connaître les lois objectives de la société. Seul il est capable de diriger et de coordonner l'activité de toutes les organisations de la classe ouvrière. Combattant les vues de l'Opposition ouvrière, Lénine écrivait :

« Le marxisme nous enseigne — et cet enseignement [...] s'est avéré juste dans la pratique de notre révolution — que seul le Parti politique de la classe ouvrière, autrement dit le parti communiste, est à même d'unir, d'éduquer, d'organiser une avant-garde du prolétariat et de toutes les classes laborieuses, qui soit capable de faire face aux nécessaires incertitudes petites-bourgeoises de cette masse, aux traditions et aux réapparitions inévitables des vues étroites et corporatistes, ou des préjugés professionnels dans les rangs, du prolétariat, et de guider toute l'activité conjuguée de l'ensemble du prolétariat — autrement dit de le diriger politiquement et, à travers lui, toutes les masses laborieuses. Faute de quoi, la dictature du prolétariat est irréalisable.

« La compréhension incorrecte du rôle du parti communiste dans ses rapports avec le prolétariat sans parti, puis dans les rapports du parti et du prolétariat avec la masse des couches laborieuses, constitue un abandon théorique décisif du communisme et une déviation vers le syndicalisme et l'anarchisme, déviation qui entretient toutes les vues du groupe de "l'Opposition ouvrière". » (*Lénine, vol. 32, p. 257.*)

Voilà donc ce que veut dire la négation du rôle dirigeant du parti marxiste-léniniste. C'est laisser la classe ouvrière sans avant-garde, la désarmer et la trahir totalement dans l'intérêt de la bourgeoisie.

Kardelj justifie ses affirmations erronées sur le rôle du Parti par un argument absurde : la fonction dirigeante du Parti, dit-il, est incompatible avec le rôle véritablement décisif de la masse des producteurs. Il explique le désir des communistes de renforcer leur parti par le fait que, selon lui, ils n'ont généralement « pas confiance dans les masses ». Mais les classiques du marxisme-léninisme et la pratique ont démontré que l'existence du parti n'entrave pas le rôle des masses en tant que créatrices de l'histoire. Ils ont prouvé que c'est seulement sous la conduite du parti communiste que la classe ouvrière, l'ensemble des travailleurs, peuvent remplir ce rôle avec succès.

« [...] Le prolétariat — dit Engels — devient une force à partir du moment où il crée un parti ouvrier indépendant. » (*Karl Marx, F. Engels, Œuvres, Édition russe, volume 13, première partie, P. 67.*)

Les dirigeants yougoslaves cherchent à abriter leurs vues erronées sur le rôle du Parti sous le drapeau de la « déstalinisation et de la démocratisation ». Kardelj affirme que la classe ouvrière et les masses laborieuses doivent exercer une influence directe sur le système politique, mais pas à travers le Parti ou sa direction. Et il considère la direction du Parti comme l'incarnation du despotisme bureaucratique. C'est là, en fait, l'ancienne thèse allemande de « l'opposition de principe » prônée par les trotskystes, les opportunistes et les idéologues de la bourgeoisie. Partant du rôle dirigeant du Parti dans le système de la dictature du prolétariat, ils prétendaient qu'en Union soviétique ne règne pas la dictature de la classe ouvrière, mais la « dictature du Parti », la « dictature des chefs ». [*« L'Opposition de Principe » était un groupe petit-bourgeois anarcho-syndicaliste qui s'était détaché du parti communiste d'Allemagne en 1919.*] Leur but était de nier le caractère démocratique de l'État socialiste et de mettre en opposition les masses avec les dirigeants et avec le Parti. Tout État, de quelque type qu'il soit, est guidé par les classes dominantes à travers le Parti qui les incarne. De cette bureaucratie-là aucun État ne peut être exempt. Prétendre donc « démocratiser » le pays en réduisant à néant la tâche dirigeante

du parti marxiste-léniniste, revient à confier cette fonction à un autre parti. C'est ce que confirme l'histoire. C'est ce que confirme aussi l'expérience des récents événements de Hongrie.

3. — Le rôle de la dictature du prolétariat

La question essentielle de toute révolution est celle du pouvoir. Ces temps derniers, les événements, en particulier ceux de Hongrie, ont permis aux communistes de dégager des conclusions importantes pour le renforcement de la dictature du prolétariat. Cependant, les idéologues de la bourgeoisie et du révisionnisme ont mis ces circonstances à profit pour déterrer toutes les vieilles calomnies, toutes les « théories » pourries dirigées contre la dictature du prolétariat. La direction yougoslave a érigé la négation de la dictature du prolétariat en un « système théorique ». Kardelj, à Oslo [*Kardelj avait été invité au congrès du Parti socialiste norvégien. C'est dans cette assemblée qu'il a prononcé les phrases citées.*], dans son dernier discours, en vient à une conclusion très claire : « Le mécanisme étatique de la période de transition » — autrement dit la dictature du prolétariat — doit être liquidé. Il invoque tous les exemples à l'appui de sa thèse : les événements de Hongrie, la lutte contre le « stalinisme » et le « bureaucratisme », la décentralisation de la « démocratie productive directe » yougoslave. Il va même jusqu'à stigmatiser la dictature des Jacobins bien que Lénine ait dit :

« Les Jacobins de 1793 sont entrés dans l'histoire comme un grand exemple de lutte véritablement révolutionnaire contre la classe des exploités par la classe des travailleurs et des opprimés, qui a pris dans ses mains tout le pouvoir d'État. » (*Lénine, volume 25, p. 55.*)

Kardelj et sa clique combattent la théorie marxiste-léniniste de la dictature du prolétariat et qualifient cette lutte de bataille contre le « stalinisme ». Mais on sait que Marx, dans *La Critique du programme du Gotha*, indique que l'État de la période de transition entre capitalisme et socialisme ne peut être que la dictature révolutionnaire du prolétariat. [*Voir la traduction de la Critique du programme de Gotha, parue aux Éditions Sociales.*] Marx et Engels ont combattu les anarchistes et les révisionnistes qui voulaient dépouiller la classe ouvrière de sa dictature, instrument indispensable pour construire la société communiste.

A) Avant tout, la dictature du prolétariat est nécessaire pour exproprier les classes exploiteuses, pour briser leurs tentatives, liées à celles des États impérialistes et qui visent à rétablir par tous les moyens le capitalisme.

Les idéologues de la bourgeoisie et les révisionnistes cherchent à discréditer la dictature du prolétariat en l'accusant d'être un État antidémocratique. Or, elle est le seul type d'État qui assure pour la première fois la démocratie véritable : pour la première fois apparaît avec elle le pouvoir de la classe ouvrière, alliée à la paysannerie laborieuse, pour exercer sa répression contre la minorité, la classe exploiteuse. Elle s'appuie sur la propriété socialiste des moyens de production et sur les masses libérées de l'exploitation. En revanche, la démocratie bourgeoise la plus avancée est, par nature, antidémocratique. Elle est fautive et mensongère : elle est la dictature de la minorité, l'arme qu'emploie la bourgeoisie pour opprimer et exploiter l'immense majorité de la population. Même dans la période de la lutte de classes la plus acharnée, l'État socialiste est mille fois plus démocratique que la république bourgeoise la plus démocratique, qui ne peut lui être comparée sous ce rapport. Certes, nous ne nous accommodons pas des violations de la démocratie et de la légalité socialistes. Nous estimons qu'elles ne doivent pas être tolérées. Sinon la dictature du prolétariat s'affaiblira et se décomposera par la base. Et l'existence même de cette dictature sera mise en péril. Nous devons lutter sans relâche pour développer la démocratie socialiste et pour renforcer sans cesse davantage l'alliance de la classe ouvrière avec la paysannerie et les autres masses laborieuses.

S'appuyant sur les événements de Hongrie, les ennemis du socialisme et les révisionnistes préconisent que la dictature du prolétariat se libéralise, que s'adoucisse sa domination sur les classes exploiteuses, qu'elle accorde la liberté aux ennemis du socialisme. Les conceptions de Tuk Jakova et de Bedri Spahiu ressemblent à ces thèses trait pour trait. Les événements de Hongrie ont montré qu'une telle

politique équivaut pour la classe ouvrière à ouvrir de ses propres mains les portes à la contre-révolution, à préparer le renversement de son propre pouvoir et le rétablissement de la dictature de la bourgeoisie. Notre parti ne s'est jamais aventuré sur la voie périlleuse où cherchent à l'entraîner les révisionnistes. Notre parti a choisi pour guide les enseignements de Lénine :

« La dictature du prolétariat ne signifie pas que la lutte de classes a pris fin, celle-ci se poursuit sous une forme nouvelle et avec de nouveaux moyens. » (*Lénine, volume 32, Édition albanaise, p. 533.*)

La dictature du prolétariat,

« c'est la guerre la plus héroïque et la plus implacable de la classe nouvelle contre un ennemi plus puissant, contre la bourgeoisie, dont la résistance est décuplée par son renversement [...] La dictature du prolétariat est une lutte opiniâtre, sanglante et non sanglante, violente et pacifique, militaire et économique, pédagogique et administrative contre les forces et les traditions de la vieille société. » (*Lénine, édition française, volume 31, p. 17, 18 et 39.*)

Dans la période de la dictature du prolétariat, la liberté et la démocratie sont assurées uniquement aux larges masses laborieuses, cependant qu'il n'y a ni liberté, ni démocratie pour les classes exploiteuses renversées mais non anéanties, pour les ennemis du socialisme, pour les agents de l'impérialisme. C'est sur eux, en revanche, que s'exerce cette dictature. Lénine demandait au régime prolétarien hongrois de 1919 de « recourir à une action violente et impitoyable, rapide et résolue » pour écraser les contre-révolutionnaires. Et il indiquait que :

« Celui qui n'a pas compris cela n'est pas révolutionnaire, et il doit être destitué de la fonction de dirigeant ou de conseiller du prolétariat. » (*Lénine, volume 29, p. 393.*)

La classe ouvrière doit user de la violence en fonction du degré de résistance des classes exploiteuses et sans la moindre défaillance.

B) La dictature du prolétariat est, indispensable pour édifier la société socialiste et communiste. La direction yougoslave, au contraire, met en avant la théorie du « système de la démocratie directe » qui a pour fondement la négation du rôle de l'État dans l'édification de la société socialiste.

Cette « théorie » de la direction yougoslave est empruntée à l'arsenal intellectuel de Proudhon et de Bakounine, du groupe : « Centralisme démocratique », de « l'Opposition ouvrière », de Trotsky et de Boukharine. Pour nous convaincre, Kardelj va jusqu'à dire que « Marx et Engels, voyant après la Commune de Paris le danger de, la bureaucratie, abandonnèrent l'idée que l'État est le principal moyen dont dispose le prolétariat pour transformer économiquement la société ». En réalité, Marx et Engels ont critiqué la Commune de Paris pour avoir « trop peu usé de cette autorité » [*Karl Marx, F. Engels, Œuvres, Éditions russes, volume 15, p. 137. Enver Hoxha oppose cette conception de Marx et d'Engels à celle des anarchistes Proudhon et Bakounine. Il rappelle que c'est là une théorie qu'ont successivement reprise tous les éléments opposés aux bolcheviks. La fraction Centralisme démocratique s'était constituée en 1920-21 en Union soviétique. Ses membres étaient hostiles à la direction unique à l'intérieur des entreprises, comme au rôle dirigeant du Parti dans l'administration d'État. Les éléments anarchisants de l'Opposition ouvrière militaient à l'intérieur du parti bolchevique en 1920-1921. Leurs principaux représentants étaient Chlapnikov, Medvediev, Kollontai, etc. Boukharine, alors membre du Comité central du Parti bolchevique de l'Union soviétique se distingua par un opportunisme profond. Il lutta contre la ligne révolutionnaire du parti bolchevique, et prit en main la défense des koulaks. Finalement, il se rallia aux trotskystes.*] — autrement dit de la force du pouvoir d'État — pour mener à, bien les tâches de la transformation économique.

La direction centralisée de l'économie est une nécessité objective engendrée par l'essor de la grande production industrielle. Cette forme de direction est à, plus forte raison scientifiquement indispensable

en régime socialiste, où la propriété des moyens de production est collective et où agit la loi objective du développement proportionné et planifié de la production.

La centralisation démocratique a résisté à l'épreuve de la pratique. Le niveau de développement économique atteint en Union soviétique et dans les démocraties populaires est inséparable de la direction planifiée exercée par l'État sur les entreprises. Celle-ci est combinée avec la démocratie. Faute de quoi elle engendrerait des déformations bureaucratiques et briderait l'initiative locale.

On ne peut pour autant conclure avec Kardelj qu'il faut renoncer au rôle dirigeant de l'État socialiste dans l'économie nationale. La décentralisation que prônent les dirigeants yougoslaves abolit le rôle dirigeant du Parti et de la dictature du prolétariat. Elle comporte le danger de la vie économique abandonnée à elle-même. Elle mène à l'anarchie du marché. Elle mine la planification de l'économie et accentue la différenciation des classes. C'est ce que confirme la réalité yougoslave.

Les titistes portent aux nues comme un remède universel, comme une panacée miraculeuse, « les conseils ouvriers d'autogestion des entreprises ». On est ici en présence de deux problèmes différents qui concernent l'un la propriété et l'autre la gestion. Afin de combattre la dictature du prolétariat, les dirigeants yougoslaves vont jusqu'à affirmer que la propriété d'État en régime socialiste n'est pas socialiste, mais qu'elle participe du capitalisme d'État. Et M. Todorovic en tire la conclusion sordide que « l'État socialiste dépouille les ouvriers » (*Nasha Stvarnost* [Revue théorique yougoslave, N^{os} 7 et 8 de 1956.]). Ces dirigeants cherchent à arracher les entreprises des mains de l'État socialiste qui exprime les intérêts de l'ensemble de la société. Et il prétend les remettre aux groupes de producteurs selon le vœu de Proudhon et de l'Opposition ouvrière. Or, dès le *Manifeste communiste*, Marx et Engels ont dit que l'État socialiste doit centraliser dans ses mains tous les moyens de production.

Les conseils ouvriers n'ont pas justifié leur existence en assurant l'« autogestion des entreprises ». La presse yougoslave elle-même, après Tito et Kardelj, reconnaît que cette forme d'organisation économique a donné naissance à des tendances anarchistes, à la concurrence, au gaspillage des moyens financiers et matériels, à l'esprit de spéculation entretenu par l'évolution des prix, etc. On ne peut mesurer la valeur des différentes formes de gestion sans tenir compte de leur contribution au développement de l'économie nationale. Or la situation de l'économie yougoslave (que nous avons évoquée plus haut) montre à quels résultats mène « le système de la démocratie directe » en Yougoslavie. L'économie de ce pays se traîne à la recherche des aumônes de l'impérialisme américain.

Lénine n'a cessé d'affirmer que la théorie de la dictature du prolétariat est la partie la plus importante du marxisme, que l'acceptation ou le refus de la dictature du prolétariat constitue la ligne de démarcation la plus nette entre le matérialisme historique et la pensée de la bourgeoisie — petite ou grande — dans son ensemble. Ainsi, ceux qui révisent la théorie marxiste de la dictature du prolétariat sous couleur d'attaquer le « stalinisme et le bureaucratisme », rejettent le marxisme-léninisme dans son ensemble. Ils trahissent en réalité la classe ouvrière et se rallient à la bourgeoisie.

Ce qu'il faut, ce n'est pas anéantir la dictature du prolétariat comme le prétend Kardelj, mais la renforcer le plus possible. Il importe de ne pas permettre son affaiblissement, sa « libéralisation », d'empêcher que la confusion et le désordre ne s'installent dans nos rangs. Nous devons justement empêcher que se réalise ce que souhaitent nos ennemis.

Les dirigeants yougoslaves parlent beaucoup de l'« extinction » de l'État. Mais le marxisme-léninisme enseigne que cette question se posera seulement quand aura été assurée, à l'échelle mondiale, la victoire définitive du prolétariat sur la bourgeoisie et que le danger de restauration du capitalisme aura ainsi été évité. Or aujourd'hui, au contraire, les impérialistes et les forces contre-révolutionnaires s'efforcent par tous les moyens de renverser les États socialistes. Soulever dès maintenant la question de l'« extinction » de l'État c'est donc vouloir désarmer la classe ouvrière. Au reste, on n'entend pas dire que des mesures aient été prises en Yougoslavie pour affaiblir le pouvoir d'État.

Alors que signifient ces sermons de Kardelj et de la clique de Belgrade ?

4. — La lutte de classes dans la phase de transition

Les récents événements politiques, en particulier ceux de Hongrie, ont marqué une aggravation de la lutte des classes à l'échelle nationale et internationale. On comprend donc bien que, dans cette période, il devienne plus dangereux encore de désorienter la classe ouvrière et les autres masses laborieuses et de les bercer de la « théorie » de la fin de la lutte de classes. Et c'est précisément ce que les dirigeants yougoslaves sont en train de faire. Dans son dernier discours, Edward Kardelj, « jugeant » les événements contre-révolutionnaires de Hongrie, a déclaré : « Concevoir le processus de développement socialiste dans la seule optique de la révolution socialiste, autrement dit uniquement à travers le conflit opposant le prolétariat à la bourgeoisie, est une absurdité idéologique et une conception politiquement réactionnaire ». (Discours prononcé à la Skupstina populaire, Assemblée de la République populaire fédérative yougoslave le 7 décembre 1956).

C'est là rejeter la théorie de la lutte des classes, qui enseigne que les événements historiques doivent toujours être considérés à travers le conflit entre le prolétariat et la bourgeoisie, à travers la lutte de classes. Les dirigeants yougoslaves, fidèles à leur logique fondée sur le refus de la lutte de classes ont défini la contre-révolution fasciste en Hongrie, les actes de sauvagerie et les représailles des bandes horthystes [*Horthyste, partisan de Horthy, dictateur sous le titre de « régent du royaume de Hongrie » de 1920 à 1944, collaborateur des nazis pendant la Seconde Guerre mondiale.*] comme une « révolution populaire ». Les discours des dirigeants et la lecture de la presse yougoslaves donnent l'impression que ni l'impérialisme, ni les plans américains de restauration du capitalisme dans les pays socialistes, ni la lutte de classes n'existent réellement. On dirait que ces problèmes ne méritent pas d'attirer notre attention. Bien plus, on observe dans les documents yougoslaves, une transformation des mots les plus banals. C'est ainsi, entre autres exemples, que le mot « impérialisme » a été remplacé par d'autres tels que « la politique occidentale des blocs » ou « la liberté de type occidental », etc. Pour les dirigeants yougoslaves, le danger ne réside pas dans l'impérialisme, mais dans les « éléments conservateurs et bureaucrates » comme ils appellent tous les partis et dirigeants qui ne partagent pas leurs vues.

Le marxisme-léninisme nous enseigne que, dans la période de transition, la lutte de classes est inévitable. Celle-ci est une réalité objective qui n'est pas séparable de l'existence des classes exploiteuses ou de leurs débris, mais aussi des agents de l'impérialisme, d'un vaste secteur de petits producteurs, des survivances du capitalisme dans la conscience des hommes, et, enfin, de l'existence même de l'impérialisme, partant, de la lutte de classes à l'échelle internationale. A ce propos, voici ce que disait Lénine :

« La suppression des classes s'obtient au moyen d'une lutte de classe longue, difficile et résolue, laquelle, après le renversement du pouvoir du Capital, après la destruction de l'État bourgeois et l'instauration de la dictature du prolétariat, ne disparaît pas [...] mais change seulement de formes, et par beaucoup d'aspects, s'exacerbe encore. » (*Lénine, Volume 9 pp. 394-95.*)

La pratique a montré que, en même temps que le socialisme se renforce, dans le pays comme à l'échelle internationale, la base économique des débris des classes exploiteuses s'affaiblit, leur influence politique diminue de jour en jour, leur nombre même va décroissant. Or, malgré tout, la lutte de classes ne s'éteint pas. Après le XX^e Congrès du Parti communiste de l'Union soviétique, les éléments opportunistes et libéraux de certains pays ont compris de façon dogmatique et opportuniste le problème de la lutte de classes. Voilà qui a entraîné, dans les pays où ces conceptions n'avaient pas été dénoncées en temps voulu, un relâchement dans la vigilance à l'égard des ennemis du socialisme. Là, du même coup, ces ennemis se sont sentis plus forts.

Notre parti a bien compris et traité ces développements de la lutte des classes. Le Comité central et les organisations du Parti ont frappé depuis longtemps les manifestations d'opportunisme qui se sont fait

jour dans certains cas chez des éléments instables. Notre parti a montré à juste titre que la tendance à l'affaiblissement des ennemis intérieurs de classe accompagne la croissance de nos forces. Mais elle n'a rien de commun avec les conceptions opportunistes qui nient la lutte des classes, avec les théories antisocialistes comme celles des boukhariniens, qui voient dans la période d'édification du socialisme une période de « paix et d'harmonie » entre les classes, une période « d'équilibre stable », dans laquelle la lutte des classes tend à s'éteindre. Le Comité central a indiqué que durant cette période la lutte des classes ne se développe pas toujours en ligne droite. Le chemin suivi peut être tortueux. C'est ce que confirment les événements de ces dernières années : la provocation de Berlin en 1953 [*La provocation de Berlin, en juin 1953, fut déclenchée par des éléments fascistes à l'instigation des agents des services secrets américains et ouest-allemands.*], celle de Poznan en 1956 [*La provocation de Poznan eut lieu au mois de juin 1956 en Pologne ; les éléments réactionnaires encouragés par le révisionnisme de Gomulka et de son groupe, aussi bien que par les décisions antimarxistes du XX^e Congrès du P.C.U.S. se lancèrent dans des manifestations antisoviétiques et des actions armées contre le régime socialiste.*] et surtout la contre-révolution fasciste en Hongrie.

5. — De nos relations avec la Yougoslavie

L'expérience de l'Albanie, dans ses relations avec la Yougoslavie, illustre mieux que celle de tout autre pays la véritable attitude des dirigeants de Belgrade à l'égard du marxisme-léninisme. En effet, nulle part ailleurs ceux-ci ne sont intervenus plus brutalement qu'en Albanie. Les titistes ont observé à l'égard de notre parti, de notre État et de notre peuple, une attitude antimarxiste et chauvine. Leur but était de transformer notre parti marxiste-léniniste en un parti opportuniste et de faire de l'Albanie une République incluse dans l'État fédéral yougoslave. C'est ce que confirment les faits historiques que j'énumère ici brièvement.

a) En 1944, à la veille de la libération de l'Albanie, les dirigeants de Belgrade, par l'entremise de Velimir Stojnic, sont intervenus dans les affaires de notre Parti. Ils ont organisé dans nos rangs, lors du II^e plénum du Comité central à Berat [*Dès le lendemain de la libération, la clique titiste avait envoyé des émissaires au Comité central albanais pour renverser la Direction et, en particulier pour éliminer le camarade Enver Hoxha du poste de secrétaire général. Les émissaires yougoslaves, avec la complicité de certains éléments arrivistes et révisionnistes, en vinrent à exiger une « autocritique » du Comité central pour la ligne suivie pendant la guerre et qui avait pourtant abouti à d'immenses succès. Dès ce moment la lutte était donc engagée entre les révisionnistes et les marxistes-léninistes.*], une fraction dangereuse. Leur but était de nous détourner de notre juste ligne marxiste-léniniste et de renverser la direction du P.T.A. Les titistes accusaient la direction de notre parti d'avoir appliqué une ligne erronée et sectaire. Mais c'est précisément en s'appuyant sur la ligne du Parti que notre peuple a remporté une victoire historique sur les envahisseurs et les réactionnaires de l'intérieur. La ligne yougoslave que Vledimir Stojnic cherchait à nous imposer obscurcissait le rôle dirigeant de l'Union soviétique et celui du Parti. Elle rejetait la lutte de classes et frayait la voie aux tendances opportunistes. [*Velimic Stojnic, membre du parti communiste de Yougoslavie, fut envoyé par Tito en Albanie en août 1944 avec mission d'assurer la soumission du parti communiste d'Albanie à la direction titiste.*] Après le plénum de Berat, les oppositions des éléments antiparti à la direction du Parti, notamment de Koci Xoxe [*Koci Xoxe, ancien membre du Bureau politique du parti communiste d'Albanie. Il devint un agent de Tito et travailla de toutes ses forces pour faire du parti communiste d'Albanie un appendice du parti communiste de Yougoslavie et pour transformer l'Albanie en une septième République de l'État fédéral yougoslave. Il fut démasqué en septembre 1948 et exclu du Parti dès le mois de novembre.*] et de Sejfullah Malëshova [*Sjefullah Malëshova est un ancien membre du Comité central du parti communiste d'Albanie. Il se rallia aux titistes lors de leur attaque sans principes d'automne 1944 contre la direction marxiste-léniniste du parti communiste d'Albanie et Enver Hoxha. Tout de suite après la libération du pays (1945), il s'efforça d'imposer au parti communiste d'Albanie une ligne bourgeoise opportuniste. Il fut démasqué en février 1946 et un peu plus tard exclu du Parti.*] qui appuyaient l'adoption de la « ligne yougoslave » se renforcèrent. La direction yougoslave nous accuse aujourd'hui d'avoir injustement condamné Koci Xoxe, qu'elle qualifie de « patriote » et de « marxiste ». Mais qu'a fait Koci Xoxe ? Il a tenté d'anéantir le Parti, en le maintenant dans la clandestinité même après la libération, en le dissolvant dans le Front démocratique.

Il a violé les principes léninistes les plus élémentaires de la construction du Parti. Il l'a placé sous le contrôle des organes de la Sûreté de l'État : 15 000 dossiers de militants ont été trouvés dans les archives de la police qui avait installé un réseau dans chaque organisation de base. Koci Xoxe mettait au point des dossiers pour compromettre les dirigeants du Parti et de l'État et préparait un complot pour les éliminer physiquement. Comme ministre de l'Intérieur, il a violé la légalité socialiste de la façon la plus grossière. Il approuvait les plans de Belgrade qui visaient à faire de l'Albanie la septième République de l'État fédéral yougoslave. Et il travaillait activement à la réalisation de ce projet. Face à tous ces crimes, notre devoir est clair : ne pas réhabiliter, mort, un homme que nous ferions pendre s'il était vivant.

La direction yougoslave est responsable du suicide de Nako Spiru. *[Nako Spiru, alors membre du Bureau politique du parti communiste d'Albanie se suicida en novembre 1947. Il fut ainsi victime des calomnies inventées contre sa personne par les révisionnistes yougoslaves et leur agent dans le parti communiste d'Albanie, Koci Xoxe.]* A Berat, celui-ci chercha à s'entendre avec Koci Xoxe et sa clique. Mais il comprit par la suite le jeu des Yougoslaves et revint au droit chemin. Il n'a pas eu en fin de compte le courage de révéler la vérité au Parti, et il a préféré mettre fin à ses jours. Vous savez que sa mort rendit la situation plus difficile encore et que les intrigues de Koci Xoxe et de ses acolytes conduisirent au VIII^e plénum qui ouvrit encore plus grandes les portes à l'ingérence yougoslave dans les affaires albanaises.

Les relations économiques entre nos deux pays reposaient sur des fondements antimarxistes et colonialistes. Les règles les plus élémentaires des rapports entre États souverains furent foulées aux pieds. En 1946, six sociétés alban-yougoslaves furent créées, mais Belgrade n'enverra jamais les sommes promises et se contentera de recueillir les bénéfiques produits par les investissements albanais, ceux-là bien réels. La parité de la monnaie albanaise avec le dinar yougoslave fut établie sur la base d'une forte dévaluation de la monnaie albanaise de l'ordre de 70 %. L'union douanière laissa le champ libre au commerce yougoslave privé ou nationalisé pour rafler sur notre marché nos stocks de toute nature. L'échange des marchandises sur la base des prix intérieurs et non pas du marché international porta un coup très dur à notre économie.

Une commission commune de coordination des plans, avec à sa tête le yougoslave Krajuger se transforma en un gouvernement de fait placé au-dessus du gouvernement de l'État albanais. Nous sommes en possession d'un document relatif au plan et signé par Kidric, alors président de la Commission du Plan : l'Albanie figure dans ce texte comme une septième République de l'État fédéral titiste.

Les dirigeants yougoslaves mènent grand bruit à propos de l'aide économique qu'ils ont accordée à l'Albanie. Mais les chiffres de cette aide sont gonflés par les prix élevés fixés par eux en ce qui concerne les produits importés par nous. « L'aide pour l'industrialisation de l'Albanie » consistait dans l'outillage vétusté destiné à la sucrerie Ali Kelmendi à Korçë (il n'a jamais fonctionné parce que déjà jugé « hors d'usage » en Yougoslavie), la fabrique de ficelles très simple, très primitive de Progozhine dont il ne reste plus aucune trace, et du matériel pour la voie ferrée que construisit notre jeunesse héroïque. Si l'on faisait les comptes de ce que les Yougoslaves nous ont donné et de ce qu'ils nous ont pris, qui serait le débiteur ? Et pourquoi les Yougoslaves ne disent-ils pas le moindre mot de la lutte héroïque de nos deux divisions qui contribuèrent à la libération de la Yougoslavie ? *[Non seulement l'armée de libération albanaise chassa de tout le territoire national les forces allemandes, mais elle les poursuivit lors de leur retraite dans plusieurs provinces yougoslaves. Ce sont en particulier les forces albanaises qui libèrent le Kossovë, région essentiellement peuplée d'Albanais. Pourtant, par internationalisme prolétarien, les Albanais remirent ce territoire aux Yougoslaves pour ne pas poser de questions de frontières entre deux États socialistes.]*

En 1948, les dirigeants yougoslaves nous ont demandé d'autoriser l'entrée en Albanie de quelques-unes de leurs divisions sous prétexte de défendre notre pays contre l'agression des monarcho-fascistes grecs. En réalité, ils voulaient l'occuper et nous placer devant le fait accompli.

Des éléments au service de Belgrade chuchotaient un peu partout qu'il valait mieux annexer l'Albanie à la Yougoslavie et en faire la septième République de cet État. On se mit également à parler de la fédération balkanique. A cette époque, nous avons écrit à la direction yougoslave pour lui demander des éclaircissements sur sa position, mais nous n'avons jamais reçu de réponse.

Durant cette période [*Celle qui suivit immédiatement la libération du pays.*], les dirigeants de Belgrade s'efforcèrent d'isoler notre pays de l'Union soviétique en affirmant que l'Albanie devait passer par l'intermédiaire de la Yougoslavie pour recevoir l'aide de l'Union soviétique et qu'elle devait profiter de son expérience. Ils proclamaient que la pratique yougoslave était adaptée aux conditions de l'Albanie et non la pratique soviétique. Donc les conseillers soviétiques n'avaient qu'à s'en aller. Surtout après le VIII^e plénum [*Le VIII^e plénum du Comité central du parti communiste d'Albanie se tint en février 1948. Il fut organisé par les dirigeants titistes et leur agent Koci Xoxe, afin de légaliser la soumission du parti communiste d'Albanie à la direction du parti yougoslave et la transformation de l'Albanie en une septième République de l'État fédéral yougoslave.*] les conseillers yougoslaves se fourrèrent partout, cherchant à freiner le développement de notre économie et à la rendre étroitement dépendante de la Yougoslavie. Les dirigeants de Belgrade s'efforcèrent d'isoler l'Albanie du reste du monde. En fait, nous n'entretenions de rapports économiques avec aucun pays sauf la Yougoslavie, et un peu avec l'Union soviétique mais de façon très limitée. Jusqu'en 1948, nous n'avions établi de relations diplomatiques qu'avec l'Union soviétique, la Yougoslavie, la Bulgarie, la Hongrie et la France.

La lettre du Comité central du parti communiste de l'Union soviétique [*Des lettres du Comité central du parti communiste de l'Union soviétique furent adressées au Comité central du parti communiste de Yougoslavie, le 27 mars, le 4 mai et le 22 mai 1948. Elles critiquaient la conduite révisionniste de la direction yougoslave et conseillaient à celle-ci de corriger les graves erreurs commises. Tous les comités centraux des partis communistes furent informés, un peu plus tard, du contenu de ces lettres.*] et la résolution du Bureau d'information de 1948 [*En 1948 le Bureau d'information publia une résolution qui constitue une analyse importante de l'ensemble des déviations opportunistes de la direction titiste.*] aidèrent notre parti à discerner clairement les visées des dirigeants titistes à l'égard de notre Parti et de notre pays. Les critiques de principe qui leur furent alors adressées étaient justes. C'est ce que confirme leur attitude actuelle.

Dans les années 1948-1953, nous avons, nous, d'une part, eux, d'autre part, écrit et agi les uns contre les autres. Il est faux de prétendre que nous avons été les agresseurs durant cette période. Ce sont eux qui ont engagé la lutte contre notre République par tous les moyens, eux qui ont envoyé sur notre sol des centaines de saboteurs et des groupes armés, sans parler de leur complicité dans la provocation grecque de 1949. Aucun État ennemi n'a déployé contre notre pays une activité hostile aussi furieuse que celle de Belgrade après 1948.

Comme on le sait, la direction de l'Union soviétique prit l'initiative d'améliorer les relations avec la Yougoslavie et n'épargna aucun effort dans ce sens. Nous avons alors proposé que le Bureau d'information, qui avait prononcé en 1948 l'exclusion de la Yougoslavie, se réunisse avant que ne s'engagent les entretiens de Belgrade. Il lui appartenait de reprendre l'analyse de l'affaire afin de dégager les aspects positifs et les aspects négatifs de l'action des Yougoslaves et du Bureau d'information. Nous estimons que cette juste méthode aurait empêché les dirigeants yougoslaves de dissimuler leurs fautes, de rejeter toute la responsabilité sur nos pays et de sortir de cette situation avec tous les honneurs.

En fait, ils exploitèrent abusivement l'initiative soviétique. Ils ne firent pas la moindre autocritique, sous le prétexte qu'ils étaient « marxistes ». Cette autocritique, ils se devaient de la faire et il fallait l'exiger d'eux. Au contraire, ils tirèrent profit de cette situation nouvelle pour mener des activités de scission et de sape contre les partis et les États de démocratie populaire.

Les légations yougoslaves dans les pays de démocratie populaire devinrent des foyers d'espionnage. Elles se mirent à rassembler les éléments antiparti, opportunistes ou hésitants. Sous le drapeau de la « déstalinisation », elles s'efforcèrent de les déchaîner contre nos partis pour renverser les directions marxistes-léninistes et pour les remplacer par des hommes à eux, pour substituer la ligne titiste à la ligne juste. Elles collaborèrent aussi avec des ennemis, comme le ministre de l'Intérieur du gouvernement bulgare réactionnaire d'avant la libération. Après les événements de Hongrie, la direction yougoslave montra plus clairement encore son vrai visage.

Notre parti adopta une juste attitude. Il déclara que nous étions prêts à améliorer nos relations sur des bases marxistes-léninistes et non pas sur les anciennes bases antimarxistes : il n'était pas question de revenir au passé. Mais notre position ne fut pas du goût des dirigeants yougoslaves. Ceux-ci cherchaient à recréer la situation de 1948, à obtenir de nous des concessions contraires à nos principes : 1) nous devions déclarer que les Yougoslaves n'avaient commis aucune erreur ; 2) il nous fallait réhabiliter Koci Xoxe et sa clique. C'était nous demander l'impossible, il n'aurait pas été marxiste de le faire. En cédant nous aurions trahi notre Parti et notre patrie.

Cependant les dirigeants yougoslaves poursuivirent intensément leur action contre notre Parti et notre État. Faute de pouvoir gagner à leur cause nos dirigeants qui défendent fermement le marxisme-léninisme, le Parti et l'indépendance albanaise, ils veulent leur substituer une clique d'aventuristes opportunistes, imposer au P.T.A. « la ligne yougoslave » et faire de l'Albanie la septième République fédérée de l'État yougoslave.

Ils ont mené sans cesse une propagande effrénée par la presse et la radio contre notre pays en dépeignant l'Albanie comme un enfer, où règnent la terreur et la pauvreté.

La légation yougoslave à Tirana poursuit son travail d'espionnage et de sabotage. Elle s'efforce de rassembler les éléments hostiles à notre Parti et d'organiser la lutte contre celui-ci. Au printemps 1956, la direction yougoslave, agissant à travers sa légation à Tirana, regroupa les ennemis du Parti, Dalí Ndreu, Liri Gega [*Anciens membres du Comité central du P.T.A., recrutés par les agents yougoslaves de Tirana en vue de déclencher une action hostile contre la direction marxiste-léniniste du Parti albanais*] et d'autres. Elle prépara un complot pour renverser la direction du Parti et de l'État et lui substituer des ennemis du Parti. Ce furent eux qui passèrent à l'attaque lors de la conférence de Tirana mais le Parti comprit immédiatement le sens de cette agression et prit aussitôt les mesures requises.

Le ministre de Yougoslavie à Tirana, Arso Milatovic lui-même, se livre à une propagande active dirigée contre la politique de la république populaire d'Albanie et la situation de notre pays, contre la direction de notre Parti et de notre État. Il incite des éléments chancelants à des activités hostiles à l'égard de l'État et du Parti. Il déploie des activités d'espionnage. C'est ainsi qu'il s'est efforcé par diverses pressions d'utiliser à ses fins les sujets yougoslaves établis depuis longtemps en Albanie et avec lesquels il maintient des contacts actifs. Il a tenté de se servir d'éléments hostiles au Parti et au pouvoir populaire, ainsi que de divers individus qui se rendent à la légation yougoslave pour affaires ou même qu'il fait monter dans sa voiture au cours de ses déplacements dans le pays. Violant les règlements de notre pays sur la circulation des diplomates étrangers, il s'est rendu, sans s'être muni du permis requis, à Vlorë où, abusant de l'hospitalité d'une famille patriote, il a tenté de soutirer des informations de caractère politique et militaire sur la base navale de l'île de Sazan. De même, il s'est rendu à Berat où, malgré les interdictions, il a photographié des ouvrages militaires et cherché à rencontrer Tuk Jakova.

Le fait qu'il se trouve en Yougoslavie plus de 3 000 émigrés albanais, dont beaucoup de criminels fascistes, pose une question sérieuse. Compte tenu du déroulement des événements en Hongrie, nous avons lieu de penser que des provocations peuvent être organisées par leur intermédiaire pour servir de prétexte à une attaque contre l'Albanie. Aux moments les plus tragiques des événements de Hongrie, Vidic, sous-secrétaire d'État yougoslave aux Affaires étrangères, déclara aux attachés de presse de

Bulgarie, d'Albanie, de Tchécoslovaquie et à d'autres encore : « Attendez, ce qui s'est produit en Hongrie ne manquera pas de se produire aussi chez vous. » Notre Parti se voit donc contraint d'être très vigilant à l'égard de Belgrade.

La direction yougoslave observe une attitude chauvine et inhumaine à l'égard de la population de la Kossovë. *[La direction titiste imagine de reprendre une vieille conception réactionnaire datant de l'Empire turc : les nationalités étaient identifiées à la religion. C'est-à-dire que tout musulman était considéré comme turc. Comme les habitants albanais du Kossovë appartenaient à l'islam, le gouvernement de Belgrade passa un accord avec les autorités réactionnaires de Turquie pour déporter dans ce pays les Albanais du Kossovë. Plusieurs dizaines de milliers d'Albanais furent ainsi amenés à leur sol.]* La situation dans cette province est lamentable, les titistes y poursuivent une politique d'extermination. Par dizaines de milliers, les Kossovares se voient forcés d'abandonner leurs terres et leurs foyers pour immigrer en Turquie. C'est là une politique que les monarques même de Serbie n'avaient pas pratiquée. La direction yougoslave met tout en œuvre pour faire du Kossovë une base contre l'Albanie, qu'elle a entrepris d'annexer.

La presse yougoslave, dans le Kossovë, se livre quotidiennement à une sordide campagne de calomnies contre notre parti et notre république populaire, au point de rendre jalouse la voix de l'Amérique. Nous avons toute raison de nous poser la question : pourquoi une telle propagande et particulièrement dans le Kossovë, contre le régime populaire d'Albanie ? Les égouts de la presse yougoslave continueront-ils longtemps à charrier de telles ordures ? Il ne nous est que trop facile de comprendre quels sont les buts des dirigeants titistes. Ils espèrent tromper les Albanais du Kossovë sur la réalité de notre pays. Mais, même s'il s'en trouve parmi eux qui se laissent duper, notre presse a pour devoir envers l'opinion mondiale d'éclairer ceux qui ont été abusés par cette sale propagande chauvine et fasciste.

Notre parti a toujours observé une attitude juste sur la question du Kossovë, une attitude marxiste, internationaliste. Mais il est nécessaire de mettre en évidence le comportement chauvin de Belgrade dans le Kossovë. Encore une fois sa politique à l'égard des Albanais de cette région est incompatible avec le marxisme et purement inhumaine.

Bref, la direction yougoslave, dans ses rapports avec notre pays a ouvertement rejeté tous les principes marxistes. Elle a fait la preuve de son chauvinisme en intervenant systématiquement, treize années durant, dans les affaires intérieures de notre parti et de notre État, en vue de réaliser ses plans colonialistes contre notre pays. Ces plans ont échoué grâce à la politique résolue de notre parti. C'est pour cette raison que la direction yougoslave attaque l'Albanie plus furieusement que les autres pays socialistes. Mais aussi les dirigeants yougoslaves combattent notre Parti avec une telle âpreté parce que l'existence même de l'Albanie constitue une sorte de preuve matérielle de leur chauvinisme et de leur trahison du marxisme, comme du caractère purement démagogique de leurs affirmations sur la non-ingérence dans les affaires intérieures des autres peuples, sur l'égalité entre États de taille et de puissance différentes, etc. Et, de même que l'assassin cherche à effacer les traces de son crime, ils veulent supprimer ceux qui pourraient témoigner de leur bassesse.

Tout au long de ce rapport est apparue la vraie nature des dirigeants yougoslaves actuels. Ils se tiennent sur des positions antimarxistes, cherchent à réviser le marxisme-léninisme, jouent un rôle de scissionnistes au sein du mouvement communiste international et du camp socialiste. Ils s'immiscent dans les affaires des autres partis pour éliminer leurs dirigeants, saper les partis communistes et ouvriers, et imposer ce qu'ils appellent la « ligne yougoslave ». Les nombreux faits évoqués — y compris leur activité hostile à rencontre de notre pays et leur rôle dans les événements de Hongrie — confirment à quel point sont devenues dangereuses la diffusion de leurs « théories » empoisonnées et l'expansion de leur action néfaste. Très actifs, se glissant partout où ils décèlent les failles, ils cherchent à encourager les éléments révisionnistes en Pologne et à entraîner à l'action les éléments opportunistes du parti communiste d'Italie.

L'activité antimarxiste, scissionniste et hostile des dirigeants yougoslaves va de pair avec l'activité agressive des impérialistes contre le camp socialiste. Elle constitue un grand danger pour tout le mouvement ouvrier. Objectivement, cette activité sert les plans de l'impérialisme : si les dirigeants américains ont donné à la Yougoslavie un milliard deux cent millions de dollars, ce n'est pas par désir d'aider à la construction d'un monde nouveau. Mais ils espèrent se servir de la Yougoslavie contre le camp socialiste. Après 1948, la dégénérescence idéologique de la direction yougoslave a aussitôt commencé. On a vu croître dans ce pays une génération de cadres qui observent une attitude hostile à l'égard de l'Union soviétique et de notre camp socialiste.

Ce serait une lourde erreur que de sous-estimer le mal que peut faire le travail de scission des dirigeants yougoslaves. Il ne suffit pas de dire qu'ils n'ont pas la force nécessaire pour pousser cette sape très loin. Leur force réside dans le fait qu'ils sont antimarxistes. Par conséquent, leurs « théories » et leurs « activités » sont soutenues par tous les éléments opportunistes et incertains, par tous les ennemis du socialisme. Ils ont sur certains points obtenu des résultats qui, tout en étant passagers, ont gravement nui à la cause du socialisme, notamment en Hongrie.

Quelle attitude devons-nous adopter envers eux ? Nous n'avons aucune raison d'espérer qu'ils opèrent un tournant vers le marxisme-léninisme. Nous sommes absolument convaincus que ce tournant n'aura pas lieu : ces treize dernières années nous ont appris à ne pas croire aux mensonges et à la démagogie. Ceux qui les pratiquent veulent en réalité détruire notre parti révolutionnaire et notre régime populaire. Les marxistes peuvent se tromper. Mais quand ils s'aperçoivent de leurs erreurs, ils les rectifient et s'engagent à revenir sur la juste voie. Les actuels dirigeants yougoslaves ne sont pas marxistes du moment que, loin d'opérer le moindre tournant, ils s'engagent encore plus à fond dans leur action contre-révolutionnaire. Il suffit de lire l'article de *Borba* consacré au prochain congrès de la Ligue communiste yougoslave pour comprendre que celui-ci capitalisera toute la théorie antimarxiste et révisionniste des titistes sur la fonction d'un parti au pouvoir. La ligne qu'il définira devrait, selon les hommes de Belgrade, être suivie par tous les partis et tous les États socialistes. Dans la dernière période, les actes de la direction yougoslave n'ont pas montré que nous nous soyons trompés. Bien entendu, si l'avenir, si leurs actions futures prouvaient que nous avons porté des jugements erronés, nous serions prêts, en marxistes que nous sommes, à reconnaître qu'alors nous nous serions trompés.

Bref, dans notre attitude envers les dirigeants yougoslaves nous devons suivre les principes marxistes-léninistes, sans consentir aucune concession, sans permettre la moindre violation de ces principes et sans perdre jamais de vue ni les intérêts généraux du mouvement communiste international ni ceux de notre pays. Dans ces conditions, nous ne souhaitons pas avoir avec la Ligue des communistes yougoslaves des relations de parti à parti. Nous nous efforcerons en revanche de raffermir les sentiments d'amitié sincères qui nous unissent aux peuples yougoslaves. Nous poursuivrons nos tentatives pour normaliser et améliorer les rapports d'État à État entre notre pays et la Yougoslavie, sur la base du principe de non-ingérence dans les affaires intérieures d'un autre État.

Nous devons être très vigilants à l'égard des dirigeants yougoslaves et de tous les efforts qu'ils déploient. Loin d'atténuer la lutte contre leurs conceptions révisionnistes, il nous faut la renforcer sans cesse davantage, déchirer le masque idéologique dont ils se couvrent et briser l'élan des éléments antimarxistes : ceux-ci cherchent à empoisonner nos partis et nos pays avec leurs « théories » étrangères à la pensée révolutionnaire, à nous écarter de la juste voie marxiste-léniniste, à réaliser une scission dans le camp socialiste et le mouvement communiste international. Il convient donc d'adopter à leur égard une attitude résolue, conforme à nos principes, exempte de la moindre incertitude et de la plus petite illusion : les concessions et le libéralisme ne peuvent que nuire à notre cause.

D'une part, nous devons garder notre sang-froid dans nos rapports avec la Yougoslavie et ne pas tomber dans les provocations. D'autre part il nous faut critiquer les dirigeants de Belgrade sur des bases de principe, mener une lutte idéologique et politique contre eux et faire connaître au Parti et au peuple la situation réelle de la Yougoslavie, donc les conséquences catastrophiques qu'entraîne la ligne dite «yougoslave».

La libération de la femme albanaise

Extraits du discours sur « certains aspects du problème de la femme albanaise », prononcé le 15 juin 1967 devant le Comité central du Parti du Travail d'Albanie

La révolutionnarisation idéologique s'efforce de créer l'homme nouveau dans tous les secteurs de la vie quotidienne. Cependant, elle a été longtemps un aspect important mais secondaire de la bataille pour la conquête du pouvoir politique, d'abord, pour la construction des bases économiques du socialisme, ensuite, c'est seulement dans une troisième étape qu'elle devient l'aspect principal du combat. Pourtant, le caractère patriarcal des relations familiales représentait — dès les premiers pas de la Révolution — un obstacle terrible à tout progrès. Comment battre l'ordre féodal ou bourgeois, si la vie de tous les jours, à l'intérieur des foyers est marquée par la présence d'un père qui se comporte en seigneur féodal ou en patron ? La présence de 6000 femmes dans l'armée de Libération, l'entrée massive des Albanaises dans la production sociale, la liquidation de leur analphabétisme étaient politiquement, économiquement, militairement nécessaires à la patrie et au socialisme. C'est pourquoi parmi l'ensemble des secteurs de la vie sociale la famille est celui où le combat s'est engagé assez tôt pour que les victoires remportées permettent de dégager d'une pratique déjà longue des enseignements marxistes-léninistes. C'est aussi un des domaines à propos desquels les participants français des débats sur l'Albanie montrent le plus de curiosité.

I

[...] Le système capitaliste décrète la sainteté de la propriété privée, pratique l'exploitation de l'homme par l'homme, impose un esclavage économique et spirituel. Il a pesé sur tous, mais surtout, et de la manière la plus barbare, sur la femme. La femme a été le premier esclave, avant même que l'esclavagisme n'entre dans l'histoire de l'humanité. Sans remonter jusqu'à la préhistoire, nous trouvons un trait commun à l'époque de la civilisation grecque comme à celle de la domination romaine, au Moyen Age, comme à la Renaissance et aux Temps modernes : la femme a toujours été la créature humaine la plus asservie et la plus opprimée. Les lois, les coutumes, la religion, le mâle la tenaient sous leur talon.

« Le premier antagonisme des classes dans l'histoire — dit Engels — coïncide avec le développement de l'antagonisme entre l'homme et la femme dans la monogamie. Et la première oppression de classe coïncide avec l'asservissement du sexe féminin par le sexe masculin. » (*Cette citation comme toutes celles qui suivent est extraite de L'Origine de la famille, de la propriété privée de l'État dont la meilleure traduction française a paru aux Éditions Sociales.*)

« J'ai trouvé la femme plus amère que la mort », dit quelque part l'Écclésiaste. Et saint Jean Chrysostome emploie d'autres termes : « Parmi les fauves les plus féroces, on ne peut en trouver de plus nuisible que la femme. »

Le théologien saint Thomas d'Aquin, dont la pensée a dominé la nuit du Moyen Age, prophétisait que « le sort de la femme est de vivre sous le talon du mari ». Pour compléter ces citations barbares, empruntons-en une à Napoléon : « La nature a fait des femmes nos esclaves. »

L'Église et la bourgeoisie ont ainsi condamné la femme. Et la seconde n'a pas changé d'opinion.

D'innombrables écrivains et philosophes, en Europe et dans le monde, ont répandu le mythe de la supériorité masculine. Pour eux l'homme est fort. Il fait la guerre. Il est brave, donc plus intelligent, et, par conséquent, prédestiné à la domination, au pouvoir. Tandis que la femme, de par sa nature, est faible, sans défense et sans courage. Donc elle doit être dominée, obéir. Des théoriciens de la bourgeoisie, comme Nietzsche et Freud, défendent eux aussi la théorie selon laquelle le mâle est actif et la femme passive — théorie réactionnaire et démentie par la biologie, qui mène en politique au nazisme et, sur le terrain sexuel, au sadisme.

Nos mères, nos grand-mères et nos arrière-grand-mères ont subi ce lourd esclavage, tous ces mauvais traitements, qu'il s'agisse des coups ou des souffrances morales. Après la victoire de la révolution et pendant la construction du socialisme, le Parti nous assigne une grande tâche : la libération complète et définitive de la femme en Albanie.

Le marxisme nous enseigne que la participation à la production et la libération de l'exploitation capitaliste sont les deux aspects de cette émancipation. Notre Parti, fidèle au marxisme-léninisme, a libéré le peuple par les guerres et la révolution. La femme a été ainsi affranchie de l'exploitation capitaliste. Et le P.T.A. l'a fait activement participer à la production. Dans ces domaines, nous avons obtenu de grands succès. La femme, nous venons de le dire, participe, en même temps qu'au travail productif, à la grande révolution dans le domaine de l'instruction, de la culture. Elle fait de considérables progrès, renverse tous les obstacles, se défait de tout préjugé, montre dans chaque domaine sa force créatrice physique et intellectuelle, sa qualité spirituelle et morale. Elle prend part, chaque jour davantage, à l'administration du pays, à la direction de l'industrie, de l'agriculture, de l'enseignement et de la culture. La directive de Lénine : « Chaque cuisinière doit apprendre à diriger l'État », est appliquée chaque jour et avec succès par notre Parti.

Chacun doit comprendre, une fois pour toutes, le droit de la femme à l'émancipation. Le soutien que nous devons lui assurer pour qu'elle occupe sa place légitime dans la société socialiste n'est pas un acte de générosité gratuite, mais une impérieuse obligation. Ce n'est pas une « grâce » que le sexe soi-disant « fort » accorde au sexe dit « faible », ni une espèce de faveur, ou un geste de courtoisie, comme céder le pas aux femmes. Les gens doivent donc appliquer cette ligne, non seulement parce que c'est le Parti qui l'a dit, mais en comprenant à fond les raisons idéologiques, politiques et économiques qui ont amené le Parti à insister avec force sur ce grand problème.

Je mets l'accent sur ce point parce que de nombreux camarades du Parti le comprennent superficiellement ou pas du tout. Prenons la question de l'admission des femmes ou des jeunes filles dans le Parti. Certains efforts sont faits dans ce domaine. C'est un fait que la majorité des membres du Parti sont des hommes. Pourquoi nous sommes-nous trouvés dans cette situation et, surtout, pourquoi s'est-elle prolongée depuis la libération ? Je pense qu'à l'origine de telles insuffisances se trouve l'incertitude idéologique des membres du Parti sur le rôle de la femme dans la révolution, dans le socialisme. Des points de vue rétrogrades, figés, féodalo-bourgeois persistent dans la conscience des communistes, par exemple la croyance dans la prétendue supériorité physique et intellectuelle de l'homme.

Il faut aussi constater la survivance d'opinions qui ont certes perdu beaucoup de terrain, mais qui persistent cependant. Selon de telles conceptions, l'homme doit diriger l'État et les affaires publiques. Il doit avoir une place plus importante, que celle de la femme dans le Parti. Ces points de vue erronés, nous devons les combattre, les extirper. Nous devons comprendre les dangers qu'ils représentent et admettre les femmes dans le Parti. Les règles fixées par les statuts du P.T.A. sont communes aux deux sexes. Cette admission doit être réalisée exactement dans les mêmes conditions que pour les hommes et guidée, en premier lieu, par l'idéologie du Parti qui marque chaque mot des statuts comme toute son activité.

C'est là le point décisif. La femme doit être vraiment consciente qu'elle se trouve dans *son* Parti, qu'elle joue un rôle dirigeant comme membre de *son* Parti. Elle prend une part active à l'élaboration des lois de *son* Parti, elle les applique et en contrôle l'application. Ainsi se réalise sa participation active révolutionnaire à la vie, à la production, à la direction politique.

Le grand problème de l'émancipation complète de la femme ne peut être posé, ni résolu sans que la femme y participe activement, non seulement en pratique, dans l'exécution, mais encore à la direction. Ce travail constitue l'un des facteurs décisifs de l'édification et de la formation de l'homme nouveau socialiste, de la création des conditions les plus appropriées pour les jeunes générations qui perpétueront le socialisme et le communisme. L'une des grandes découvertes scientifiques du

marxisme-léninisme consiste dans la mise en lumière des liens qui existent entre « l'esclavage de la femme et l'apparition de la propriété privée ». Cette découverte se trouve dans le fameux livre d'Engels *L'Origine de la famille, de la propriété privée et de l'Etat*. Pour comprendre ces problèmes et les analyser en termes marxistes-léninistes, chaque communiste doit faire l'effort d'étudier ce livre.

Si nous examinons avec soin l'œuvre du prêtre Shtjefën Gjeçov, *Kanuni i Lek Dukagjinit (Le Coutumier de Lek Dukagjini)* [Le prêtre catholique Shtjefën Gjeçov a fait des recherches sur l'origine et l'application des coutumes familiales en vigueur traditionnellement dans le nord de l'Albanie.] et en particulier le chapitre sur la propriété, sur la succession, sur la famille, sur la femme et les mariages, nous verrons se vérifier dans notre propre réalité les hypothèses d'Engels. Nous verrons comment la propriété privée maintient la femme dans un terrible esclavage, comment celle-ci a été transformée en un simple objet de propriété, qui peut être vendu, acheté. Dans ce *Coutumier* nous trouvons :

« Le mari a le droit de battre sa femme, de l'attacher lorsqu'elle n'obéit pas à sa parole ou à ses ordres [...] Tandis que le père a le droit de battre, de lier, d'enfermer et de tuer le fils ou la fille [...] C'est le devoir de la femme de rester sous la domination du mari [...] Le sang de la femme vaut 1500 groschen, etc. [...] » [Le *grosh*, monnaie qui avait cours en Albanie avant l'indépendance, valait un cent quarante-deuxième de livre turque.]

Certes, des siècles nous séparent de l'application intégrale du *Coutumier de Lek Dukagjini*. Et nous sommes bien loin de l'époque où le prêtre Gjeçov a compilé ces textes. Mais son esprit et l'application routinière d'un grand nombre de ces coutumes survivent, surtout dans nos régions de montagnes, quoique avec une force atténuée.

Le défaut du Parti dans le Nord, et en général de nos théoriciens, c'est qu'ils n'ont jamais vu comme il faut nos réalités sociales et leur développement dans ces régions. Ils n'ont même pas pris la peine d'étudier sérieusement l'œuvre capitale du prêtre Shtjefën Gjeçov. Or celle-ci aidera nos camarades à bien préciser leur diagnostic sur l'état actuel des rapports sociaux dans le Nord, à comprendre les évolutions, les transformations et, par conséquent, à renforcer notre travail sur les terrains de l'idéologie, de la propagande et de l'organisation.

Des transformations colossales ont eu lieu dans la vie de notre pays, dans les rapports sociaux et privés entre les hommes, ainsi que dans leur vision du monde. Les hommes ont changé, non seulement par comparaison avec l'époque du *Coutumier* de Gjeçov ou la période du régime féodal-bourgeois de Zog, mais depuis la libération. Nous avons pour tâche de revoir notre code civil, élaboré par notre régime, mais qui, considéré à la lumière des transformations révolutionnaires que le Parti apporte, comprend peut-être beaucoup de chapitres et d'articles qui ont déjà vieilli.

Prenons la question de la propriété privée, source de tant de malheurs. Le Parti est en train de la renverser, de la démolir jusque dans ses fondements mêmes, matériellement et théoriquement. Elle ne constitue plus la base matérielle de notre régime socialiste, qui s'appuie sur la propriété commune des moyens de production. En même temps que la propriété privée, en nous appuyant sur le marxisme, nous démolissons maintenant toute sa superstructure et sa philosophie et nous les remplaçons par notre superstructure, par notre philosophie matérialiste. Voilà le point de départ de notre succès dans la lutte pour l'émancipation complète de la femme.

Mais nous ne devons pas considérer comme entièrement réglée, du point de vue matériel et encore moins du point de vue idéologique, la question de la liquidation de la propriété privée. Marx dit :

« La propriété privée nous a rendus si stupides et si bornés qu'un objet ne nous appartient pas si nous ne le possédons pas, c'est-à-dire s'il n'existe pas pour nous comme un capital, si nous ne le possédons pas de façon immédiate, si nous ne le mangeons pas, ne le buvons pas, si nous ne nous habillons pas avec, nous ne vivons pas en lui, etc., en un mot, si nous ne le consommons pas. »

Et Marx continue :

« C'est pourquoi toutes les sensations physiques et morales ont cédé la place à la destruction pure et simple de ces sensations, au sentiment de la propriété. »

C'est précisément ce terrain qui est occupé par les sentiments et les sensations de la propriété privée individuelle dont Marx parle, et que nous n'avons pas encore déblayé.

Et voilà une grande lutte idéologique et politique à mener, pour la transformation de la propriété et pour atteindre beaucoup d'autres objectifs.

II

Notre révolution prolétarienne, conduite par le Parti, a créé toutes les conditions matérielles et morales pour qu'une lutte révolutionnaire ininterrompue élimine, par un affrontement dialectique des contraires, l'idéologie idéaliste dans la conscience des hommes et ses survivances. C'est à nous qu'incombe le devoir de créer, puis de porter toujours de l'avant la révolution, de renforcer la conception nouvelle du monde dans la conscience des hommes. Ceux-ci doivent vivre et penser en révolutionnaires, c'est-à-dire comprendre et faire progresser la vie, construire les rapports entre individus, comme entre eux et la société, non sur la base de la vision du monde bourgeoise, idéaliste, religieuse, mais suivant les conceptions matérialistes, athées, socialistes. Dans ce domaine, le Parti, de pair avec le développement matériel de notre société socialiste, pour une longue période de temps encore, mènera une grande lutte pour le développement spirituel de notre société dans la voie du marxisme-léninisme. Notre parti n'a jamais abandonné et n'abandonnera jamais la formation marxiste-léniniste des hommes à la spontanéité. C'est pourquoi cette formation doit être organisée plus fortement et plus profondément.

Tout ce que nous bâtissons, transformons ou créons, nous le faisons d'après les lois marxistes-léninistes. Rien ne se produit en dehors des lois objectives de la nature et de la société. Mais tout doit être expliqué et compris. Tout a un aspect ancien qui s'écroule et meurt, et un aspect nouveau qui naît et se renforce. L'ancien meurt avec peine et c'est pourquoi, aussi, le nouveau naît avec peine, au prix d'efforts et de luttes. Mais, pour que le nouveau grandisse vite et que sa croissance soit heureuse, il faut naturellement que nous connaissions les lois du développement social et les tendances qui font obstacle au progrès.

Si nous voulons prendre les choses à la racine, nous constatons que la femme elle-même trouve juste, très naturelle même, son infériorité par rapport à l'homme. Cette habitude est le résultat des conditions sociales dans lesquelles nos mères et sœurs ont vécu et pensé. Nous devons lutter pour la faire disparaître, pour transformer l'univers social dans son ensemble et pour que notre révolution prolétarienne inscrive, dans cette perspective générale, la disparition des antagonismes entre sexes, c'est-à-dire de la soumission imposée à la femme par l'homme.

Engels montre que l'antagonisme des sexes, peut être considéré comme la première manifestation de la lutte des classes dans l'histoire de l'humanité.

La révolution prolétarienne — tout comme elle détruit le capitalisme, la bourgeoisie et son idéologie, tout comme elle fait disparaître l'exploitation de l'homme par l'homme — abolit aussi cet antagonisme entre les sexes. Elle libère entièrement la femme de ce qui constitue un obstacle à l'égalité de ses libertés et de ses droits avec ceux de l'homme.

III

Le mariage est un moment d'une grande importance dans la vie de l'homme. Il peut mettre en pleine lumière de nombreuses coutumes rétrogrades qui, sans exister chez nous, à l'heure actuelle, sous leurs formes aiguës de jadis, se maintiennent encore aujourd'hui comme survivances toujours pesantes.

Engels dit que le mariage fondé sur l'amour est moral. Dans notre société socialiste, la durée de l'amour fait le lien authentique du mariage. Ce principe doit nous guider.

Mais, il faut l'avouer, chez nous se manifestent encore des idées erronées, rétrogrades sur l'amour, considéré comme quelque chose de honteux, de condamnable ou d'anormal. Souvent l'amour est tenu pour amoral, comme s'il faisait de la femme une prostituée et de l'homme un dégénéré. Ce sont là des attitudes injustes. S'il y a quelque chose qui n'a rien de commun avec la prostitution, c'est justement le véritable amour.

Par bonheur, notre pays n'a pas connu cette terrible plaie qu'est la prostitution : mais nous devons combattre jusqu'aux moindres manifestations de ces tendances à présenter une vision fautive, antimarxiste de l'amour et du mariage. Il faut combattre dans la pratique et dans la théorie les conceptions idéalistes et les habitudes bourgeoises.

Notre pays a connu les mariages par contrainte, la polygamie, les lois d'esclavage et de souffrance que le Sherryat [*Code religieux musulman.*] imposait aux femmes. Il a connu les décrets de l'Église catholique, du Vatican qui non seulement asservissaient et humiliaient la femme, mais aussi la torturaient sauvagement dans son âme.

La séparation de l'État et de l'Église, l'entrée en vigueur du Code civil, la lutte de libération nationale et la construction du socialisme ont fait que, chez nous, en vertu de nos lois, tout mariage est contracté avec le consentement et la libre volonté du jeune homme et de la jeune fille devant l'officier de l'état civil. Elles ont détruit, et pour toujours, les pratiques sociales du passé. Ainsi, dans la vie, bon nombre de préjugés ont-ils disparu.

Mais nous nous tromperions en pensant que tous ces problèmes ont déjà reçu une solution définitive, que nous n'avons plus à nous en préoccuper ou qu'il suffit de laisser faire le temps. Il faut travailler pour que le temps soit bien employé. Il faut faire naître des coutumes socialistes et une opinion publique adaptées aux besoins du présent et de l'avenir.

En dépit de la construction du socialisme dans notre pays, et de grands progrès économiques, politiques, idéologiques, culturels, notre peuple est encore victime d'opinions erronées, patriarcales. Et, même parmi les communistes, nous constatons que quelques-uns continuent encore, comme si de rien n'était, à respecter la coutume barbare de la vente des jeunes filles et les fiançailles au berceau. [*Le lecteur français a sans doute beaucoup de peine à se transporter par la pensée dans le monde encore féodal de l'Albanie d'avant la Libération. Pourtant, encore aujourd'hui, ce type d'union reste de règle pour des centaines de millions d'hommes. Encore au dernier Concile, un évêque indonésien disait : « En Europe, on s'aime d'abord et on se marie après. Chez nous, on se marie sans se connaître et on s'aime après ! » Encore faudrait-il rappeler les analyses d'Engels et d'Enver Hoxha sur la ressemblance de fait entre le mariage par convenance familiale tel qu'il existe dans le monde féodal et les formes qu'il revêt dans le monde bourgeois, même si, dans le second, il se donne certaines apparences de liberté.*] De telles mœurs nous font un devoir de nous montrer plus vigilants encore sur des questions aussi graves. Le mariage est un fait. Un fait social. Il ne doit pas être considéré comme un concept philosophique. Mais ce fait social porte en lui-même sa propre philosophie aussi bien dans notre société que dans la société capitaliste.

Pour la bourgeoisie, le mariage est devenu un marché où l'homme et la femme se vendent réciproquement. Ce mariage ne repose pas, en fait, sur les sentiments authentiques, mais sur les sentiments barbares nés de la propriété et de l'intérêt privé, fondés sur le souci de la richesse et de l'héritage, sur la prostitution de l'homme et de la femme. Dans les régimes capitalistes, les apparences de la liberté sont trompeuses. La pensée qui se veut moderne présente comme autant de réalités ce qui est simple en apparence : la liberté individuelle, la femme affranchie du joug capitaliste et les sentiments authentiques. Dans les pays où règne le capital, on ne trouve ces phénomènes sociaux qu'au sein du prolétariat.

Tandis que, chez nous, où la libération de la femme est chose faite, nous avons déjà réalisé les conditions indispensables pour qu'existent des mariages fondés sur l'amour. Nous passons, comme Engels l'a dit, du « règne de la nécessité absolue au règne de la liberté ».

Les sentiments authentiques doivent être cultivés et approfondis plus encore, sous le signe de notre idéologie marxiste-léniniste. Il nous reste beaucoup à faire en ce sens. Que nous dit Engels ? Parlant des répercussions du régime communiste sur la famille, il affirme que le régime communiste

« transformera les rapports entre les sexes en rapports tout à fait personnels... Ce but sera atteint lorsque la propriété privée aura disparu, lorsque l'éducation sociale des enfants sera assurée et que seront ainsi détruites les deux bases fondamentales du mariage actuel (bourgeois), c'est-à-dire la soumission de la femme à l'homme et des enfants aux parents ».

Les enseignements du marxisme-léninisme restent, à notre usage, un grand programme d'action et de réflexion.

N'est-ce pas une de nos tâches les plus importantes que de repenser continuellement, en marxistes-léninistes, le caractère des rapports parents-enfants, de mettre ces rapports sur la bonne voie et de débarrasser de toute survivance idéaliste petite-bourgeoise ?

Souvent l'affection authentique et les conseils que se donnent les uns aux autres, parents et enfants, sont contaminés par les conceptions idéalistes d'origine bourgeoise et petite-bourgeoise sur la propriété.

Je ne pense pas ici à ces sentiments authentiques d'amour portés par les parents aux enfants, ni aux soins qu'ils apportent à leur éducation. Je ne pense pas non plus au grand amour, au respect et à la reconnaissance que les enfants doivent garder envers leurs parents toute la vie. *[Enver Hoxha a insisté sur le fait que les sentiments changent de nature lorsqu'on passe de la bourgeoisie au prolétariat, ou du régime capitaliste au régime socialiste. Disons seulement qu'on parle aussi, en Albanie, du respect des jeunes pour les adultes, mais aussi du respect des adultes envers les jeunes. « La génération de la libération et la génération qui a grandi en régime socialiste » se respectent mutuellement.]* Le marxisme-léninisme ne fait pas disparaître tous ces liens. Bien au contraire, il les approfondit, les consolide, les développe par une évolution qui s'étend non seulement à la famille, mais aussi à toute la société.

Je dénonce ces phénomènes qui apparaissent dans nos rapports sociaux comme des faits nouveaux *[Nouveaux par rapport aux traditions féodales.]*, mais qui, peu à peu, sous la pression de traditions négatives se transforment en tyrannie, en actes barbares comme les mariages forcés des mineurs, la vente des jeunes filles, les voies de fait, l'attitude méprisante envers les femmes et les enfants. Tous ces phénomènes tirent leur origine de la pratique et de la théorie telles qu'elles naissent de la production et de l'idéologie bourgeoises, des lois et des points de vue philosophiques de la société bourgeoise. Prenons une manière d'être, un sentiment qui a existé et qui existe encore. Actuellement, la majorité écrasante des gens s'est détachée de lui. Mais, voilà quelques dizaines d'années, il amenait bon nombre d'hommes à divorcer. Aujourd'hui encore, il est cause de quelques séparations.

Cette coutume concerne la naissance d'un garçon ou d'une fille. La nature seule en décide et non la volonté des parents. Mais des préférences sensibles, souvent lourdes de graves conséquences, existent en faveur des garçons. Leur naissance est une grande joie pour la famille. Il n'en va pas de même pour une fille dont la venue au monde est trop souvent accueillie avec chagrin. La différenciation des sexes, en pareil cas, commence dès la naissance et, avec elle, un antagonisme entretenu par les parents eux-mêmes.

Ici quelque chose déforme les sentiments que les parents doivent tout naturellement porter à leurs enfants indépendamment de leur sexe. Quel est donc ce quelque chose, assez fortement ancré dans la

conscience des gens pour engendrer une telle inégalité dans leur affection envers garçons et filles ? Ce quelque chose n'est autre que le sentiment de propriété privée qui se reflète dans les rapports parents-enfants et engendre les droits bourgeois et petits-bourgeois des parents sur les enfants.

La conception du monde fondée sur la propriété privée comporte aussi l'idée de maintenir la domination des parents sur les enfants, de priver ces derniers de toute indépendance. La liberté s'arrête donc aux limites fixées par les intérêts de la propriété privée et de l'héritage. Seul, le garçon parvenu à l'âge adulte assure le maintien et le développement de la richesse familiale. Ainsi naît l'idée que le garçon est le « pilier de la maison », que la fille « appartient à la maison d'autrui ». Aussi on peut la vendre, en la fiançant à n'importe quel âge, pourvu que cette vente accroisse soit les biens, soit le prestige social qui constituent la propriété privée des parents.

De l'intérêt économique naît la « supériorité » du mâle sur la femme, comme l'autorité du père sur les enfants. Il est à l'origine des mariages sans amour conclus par les parents et qui ne peuvent avoir lieu sans leur consentement. On en arrive ainsi à mettre les sentiments au service de la propriété privée, au lieu de laisser disparaître l'idée de propriété, donc de suivre la voie sur laquelle marche résolument notre parti.

Si de justes rapports s'établissent entre parents et enfants, la famille peut s'orienter dans une voie marxiste-léniniste. Son unité se fonde sur une liberté totale. L'homme ne peut plus dire : « la femme est obligée de m'obéir car je l'ai achetée » ou encore « la femme doit travailler plus que l'âne, puisque l'âne mange du foin et la femme du pain ».

Notre parti doit mener un travail idéologique intense pour que la famille albanaise se consolide. Or elle n'y parviendra que si les relations établies entre ses membres sont faites de justice, d'égalité, de liberté, de sentiments authentiques et profonds. Ils excluent donc toute contrainte, toute survivance de la propriété privée et des idées qui la reflètent. Dans l'état actuel des choses, nous devons reconnaître que des conceptions étrangères au socialisme existent encore dans nos têtes.

Par exemple, certains intellectuels ne veulent pas se marier avec des jeunes filles instruites, fussent-elles d'origine ou de condition ouvrière. Partant d'un point de vue petit-bourgeois, ils pensent ainsi pouvoir exercer leur domination sur leur femme, lui être supérieur, l'enfermer entre les quatre murs de la maison et la confiner dans les travaux du ménage. Nous devons naturellement combattre ces survivances.

Parfois les membres d'une famille s'entendent mal. Je ne vais pas analyser toutes les raisons possibles de ces conflits, mais les plus profondes se trouvent dans le sens de la propriété privée. Malgré l'apparence, c'est là que se place le centre du problème. Notre peuple a un proverbe riche de sens : « La pauvreté amène la discorde. » Un marxiste dirait que les pauvres ne se disputent pas les uns avec les autres, mais se soulèvent contre ceux qui détiennent l'autorité économique ou politique.

Et de tels pouvoirs existent aussi dans la famille. On voit des discordes et parfois des disputes entre la bru et les parents du jeune marié. Nous pouvons dire sans nous tromper qu'il existe des torts des deux côtés. Nous ne devons pas l'oublier, surtout dans la génération de nos parents, et souvent dans la nôtre, bien que d'une façon plus atténuée, les parents ont tendance à exiger en toute chose l'obéissance de la part de leurs fils, de leurs brus. Leurs conceptions du monde ne sont pas encore débarrassées des survivances du passé. De tels défauts sont bien compréhensibles. Ceux qui ont grandi dans l'ambiance d'une société bourgeoise, patriarcale, comprennent difficilement que la bru ne doive pas leur obéir en tout. Ils regardent d'un air plein de doute tout ce que la jeune mariée, arrivée récemment parmi eux, peut faire. Ils ont peur qu'elle ne s'approprie leur fils, « le pilier de la maison », qu'elle ne soustraie ce fils à leur autorité et nuise à leur intérêt économique égoïste. Voilà ce qui arrive surtout lorsque nos parents, déjà avancés en âge, n'ont aucune ressource économique en dehors des revenus de leur fils. *[A l'époque de ce discours, les vieillards Tenus de la campagne, et qui n'ont pas appartenu au secteur collectivisé de l'agriculture, étaient à la charge de leurs enfants. En 1971, le régime des retraites a été*

étendu à la paysannerie.] Ils se disputent même avec celui-ci lorsqu'ils voient qu'il aime sa femme. C'est de là que naissent la jalousie, les frictions, parfois le manque de compréhension entre la belle-fille et les parents de son mari. La bru, de son côté, a des tendances justes à se libérer, à gagner des positions dans la famille, non seulement vis-à-vis de ses beaux-parents, mais encore vis-à-vis de son mari. La belle-mère comprend très bien cette attitude de la belle-fille : elle aussi, dans sa jeunesse, avait instinctivement recherché cet affranchissement. Mais elle a échoué en son temps et elle ne trouve pas juste que sa bru réussisse.

Voilà où réside la contradiction. Tous jeunes et vieux, se doivent de la faire disparaître. Mais c'est à nous, les plus jeunes, que revient la tâche la plus lourde et la plus grande responsabilité. Le Parti nous a armés de l'idéologie de classe qui doit nous rendre plus compréhensifs, plus patients envers nos parents. Certains individus, quelquefois même des communistes se targuent d'être des personnes « aux principes modernes », et ils commettent parfois l'erreur d'abandonner leurs parents — ce qui est une faute, même si ceux-ci ont des torts. Cet abandon n'est pas juste. Il n'est ni marxiste, ni humain. Nous devons comprendre nos parents, comprendre les temps où ils ont vécu et les aider à marcher avec notre temps nouveau. Dans le domaine aussi de la famille, le Parti construit un monde neuf.

Les générations futures de notre pays seront entièrement libérées d'un grand nombre de préjugés et survivances dont nous avons souffert. Nos jeunes filles ne se sentiront plus opprimées comme nos mères. Elles échapperont à l'ignorance. Elles ne seront plus économiquement dépendantes de leur mari, de leur fils ou de leur fille. La libération économique complète de la femme albanaise, l'instruction, la culture socialiste, la place méritée qu'elle occupera dans la production, dans les rouages de l'État et dans la société contribueront puissamment au progrès de ce monde nouveau que le Parti forge. Là s'épanouira une vie matérielle et spirituelle encore inconnue. Là les sentiments authentiques et partagés de l'homme pour l'homme, de l'homme et de la femme, des parents et des enfants trouveront leur accomplissement naturel hors de toutes les survivances rétrogrades, idéalistes, religieuses, patriarcales, bourgeoises qui entretiennent encore, chez nous, des opinions dangereuses et des attitudes paralysantes.

Tout ce grand travail que le Parti a encore à faire rencontrera, et nous en sommes conscients, de grands obstacles. Il faudra des générations entières pour le réaliser. Mais ce qui est d'une grande importance, c'est la voie, la ligne, la méthode du Parti pour guider les générations à venir. Chacune d'entre elles accomplira son travail de développement et de progrès. Le Parti a assigné à la nôtre la tâche de poser les fondements solides du socialisme [...] Toutes les masses de notre peuple sont en train de transformer le pays en se transformant elles-mêmes. L'homme nouveau de notre pays se révolutionnarise encore davantage. Et cet homme, en lutte contre les points de vue anciens, se dote d'idéaux dignes du socialisme. Nous sommes fermement convaincus que, en suivant la voie de notre révolution prolétarienne, la femme albanaise prendra conscience de son rôle, de ses droits et de ses tâches dans la société de notre pays. Plus grandes seront les victoires de notre révolution, et plus sera bref le temps nécessaire pour atteindre cette période heureuse que bâtiront les générations de l'avenir.

Notre Parti considère toujours la grande lutte pour l'émancipation de la femme comme partie intégrante de la révolution et de l'édification du socialisme, comme une condition nécessaire du développement et du progrès dans la vraie démocratie. Notre Parti a toujours à l'esprit les enseignements de Marx :

« Le développement d'une époque historique donnée peut être toujours mesuré par le degré de la progression des femmes dans la voie de la liberté, car c'est dans les rapports entre l'homme et la femme [...] que se manifeste le plus clairement le triomphe de la nature humaine. »

Par conséquent, tant que, dans la société d'un pays, il n'y a pas de véritable liberté pour la femme, il ne peut pas y avoir de vraie liberté. Face à ce grand problème, notre Parti ne s'est pas contenté seulement de promulguer des lois sur l'égalité de la femme avec l'homme. Il a appliqué plus complètement ces lois et il est en train de les introduire dans la vie : Lénine nous rappelle que « cette égalité de la femme

et de l'homme consacrée par la loi n'est pas encore l'égalité dans la vie ». La thèse de Lénine se vérifie dans notre vie sociale puisque, en dépit de toutes nos lois concernant cette question, nous trouvons encore sur notre chemin beaucoup de difficultés : nous savons que nous devons prendre encore bien des mesures, bien des décisions pratiques avant de remporter un succès complet sur ce front.

Que les femmes et les jeunes filles voient grandes ouvertes devant elles toutes les portes du travail, de l'instruction, de la production, des fonctions dirigeantes ! Qu'elles soient protégées contre tout ce qui peut les maintenir dans un état arriéré ! Qu'elles soient aidées à affirmer leur personnalité sur des bases solides ! Qu'elles aient confiance dans leurs forces ! Rien n'est le monopole d'un seul sexe, mais tout s'acquiert, se crée et se développe dans la vie, le travail, l'expérience :

« L'instruction, la culture, la civilisation, la liberté, nous dit Lénine, tous ces mots à grand effet dans toutes les Républiques bourgeoises du monde s'unissent aux lois étonnamment viles, terriblement sales, farouchement brutales sur l'inégalité de la femme, comme le sont les lois sur le mariage, sur le divorce, sur l'inégalité des enfants [...] sur les privilèges de l'homme, sur l'avalissement et l'humiliation de la femme. »

C'est pourquoi l'émancipation de la femme chez nous, ne peut être comprise comme dans les pays bourgeois. Certes, dans ce domaine, nous avons fait les efforts nécessaires pour regagner le temps perdu. Mais l'émancipation de la femme albanaise n'a rien de commun avec ce qu'on appelle « l'émancipation » des poupées de la bourgeoisie. L'émancipation de la femme albanaise, nous la réalisons sur la voie de la révolution prolétarienne, dans l'esprit marxiste-léniniste.

Le Front et le Parti

Extraits du rapport sur le rôle et les tâches du Front démocratique pour le triomphe complet du socialisme en Albanie, Rapport présenté au IV^e Congrès du Front démocratique d'Albanie, le 14 septembre 1967.

Le rapport sur le rôle et les tâches du Front démocratique annonce le développement rapide de la révolutionnarisation idéologique. Il appelle « à rehausser l'esprit de combat et d'initiative » des larges masses populaires. Il montre que « la ligne de masse », pour être mise en œuvre, exige l'existence d'une organisation commune à tout le peuple et politiquement animée par la classe ouvrière. Il ne suffit plus, en effet, que la parole soit donnée à la base. Il faut que la base dispose des moyens nécessaires pour vérifier qu'elle n'a pas parlé en vain, pour contrôler que ces décisions sont effectivement entrées dans les faits.

Le discours d'Enver Hoxha met l'accent sur l'importance des réunions du Front, comme lieu « de la libre discussion des idées dans les formes les plus démocratiques par la critique et l'autocritique, Par le développement dialectique des contraires ». Pour donner à cette démocratie révolutionnaire toute l'impulsion nécessaire, pour faire du Front un moyen de combat décisif contre le bureaucratisme et pour l'animation politique des masses, le Parti doit jouer un rôle dirigeant dans le Front. C'est ici la notion même de rôle dirigeant qui est en cause. Diriger, ce n'est pas étouffer le débat, condamner le peuple, soit à se taire soit à tenir des discours conformistes. Diriger, c'est se placer à la pointe du combat pour faire de l'intérêt du peuple la loi du pays. Et, pour savoir ce que veut le peuple, le mieux est encore de l'appeler à le dire.

Il nous a semblé que, dans ces conditions, faute de pouvoir publier intégralement le rapport sur le rôle et les tâches du Front démocratique, le mieux était d'en extraire les passages, qui évoquent les rapports entre le Front et le Parti.

1. — Le Parti du Travail d'Albanie, seul parti politique

Le Front démocratique est l'héritier en ligne directe du Front de libération nationale qui naquit, grandit et se renforça par l'union politique volontaire des larges masses populaires. Sa réalité s'est confondue avec celle de la lutte menée à la base contre les occupants fascistes. Le Front est l'œuvre du Parti. Depuis sa création, il a toujours eu à sa tête le parti marxiste-léniniste de la classe ouvrière et lui seul. Le P.T.A. occupe ce rôle dirigeant parce que sa juste ligne exprime et défend les intérêts vitaux du peuple albanais. Et les communistes albanais, par leur courage, leur fermeté, leur capacité de faire face aux nécessités de la lutte ont montré qu'ils sont les combattants les plus fidèles à la cause du peuple, de la patrie et du socialisme. Le Front n'est pas un parti politique, ni une coalition de partis : en dehors du P.T.A., aucun parti n'a jamais existé dans notre pays.

C'est là probablement le seul exemple d'un parti marxiste-léniniste, d'un parti de la classe ouvrière, créé dans un pays où n'est apparu auparavant aucun parti bourgeois, même « socialiste », et qui soit demeuré l'unique parti à travers toute l'histoire du prolétariat et, plus largement, du pays.

Aussitôt après la proclamation de l'indépendance, des tentatives ont été faites pendant un certain temps pour former des partis bourgeois libéraux, parfois même à tendance progressiste. Mais ils disparurent alors qu'ils étaient encore embryonnaires : leurs programmes n'étaient ni clairs ni combatifs. Ils n'exprimaient ni les aspirations des masses, ni les tendances objectives du développement de l'Albanie de cette période-là. Comme organisations, ils étaient presque inexistantes. C'est pourquoi ils n'ont pas laissé de traces dans la vie de notre pays. *[C'est au début des années 1920 qu'ont été fondées deux ou trois associations politiques dont la plus importante était **Bashkimi** (l'unité). Elles ne constituaient que de petits groupes mal organisés.]*

Dès son instauration, le régime féodal et bourgeois représenté par Zogou était caractérisé par la répression de toute liberté démocratique, de toute liberté d'opinion et d'organisation. Aussi n'existait-il, pour les classes opprimées et exploitées, aucune possibilité de créer des partis politiques légaux. Et les classes dominantes, grands propriétaires terriens et bourgeoisie, ne purent pas non plus fonder leurs partis politiques. Certes, dans les pays capitalistes développés, l'existence de plusieurs partis bourgeois est une composante du système. Là, en effet, la bourgeoisie a consolidé depuis longtemps son régime de classe. Elle peut donc permettre que ses différentes couches créent des partis politiques particuliers, pour la défense de leurs intérêts au sein du pouvoir. Chez nous, la situation était tout autre. L'Albanie se trouvait au carrefour de deux périodes historiques : le déclin du féodalisme et le développement du capitalisme. Les grands propriétaires terriens représentaient une classe archaïque. Ils couraient à la ruine. Et la bourgeoisie n'avait pas encore atteint le stade où elle aurait été capable de se donner, non pas plusieurs, mais même un parti politique. C'est encore dans cet état que l'occupation fasciste trouva l'Albanie.

Notre peuple non seulement perdit la liberté, mais fut aussi menacé de disparaître comme nation. Le devoir impérieux de chaque Albanais était donc d'empoigner le fusil pour mener la grande lutte antifasciste, la lutte de libération nationale.

C'est justement dans ces moments décisifs, dans une situation révolutionnaire, dans le feu de la guerre de libération que naquit le parti communiste d'Albanie, le parti de la classe ouvrière. Son programme répondait aux désirs des larges masses populaires, aux conditions concrètes dans lesquelles se trouvait notre pays. Les militants révolutionnaires albanais fondèrent leur parti communiste pour se donner un parti marxiste-léniniste, donc de type nouveau. Un tel parti se définit par la théorie qui le guide, par les principes d'organisation sur lesquels il est édifié, et par son programme politique. Sa naissance était en Albanie une condition absolument nécessaire pour que soit assurée la direction de la lutte révolutionnaire pour la libération nationale et sociale.

Ainsi naquit du peuple l'unique parti, celui de la classe ouvrière. Il disposait d'un programme politique, organisationnel, militaire, économique, social, scientifiquement élaboré et clairement formulé. La

classe ouvrière, bien que peu nombreuse, était la plus révolutionnaire dans notre société. Aucune autre couche sociale, aucun autre groupe politique n'est apparu avec son propre parti pour se saisir du drapeau de la libération nationale : aucune autre force, en effet, n'était en mesure de jouer un rôle indépendant dans l'arène politique du pays, de développer sa propre ligne, de créer son propre parti, fortement enraciné et fondé sur des bases idéologiques et organisationnelles solides.

Le parti communiste d'Albanie est demeuré l'unique parti d'avant-garde qui ait assumé la tâche difficile mais glorieuse de mobiliser et d'organiser le peuple, de la conduire à la lutte de libération contre l'occupant étranger et les traîtres de l'intérieur. Sous la juste direction révolutionnaire du Parti, notre peuple triompha des ennemis. Il les battit et les repoussa au-delà des frontières de la patrie. Il détruisit totalement le vieux pouvoir et mit en place son pouvoir nouveau : la dictature du prolétariat. Il arracha sa liberté et son indépendance totale. Et à présent il édifie victorieusement la société socialiste.

Les traîtres ballistes [*Membres du Balli Kombëtar, organisation qui a collaboré avec les occupants.*] et tous leurs amis — les impérialistes américains, anglais et autres — calomniaient le parti communiste d'Albanie en affirmant qu'il n'a pas permis la fondation d'autres partis politiques dans notre pays et qu'il se refusait d'avance à collaborer avec ceux qui auraient pu se créer dans la lutte de libération. Nos ennemis veulent ainsi présenter notre Parti comme hostile à toute démocratie, enfermé dans une tactique sectaire. Mais les faits eux-mêmes se chargent de rejeter ces calomnies. C'est une réalité historique que l'absence dans notre pays de tout parti politique antifasciste, à la seule exception du parti communiste d'Albanie. Si de tels partis s'étaient formés, le nôtre n'aurait fait aucune difficulté pour collaborer avec eux à l'organisation de la lutte contre les occupants. Un parti marxiste-léniniste n'a aucun motif de craindre un accord de ce genre. Dès le temps de la lutte de libération nationale, le parti communiste d'Albanie déclarait officiellement : « Loin d'être hostiles à la formation de différents partis politiques, nous souhaitons que de tels partis puissent se former. Mais il est nécessaire que, dans leurs programmes, ils donnent la première place à la lutte contre l'occupant, la lutte en actes, et non pas en paroles. Il faut en outre que ces partis fassent partie du Front de libération nationale, tout en conservant le droit de garder leur individualité. »

Le fait est donc que, chez nous, dans notre histoire, il n'y a eu qu'un seul parti politique. Nous affirmons que, pour notre classe ouvrière et notre peuple, pour la cause de la révolution et du socialisme en Albanie, cette situation a constitué un immense avantage. Et ce fut une catastrophe pour la bourgeoisie, pour la réaction nationale et internationale.

Quel caractère, quel but auraient eu les autres partis politiques ? Qu'auraient-ils représenté ? Quels intérêts auraient-ils défendu ? Bien entendu, ils se seraient mis au service des beys [*Beys : seigneurs féodaux.*] des agas [*Agas : paysans riches.*], des gros commerçants, des capitalistes de la ville et de la campagne. Ils auraient joué un rôle réactionnaire. Ils auraient directement servi les occupants fascistes ou bien ils auraient collaboré avec eux, en attendant de s'unir sous des formes diverses avec les impérialistes anglo-américains et contre le peuple. Toute leur activité aurait été nuisible à l'unité des masses, à la lutte de libération. Elle aurait été dirigée contre le pouvoir populaire, contre les grandes réformes politiques, économiques et institutionnelles. Elle aurait été nuisible au relèvement du pays et à la construction du socialisme.

Voilà qui a été prouvé de façon claire et nette au cours de la lutte de libération nationale ; les organisations politiques — Balli Kombëtar et Legaliteti, dans lesquelles s'étaient rassemblés les représentants des classes dominantes — firent ouvertement cause commune avec les envahisseurs nazis et fascistes et devinrent des instruments entre les mains des impérialistes anglo-américains pour saper la lutte de libération du peuple albanais. De même, après la libération du pays, les représentants de la bourgeoisie et des impérialistes américains et anglais — Riza Dani, Shefqet Beja, Gjergj Kokoshi [*Représentants de la bourgeoisie. Étant membres du Front de libération nationale, ils furent élus députés à l'Assemblée constituante en décembre 1945. Ils trahirent le Front et entrèrent en liaison avec les missions militaires anglaise et américaine à Tirana, afin de créer un parti politique*

réactionnaire qui aurait pour tâche de renverser le régime de démocratie populaire en Albanie.] et d'autres — tentèrent de créer un parti politique : il s'agissait pour eux de miner le pouvoir populaire et l'édification de l'Albanie nouvelle, socialiste. Cette tentative fut écrasée par notre parti et le Front démocratique. La bourgeoisie intérieure et la réaction extérieure ne réussirent pas à atteindre ces objectifs. C'est pourquoi elles accusent notre parti et notre régime de démocratie populaire d'« étouffer la démocratie et la liberté ». Il est clair que « la démocratie et la liberté » ont une tout autre signification pour elles et pour nous. Elles réclament une démocratie et une liberté pour les ennemis du peuple, pour les grands propriétaires terriens et les capitalistes, pour les réactionnaires et les contre-révolutionnaires. Voilà pourquoi elles ne peuvent pas supporter que l'Albanie ait un parti unique. Voilà pourquoi elles demandent que, sous le couvert d'une prétendue « démocratie », plusieurs partis coexistent. Elles veulent empêcher qu'on puisse jamais édifier une véritable démocratie pour le peuple, que notre État soit jamais une démocratie réelle, que le socialisme soit jamais construit. Elles prétendent, au contraire, maintenir éternellement notre peuple sous le talon de fer du capital.

Dans notre pays, les intérêts de toutes les couches laborieuses sont très normalement représentés et défendus par le Parti du Travail, avant-garde organisée de notre classe ouvrière. Les intérêts et les objectifs du prolétariat — qu'exprime le Parti du Travail — coïncident entièrement avec les objectifs de notre paysannerie laborieuse et de notre intelligentsia socialiste. Toutes ces couches de la population sont unies au sein du Front démocratique, front unique du peuple albanais, et luttent pour mettre en œuvre la politique et les directives du Parti parce qu'elles expriment les aspirations du peuple. Dans ces conditions, à qui seraient utiles les autres partis, dans le Front ou en dehors de lui ? De quelle classe représenteraient-ils les intérêts ?

On sait que chaque organisation politique exprime et défend les besoins d'une classe donnée, lutte pour la réalisation des objectifs de cette classe, dirige sa lutte pour le pouvoir. Tout autre Parti ne pourrait donc qu'être utile à la minorité exploiteuse, aux grands propriétaires terriens et aux capitalistes qui furent les vaincus de la lutte armée et qui furent politiquement et économiquement écrasés par la classe ouvrière, alliée à la paysannerie sous la conduite du Parti dans le cadre de la dictature du prolétariat.

L'absence de partis bourgeois permet à la classe ouvrière d'accomplir au mieux sa mission historique pour la libération nationale, pour la réalisation de la révolution socialiste et la construction du socialisme. Encore faut-il qu'elle suive une ligne révolutionnaire, réellement marxiste-léniniste, et, que par sa lutte exemplaire, elle défend avec courage les intérêts du peuple et la liberté de la patrie.

2. — Le Front et l'unité politique de notre peuple

Dans la lutte armée et la révolution, le Parti ne peut pas combattre seul. La révolution est l'œuvre des masses, c'est pourquoi la principale tâche de tout parti révolutionnaire est de développer la conscience des masses. Il faut les unir, les organiser et les diriger. Compte tenu de la situation concrète, le Parti a jugé que la manière la plus efficace d'atteindre ce but était de créer le Front de libération nationale. La conférence de Pezë [*La conférence de Pezë se tint en novembre 1942. Elle fonda le Front de libération nationale du peuple albanais. A cette conférence, convoquée sur l'initiative du C.C. et du P.O. d'Albanie, participèrent, avec les communistes, les représentants des différents courants nationalistes et ceux de la jeunesse et des femmes antifascistes albanaises.*], qui se tint dix mois seulement après la création du Parti, posa les fondements solides de l'union politique et organisationnelle du peuple à l'échelle nationale, et approuva la plate-forme de la lutte de libération nationale, telle que l'avait élaborée le parti communiste.

Le Front de libération nationale rassemblait tout le peuple contre l'envahisseur. Dans le cadre du Front, le Parti avait pour ligne d'unir tous les vrais Albanais, sans distinction de classe, de conviction politique, de religion et de région. [*Les réactionnaires et les collaborateurs s'efforçaient systématiquement d'approfondir la division du peuple albanais en « Guègues » (habitants du Nord) et « Tosques » (habitants du Sud). Dans les conditions particulières de l'Albanie, cette tactique, à défaut*

d'une riposte vigoureuse, aurait pu présenter un danger réel pour l'unité de combat du peuple albanais.] Il allait mobiliser toutes les forces patriotiques et démocratiques du pays, tous ceux qui étaient prêts à se battre contre les occupants fascistes et les traîtres, pour une Albanie indépendante, démocratique et populaire. Cette orientation correspondait à la situation de notre pays à ce moment-là. Les contradictions de classes à l'intérieur de la nation n'occupaient plus le devant de la scène. Au premier plan avaient surgi les contradictions avec l'ennemi extérieur, le combat entre notre peuple albanais, en lutte pour sa liberté, et les envahisseurs italiens et allemands.

En appliquant cette ligne, le Front rassemblait dans ses rangs la majorité écrasante de la population : la classe ouvrière, la paysannerie pauvre et moyenne, la petite et moyenne bourgeoisie des villes, les intellectuels patriotes et tous les autres éléments antifascistes. Le Front reposait sur l'alliance de la classe ouvrière et de la paysannerie. Cette alliance a une importance vitale pour chaque peuple qui se dresse dans la lutte armée et la révolution. Elle constitue la mise en œuvre du principe le plus fondamental de la dictature du prolétariat. *[La dictature du prolétariat n'est évidemment pas une dictature au sens que nous donnons à ce terme depuis Mussolini et Hitler. Ces derniers n'existaient pas quand Marx a employé cette formule pour désigner le pouvoir politique qui remplace la dictature de la bourgeoisie après la défaite. Pour mieux comprendre le sens marxiste du mot dictature il faut rappeler : a) que la république bourgeoise, même la plus démocratique, est appelée « une dictature de la bourgeoisie » ; b) que le mot « dictature » ne fait pas ici référence à l'intensité de la répression, mais à l'existence de moyens de répression — armée, police... ; c) que, selon les Albanais, l'aspect principal de la dictature du prolétariat est la démocratie de masse ; l'aspect secondaire étant la répression exercée contre les débris des classes exploiteuses et les éléments qui prétendraient constituer une nouvelle bourgeoisie.]* En outre, chez nous, la classe ouvrière était peu nombreuse. La paysannerie constituait la majorité écrasante de la population. Il était donc plus nécessaire encore de l'entraîner dans la lutte armée sous la conduite de la classe ouvrière et de son Parti révolutionnaire. Elle représentait un facteur décisif, capable de décider du sort de la guerre et de la révolution. Le P.C. comprit ce problème. Le village devint la principale base et la paysannerie la principale force de notre lutte de libération. Notre Parti, parce qu'il était l'expression politique de la classe ouvrière, défendait, en même temps les intérêts de la paysannerie laborieuse. Le programme du Parti répondait aux problèmes qui préoccupaient la paysannerie. Il se donnait pour objectif les transformations économiques et politiques, la rénovation de l'enseignement, auxquelles aspirait la population rurale. Le P.T.A. défendait résolument ces revendications. Dans le parti de la classe ouvrière, la paysannerie trouva, pour la première fois dans l'histoire, son véritable dirigeant révolutionnaire dans sa lutte pour la liberté, la terre et la prospérité.

La politique extérieure du Front de libération nationale, inspirée par le Parti, avait pour objectif l'alliance avec tous les États et avec tous les peuples en lutte contre le fascisme. Surtout, elle était orientée vers l'alliance avec l'Union soviétique qui, par sa sage politique et sa lutte légendaire, dirigée avec maîtrise par le grand Staline, devint l'espoir des peuples face à la peste fasciste. La ligne du Front visait aussi à collaborer avec la Grande-Bretagne et les États-Unis dans le cadre de la lutte commune contre la coalition nazie et fasciste. Elle était juste. Toutefois, à aucun moment, nous n'avons relâché notre vigilance révolutionnaire : nous étions sûrs de nous heurter aux impérialistes qui ne renoncent jamais à asservir les peuples. Et la vie a pleinement justifié notre attitude. Les alliés anglo-américains s'efforcèrent par tous les moyens de prendre en main la conduite de notre lutte de libération nationale, de liquider le Front et le parti communiste, et, enfin, de débarquer dans notre pays et de l'occuper, comme ils le firent en Grèce. Mais ces tentatives échouèrent. Et ce fut le grand mérite du Parti et du Front de n'avoir pas permis aux impérialistes d'intervenir dans les affaires intérieures de l'Albanie.

Le programme du Front de libération nationale était en fait un programme minimum du Parti. Il était clair et entièrement tourné vers le combat révolutionnaire. Il définissait les tâches principales : lutte incessante et sans compromis contre les occupants et les traîtres, pour la libération du pays, pour l'indépendance nationale, pour un gouvernement de démocratie populaire ; insurrection générale et création d'une armée de libération nationale ; organisation d'une aide politique et économique à la lutte populaire sous tous ses aspects, dans les campagnes et dans les villes ; destruction du pouvoir des occupants et de leurs collaborateurs (qui représentaient les intérêts des principales classes exploiteuses

du pays) ; création du pouvoir politique unique du peuple et de ses organes : les conseils de libération nationale ; vaste préparation politique et idéologique des masses à l'insurrection générale et à la poursuite de la lutte, même après la libération du pays : le combat devrait alors continuer pour défendre les conquêtes populaires, pour reconstruire le pays et réaliser les grandes transformations sociales et économiques nécessaires aux masses.

Le Front de libération nationale atteignit tous les objectifs que lui avait fixés le Parti. Il réalisa avec succès toutes les grandes tâches que contenait son programme révolutionnaire. La lutte et la vie ont donc vérifié la juste politique du Parti lorsqu'il a créé le Front et défini sa ligne en se conformant aux désirs du peuple et aux conditions historiques de notre pays.

La fondation du Front de libération nationale porta un coup terrible aux occupants étrangers et à toute la réaction intérieure qui avait lié son sort au leur. Ils découvrirent le péril que leur faisaient courir l'élan révolutionnaire des masses dans la lutte de libération nationale, l'autorité accrue du parti communiste et l'union politique renforcée des masses dans les rangs du Front. Les forces de la réaction appelèrent tous leurs alliés au secours pour faire face à une telle menace. Ils annoncèrent d'abord la création du Balli Kombëtar, puis celle du Legalitëti. Ils s'efforcèrent de les présenter comme des forces rivales du Front de libération nationale. Ces deux organisations, formées avec l'appui des occupants italiens et allemands, et sur le conseil des impérialistes anglo-américains, n'étaient pas des partis politiques, mais les regroupements des forces réactionnaires du pays — très différentes les unes des autres, par leur nature de classe. *[Balli Kombëtar et Legalitëti n'étaient pas de véritables partis politiques. Il ne suffit pas pour le prouver de rappeler que ces organisations ne se donnaient pas à elles-mêmes le nom de « partis » et se considéraient comme des fronts où devaient entrer tous partis et groupes politiques d'Albanie. Elles n'étaient pas des partis parce qu'elles n'avaient pas un véritable programme à long terme et parce qu'elles n'avaient pas de structure d'organisation.]* Les grands propriétaires terriens, les grands commerçants, les intellectuels bourgeois, les ecclésiastiques réactionnaires, bref toutes les canailles de la société avaient fait cause commune avec l'occupant. Malgré les nuances tout à fait insignifiantes qui les séparaient et malgré les masques patriotiques dont ces organisations s'étaient affublées, leur but commun était de liquider le parti communiste, de détruire le Front de libération nationale, d'étouffer la guerre du peuple, de s'assurer pour eux-mêmes, une fois la paix revenue, tout le pouvoir politique. Ainsi les classes exploiteuses maintiendraient-elles intacte leur domination sur le peuple. La politique du Balli Kombëtar et du Legalitëti, c'était l'alliance avec l'occupant fasciste contre les forces de libération nationale du peuple albanais et contre l'alliance des États et des peuples en lutte contre le fascisme. Ces organisations de traîtres réduisaient toutes les contradictions au conflit qui les opposait à l'intérieur de l'Albanie, au parti communiste et au Front de libération nationale. Ils les transformèrent en contradictions antagonistes en tirant sur nous à l'instar des occupants.

Notre Parti s'en est tenu à la ligne qu'il avait défendue dans le Front de libération nationale : l'union de tous les Albanais dans la lutte contre le fascisme, « sans distinction de religion, de région et d'opinion ». Il a déployé tous les efforts possibles pour empêcher la transformation des contradictions avec le Balli et le Legalitëti, en contradictions principales et antagonistes. Le Parti et le Front leur adressèrent à plusieurs reprises des appels à la lutte commune contre les occupants. Ils tentèrent de leur montrer la juste voie, de les détourner du chemin de la trahison, d'éviter la guerre civile. Mais tous les efforts du Parti et du Front furent sabotés par la réaction.

Le P.T.A. était persuadé qu'il en serait ainsi. Il connaissait bien le caractère contre-révolutionnaire de ces organisations. Elles représentaient les intérêts des grands propriétaires terriens et de la bourgeoisie. Mais, pour régler ce problème, il fallait aussi convaincre ceux qui se sont fait, pendant quelque temps, bon nombre d'illusions sur le caractère « patriotique » de ces organisations ou de certains de leurs membres. Il fallait qu'ils soient convaincus par leur propre expérience, acquise dans le feu de la lutte, que le « patriotisme » des chefs de file du Balli et du Legalitëti était une comédie démagogique destinée à camoufler leur trahison.

Le seul critère possible de patriotisme était l'attitude envers l'envahisseur. Le Parti et le Front demandèrent au Balli Kombëtar et au Legalitëti de se lancer de toutes leurs forces et sans aucun délai « tactique » dans la guerre totale contre les occupants italiens et allemands. Mais ces deux organisations se montrèrent logiques dans leur trahison. Non seulement elles ne tirèrent pas un seul coup de fusil contre l'envahisseur, mais elles se rallièrent à lui, corps et âme, dans la lutte contre le peuple. Ce n'est pas tout : lorsque les occupants fascistes furent à deux doigts de l'abîme, le Balli et le Legalitëti passèrent ouvertement au service des impérialistes anglo-américains. Ils voulaient, avec le soutien de ces derniers, ravir au peuple ses conquêtes et obtenir ce qu'ils n'avaient pas pu arracher grâce à leur alliance avec les nazis et les fascistes.

C'est ainsi que fut révélé au grand jour le caractère de l'action menée contre le peuple et la nation par les grands propriétaires terriens et par la bourgeoisie. En conséquence, dans notre pays, la lutte contre les occupants fascistes n'était pas séparable du combat contre les collaborateurs, contre les principales classes exploiteuses et leurs organisations politiques : le Balli Kombëtar et le Legalitëti. Du même coup, le déroulement et les résultats politiques de la lutte de masse pour la libération nationale revêtirent le caractère d'une profonde révolution populaire : parallèlement à la débâcle des occupants, la destruction des organisations « collabos » permit de mener simultanément deux tâches à bien : la libération de la patrie et le renversement des principales classes exploiteuses alors au pouvoir.

Notre Parti et le Front de libération nationale ont eu le grand mérite de n'avoir jamais séparé la lutte pour la libération de la lutte pour la conquête du pouvoir par les masses laborieuses. L'importance historique de la conférence de Pezë n'est pas due seulement à la naissance du Front de libération nationale ; c'est là que furent posées les fondations du nouveau pouvoir populaire. Les conseils de libération nationale devinrent les organes démocratiques et révolutionnaires du pouvoir populaire, sous la direction exclusive du parti communiste. La création des conseils de libération nationale constituait la négation dialectique de toutes les institutions d'État créées par les classes exploiteuses. Le nouveau pouvoir populaire fut étendu et renforcé dans la mesure même où progressait la lutte armée. Le congrès de Permet [*Le congrès antifasciste de Permet se réunit du 24 au 28 mai 1944. Au congrès furent représentées toutes les forces démocratiques antifascistes du pays. Le Congrès créa le Comité antifasciste de libération nationale qui constituait, en fait, le gouvernement démocratique provisoire de l'Albanie.*] et la session de Berat [*La seconde session du Conseil antifasciste du Conseil de libération nationale se tint à Berat du 20 au 22 octobre 1944. Elle décida de transformer le Comité antifasciste de libération nationale en gouvernement démocratique d'Albanie.*] du Conseil antifasciste de libération nationale se tinrent respectivement aux mois de mai et d'octobre 1944. Ce furent deux grands événements d'une portée historique extraordinaire. Ils ont reflété la volonté du peuple : concentrer tout le pouvoir entre ses mains, créer un nouvel État albanais, construire l'Albanie nouvelle, démocratique et populaire.

Dès avant la libération du pays, le problème du pouvoir était donc résolu en faveur du peuple.

Notre parti a toujours été vigilant. Il a combattu implacablement toute trahison, toute capitulation, dans tous les domaines. Il a défendu son indépendance sur le plan politique et organisationnel, son rôle dirigeant dans le Front et dans la lutte de libération nationale. Il n'a pas permis que se réalise l'un des principaux objectifs des impérialistes anglo-américains et des traîtres organisés dans le Balli et le Legalitëti : s'emparer de la direction de la lutte. Le Parti savait que la bourgeoisie, si elle avait pris en main la conduite de la guerre, n'aurait apporté avec elle que l'échec de la révolution et le maintien du vieil ordre d'oppression et d'exploitation. Tel était le but poursuivi à la réunion de Mukje. [*A Mukjë, ville proche de Kruja, se réunirent, les 1^{er} et 2 août 1944, les représentants du Front de libération nationale et du Balli Kombëtar. Le Conseil général de libération tentait une dernière fois d'arracher le Balli Kombëtar à la collaboration avec les fascistes et de le jeter dans la lutte armée contre les envahisseurs. Mais la délégation du Conseil — composée de Ymer Dishnica (membre du Bureau politique du parti communiste), d'Abaz Kupa, etc., capitula devant les pressions de la bourgeoisie réactionnaire et des propriétaires terriens. Contrairement aux directives du Conseil, elle accepta une résolution qui retirait au Conseil général et aux conseils de libération nationale régionaux et locaux*

le droit d'être les seuls représentants du pouvoir politique démocratique, antifasciste et populaire en Albanie. Au lieu du Conseil général de libération nationale, la réunion de Mukjë décidait la formation d'un « Comité de salut national » qui aurait dû prendre en charge les tâches du gouvernement provisoire albanais. Dans ce comité, le Balli Kombëtar aurait eu une participation égale à celle du Front de libération nationale. Le Comité central du parti communiste et le Conseil général de libération nationale rejetèrent sans hésitation les décisions de Mukjë. Ces décisions, en effet, signifiaient la disparition du pouvoir populaire et la remise du pouvoir à la bourgeoisie réactionnaire qui collaborait avec les occupants fascistes.] C'est en cela que consistait la capitulation d'Ymer Dishnica devant la bourgeoisie.

Voilà pourquoi le Parti et le Conseil général de libération nationale ont rejeté résolument la réunion de Mukjë comme un acte de trahison envers les intérêts du peuple et de la révolution. Il s'agissait là de frayer à la bourgeoisie réactionnaire un chemin qui la menât jusqu'à la direction du mouvement et jusqu'au pouvoir politique. Or elle n'acceptait pas de lutter contre les occupants fascistes, pis encore, elle ne cessait de collaborer avec eux contre le peuple.

Créer le Front, et appeler à unir dans cette organisation tous ceux qui voulaient combattre les occupants, telle était alors l'une des principales tâches tactiques du Parti dans son effort pour atteindre son objectif stratégique fondamental de l'époque : la libération totale du pays et l'instauration du pouvoir populaire. La vie a confirmé la justesse de cette ligne ainsi que l'accord total du peuple avec elle. Elle a également confirmé le rôle irremplaçable du Front de libération nationale dans l'union du peuple autour du Parti et sous sa direction, dans la mobilisation de toutes les énergies créatrices des masses au service de la grande cause de la révolution.

3. — Le Front et la construction du socialisme

Après la libération du pays, dans la lutte pour le développement de la révolution et pour la construction du socialisme, le Front, organisation démocratique des larges masses populaires, continue à travailler sous la direction du Parti. La ligne du Parti a toujours été de renforcer chaque jour davantage le Front pour qu'il rassemble, plus complètement encore, tous les travailleurs dans ses rangs, pour qu'il les aide à développer en eux le patriotisme, l'amour de l'Albanie, la volonté de défendre les conquêtes révolutionnaires : la liberté et l'indépendance, pour qu'il mobilise les masses. Ainsi le peuple s'unit-il dans la lutte pour construire le socialisme et le communisme, pour se former dans l'esprit de l'internationalisme prolétarien.

Le Front a porté et appliqué dans les masses les enseignements du Parti sur la lutte des classes, contre l'idéologie bourgeoise et révisionniste, contre les survivances féodales et patriarcales, les coutumes rétrogrades et les préjugés religieux, contre tout ce qui affaiblit l'unité du peuple, contre tout ce qui menace l'alliance de la classe ouvrière avec la paysannerie, et l'intelligentsia populaire, contre ce qui entrave la marche de notre société vers le socialisme et le communisme. Le Front est une grande école d'éducation politique des masses.

Le Front est l'organisation la plus large des masses. A ce titre il fait partie de notre système : la dictature du prolétariat. Toutes les autres organisations de masse — syndicat, Union de la jeunesse, Union des femmes — sont elles aussi des éléments de ce système. Comme le Front démocratique, elles ont toujours joué un rôle très important dans la vie du pays, parce qu'elles sont le lieu où s'unifient le Parti et les masses. Elles mènent leur travail politique, éducatif et organisationnel en fonction des problèmes et des besoins propres aux ouvriers, à la jeunesse ou aux femmes, et de telle façon que les directives du Parti soient comprises et appliquées de façon juste par toutes les couches de la population.

Toutes ces organisations de masse déploient leur activité en union étroite les unes avec les autres, mais aucune d'elles ne peut remplacer l'autre dans les tâches qui incombent à celle-ci. Chaque organisation a son rôle propre dans la lutte pour la construction du socialisme. A la différence des autres

organisations, le Front démocratique, lui, n'oriente pas son travail vers des couches déterminées de la population — les ouvriers, les jeunes ou les femmes. C'est dans ses rangs que se réalise l'union politique de tout le peuple. Les militants des autres organisations sont en même temps membres du Front démocratique. Ils participent activement à tous les débats, à toutes les activités organisées par les sections locales du Front.

Voilà pourquoi le Front est l'appui le plus large du Parti et du pouvoir populaire. A l'étape actuelle de la marche vers une société socialiste, ces tâches, loin de passer au second plan, deviennent encore plus importantes.

Dans notre système de dictature du prolétariat, le Parti du Travail est la seule force dirigeante. Le Front est comme les autres organisations de masse : s'il n'avait pas le Parti pour guide, il ne pourrait pas être un mouvement vraiment démocratique et populaire, qui exprime et défend les intérêts des masses. Le Parti inspire, coordonne et dirige toute l'activité des autres organisations pour servir la grande cause du socialisme et du communisme.

Notre Parti a condamné les révisionnistes modernes pour avoir nié le rôle dirigeant du Parti dans la dictature du prolétariat. Ils prêchent aussi « l'indépendance des organisations de masse » à l'égard du Parti. Ils rejettent la thèse marxiste-léniniste de Staline selon laquelle ces organisations sont des leviers, des courroies de transmission entre le Parti et le peuple. Mais cette « indépendance » exigée par les révisionnistes est privée de toute réalité. Dans la société, tant que la lutte des classes continue, personne, et encore moins une organisation, ne peut se placer au-dessus des classes, à l'extérieur des partis, en dehors de la politique. Ce que les révisionnistes demandent, c'est l'indépendance par rapport à la politique prolétarienne, à celle du parti communiste et, par conséquent, la dépendance la plus totale à l'égard de la politique bourgeoise et des partis bourgeois.

4. — Pour une conception juste de l'unité

La ligne et l'expérience de notre parti, dans son travail avec le Front, correspondent certes aux conditions concrètes, historiques du pays. Elles n'en confirment pas moins, une fois de plus, certains enseignements universels du marxisme-léninisme, enseignements partout nécessaires pour résoudre avec succès la question de la libération nationale, de la révolution et du socialisme. Dans notre pays, l'expérience a prouvé que, seul, le Parti marxiste-léniniste, avant-garde consciente et organisée de la classe ouvrière, peut rester fidèle jusqu'au bout à la révolution et aux principes idéologiques de notre doctrine. Seul, il est capable de porter le pays et le peuple à la victoire, soit dans la révolution de libération nationale et démocratique, soit dans la révolution prolétarienne et dans la lutte pour la construction de la société socialiste et communiste. Notre expérience, comme celle du mouvement mondial pour la libération et la révolution, prouve que, au stade de l'impérialisme, la bourgeoisie et ses partis politiques, de par leur nature de classe, ne sont plus en état de mener jusqu'au bout ni la lutte contre l'impérialisme pour une véritable indépendance nationale, ni le combat contre les féodaux pour une révolution démocratique. Certes, les révisionnistes modernes — khrouchtchéviens, titistes et autres — nient le rôle dirigeant du parti prolétarien dans la prise du pouvoir et dans la construction du socialisme. Leur propagande prétend même qu'on peut passer au socialisme en ayant comme guide les autres partis bourgeois et petits-bourgeois, voire des syndicats au service des monopoles capitalistes. Mais c'est là trahir totalement les principes du marxisme-léninisme, donc la classe ouvrière et sa cause révolutionnaire.

Pour que cette cause triomphe, le parti marxiste-léniniste doit unir sous sa direction toutes les forces révolutionnaires en un large front populaire. Pour accomplir cette tâche, le parti communiste marxiste-léniniste ne concentrera jamais tous ses efforts et toutes ses espérances sur les alliances avec les chefs des diverses organisations politiques. Le Parti, sans négliger ce travail, a pour devoir de consacrer toutes ses forces à la lutte pour unir le peuple en partant de la base. Il lui faut donc mener à bien un grand travail d'éclaircissement et de persuasion parmi les masses, et surtout organiser des actions concrètes sérieusement préparées.

L'expérience a montré que le noyau du front uni, la base des bases, est l'alliance de la classe ouvrière et de la paysannerie laborieuse. Sans elle, il ne peut exister ni un front populaire, ni un front de libération nationale. Ce sont là les deux forces motrices principales de toute vraie révolution de notre temps. Elles constituent la majorité écrasante de la population de chaque pays. Donc, pour être vraiment une organisation politique engagée dans le combat révolutionnaire, il faut d'abord que le Front unisse les larges masses par la lutte et dans la lutte. Il ne s'agit pas d'une simple union réalisée entre partis, et encore moins entre chefs de partis grâce à diverses manœuvres politiciennes.

Dans les conditions de la révolution démocratique populaire et de la lutte pour la libération nationale, il peut se faire qu'existent divers partis bourgeois et petits-bourgeois. Le parti communiste doit alors s'efforcer de collaborer avec eux dans le cadre de larges fronts. Dans ce cas, le front présente certains caractères propres qui le différencient du Front de libération nationale, tel qu'il s'est réalisé chez nous où aucun parti politique n'a jamais existé en dehors du parti communiste. Bien entendu, lorsque le parti communiste fait la guerre et la révolution avec, à ses côtés, d'autres partis progressistes, il lui faut surmonter un grand nombre de difficultés pour assurer la victoire de cette lutte de libération. Et il en est de même lorsque l'heure est venue de pousser plus loin la révolution en la faisant passer de l'étape démocratique — où la lutte est menée contre les impérialistes et les grands propriétaires terriens — à l'étape de la révolution socialiste. Il est alors moins facile qu'il ne l'a été pour notre parti de résoudre les problèmes posés à chaque moment de l'histoire. Lorsque les partis bourgeois et ceux qui se prétendent « socialistes » se rendent compte que les intérêts des classes qu'ils représentent sont menacés, ils multiplient les manœuvres politiques, organisationnelles et militaires pour affaiblir la lutte de libération, pour paralyser la révolution, pour rompre les alliances, pour détruire le front uni, et surtout pour saper le rôle dirigeant du parti communiste dans ce front. De par sa nature, sa position et ses penchants de classe, la bourgeoisie ne peut agir autrement.

Le parti communiste suit la ligne de la collaboration avec les différentes couches de la bourgeoisie ou avec leurs partis. Mais il doit, en même temps, appliquer aussi la ligne de lutte contre les oscillations et les manœuvres de ses partenaires, contre leurs compromis avec les forces de l'envahisseur et de la réaction. Il serait très dangereux pour la libération et la révolution d'adopter une attitude opportuniste et de suivre uniquement, à l'intérieur du Front, la ligne de l'unité en négligeant la ligne de lutte contre toute action réactionnaire et toute tentative de scission.

Dans l'arène politique mondiale, les partis bourgeois et sociaux-démocrates sont désormais discrédités. Mais les partis révisionnistes sont aussi à l'œuvre, eux qui ont trahi les intérêts de la classe ouvrière et de sa cause révolutionnaire. Les forces et les partis marxistes-léninistes doivent mener une lutte sans merci contre de tels ennemis, pour les démasquer et les détruire comme partis politiques, tout en gagnant les militants de base et sans faire aucun compromis sur les principes.

Certains partis révisionnistes emploieront la démagogie en ce qui concerne la lutte armée. D'autres, craignant d'être démasqués, entreprendront certaines actions. Les marxistes-léninistes ne doivent pas être dupes de pareilles tactiques. Ils ne doivent jamais confondre la volonté de lutte des masses avec les manœuvres des chefs révisionnistes en vue de saper le mouvement. C'est pourquoi, afin de neutraliser et de liquider les révisionnistes, la seule voie possible est de resserrer sans cesse les liens avec la base dans le feu de la lutte révolutionnaire.

Tout en collaborant avec les autres partis dans la révolution démocratique de libération nationale, le parti communiste marxiste-léniniste doit donc garder son entière indépendance idéologique, politique et organisationnelle : il est le parti de la classe ouvrière. Il ne saurait rester dans l'ombre ou se trouver à la remorque des événements. Il lui faut non se dissoudre dans le Front, mais lutter pour s'assurer le rôle dirigeant. Il est en même temps nécessaire qu'il ne perde de vue, à aucun moment, la perspective du but final à atteindre. Le vrai parti marxiste-léniniste et les vrais révolutionnaires doivent rester toujours fidèles à leurs principes, aux lois de la révolution prolétarienne, même à l'étape de la lutte contre l'impérialisme, ses laquais et les révisionnistes modernes. Ils ne doivent jamais oublier ces principes et ces lois, ni tomber dans le double piège des aventures et des mots d'ordre vidés de tout sens

révolutionnaire, sous prétexte de s'adapter aux conditions « spécifiques » de chaque pays. Certes, ces conditions spécifiques existent, encore faut-il, pour en tenir compte, les analyser en se fondant sur les principes universels du marxisme-léninisme et sur les lois de la révolution prolétarienne. Sinon, quel que soit le prétexte de cette déviation, elle conduit inévitablement à une défaite pour le Parti et la révolution.

La création d'un large front populaire ne doit en aucune manière conduire à des illusions opportunistes et réformistes. Gagner à soi la majorité de la masse, ce n'est pas s'assurer la majorité dans les parlements bourgeois, et bien moins encore obtenir automatiquement la révolution pacifique de l'ordre existant et le passage sans violence au socialisme. Bien au contraire, le Front créé dans la lutte révolutionnaire doit servir à l'éducation, à l'unification politique et à la mobilisation du peuple pour la lutte armée. Il lui faut renverser par la force les impérialistes, les occupants, les classes réactionnaires du pays : comme l'histoire le démontre, ces ennemis n'abandonnent jamais leurs positions de bon gré. L'utilisation de la violence est une loi générale, non seulement de la prise du pouvoir par le prolétariat, mais encore de toute vraie révolution démocratique et libératrice de notre temps. Les sermons des révisionnistes khrouchtchéviens et titistes sur la « voie pacifique » — dont ils ont prétendu faire un principe stratégique mondial — peuvent seulement conduire le parti de la classe ouvrière, la révolution et le socialisme à des défaites.

Lorsque la dictature du prolétariat a été instaurée et consolidée sous la direction du parti communiste, l'existence des autres partis « progressistes » n'a plus aucun sens, aucune raison d'être, que ce soit à l'intérieur ou à l'extérieur du Front — cette activité fût-elle devenue purement formelle et uniquement justifiée par la tradition.

Toute tradition progressiste fusionne en effet avec la ligne révolutionnaire du parti communiste. La révolution renverse tout un monde et encore davantage une tradition. Ne l'oublions pas : la lutte des classes continue pendant toute la période où se construit la société socialiste et aussi longtemps que le passage au communisme n'est pas complètement réalisé. Durant toute cette étape, les partis politiques expriment les intérêts de classes déterminées. Seul un opportunisme absurde pourrait imaginer la présence de partis étrangers à la classe ouvrière dans le système de la dictature du prolétariat, surtout après l'édification de la base économique du socialisme. Cette évolution, loin de porter atteinte à la liberté, consolide la vraie démocratie prolétarienne. Le caractère démocratique d'un ordre social ne se mesure point d'après le nombre des partis. Il est déterminé par sa base économique, par la nature de la classe qui est au pouvoir, par toute la politique de l'État, selon qu'elle est, ou non, au service des larges masses.

Les révisionnistes modernes, pour atteindre leurs buts contre-révolutionnaires, liquident les partis prolétariens en niant leur caractère de classe et en les proclamant « partis du peuple tout entier ». En fait, ils les ont transformés en partis bourgeois d'un type nouveau. Cette dégénérescence des partis et des régimes socialistes, dans certains pays où sont au pouvoir les cliques révisionnistes, fait renaître le système bourgeois de la pluralité des partis sous des masques révolutionnaires, et sous prétexte de développer la démocratie ouvrière. Les fronts, qui existent sur le papier dans certains de ces pays, sont restés sans vie. En revanche, on aperçoit déjà les signes de la renaissance politique et organisationnelle de partis englobés dans ces fronts. Ils tentent de s'emparer des positions de pouvoir dans un État socialiste qui prend toujours davantage les traits d'un État bourgeois.

De ce point de vue, les groupes les plus extrémistes des révisionnistes modernes se trouvent surtout dans les pays capitalistes comme la France et l'Italie. Ils s'efforcent de convaincre leurs collègues révisionnistes des pays socialistes et de les amener à entrer le plus tôt possible dans cette voie. Ainsi donneront-ils à la bourgeoisie occidentale une nouvelle preuve de leur volonté d'en finir avec le « socialisme stalinien », d'instaurer un socialisme nouveau, bourgeois, du type social-démocrate. Les révisionnistes des pays capitalistes pourront ainsi mener plus commodément leur politique d'union avec la bourgeoisie et les partis politiques pour construire ensemble un ordre « socialiste » du même genre dans ces pays.

L'expérience des quinze années du Front démocratique montre que [...] le Front demeure aujourd'hui encore le chaînon principal de l'union politique du peuple autour du Parti et du pouvoir populaire, pour la construction du socialisme et; la défense de la patrie, pour la formation des travailleurs dans la voie du Parti, pour la participation active des larges masses des travailleurs à la solution des grands problèmes sociaux et à la direction de l'État.

Une jeunesse révolutionnaire

Extraits du discours prononcé, lors du grand meeting des jeunes volontaires qui construisaient la voie ferrée, à Gradishtë, le 28 juin 1968.

La construction des chemins de fer albanais par les jeunes, souvent presque des enfants, qui font là leur apprentissage du travail révolutionnaire, voilà un des traits les plus significatifs de l'Albanie nouvelle. On ne s'étonnera donc pas qu'Enver Hoxha ait choisi de tirer les leçons de diverses insurrections de la jeunesse devant les bâtisseurs de la ligne Progoghinë-Fier. Les jeunes qui se rebellent contre le joug capitaliste ou révisionniste sont portées en avant par la même énergie qui anime les constructeurs de l'Albanie.

Pour nous, il était important de montrer comment les révolutionnaires albanais ont perçu les événements qui, en mai 1968, ont secoué la France. Le discours d'Enver constitue un témoignage d'autant plus intéressant que quelques jours à peine le séparent des dernières barricades parisiennes. On notera aussi l'éloge énergique des étudiants révolutionnaires yougoslaves, dressés contre Tito, et la confiance d'Enver dans la généralisation ultérieure de cette lutte à travers les divers pays révisionnistes.

I

[...] Le socialisme crée le progrès et l'abondance. Il assure le progrès et la véritable démocratie pour le peuple.

Le pouvoir populaire, notre régime socialiste ont assuré à la jeunesse tous les droits et tous les moyens matériels de les exercer réellement. Nos garçons et nos filles n'ont pas connu l'exploitation et l'oppression féroces que les grands propriétaires terriens et la bourgeoisie faisaient peser sur l'Albanie jusqu'à la libération. Ils ignorent la vie de famine, de misère et de pauvreté, comme ils ignorent la domination barbare des régimes réactionnaires et des impérialistes étrangers.

Notre jeunesse n'a pas porté le lourd fardeau de l'analphabétisme et de la superstition. Dans l'Albanie socialiste, de l'école primaire à l'enseignement supérieur, toutes les portes sont larges ouvertes aux fils des ouvriers, des paysans et de l'intelligentsia populaire. Notre jeune génération ignore le chômage et l'incertitude du lendemain dont souffrent les larges masses de la jeunesse, dans les pays capitalistes évolués comme dans les pays révisionnistes. Notre démocratie socialiste assure au jeune un travail conforme à ses capacités et aux connaissances acquises. Elle lui a ouvert le champ sans limite de l'action et de la création dans tous les domaines de la vie sociale.

Chez nous, la jeunesse considère l'avenir avec confiance parce qu'il est entre ses mains et que toutes les voies lui sont ouvertes. Voilà pourquoi elle est indissolublement liée au Parti, au pouvoir et au marxisme-léninisme. Voilà pourquoi elle est révolutionnaire et combat sans jamais fléchir pour la cause du socialisme.

Il existe une différence entre les jeunes, les intellectuels, les étudiants de chez nous et ceux qui vivent dans les pays dominés par les capitalistes et les révisionnistes. Les nôtres ne sont pas d'abord placés

devant la nécessité de s'assurer une place pour subvenir à leurs propres besoins et à ceux de leur famille. Ils ne s'instruisent pas et ne luttent pas pour « devenir célèbres » dans le seul but de n'être pas écrasés par des concurrents. Le principal souci de notre étudiant, de notre intellectuel, n'est pas d'acquérir une assurance contre les orages de la société ou la capacité de faire face aux contraintes qui l'oppriment. Son idéal est plus vaste, plus militant et plus dynamique.

Notre jeune révolutionnaire s'instruit et progresse non dans la perspective étroite de son intérêt personnel, non « pour se faire une place dans la vie », mais pour mieux servir son peuple, le socialisme et la patrie. Il ne travaille pas pour « accumuler de la culture » à son propre profit, ni pour se distinguer par son érudition. Il s'instruit pour porter la production du pays à un degré supérieur, pour rendre les champs plus fertiles, pour répandre la culture encore plus largement, jusque dans les coins les plus reculés du pays pour que la science devienne le bien propre des masses et que les masses s'en servent pour elles-mêmes. Nous nous réjouissons que les jeunes qui terminent leurs études, presque sans exception, aillent travailler là où le pays en a besoin, sans rechercher quelque coin tranquille. Voilà qui constitue un trait caractéristique de notre jeune intelligentsia : servir avec dévouement et sans conditions la cause du Parti et les intérêts du peuple. Mener une action adaptée aux conditions existantes dans notre pays et au système socialiste lui-même. Exprimer dans cette lutte sa profonde conviction intérieure. Voilà quelle est la raison de vivre du jeune Albanais, qu'il soit ouvrier, paysan, étudiant ou intellectuel.

Par là je ne veux nullement dire que, dans notre pays, nous avons accédé à tous les biens, ni surmonté toutes les difficultés, pas plus que nous n'avons effacé toutes les traces du retard que nous a légué le passé. Nous n'avons pas résolu tous les problèmes. Nous sommes parfaitement conscients qu'il nous faut poursuivre la lutte et accomplir un vaste travail, à force de ténacité, pour bâtir entièrement le socialisme, pour former l'homme nouveau, pour élever chaque jour davantage le bien-être du peuple, pour rendre notre vie encore plus facile, plus belle, plus heureuse, plus intense. Mais nous sommes sur la bonne voie. Nous sommes décidés à marcher de l'avant, sans jamais fléchir. Personne ne nous arrêtera dans notre marche. Notre peuple et notre jeunesse considèrent l'avenir avec optimisme.

La situation dans les pays révisionnistes et capitalistes offre un tableau tout à fait différent. Ce monde est le contraire du nôtre comme la destinée qu'il offre à la jeunesse s'oppose à notre perspective. De puissantes manifestations d'étudiants en témoignent avec éclat. Et, il s'agit là d'un phénomène très général, commun ces temps derniers à l'Europe et aux autres continents, aux pays capitalistes comme à certains pays révisionnistes.

Le caractère de ces manifestations n'a pas été le même partout. Les étudiants de Prague et ceux de Varsovie étaient ouvertement le bras droit du révisionnisme moderne, organisé par la réaction intérieure et extérieure et par les services secrets impérialistes. Ils visaient à libéraliser davantage le régime révisionniste, à affranchir totalement leurs États de la dépendance soviétique. Enfin, s'ils tentaient de renverser les cliques au pouvoir, c'était pour les remplacer par de nouvelles cliques plus franchement capitalistes, liées aux États bourgeois, dépendantes d'eux. Leurs grèves et leurs manifestations étaient donc non pas progressistes, mais contre-révolutionnaires.

En Tchécoslovaquie, ces manifestations ont contribué à l'accession au pouvoir du groupe des ultra-révionnistes. En Pologne, Gomulka dut recourir à la force pour les réprimer provisoirement. Dans ces deux pays, ce sont les étudiants qui sont devenus l'avant-garde de la réaction. C'est une avant-garde de ce genre que la vieille garde révisionniste redoute aussi de voir apparaître en Union soviétique, en Bulgarie, en République démocratique allemande, etc.

Dans ces pays, les étudiants révolutionnaires n'ont pas participé aux manifestations, soit par peur de la répression, soit pour ne pas se compromettre avec des étudiants réactionnaires. Quoi qu'il en soit, ils n'ont pas saisi cette occasion de descendre dans la rue pour affronter les étudiants réactionnaires et attaquer, en même temps, les révisionnistes au pouvoir. Ils auraient pu devenir l'étincelle qui met le feu à la plaine. Leur intervention aurait poussé la classe ouvrière de ces pays à engager sérieusement la

bataille. Il n'en fut pas ainsi. C'est pourquoi toutes les analyses ont été faussées. On a pu croire qu'en Tchécoslovaquie, « la jeunesse est avec les révisionnistes », qu'en Pologne Gomulka « défend le socialisme » contre les étudiants réactionnaires. Et on en a conclu que, dans les autres pays où il n'y a pas eu de troubles, les révisionnistes « vivent en paix ». Mais cette paix est pure apparence. Au pays des Soviets — où les révisionnistes khrouchtchéviens se sont emparés du pouvoir — les mitrailleuses sont déjà entrées en action depuis longtemps contre les ouvriers et la jeunesse révolutionnaires. En Union soviétique, en Pologne, en Bulgarie, la presse est obligée de reconnaître l'arrestation de révolutionnaires qu'on emprisonne par centaines et par milliers, avec parmi eux des comités de parti entiers, pour crime d'opposition aux cliques révisionnistes et à leur politique de trahison.

En Yougoslavie titiste, la clique Tito-Rankovic a sévi contre les révolutionnaires. Pendant vingt ans, les crimes, les tortures, les sinistres camps de concentration de l'U.D.B. [*U.D.B. : police secrète yougoslave.*] ont pesé sur tous les peuples de Yougoslavie et notre frère le peuple de la Kossovë [*Kossovë, région de l'État yougoslave où vit un million d'Albanais.*] pour implanter le régime capitaliste.

Mais qu'en a-t-il résulté ? L'esprit insurrectionnel des peuples yougoslaves a-t-il été étouffé ? Non. Tito et ses hommes ont vendu la Yougoslavie au capital américain, anglais et international. Ils ont engraisé la nouvelle classe capitaliste exploiteuse de la ville et de la campagne. Ils ont mis en place une dictature fasciste pour qu'elle veille sur les richesses volées au peuple et pour qu'elle l'opprime. C'est en vain que la clique titiste parle d'une certaine « autogestion ». Que pourrait « gérer » le peuple ? Les usines qui sont aux mains du capital étranger et des nouveaux capitalistes ? ou les champs sur lesquels règne le koulak ? Comme dit un dicton : « Il est difficile de tromper tout le temps tout le monde. » Le peuple yougoslave et sa jeunesse ne peuvent pas se laisser abuser lorsque Tito leur parle de « socialisme » et d'« autogestion ». Ils voient bien que chez eux la liberté n'existe pas. Les escrocs vendent leur pays au plus offrant des capitalistes étrangers. La nouvelle classe dominante spéculé de façon scandaleuse. Les ouvriers et la jeunesse sont sans travail. Ils errent dans les rues. Et, par centaines de milliers, les gens émigrent chaque année à travers le monde parce que leur pays, prétendu socialiste, ne peut pas les nourrir.

En Yougoslavie titiste règne le chaos. Les courageux étudiants de Belgrade se sont dressés dans une révolte contre les bassesses et les trahisons. Le régime de Tito a été ébranlé jusque dans ses fondements. Il a mis en action les bombes lacrymogènes et les matraques des agents de l'U.D.B. Les étudiants héroïques ont opposé à la violence fasciste la violence révolutionnaire. La victoire leur est revenue. Les étudiants ont gagné la bataille. Tito a fait semblant de s'incliner. Mais il a menti, il a dupé le fait de la démagogie comme à son habitude. Cependant il n'a convaincu personne. Tous les Yougoslaves honnêtes savent qu'il est l'auteur de cette situation et que pour la redresser il faut se servir du balai de fer de la révolution. Les marxistes-léninistes se placeront à la tête de la classe ouvrière et des peuples de Yougoslavie. Les masses chasseront les renégats, les vendus, les agents et les larbins du capital international.

C'est pourquoi dans les pays révisionnistes la révolution monte, monte toujours ! Le révisionnisme traverse une grande crise.

II

Les manifestations des étudiants dans les pays capitalistes ont un autre caractère. Elles sont plus révolutionnaires. Ils se sont dressés dans de puissantes actions contre le pouvoir capitaliste de leur pays. Ils ont été frappés. Ils se sont battus contre la police. Ils ont dressé des barricades. Ils ont attaqué. Ils ont été blessés et tués. De leur côté, ils ont blessé et tué des policiers.

En France, ils ont mis en branle la plus grande grève des ouvriers. Ils se sont solidarisés avec eux. Ils ont secoué jusque dans ses fondements le gouvernement de ce pays qui s'était tellement vanté d'être

fort : il fut obligé d'amener l'armée aux environs de Paris, de changer certains ministres, de dissoudre l'Assemblée nationale, de décider de nouvelles élections, etc.

Les étudiants ont eu des raisons très diverses de manifester. Elles pouvaient être scolaires, économiques, politiques, idéologiques, structurales, universitaires — mais leurs manifestations ont prouvé, une fois de plus, que si la jeunesse s'enthousiasme, elle devient une force militante audacieuse.

Ce n'est pas facile de distinguer les uns des autres les divers courants politiques qui ont exercé leur influence au début des événements. Les partis politiques, en particulier en France, ont été pris au dépourvu par cette affaire. Et les révisionnistes français, d'accord avec la réaction, ont ouvertement attaqué et calomnié les étudiants qui manifestaient contre le pouvoir. L'important, c'est que des manifestations analogues ont eu lieu, depuis lors, en République fédérale allemande, en Espagne, en Italie, en Angleterre, en Belgique, en France, en Yougoslavie, en Turquie, en Amérique latine, etc. (...) Les opinions et les vues politiques les plus diverses règnent dans leurs rangs, mais tous attaquent les puissances établies dans le cadre d'États capitalistes.

Ces manifestations, face à la violence bourgeoise sont les premiers essais de la violence révolutionnaire. Avec elles, le goût en vient à ceux qui commencent à l'employer. C'est ici — dans ces moments et dans ces foules courageuses de jeunes gens — que doivent pénétrer les nouveaux marxistes-léninistes, nos camarades révolutionnaires, pour travailler et combattre aux côtés des étudiants, les éclairer et les guider.

Le fait est qu'un feu a été allumé et qu'il s'éteindra difficilement. Il peut être étouffé provisoirement, mais il éclatera de nouveau. La flamme qui l'attise est une affaire politique. Il s'agit des conflits entre la jeunesse (en particulier les étudiants) et le pouvoir capitaliste qui les opprime, qui les exploite et leur a fermé tout horizon de vie. Voilà quelles sont les principales raisons de la révolte. Il faudrait aussi rechercher d'autres raisons et d'autres causes.

La vie n'est pas sûre dans les pays capitalistes. Et, lorsque la jeunesse atteint l'âge de juger par elle-même et d'exercer un métier, elle voit nettement les obstacles insurmontables dressés sur son chemin par le capitalisme, la propriété privée, l'organisation des trusts et la technocratie. Le jeune qui aspire au savoir est privé des moyens financiers de l'atteindre. Des dizaines d'obstacles, administratifs, économiques, universitaires, des difficultés raciales, son origine de classe l'empêchent de satisfaire un besoin désormais impérieux dans le monde capitaliste où le diplôme est devenu le seul moyen de gagner son pain. Sans lui, le jeune est destiné d'avance à grossir les rangs des chômeurs.

Le droit aux études est, en fait, de plus en plus strictement limité dans les pays capitalistes. Une première sélection colossale élimine les jeunes avant même qu'ils ne puissent se présenter aux examens. Ceux-ci constituent le second barrage. Et la troisième épreuve a lieu au moment où ceux qui n'ont pas pu obtenir de diplômes se présentent à l'embauche. Ainsi, la jeunesse est vouée à la misère, aux souffrances, au chômage et aux humiliations.

Dans chacune de ces étapes, c'est la jeunesse populaire qui encaisse les coups les plus durs. Aussi c'est elle qui se dresse, poussée par toutes ces injustices et par sa propre colère. Elle affirme des revendications de diverses natures et dont l'aspect politique peut n'être pas clairement formulé, mais qui ont toujours pour caractéristique d'être fondamentalement politiques et rien que politiques.

A la base du problème des étudiants — et de la jeunesse en général — dans les pays capitalistes réside la question de la révolution, du renversement par la violence du pouvoir de la bourgeoisie, source de tous leurs malheurs.

Jusqu'ici, les communistes sont encore faiblement organisés dans la jeunesse et parmi les étudiants des pays capitalistes. Leur voix est encore faible à cause de la trahison des révisionnistes. Mais l'idée de la révolution les pousse en avant. Ils sentent, chaque jour qui passe, l'oppression matérielle et spirituelle.

Ils apprennent à voir quelles méthodes destructrices le capital emploie contre eux, avec quels résultats. Ils explorent les voies qui mènent à leur libération.

Mais l'action des révisionnistes modernes rend provisoirement difficile de trouver le chemin du socialisme. Pourtant le capitalisme monopoleur, appuyé sur les révisionnistes, continue de développer ses plans de répression.

Selon la presse, les étudiants de Paris, dans les manifestations et sur les barricades, se sont distingués par leur élan révolutionnaire face aux forces gouvernementales et aux bonzes politiques ou syndicaux. Les étudiants avaient donc su démasquer les uns et les autres. Malgré la diversité de leurs courants politiques, ils ont prouvé dans la pratique leur tendance à faire cause commune avec les ouvriers. Les étudiants, ces chômeurs de demain, voyaient donc clairement sur quelle classe ils devaient s'appuyer et quelle idéologie devait les guider.

Les gouvernements capitalistes, les révisionnistes français et même Tito ont décelé le danger. Ils ont manœuvré par tous les moyens pour prévenir la création de cette solide entente entre ouvriers et étudiants, pour discréditer le mouvement des jeunes universitaires, pour l'isoler. Les révisionnistes français ont fourni une aide colossale au capital français. Le chef de file de la bourgeoisie française, lorsqu'il déclara que son ennemi était « le communisme », ne se trompait pas. Il entendait, par là, la classe ouvrière et le marxisme-léninisme, mais non les révisionnistes français qui furent les vrais laquais de leurs capitalistes.

La révolte des étudiants dans les pays capitalistes ne s'éteindra pas. Elle se renforcera sans cesse, pour être finalement incorporée à la grande vague de la révolution prolétarienne. Elle se cristallisera idéologiquement et politiquement. Les idées victorieuses du marxisme-léninisme, comprises et senties par les étudiants du monde entier, les uniront entièrement à la classe ouvrière, à la révolution mondiale qui renversera par les armes le pouvoir du capital et construira le socialisme, comme nous l'avons fait nous-mêmes.

III

Dans ce domaine, l'expérience de la construction du socialisme dans notre propre pays revêt une grande importance. En particulier, nos documents — qui reflètent la réalité albanaise — mettent la jeunesse du monde en mesure de comprendre notre révolution prolétarienne et la juste ligne de notre parti marxiste-léniniste. Elle fait découvrir la signification profonde de nos transformations, de notre progrès dans tous les domaines. Notre retard matériel, dans certains secteurs, sera surmonté. Il n'est pas dû à notre système socialiste et à notre idéologie marxiste-léniniste. Il est l'héritage de l'oppression féodale et bourgeoise du passé. Que la jeunesse du monde voie combien nous avançons plus vite que le système capitaliste et justement sur les points auxquels, si on en croit ses luttes, elle attache le plus d'importance !

Camarades, de plus en plus l'idée de la révolution et de la lutte de libération nationale attire les peuples et les militants des différents pays. La tempête de la lutte contre le capitalisme et le révisionnisme suit une courbe ascendante. Un rôle décisif est joué par la grande Chine populaire, puissante citadelle de la révolution, du socialisme et de la lutte de libération des peuples du monde. Sous la conduite de son glorieux Parti avec le camarade Mao Tsétoung, ce grand marxiste-léniniste, à sa tête, le peuple chinois et ses 700 millions d'hommes parviennent à des succès grandioses. Sous la conduite de Mao Tsétoung en personne, et selon ses enseignements, se réalise avec succès la grande révolution culturelle prolétarienne. Par sa puissante poussée, elle a démolé de fond en comble les efforts et les espoirs des représentants de la bourgeoisie et des éléments révisionnistes qui cherchaient à faire rebrousser chemin à la Chine et à restaurer le capitalisme. Dans cette révolution sans précédent, se sont distingués, par leur vaillance et leur esprit révolutionnaire, la jeunesse chinoise, les étudiants et les gardes rouges. Ces derniers luttent avec courage pour traduire dans la vie les directives du Parti et les enseignements du

président Mao Tsétoung, pour faire progresser sans relâche la révolution, pour renforcer toujours davantage la dictature du prolétariat et le socialisme.

La Chine populaire sort de la grande révolution culturelle prolétarienne encore plus puissante et encore plus solide, aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur. Les impérialistes, les révisionnistes et toute la réaction sont passés maintenant à une puissante offensive générale contre la grande révolution culturelle prolétarienne chinoise. Ils ne se lassent pas de calomnier la plus extraordinaire tempête révolutionnaire de notre temps. Mais les attaques du front capitaliste-révissionniste prouvent qu'en Chine la révolution se développe sur le bon chemin et avec succès. La colère de la réaction montre qu'elle craint la valeur d'exemple, la force de l'appel au combat qui émane des événements de Chine. Elle tremble à la pensée que les ouvriers révolutionnaires et la jeunesse progressiste de leur pays ne supporteront plus bien longtemps leur domination. Un jour ils se dresseront dans la lutte révolutionnaire pour renverser les cliques dominantes, les classes exploiteuses anciennes et récentes, pour édifier eux-mêmes leur vie nouvelle.

Le monde capitaliste et le révisionnisme moderne traversent une grande crise politique et économique. Aux quatre coins des continents, les peuples mènent la lutte avec un grand élan révolutionnaire. Ils se battent contre l'oppression et l'exploitation capitalistes, contre le colonialisme, ancien et nouveau. Ils doivent résister aux courants idéologiques les plus divers qu'utilisent hypocritement l'impérialisme, la bourgeoisie, le révisionnisme. Ceux-ci veulent désorienter la pensée et l'imagination des hommes et donner une « explication théorique » pour justifier leur politique impérialiste, les guerres de rapine, l'exploitation bestiale des peuples, le chantage atomique, le mythe du « monde sans armes et sans guerre », le partage du monde en « zones d'influence », la domination exercée sur les peuples par les deux « superpuissances atomiques », sous couvert de « coexistence pacifique », etc.

Cette crise profonde du monde capitaliste et révisionniste, provoquée par la marée montante de la révolution, aboutira, à travers une réaction en chaîne inévitable, à la grande révolution prolétarienne mondiale. Elle ne peut être comprise, expliquée et approfondie que par la théorie toujours actuelle du marxisme-léninisme.

L'impérialisme, la bourgeoisie et le révisionnisme moderne savent que la marée montante de la révolution est mortelle pour eux. Aussi, pour l'écraser, ils emploient tous les moyens, depuis la démagogie jusqu'aux armes. Peu importe l'aspect sous lequel elle se présente, ils tentent toujours de l'anéantir.

Quelle que soit la forme sous laquelle elle se manifeste à ses débuts, où l'étape à laquelle elle soit parvenue — la révolution guidée par le marxisme-léninisme surmonte tous les obstacles. C'est pourquoi les théoriciens de l'impérialisme, de la bourgeoisie et du révisionnisme moderne déploient tous leurs efforts pour se débarrasser du marxisme-léninisme. Faute de pouvoir le détruire, ils font tout pour le déformer, pour le rendre inoffensif, en le révisant de fond en comble.

Quoi qu'en disent nos ennemis, la théorie de Marx et de Lénine n'a pas vieilli : le capitalisme et l'impérialisme sont en marche vers l'écroulement sous les coups de la violence révolutionnaire armée. L'expérience le prouve ; le marxisme-léninisme est resté jeune et actuel. Aucune découverte scientifique, même si elle est provisoirement aux mains d'une poignée de capitalistes, ne saurait ni arrêter la marche en avant de la révolution, ni rendre inutile la théorie d'avant-garde, le matérialisme révolutionnaire. Ce ne sont pas les capitalistes qui ont créé le progrès technique, et encore bien moins le bien-être économique. Seul le système socio-économique en a fait l'apanage d'un groupe d'exploiteurs. Dans les pays capitalistes, le progrès est payé par le sang et la sueur de la classe ouvrière et des masses laborieuses exploitées.

Rien ne saurait soustraire la classe capitaliste à la mort. Les révisionnistes modernes soviétiques, les titistes et autres révisionnistes sont de nouveaux capitalistes et impérialistes. Ils sont venus grossir les rangs des anciens et maintenant, nous pouvons l'affirmer avec certitude, ils s'identifient entièrement

aux impérialistes et aux capitalistes des autres pays. Ils ont provoqué la catastrophe qui a transformé leurs pays socialistes en pays capitalistes. Ils ont cherché à freiner la révolution mondiale. Ils ont entravé les luttes de libération des peuples qu'ils veulent tromper, mais ils ne peuvent rien contre les lois de la révolution. Ils ne peuvent l'arrêter ni dans leur pays, ni dans le monde. La révolution va de l'avant : les faits en témoignent.

IV

Les révisionnistes modernes soviétiques sont comme les autres cliques qui se sont emparées du pouvoir dans leurs pays anciennement socialistes. Ils cherchent à faire croire, à l'intérieur de l'État comme à l'étranger, que le capitalisme instauré par eux est toujours du « socialisme », voire un socialisme plus avancé, plus pur que par le passé. En Union soviétique régnerait même le parfait « communisme ». Enfin, la théorie qui sert de guide à cette sorte de socialisme et de communisme est, selon eux, le marxisme-léninisme le plus pur, le vrai. On voit donc quel rôle jouent ces traîtres. Ils sont l'avant-garde des saboteurs de la cinquième colonne capitaliste dans le mouvement communiste international.

En tant que tels, sur tous les plans politique, idéologique, organisationnel et économique, ils considèrent nécessairement le monde et son évolution sous le même angle que les capitalistes des autres pays et continents. Ils ne peuvent éviter de synchroniser leurs affaires et leurs actes, de conclure entre eux de nouveaux accords et de nouvelles alliances, donc de créer des situations nouvelles.

Entre eux existent de grandes contradictions. D'autres apparaîtront. Elles sont inévitables entre les capitalistes, comme les batailles entre les loups. Les contradictions entre les révisionnistes soviétiques et les autres impérialistes sont de cette même nature. Elles ont des causes du même type que les contradictions qui opposent les États-Unis et la France. Mais les révisionnistes bluffent pour dissimuler la véritable nature de ces oppositions. Ils déclarent : nous avons des contradictions parce que « nous sommes des communistes » et « eux sont des capitalistes ». C'est un mensonge pur et simple : les deux parties sont des capitalistes.

Les révisionnistes soviétiques guident cette meute de traîtres à l'aide de leurs théories et de leurs analyses antimarxistes. Ils cherchent à expliquer les événements conformément aux recettes qu'un chef de file de l'impérialisme mondial propage à travers le monde. Et ils donnent à ces formules une forme concrète en concluant des accords et alliances de tous genres contre les peuples. Ils construisent des ponts entre l'Union soviétique et les États-Unis d'Amérique, entre divers pays capitalistes et les cliques révisionnistes. A cette trahison on a accolé le nom de « coexistence pacifique khrouchtchévienne ».

Mais, en dépit de ces complots, que se passe-t-il dans le monde ? Partout où les Américains ont mis les pieds, au Vietnam et ailleurs, naît la guerre populaire, la révolte armée, la résistance. Les peuples, les communistes et tous les patriotes de tous les continents luttent contre eux. A l'intérieur du pays, les États-Unis sont plongés dans un grave malaise. Les Afro-Américains attaquent. Les étudiants attaquent. King et les deux Kennedy sont froidement abattus. Le dollar traverse une grande crise, à tel point que la Maison Blanche doit imposer au peuple américain de se serrer la ceinture. Naturellement le même traitement est infligé à ses satellites européens et asiatiques. Partout où il intervient, l'impérialisme américain fournit des armes aux agresseurs, par exemple, à Israël contre les peuples arabes, aux fascistes indonésiens pour tuer un demi-million de communistes et de patriotes, etc. D'un bout à l'autre de l'Amérique latine on lutte pour se libérer de la botte yankee. En bref, c'est là un digne allié pour les révisionnistes soviétiques.

La Grande-Bretagne traverse une crise très grave économique et naturellement aussi politique. C'est une poule mouillée qui vit à l'ombre de l'oncle Sam. Dans la même situation se trouvent aussi d'autres pays capitalistes en Europe et sur les autres continents. L'eau bout dans le chaudron et quelquefois le couvercle saute en l'air.

Les pays révisionnistes, l'Union soviétique et la Yougoslavie en tête, traversent une grande crise et se trouvent dans le chaos, aussi bien intérieur qu'extérieur.

La récession économique — qui s'aggrave dans le monde capitaliste — a pris aussi à la gorge les pays révisionnistes, l'Union soviétique en premier lieu.

Pour ces pays, cette grande crise est la conséquence de la transformation capitaliste qui s'opère dans tous les domaines — idéologie, politique, économie et organisation du mode de vie. Elle est aussi le fruit des liens et des alliances de toutes sortes établis avec divers capitalistes et des crédits reçus au prix de l'asservissement.

Bref, la clique de Moscou se soumet peu à peu au capital mondial économiquement et politiquement. Les contrecoups de la crise mondiale se font sentir tout autant dans les États capitalistes que dans les pays révisionnistes. Les traîtres de Moscou traversent une de leur crise les plus graves. Toute leur politique a été démasquée. Elle a fait fiasco, aussi bien à l'extérieur qu'à l'intérieur. La clique du Kremlin se trouve prise entre plusieurs feux qui l'anéantiront. Elle cherche à s'imposer par la force, par les mensonges, par les mesures de circonstance qu'elle prend à l'égard des cliques satellites qui dirigent d'autres pays. Ces dernières, elles aussi, manœuvrent avec les capitalistes, avec les révisionnistes soviétiques, avec le diable et son train, pour prolonger leur existence dont les jours sont comptés.

Mais les traîtres du Kremlin sont également attaqués de l'intérieur. Ils s'entre-déchirent, alors qu'ils font tout leur possible pour se présenter comme s'ils étaient unis. Voilà qui saute aux yeux. Les traîtres du Kremlin bêlent dans les coins qu'ils se rendent compte de leurs erreurs, que Staline, selon un maréchal bien chapitré par eux, était un grand homme, un chef militaire habile. Ils avouent que Tito est un traître et un agent des Américains, que Staline avait judicieusement examiné l'affaire, etc.

Nous connaissons depuis longtemps cette tactique khrouchtchévienne. Nous savons fort bien ce qui se cache derrière ces phrases démagogiques. Il n'en reste pas moins que la clique des traîtres du Kremlin se trouve en mauvaise posture, et elle ira de mal en pis. La trahison sera écrasée. Le marxisme-léninisme triomphera de nouveau en Union soviétique et dans les autres pays où les révisionnistes modernes se sont installés au pouvoir [...].

De Tito à Khrouchtchev

Extraits du discours prononcé le 16 novembre 1960 lors de la réunion des 81 partis communistes et ouvriers

Le discours d'Enver Hoxha à la conférence des 81 partis constitue un maillon essentiel dans la lutte de principe menée par le P.T.A. contre le révisionnisme khrouchtchévien. Cette lutte, engagée dès le lendemain du XX^e Congrès du P.C.U.S., était jusqu'alors menée avec toute la discrétion nécessaire pour ne pas fournir d'armes aux ennemis du socialisme. En outre, jusqu'à la dernière minute, le Parti du Travail s'efforça de maintenir le débat sur le terrain de la camaraderie. Mais, en juin 1960, à l'occasion du Congrès du Parti roumain, Khrouchtchev abattit ses cartes : il avouait vouloir exclure le parti communiste de Chine du camp socialiste. Il déclencha aussi une violente offensive contre le P.T.A., coupable de s'opposer à ce complot scissionniste. A la conférence de Moscou, Enver Hoxha exprima de façon profonde et complète le point de vue de son parti. Certaines formulations portaient cependant la marque des circonstances de cette rencontre. Mais il s'agit là d'un document historique et il ne pouvait être question de rien changer à un pareil texte. Les rares coupures que nous avons pratiquées ne dépassent jamais quelques lignes et s'expliquent toutes de la même manière : les idées exprimées se retrouvent ailleurs, à peu près exactement dans les mêmes termes.

Chers Camarades,

Cette conférence des partis communistes et ouvriers est d'une grande portée historique pour le mouvement international : elle procède d'une analyse minutieuse de la situation politique dans le monde. Elle dresse le bilan des succès et des erreurs que nous avons pu enregistrer. Elle nous aide à définir plus clairement la ligne qu'il nous faudra suivre à l'avenir afin de remporter de nouveaux succès pour le plus grand bien du socialisme, du communisme et de la paix.

L'existence du camp socialiste, avec l'Union soviétique à sa tête, est désormais une réalité. Le mouvement communiste, dans son ensemble, s'est renforcé, élargi et aguerri. Les partis communistes et ouvriers sont devenus, dans le monde entier, une force colossale qui conduit l'humanité en avant vers le socialisme et vers la paix.

Comme le souligne le projet de déclaration, le camp du socialisme est bien plus fort que le camp de l'impérialisme. Il se développe et grandit de jour en jour, alors que l'ennemi s'affaiblit, se décompose. Nous devons nous employer de toutes nos forces à accélérer cette évolution. Nous y parviendrons à condition de demeurer toujours fidèles au marxisme-léninisme et de le mettre en œuvre. En effet, nous avons à affronter des ennemis féroces qu'il nous faut vaincre, détruire : l'impérialisme mondial, avec à sa tête l'impérialisme américain.

Nous voulons la paix alors que l'ennemi se prépare à une Troisième Guerre mondiale. Nous devons lutter de toutes nos forces pour empêcher un nouveau conflit et faire triompher dans le monde une paix juste et démocratique. Nous n'atteindrons ce but que lorsque nous aurons contraint l'impérialisme à désarmer. Mais il ne le fera pas de son propre gré. Croire à une telle possibilité revient à se leurrer soi-même et à duper les autres. Nous devons donc opposer à l'impérialisme la puissance colossale du camp socialiste sur tous les terrains : économique, militaire, moral, politique et idéologique. En même temps, il nous faut unir les forces des peuples du monde entier afin d'empêcher par tous les moyens la guerre que préparent les impérialistes.

Le Parti du Travail d'Albanie ne saurait en aucun cas dissimuler à son peuple cette menace que l'impérialisme fait peser sur l'humanité éprise de paix. Nous pouvons vous assurer que le peuple albanais hait la guerre, mais qu'il n'a pas été troublé par cette franche mise en garde de son parti. Il n'est pas tombé dans le pessimisme. Il n'a pas non plus marqué le pas dans la construction du socialisme. Il voit clairement ses perspectives d'avenir et travaille avec une entière confiance, sans jamais relâcher sa vigilance, tenant d'une main la pioche et de l'autre le fusil.

Notre point de vue est que l'impérialisme mondial avec, à sa tête, l'impérialisme américain, doit être démasqué sans merci, politiquement et idéologiquement. En aucun cas nous ne pouvons admettre la politique du sourire à l'égard de l'impérialisme. Nous ne pouvons lui faire aucune concession de principe. Les manœuvres et les compromis doivent, pour être admissibles, aider notre cause et non pas celle de l'ennemi.

Devant un ennemi féroce, la garantie de la victoire réside dans notre unité parfaite, dans l'élimination des profondes divergences idéologiques qui ont surgi entre nous. Elle ne peut reposer que sur les principes du marxisme-léninisme, sur l'égalité et la fraternité, l'esprit de camaraderie et l'internationalisme prolétarien. Notre parti pense qu'il ne doit exister aucune faille dans notre unité idéologique. Par conséquent, nous devons adopter une politique unique sur toutes les questions. Notre tactique et notre stratégie dans la lutte contre l'ennemi doivent être élaborées par tous nos partis et se fonder sur les principes marxistes-léninistes et sur de justes critères politiques appliqués aux situations réelles de notre temps.

Le projet de déclaration souligne, à juste titre, que la force immense, inépuisable du camp socialiste, avec l'Union soviétique à sa tête constitue le facteur décisif du triomphe de la paix sur la terre. Que c'est une force morale, politique et idéologique qui anime les peuples du monde en vue de s'affranchir

du joug sanglant des colonisateurs, pour se libérer de l'impérialisme et du capitalisme. Par la force de son exemple, par l'appui économique qu'elle leur prête, l'U.R.S.S. aide les autres peuples à gagner la bataille pour s'affranchir complètement des exploités.

C'est pour cette grande raison que l'Union soviétique et le camp socialiste sont devenus pour les peuples du monde entier une espérance et une force. Ils leur apportent leur soutien moral, politique et économique. Ils sont leurs défenseurs sûrs et dévoués contre les menaces des agresseurs américains, anglais, français et de leurs alliés.

Tous les peuples du monde aspirent à la liberté, à l'indépendance, à la souveraineté nationale, à la justice sociale, à la culture, à la paix. Et ils luttent pour ces revendications légitimes. Celles-ci ont toujours été étouffées par les capitalistes, les féodaux et les impérialistes. Aussi ces peuples mènent-ils une lutte des plus âpres contre les capitalistes, contre les féodaux, contre les impérialistes. Et ils se cherchent des alliés dans cette lutte pour l'existence qu'ils livrent à leurs bourreaux. Leurs seuls grands, puissants et fidèles alliés sont l'Union soviétique et le camp socialiste.

Aussi, dans la lutte pour la paix, pour le désarmement, pour le progrès social dans le monde, le camp du socialisme n'est pas seul face au camp de l'impérialisme. Il est allié étroitement à tous les peuples progressistes du monde, alors que les impérialistes, eux, se trouvent isolés.

Nous vivons à une époque où l'on assiste à l'effondrement total du colonialisme, à la liquidation de ce fléau qui a massacré les peuples. Des États nouveaux voient le jour en Afrique, en Asie. Dans les pays où régnait le capital, le fouet et le canon secouent le joug de la servitude et les peuples prennent leur destin dans leurs propres mains. Ce grand combat est mené à bien grâce à la lutte de ces peuples et à l'appui moral que leur prêtent l'Union soviétique, la Chine populaire et les autres pays du camp socialiste.

Les traîtres au marxisme-léninisme, les agents de l'impérialisme et les intrigants du type de Josip Broz Tito s'efforcent de désorienter les peuples et les jeunes États, de les détacher de leurs alliés naturels, de les lier directement à l'impérialisme américain. Pour y parvenir, ces criminels complotent, en particulier, la création d'une « troisième force internationale ». Nous devons en finir avec les plans de ces valets de l'impérialisme.

Nous assistons actuellement à la désagrégation de l'impérialisme, à sa décomposition, à son agonie. Nous vivons à une époque caractérisée par le passage irrésistible du capitalisme au socialisme. On voit se vérifier les enseignements de Marx et de Lénine, enseignements qui — contrairement aux affirmations des révisionnistes — ne sont nullement périmés.

L'impérialisme mondial essuie des coups sévères : il n'en est plus à son âge d'or, au temps où il faisait la loi, où et quand il le voulait. Si l'initiative lui a maintenant échappé, il ne l'a pas abandonnée de gaieté de cœur. Elle ne lui a pas été arrachée seulement par des mots ou des discours, mais à l'issue d'un long enchaînement de révolutions et de combats sanglants. Le capitalisme les a lui-même suscités par ses efforts en vue d'écraser le prolétariat et les peuples qui se dressaient pour détruire le monde de la faim, de la misère et de la servitude. Cette page glorieuse a été ouverte par la grande révolution socialiste d'Octobre ; par la grande Union soviétique, par le grand Lénine.

L'impérialisme mondial, avec à sa tête l'impérialisme américain, sent donc venir la mort. Il voit se dresser, devant lui, des adversaires puissants et résolus : le camp socialiste et sa grande alliance avec tous les peuples du monde. Pourtant, même dans une telle situation, il rassemble, organise et arme ses forces d'assaut. Il se prépare à la guerre. Qui ne voit pas cela est aveugle. Qui le voit, mais le dissimule, est un traître au service de l'impérialisme. Le Parti du Travail d'Albanie estime qu'il n'y a pas lieu d'être pessimiste, en dépit des difficultés auxquelles nous nous heurtons pour instaurer la paix dans le monde, réaliser le désarmement et régler les autres problèmes internationaux. Seuls nos ennemis — qui subissent défaite sur défaite — peuvent et doivent prévoir un triste avenir. Nos

victoires d'hier et d'aujourd'hui annoncent celles du lendemain. Nous sommes convaincus que nos efforts seront couronnés de succès.

Cependant, lorsqu'un optimisme excessif perd le contact avec la réalité, il peut faire beaucoup de mal. Quiconque se refuse à reconnaître notre puissance économique, politique, militaire, morale, quiconque n'a pas foi en elle est un défaitiste qui ne mérite pas de porter le nom de communiste. Mais celui que grise notre force, qui sous-estime l'adversaire et s'imagine que l'ennemi a perdu tout espoir, qu'il est devenu inoffensif et qu'il est à notre merci, un tel rêveur n'a plus les pieds sur terre. Il ne fait qu'endormir les hommes et les peuples. Il les désarme à l'heure où il leur faut affronter des situations complexes et pleines de menaces qui exigent de tous une très grande vigilance. Les dangers de l'heure rendent nécessaire la montée révolutionnaire des masses. Ils ne permettent ni de relâcher l'action, ni de désagréger le mouvement. La vieille expérience de notre peuple le dit bien ! L'eau dort, mais l'ennemi est toujours en éveil.

Regardons les faits bien en face. L'impérialisme mondial, avec à sa tête son détachement le plus agressif : l'impérialisme américain, oriente son économie vers la préparation de la guerre. Il s'arme jusqu'aux dents. L'impérialisme américain équipe l'Allemagne de Bonn, le Japon et tous ses alliés et satellites de toutes les armes existantes. Il développe ses organisations militaires d'agression. Il crée sans cesse des bases [militaires aux quatre coins du monde pour encercler le camp socialiste. Il augmente ses stocks d'engins atomiques. Il refuse de désarmer et de mettre fin aux essais de bombes nucléaires. Il travaille fébrilement à essayer d'inventer de nouveaux moyens d'extermination massive. Est-ce pour préparer une partie de plaisir ? Ou pour nous faire la guerre, pour anéantir le socialisme, pour asservir les peuples ?

Le Parti du Travail d'Albanie estime que toute autre analyse mène son auteur à se leurrer soi-même et à duper les autres. Nous ne serions pas des communistes si nous perdions courage dans l'adversité. Nous, communistes, nous haïssons la guerre et nous nous battons jusqu'au bout pour annihiler les plans belliqueux de l'impérialisme américain. Mais s'il nous déclare la guerre, nous devons porter aux impérialistes un coup écrasant pour qu'ils soient balayés à jamais de la surface de la terre.

Face aux menaces de guerre atomique que lance l'impérialisme, nous devons être politiquement, économiquement, moralement et militairement prêts à faire front à toute éventualité.

Nous devons chercher à éviter une guerre mondiale : celle-ci peut être empêchée. Mais nous serions impardonnables de nous bercer d'illusions et de nous laisser surprendre. Nos ennemis resteront toujours des ennemis déloyaux. Telle est leur nature de classe. Quiconque leur fait confiance perdra tôt ou tard la partie.

Pour empêcher la guerre, il nous faudra déployer d'immenses efforts, lutter par tous les moyens. La politique de l'Union soviétique, de notre camp socialiste, demeure une politique de paix. Toutes les propositions du gouvernement soviétique, de nos pays de démocratie populaire, ont visé à la détente internationale, au règlement de toutes les questions en suspens par voie de négociations.

La politique pacifique de l'Union soviétique et du camp socialiste a beaucoup contribué à dévoiler les visées agressives de l'impérialisme, à mobiliser les peuples contre les fauteurs de guerre, à intensifier le glorieux combat contre les oppresseurs impérialistes et leurs valets. Cette politique exerce une influence dont témoignent l'exemple de l'héroïque Cuba, la lutte du peuple japonais et les événements de Corée du Sud et de Turquie.

Néanmoins, notre camp a fait de nombreuses propositions sur des problèmes concrets : le désarmement, la conférence au sommet, etc. Le règlement de ces questions est systématiquement saboté par les impérialistes américains. *[En décembre 1959, Khrouchtchev réussit à obtenir l'accord des gouvernements américain, anglais et français, pour réunir une conférence des quatre puissances. Celle-ci devait se tenir au mois de mai 1960. Mais une provocation des services secrets américains —*

envoi d'un avion-espion au-dessus de l'U.R.S.S. — réussit pleinement grâce au comportement versatile et aventuriste de Khrouchtchev. La réunion des Quatre n'eut donc pas lieu.] Quelles conclusions devons-nous en tirer ? Le Parti du Travail d'Albanie estime que l'impérialisme et, au premier chef l'impérialisme américain, n'a changé ni de peau, ni de nature. Il est agressif et le restera, même s'il ne lui reste qu'une dent dans la gueule. Il est capable de précipiter le monde dans une guerre. Aussi, comme nous l'avons souligné devant la commission de rédaction, les peuples doivent s'entendre expliquer qu'il n'y aura pas de garantie absolue contre une guerre mondiale tant que le socialisme n'aura pas triomphé dans le monde entier, ou pour le moins dans la plupart des pays du monde. Les Américains ne cachent pas leur jeu : loin d'accepter de désarmer, ils intensifient leurs préparatifs de guerre. Aussi devons-nous être vigilants.

Nous ne devons faire à l'ennemi aucune concession qui engage les principes. Nous ne nous ferons aucune illusion sur l'impérialisme : en croyant améliorer la situation nous ne ferions que l'aggraver. Non seulement l'ennemi s'arme et prépare la guerre contre nous, mais il mène aussi une propagande effrénée pour désorienter les esprits. Il dépense des millions de dollars pour entretenir des agents et des espions, pour organiser dans nos pays des activités d'espionnage, de sabotage et de terreur. L'impérialisme américain donne sans cesse des millions de dollars à la bande de traîtres de Tito. Toutes ces menées ont pour but d'affaiblir notre front intérieur, de nous diviser, de désorganiser nos arrières.

On discute beaucoup de la coexistence pacifique. Et d'aucuns poussent l'absurdité jusqu'à prétendre que la Chine populaire et l'Albanie sont hostiles à la coexistence pacifique. Il convient de démentir, une fois pour toutes, ces informations néfastes et mensongères. Aucun État socialiste, aucun militant communiste ne peut être un adversaire de la paix. Le grand Lénine a, le premier, défini comme une nécessité objective la coexistence pacifique des pays à systèmes sociaux différents. Cette thèse sera vraie tant qu'il existera, dans le monde, à la fois des pays socialistes et des pays capitalistes. Notre Parti du Travail, fidèle à la pensée de Lénine, a toujours affirmé que la politique de coexistence pacifique répond aux intérêts fondamentaux de tous les peuples. Elle mène au renforcement ininterrompu du socialisme. Aussi ce principe de Lénine est-il à la base de toute la politique extérieure de notre État populaire.

La coexistence pacifique entre les deux systèmes opposés ne signifie pas — contrairement à, ce que prétendent les révisionnistes modernes — qu'il convient de renoncer à la lutte de classe. Au contraire, celle-ci doit se poursuivre. La lutte politique et idéologique contre l'impérialisme, contre l'idéologie bourgeoise ou révisionniste s'intensifiera toujours davantage. Il est nécessaire de combattre pour instaurer la coexistence pacifique léniniste sans faire à l'impérialisme aucune concession qui engage nos principes. Et il faut, en même temps, développer plus avant la lutte de classe dans les pays capitalistes, ainsi que le mouvement de libération nationale mené par les pays coloniaux et dépendants.

Selon notre point de vue, les partis communistes et ouvriers des nations bourgeoises doivent lutter pour que s'instaure la coexistence pacifique entre leurs États capitalistes et nos pays socialistes. Une telle action renforce la paix. Elle affaiblit la position du capitalisme dans chacun de leurs pays. Elle apporte plus généralement un soutien à la lutte de classe dans ces États. Mais ces partis ont aussi d'autres tâches : il faut que, dans ces pays, se développe, croisse et se renforce la lutte de classe. Les masses travailleuses, guidées par le prolétariat de chaque nation, le parti communiste en tête, s'allieront avec tous les prolétaires du monde. Elles rendront ainsi l'existence impossible à l'impérialisme, saperont les bases de son appareil de guerre, de sa production. Elles lui arracheront, de vive force, l'autorité économique et politique : le mouvement qui détruit l'ancienne dictature de classe débouche sur l'instauration d'un pouvoir nouveau, celui du peuple. Les masses atteindront-elles ce but par la violence ou par la voie pacifique et parlementaire ?

Cette question était claire. Le camarade Khrouchtchev est venu l'embrouiller inutilement au XX^e Congrès, pour la plus grande satisfaction des opportunistes. Pourquoi fallait-il déformer de la sorte les thèses sans équivoque de Lénine et de la révolution socialiste d'Octobre ? Le Parti du Travail

d'Albanie considère toujours les enseignements de Lénine à ce sujet comme parfaitement clairs et il leur est constamment resté fidèle. Jusqu'à présent, aucun peuple, aucun prolétariat, ni aucun parti communiste ouvrier ne s'est emparé du pouvoir sans violence et sans effusion de sang.

Certains camarades [*Les Tchécoslovaques prétendaient avoir réalisé le passage pacifique au socialisme en février 1948. Ils oublièrent seulement que le rapport des forces militaires était globalement favorable à Gottwald pour la seule raison que l'armée soviétique avait déjà libéré la Tchécoslovaquie au prix de flots de sang.*] s'écartent en fait de la réalité lorsqu'ils prétendent qu'ils ont pris le pouvoir par la voie pacifique. Ils oublient que la glorieuse armée soviétique versa des flots de sang pour eux durant la Seconde Guerre mondiale.

Notre parti estime qu'en cette matière nous devons nous préparer, et avec soin, pour les deux voies, mais surtout pour la prise du pouvoir par la violence : si nous sommes prêts à cette éventualité, nous renforçons nos chances de succès pour le cas où l'autre se présenterait. La bourgeoisie permet bien à chacun de discourir. Mais, à un moment donné, elle monte un coup de force fasciste et écrase les révolutionnaires s'ils n'ont préparé ni les cadres assez fermes, ni le travail clandestin, ni les bases destinées aux luttes illégales, ni les moyens de combat. Nous devons prévenir cette tragique éventualité.

Le Parti du Travail d'Albanie se bat sans relâche pour la coexistence pacifique fondée sur les principes marxistes-léninistes telle qu'elle est définie dans le **Manifeste de Moscou**. [*Il s'agit des deux documents élaborés à Moscou en novembre 1957 par la conférence des partis communistes et ouvriers des pays socialistes. D'une part, la conférence avait rendu publique une déclaration portant sur l'ensemble des problèmes de l'heure. D'autre part, elle avait lancé un manifeste en faveur de la paix — manifeste dans l'ensemble assez proche des thèses léninistes sur la coexistence pacifique.*] Il lutte inlassablement pour la mise en œuvre du désarmement général. Quoi qu'il arrive, le Parti du Travail d'Albanie ne renoncera pas à la bataille politique et idéologique contre les menées de l'impérialisme et du capitalisme et contre leur idéologie. Il ne cessera pas de mener une lutte acharnée, continue et intransigeante contre le révisionnisme moderne tel qu'il existe, notamment, chez les titistes yougoslaves. Certains camarades nous accusent, nous Albanais, d'être obstinés, emportés, sectaires, dogmatiques, etc. Mais nous rejetons ces accusations mensongères : nous ne bougerons pas de nos positions parce qu'elles sont marxistes-léninistes.

On prétend que nous voulons la guerre et que nous sommes opposés à la coexistence. Le camarade Kozlov nous a même placés, nous Albanais, devant l'alternative suivante : ou la coexistence, telle que lui la conçoit, ou bien une bombe atomique des impérialistes sur l'Albanie, une bombe qui réduirait le pays en cendres et ne laisserait aucun Albanais vivant. Notre peuple n'avait encore jamais vu personne brandir ainsi contre lui la menace atomique. Aucun représentant de l'impérialisme américain lui-même n'a osé aller jusque-là. Mais il apparaît qu'un membre du présidium du Comité central du parti communiste de l'U.R.S.S. emploie de tels procédés. Et à qui s'adresse-t-il ? A un petit peuple héroïque qui a lutté pendant des siècles contre une foule d'ennemis cruels et qui n'a jamais capitulé. A un petit peuple qui a combattu avec un héroïsme sans pareil contre les hitlériens et les fascistes italiens. A un peuple qui est uni comme les doigts de la main à la glorieuse Union soviétique. A un parti qui témoigne une fidélité sans faiblesse au marxisme-léninisme et au parti communiste de l'Union soviétique. Mais, camarade Frol Kozlov, vous vous êtes grossièrement trompé. Vous ne pouvez nous intimider. Nous ne nous soumettrons pas à votre volonté égarée. Et nous ne confondons pas le glorieux parti de Lénine avec vous et votre agression contre le peuple albanais et le Parti du Travail d'Albanie. Le Parti du Travail d'Albanie luttera pour que soient acceptées et mises en œuvre toutes les propositions justes et pacifiques de l'Union soviétique et du camp socialiste ainsi que des autres pays épris de liberté.

Le Parti du Travail d'Albanie tendra toutes ses forces, usera de tous ses droits et s'acquittera de toutes ses obligations afin de consolider l'unité marxiste-léniniste du camp socialiste. Il serait absurde de penser que la petite Albanie révolutionnaire puisse se détacher de ce front et vivre en dehors de la

fraternité de nos peuples. Son appartenance au camp socialiste, l'Albanie ne l'a pas reçue en cadeau, mais c'est notre peuple, lui-même, et le Parti du Travail d'Albanie qui l'ont conquise au prix du sang versé, du labeur, des sacrifices. Ils l'ont méritée en instaurant un régime nouveau et en s'engageant dans la voie marxiste-léniniste. Mais personne ne doit se figurer que l'Albanie, parce qu'elle est un petit pays et parce que son Parti du Travail est un petit parti obéira à qui que ce soit, si elle est convaincue qu'on lui montre un mauvais chemin.

Je le répète, le Parti du Travail d'Albanie estime que notre camp socialiste est uni par l'existence d'un objectif commun et d'une même idéologie : le marxisme-léninisme. Il faut donc qu'il ait aussi une stratégie et une tactique qui soient le bien commun de tous ses membres. Celles-ci doivent être élaborées en commun par nos partis et nos États socialistes.

A l'intérieur de notre communauté, nous avons créé certaines formes d'organisation. Mais celles-ci n'ont pas réellement fonctionné. Ou, plutôt, elles ne travaillent pas de façon collective. Tels sont notamment les organismes du traité de Varsovie et ceux du Conseil économique d'entraide.

Comprenons-nous bien. Nous ne soulevons pas ici la question de savoir si nous devons légalement être consultés ou non. Bien entendu, personne ne peut nous dénier ce droit. Mais, pour l'exercer, il faut que nous nous réunissions. C'est là une question de principe : ces formes d'organisation doivent fonctionner régulièrement. C'est dans ce cadre qu'il faut poser les problèmes, prendre les décisions et en contrôler l'exécution.

Le développement économique des pays socialistes a toujours été une des principales préoccupations de nos partis et de nos gouvernements, un des facteurs déterminants de la puissance du camp socialiste.

La construction du socialisme et du communisme progresse impétueusement dans nos pays. Ces succès sont dus aux efforts résolus de nos peuples et aux bienfaits de l'assistance mutuelle que s'accordent nos pays. La coordination des plans de nos États et le Conseil économique d'entraide ont joué un rôle important dans ce sens.

Jusqu'à présent, la république populaire d'Albanie n'a jamais accordé d'aide à personne, d'abord parce que notre pays est pauvre, ensuite parce que personne n'a sollicité notre appui. Mais, dans les limites de justes normes, nous avons fait et nous faisons tous nos efforts pour aider tant soit peu par nos exportations les pays frères. Nous avons été aidés par nos amis et, en premier lieu, par l'Union soviétique, grâce à l'octroi de crédits et à l'envoi de spécialistes. En l'absence de ce soutien, il eût été fort difficile à notre pays et à notre économie de se développer à des rythmes aussi rapides. Le P.T.A. et le gouvernement de la république populaire d'Albanie ont tiré le meilleur parti de cette aide généreuse pour le plus grand profit de notre peuple. Celui-ci sera à jamais reconnaissant de leur appui aux peuples soviétiques, au parti communiste de l'Union soviétique, au gouvernement soviétique, aux peuples, aux partis et aux gouvernements des pays de démocratie populaire.

Cette aide, nous l'avons toujours conçue non pas comme une aumône, mais comme un soutien fraternel dans un esprit internationaliste. Notre peuple a connu un extrême dénuement. Il a combattu avec héroïsme. Il a été pillé et massacré. Il avait donc pleinement le droit de solliciter l'aide de ses frères économiquement plus riches que lui. Ses amis avaient le devoir internationaliste de lui accorder ce soutien. Aussi faut-il écarter toute interprétation antimarxiste de la nature et des buts de cette aide. Les pressions économiques exercées sur le Parti du Travail d'Albanie, sur notre gouvernement et sur notre peuple sont vouées à l'échec.

Je voudrais soulever ici la question de l'appui donné par des pays plus puissants à des pays économiquement plus faibles, comme c'est le cas du nôtre. Je propose que cette aide soit accrue. Le peuple albanais ne compte nullement se croiser les bras et attendre, la bouche ouverte, qu'on le nourrisse. Ce n'est pas son habitude. Notre peuple n'a pas davantage la prétention que son niveau de

vie atteigne d'un seul coup celui de maints pays de démocratie populaire. Il n'en demeure pas moins qu'il faut lui accorder une aide plus considérable pour accélérer le développement de ses forces productives.

Nous estimons que les pays économiquement puissants du camp socialiste peuvent accorder aussi des crédits aux pays capitalistes. Et ils doivent aider les peuples, à peine affranchis du colonialisme, lorsque les gouvernements de ces pays colonisés s'opposent à l'impérialisme, appuient la politique pacifique du camp socialiste et ne répriment pas, par la force, la lutte légitime des révolutionnaires. Mais il faut, avant tout, considérer plus attentivement et satisfaire les besoins des pays du camp socialiste. Certes l'Inde a besoin de fer et d'acier. Mais l'Albanie en a besoin plus qu'elle. L'Égypte a besoin d'une industrie énergétique et d'irrigation, mais l'Albanie socialiste en a besoin plus qu'elle.

Sur bien des problèmes politiques essentiels, à l'intérieur de notre camp socialiste, nous avons toujours eu des points de vue identiques. Cependant la pratique régulière de consultations collégiales nous fait défaut. De ce fait, les pays frères prennent trop souvent des initiatives politiques qui portent atteinte à d'autres pays du camp socialiste. Nous ne sommes pas hostiles, en principe, à ce que tel ou tel État entreprenne une action de son choix. Mais certaines de ces initiatives particulières ne sont pas justes. Elles devraient être prises collectivement par les membres du traité de Varsovie.

Le gouvernement bulgare, par exemple, a agi comme si l'Albanie n'existait pas lorsqu'il a affirmé au gouvernement grec que les pays de démocratie populaire des Balkans désarmeront si Athènes en fait autant. Cette initiative nous paraît avoir été une erreur : même si la Grèce souscrivait à une telle proposition, le gouvernement albanais, lui, ne l'accepterait jamais. Certes, nous adhérons à la proposition soviétique faite par Nikita Khrouchtchev en mai 1959 mais nous rejetons la proposition bulgare qui tend à désarmer les pays des Balkans sans toucher à l'Italie. Les camarades de Sofia auraient-ils oublié que, depuis le début du XX^e siècle, l'Italie bourgeoise et fasciste a attaqué à plusieurs reprises l'Albanie ?

De même, en une autre occasion, sans consulter le gouvernement albanais auquel ils sont liés par un traité d'alliance défensive, les camarades bulgares ont proposé au gouvernement grec de conclure avec lui des traités d'alliance et de non-agression. Or, Athènes se déclare en état de guerre avec notre pays et revendique une partie de notre territoire. Il nous semble donc dangereux que certains États socialistes fassent ainsi cavalier seul.

Cette opposition légitime à de telles pratiques a pu faire croire aux camarades bulgares que nous, Albanais, n'avons pas une juste conception de la coexistence, que nous voulons la guerre, etc. Ce sont là autant d'erreurs.

Les camarades polonais ont pris le même genre d'initiatives aux Nations unies, lorsque le camarade Gomulka, sans consulter les autres pays du pacte de Varsovie, a présenté devant l'Assemblée générale une proposition de la Pologne en vue de stabiliser l'actuel rapport de forces entre les armées des différents États. Il se prononçait, en fait, contre la création de nouvelles bases militaires, mais pour le maintien des bases existantes. Il condamnait l'installation de nouvelles rampes de lancement de fusées mais il justifiait l'existence des rampes existantes. Il approuvait les États qui fabriquent des bombes atomiques pourvu qu'ils ne transmettent pas ce secret à d'autres États.

Une telle proposition nous semble contraire aux intérêts de notre camp. A qui s'adresserait cette interdiction d'installer des rampes de lancement de fusées ? A quels pays s'appliquerait-elle ? Tous les alliés de l'O.T.A.N. — y compris l'Italie, l'Allemagne occidentale et la Grèce — sont pourvus de ces engins. A qui est-il défendu de révéler le secret de la bombe atomique ? L'Angleterre, la France, l'Allemagne occidentale en ont connaissance. Si une telle proposition était acceptée, nous les pays de démocratie populaire, nous n'aurions plus le droit d'installer des rampes de lancement de fusées. Et aucun pays du camp socialiste, l'Union soviétique exceptée, ne pourrait posséder la bombe atomique. Nous demandons pourquoi la Chine communiste ne devrait pas fabriquer la bombe atomique. Nous

estimons qu'elle doit la posséder. Et, lorsque la Chine disposera de la bombe atomique et de la fusée, on verra bien alors quel sera le langage de l'impérialisme américain. Pourra-t-il encore refuser de reconnaître les droits de la Chine dans l'arène internationale ? Et les impérialistes américains oseront-ils brandir leurs armes comme ils le font aujourd'hui ?

La possession de la bombe permettrait-elle à la Chine de conquérir ses droits par une victoire sur les États-Unis ? Non. Si nous ne sommes pas attaqués par les fauteurs de guerre, la Chine, comme l'Union soviétique, ne fera jamais usage de cette arme. Mais, si l'U.R.S.S. ne disposait pas de la bombe atomique, l'impérialisme nous tiendrait un autre langage.

Nous ne serons jamais les premiers à employer de telles armes. Nous sommes contre la guerre. Nous sommes pour la destruction des engins nucléaires. Mais nous avons besoin de la bombe pour nous défendre : « La crainte est la meilleure gardienne des vignes », dit un vieil adage de notre peuple. Les impérialistes doivent nous craindre et même nous craindre beaucoup.

Le Parti du Travail d'Albanie fonde son action sur le marxisme-léninisme et sur la *Déclaration des partis communistes et ouvriers* et le *Manifeste pour la paix de Moscou*. Aussi a-t-il suivi une juste ligne marxiste-léniniste dans sa politique étrangère et dans la construction du socialisme. Dans les relations internationales, la ligne de notre Parti était conforme à celle du camp socialiste. Elle a suivi l'orientation pacifique de la politique soviétique.

Le Parti du Travail d'Albanie a toujours considéré l'U.R.S.S. comme le sauveur de notre peuple. Et les grands enseignements de l'expérience soviétique sont indispensables à tous les partis. Le P.T.A. a fait sien, sans réserve, dans tous les domaines, les apports de la pratique bolchevique. Et il lui doit de grands succès dans la création et le développement de notre industrie, dans la collectivisation de l'agriculture, dans les rapides progrès de l'instruction et de la culture, dans la construction de notre État et de notre Parti. L'expérience acquise par le P.T.A. sur ces différents fronts de lutte est déjà considérable.

Le Parti du Travail d'Albanie et notre petit peuple ont toujours été attentifs à l'actualité politique. En raison de sa situation géographique, notre république populaire reste encerclée par des États capitalistes et par les révisionnistes yougoslaves. Il a fallu la plus grande vigilance, la mobilisation d'hommes et de fonds considérables pour assurer la défense de nos frontières contre les agressions répétées des impérialistes, de leurs satellites et de leurs valets.

Nous sommes un petit pays et un petit peuple. Nous avons énormément souffert, mais aussi beaucoup lutté. La liberté dont nous jouissons aujourd'hui, personne ne nous en a fait cadeau. Nous l'avons conquise au prix du sang versé, Nous avons appris à connaître nos ennemis impérialistes, leurs menées contre le camp socialiste et contre notre pays en particulier. Aussi n'avons-nous jamais entretenu l'illusion de les voir changer de nature et renoncer à leurs complots contre les peuples de notre camp et contre nous. Notre Parti reste un défenseur de la paix. Il luttera inlassablement pour elle aux côtés de l'Union soviétique, de la Chine populaire, des pays du camp socialiste et de tous les peuples progressistes. Fidèle à ce principe, le Parti du Travail d'Albanie et notre gouvernement ont appuyé de toutes leurs forces la politique pacifique du parti communiste et du gouvernement soviétiques, comme celle de tous les pays du camp socialiste. Nous avons affirmé notre solidarité avec eux, sur tous les points.

Les impérialistes américains et anglais nous accusent sans cesse d'être « intraitables », « belliqueux ». C'est compréhensible : le peuple albanais a écrasé leurs tentatives répétées de l'asservir. Il a détruit leurs réseaux de comploteurs. Il a défendu, contre eux, son Parti du Travail et son régime de démocratie populaire.

La bande de Tito, celle des monarcho-fascistes grecs, les dirigeants de Rome nous accusent sans cesse d'être « des fauteurs de guerre » et de « perturber la paix dans les Balkans ». Nous leur avons cassé les

reins, sans la moindre hésitation, chaque fois qu'ils ont tenté de démembrer l'Albanie à leur profit et d'asservir notre peuple.

Nous le savons tous : la guerre est étrangère à nos pays socialistes, à nos partis marxistes-léninistes. Mais, dans ces conditions, pourquoi les impérialistes et leurs agents accusent-ils la Chine et l'Albanie d'être des « fauteurs de guerre » et « hostiles à la coexistence pacifique » ?

Prenons le cas de l'Albanie. A qui ferait-elle la guerre et pourquoi ? Il serait ridicule de nous attarder à répondre à cette question. Ceux qui nous lancent cette accusation le font pour camoufler eux-mêmes leurs visées agressives à l'encontre de l'Albanie.

Rankovic souhaitait nous voir transformer nos frontières en auberges à deux portes où entrent et sortent sans visas agents et armes yougoslaves, italiens ou grecs. Ainsi serait-il plus facile de nous apporter la « culture du poignard entre les dents ». Tito réaliserait son rêve : faire de l'Albanie la septième République de la fédération yougoslave. A moins que la bourgeoisie réactionnaire italienne n'entreprenne pour la troisième fois d'envahir l'Albanie ou encore que les monarcho-fascistes grecs ne fassent de même dans le sud de notre pays ? Comme nous empêchons la réalisation de ces plans, on nous accuse d'être des « fauteurs de guerre ». Et, en effet, nos ennemis savent fort bien que, s'ils touchent à nos frontières, ils auront la guerre avec nous et avec tout le camp socialiste. Leur objectif permanent reste donc de nous isoler de notre camp. Parce que nous ne leur ouvrons pas nos frontières pour qu'ils puissent envahir librement notre territoire, ils nous accusent d'être « violents et belliqueux », d'être « hostiles à la coexistence ». Mais, par une ironie du sort, il se trouve des camarades qui se laissent tromper par ces manœuvres des révisionnistes. Ils ajoutent foi à ces calomnies dirigées contre le Parti du Travail d'Albanie.

Bien entendu, nous sommes opposés à une coexistence dans l'intérêt de laquelle, nous Albanais, nous devrions faire des concessions territoriales et politiques à Sophocle Vénizelos. [*Sophocle Vénizelos — homme politique bourgeois grec. Il a multiplié les déclarations chauvines contre l'Albanie. Il était le fils d'Eleutherios Vénizelos, qui était président du Conseil des ministres en 1917-1920 et qui, durant cette période, avait donné l'ordre à l'Armée grecque d'occupation en Albanie méridionale de massacrer la population et d'incendier des régions entières.*] Non, les temps sont révolus à jamais où le territoire de l'Albanie était considéré comme un objet de marchandage. Nous sommes opposés à une coexistence avec l'État yougoslave qui mettrait fin à, notre lutte idéologique et politique contre les révisionnistes titistes, contre ces agents de l'impérialisme international, contre ces traîtres au marxisme-léninisme. Nous sommes opposés à une coexistence avec les Anglais ou les Américains si elle nous contraint à reconnaître, comme ils le réclament, la validité des anciennes concessions politiques, diplomatiques et commerciales accordées par le régime du roi Zog.

Bref, le Parti du Travail d'Albanie est pleinement convaincu que la cause du socialisme et de la paix triomphera. Dans ce but s'unissent les forces du camp socialiste avec l'Union soviétique à sa tête, du mouvement communiste ouvrier international, de tous les peuples et de tous les hommes épris de liberté. Tous ensemble, ils sont en mesure, pour une action plus résolue, d'empêcher la guerre mondiale en contraignant les impérialistes à accepter la coexistence pacifique. Mais, en même temps, nous ne devons pas cesser de renforcer notre vigilance révolutionnaire pour que nos ennemis ne puissent plus jamais nous prendre au dépourvu. Nous sommes convaincus que nous l'emporterons dans cette lutte pour la paix dans le monde et la victoire du socialisme. Le peuple albanais et son Parti du Travail contribueront de toutes leurs forces, comme ils l'ont fait jusqu'ici, au triomphe de notre cause commune. Comme toujours, nous irons de l'avant dans l'unité totale du camp socialiste avec la glorieuse Union soviétique, avec tout le mouvement communiste et ouvrier international.

Chers camarades,

L'unité du mouvement communiste et ouvrier international est nécessaire au triomphe de la paix, de la démocratie, de l'indépendance nationale, du socialisme. Ce point est souligné avec une force

particulière dans la *Déclaration de Moscou* de 1957, comme dans le projet de Déclaration préparé pour notre réunion actuelle. La *Déclaration* de 1957 souligne que « les partis communistes et ouvriers assument une responsabilité historique particulièrement lourde pour les destinées du système socialiste mondial et du mouvement communiste international. Les partis communistes et ouvriers participant à la conférence déclarent qu'ils consolideront inlassablement leur unité et leur collaboration fraternelle, pour affermir plus encore la communauté des États socialistes, pour renforcer le mouvement ouvrier international et servir la cause de la paix et du socialisme ».

Il faut le reconnaître, particulièrement dans les derniers temps, le mouvement communiste international et les relations de quelques partis entre eux ont souffert de profondes divergences idéologiques et politiques dont l'accentuation ne peut que porter préjudice à notre cause. Aussi le Parti du Travail d'Albanie estime-t-il que, pour aller de l'avant, unis vers de nouvelles victoires, il faut condamner et rectifier les erreurs relevées jusqu'ici dans notre action.

Nous voulons insister sur la réunion de Bucarest où notre parti, comme on le sait, refusa d'exprimer son point de vue sur les divergences entre le parti communiste d'Union soviétique et le parti communiste de Chine. Il se réserva, dès cette époque, le droit de faire connaître son opinion à la réunion des partis communistes et ouvriers — celle-là même qui se tient aujourd'hui. Le Parti du Travail d'Albanie fut accusé à l'époque — par les camarades soviétiques et par certains camarades d'autres partis frères — de tous les péchés de la terre. Personne ne s'est avisé de réfléchir un moment ni de se demander pourquoi ce parti avait adopté une telle attitude contre l'ensemble du courant. Pourquoi ce parti, qui est toujours resté entièrement fidèle au marxisme-léninisme et à la *Déclaration de Moscou*, était-il subitement accusé d'être « hostile au marxisme-léninisme et à la *Déclaration de Moscou* » ? Pourquoi ce parti, si étroitement lié à l'U.R.S.S. et au parti communiste de l'Union soviétique se dressait-il tout d'un coup contre leur direction ?

A présent tous les camarades ont en main les matériaux d'information soviétiques et ceux du parti communiste de Chine. Qu'ils réfléchissent eux-mêmes à ce sujet ! Pour notre part, nous avons lu et étudié aussi bien les documents soviétiques que les documents chinois, nous avons discuté longuement ces textes avec les cadres actifs de notre parti. Nous venons à cette réunion avec le point de vue unanime de notre Parti.

Comme on le sait, le 24 juin dernier, à l'occasion du Congrès du Parti des Travailleurs de Roumanie, les camarades de la direction du parti de l'Union soviétique prirent l'initiative, parfaitement inattendue, au moins pour le P.T.A., d'organiser la rencontre de Bucarest. Celle-ci, conformément à l'accord conclu par les lettres du 2 et 7 juin [*Le 2 juin 1960, le C.G. du P.C.U.S. envoyait une lettre aux partis communistes et ouvriers des pays du camp socialiste, leur proposant de convoquer à la fin du mois de juin une conférence où leurs représentants « procéderaient à un échange de vues sur les questions concernant la situation internationale et détermineraient pour l'avenir une ligne commune »*]. Or, le 7 juin de la même année, le C.C. du P.C.U.S. changeait d'avis et suggérait dans une nouvelle lettre que la date de cette conférence fût fixée par les représentants des partis communistes et ouvriers des pays socialistes qui devaient se retrouver à Bucarest pour assister aux travaux du III^e Congrès du Parti des Travailleurs de Roumanie.], devait servir à un « échange d'idées » et fixer la date de la conférence actuelle. Or, elle s'occupa d'une tout autre question : l'accusation idéologique et politique lancée contre le parti communiste de Chine sur la base de la « lettre d'information soviétique ». Sur la base de ce document dont ils ignoraient tout quelques heures avant la réunion, les délégués des partis communistes et ouvriers frères devaient se prononcer en faveur du point de vue du Comité central du P.C.U.S. alors qu'ils se trouvaient à Bucarest pour une tout autre question. Ils n'avaient jamais été mandatés par leur parti pour discuter et encore moins pour décider d'un problème si important pour le communisme international. Il ne pouvait même être question d'une discussion sérieuse de cette lettre — qui contenait de si graves accusations contre un autre parti marxiste-léniniste. En effet, il n'était pas permis non seulement aux délégués, mais surtout aux directions des partis communistes et ouvriers de prendre le temps nécessaire pour l'étudier sous tous les aspects. Pas davantage l'accusé ne disposait-il des délais voulus pour présenter, lui aussi, ses points de vue au même titre que l'accusateur. Le fait est

que la direction soviétique avait pour première préoccupation de faire approuver rapidement ses accusations contre le parti communiste de Chine et de faire condamner celui-ci à tout prix. Le camarade Khrouchtchev et les autres camarades soviétiques présents à Bucarest se sont préoccupés uniquement de cette affaire. Ils n'ont même pas abordé les questions de politique internationale intéressant notre camp comme le monde entier et qui ont pour origine l'échec de la conférence au sommet de Paris.

Notre parti donne son accord le plus complet à la réunion de toute conférence quel qu'en soit le sujet, mais à la condition qu'elle soit convoquée conformément à la règle, que le principe de sa réunion reçoive l'approbation de tous les partis et que l'ordre du jour en soit clairement et préalablement défini. Il faut en outre que soient fournis aux partis communistes et ouvriers les matériaux nécessaires à la préparation de cette rencontre. Les bureaux politiques des partis en ont notamment besoin pour obtenir, le cas échéant, de leurs comités centraux qu'ils se prononcent sur les décisions qu'il est proposé de prendre à cette conférence. Celle-ci doit donc se dérouler conformément aux normes léninistes qui régissent les rapports entre partis communistes et ouvriers, c'est-à-dire sur un pied de complète égalité entre les partis, dans un esprit de camaraderie communiste et internationaliste.

La rencontre de Bucarest ne respectait pas ces normes. Aussi notre parti, bien qu'il ait participé à cette réunion, l'a-t-il dénoncée en raison de son déroulement incompatible avec les règles marxistes-léninistes.

Nous estimons que la rencontre de Bucarest a très mal servi le mouvement communiste mondial, la solidarité internationale des travailleurs, le renforcement de l'unité du camp socialiste et le règlement marxiste-léniniste des dangereuses divergences idéologiques à l'intérieur des partis communistes et ouvriers. La responsabilité doit en retomber sur les camarades de la direction du parti communiste soviétique qui ont conçu et organisé cette rencontre dans un cadre non marxiste.

Leur seul but était de faire condamner le parti communiste de Chine par le mouvement communiste international pour des erreurs et des fautes imaginaires. Le Comité central du Parti du Travail d'Albanie en est profondément convaincu après l'étude des faits, sur la base des matériaux soviétiques et chinois dont il dispose maintenant. Il a minutieusement analysé l'évolution de la situation internationale et les positions officielles prises par le parti communiste de l'U.R.S.S. et par le parti communiste de Chine.

Le Parti du Travail d'Albanie est unanime à penser que les camarades soviétiques se sont lourdement trompés à Bucarest. Ils ont injustement accusé le parti communiste de Chine de déviations contraires au marxisme-léninisme et à la *Déclaration de Moscou* de 1957. Ils ont eu tort de prétendre que le parti communiste de Chine est « dogmatique, sectaire, partisan de la guerre, hostile à la coexistence pacifique, désireux d'obtenir une place privilégiée » au sein du camp socialiste et du mouvement communiste international, etc. Les camarades soviétiques ont commis une lourde erreur en s'efforçant d'utiliser le grand attachement des communistes à l'égard de l'Union soviétique et de son parti pour imposer aux autres partis communistes et ouvriers la condamnation erronée de la ligne politique chinoise.

Le Parti du Travail d'Albanie a vu clair, dès les premiers moments, dans les démarches fiévreuses et les pressions inadmissibles des camarades soviétiques auprès de notre délégation à Bucarest. Ces derniers cherchaient par tous les moyens à rallier la délégation de notre parti à leurs vues erronées.

Le camarade Andropov [*Andropov, membre du Comité central du P.C.U.S. était l'adjoint de Khrouchtchev lors de la réunion de Bucarest.*] a fait part au camarade Hysni Kapo [*Hysni Kapo, membre du Bureau politique du Parti du Travail d'Albanie, représentait le P.T.A. à la conférence de Bucarest.*] des préoccupations du camarade Khrouchtchev. Il s'agissait seulement de savoir « si oui ou non nous nous rallierions à la partie soviétique ». Ce souci du camarade Khrouchtchev s'exprimait aussi au cours de ses interventions contre notre Parti à la rencontre de Bucarest.

Et cette politique a également inspiré une attitude injustifiée et inamicale de la direction soviétique et du personnel de l'ambassade soviétique à Tirana après la rencontre de Bucarest, attitude dont je parlerai plus loin. Les camarades dirigeants soviétiques n'avaient aucune intention d'examiner sérieusement les analyses d'un parti marxiste-léniniste comme notre parti. Seul importait pour eux l'aspect tactique du problème. Nous rallierions-nous à la position prise à Bucarest par le Comité central du parti de l'Union soviétique ?

Le parti communiste de l'Union soviétique, organisateur de la rencontre de Bucarest, n'a nullement prévenu de ses intentions le Parti du Travail d'Albanie. Il lui a caché que le Congrès du Parti des Travailleurs de Roumanie serait utilisé comme une occasion d'attaquer le parti communiste de Chine pour « avoir commis des fautes graves dans le choix de sa ligne politique ». Ces accusations furent tout à fait inattendues pour le Parti du Travail d'Albanie. Or nous apprenons maintenant que, dans tout le camp socialiste, seuls les partis albanais, chinois, vietnamien et coréen n'avaient pas été informés qu'une rencontre serait organisée à Bucarest en vue de mettre la Chine en accusation. Alors l'affaire devient très sérieuse, il s'agit de la formation d'une fraction à l'échelle internationale.

Néanmoins la vigilance de notre Parti ne fut pas prise au dépourvu. Il le doit au fait qu'il respecte constamment les normes léninistes dans ses rapports avec les autres partis. Aussi éprouve-t-il un profond respect marxiste pour le parti communiste de l'Union soviétique, pour le parti communiste de Chine et pour les autres partis communistes et ouvriers. Et il observe le principe d'égalité entre les partis comme les autres partis doivent respecter le Parti du Travail d'Albanie, indépendamment de sa petitesse numérique.

A la rencontre de Bucarest, notre parti a vu dès le début que toutes ces normes étaient violées. Il a donc adopté l'attitude que l'on sait, la seule juste, à ses yeux, face à l'évolution des événements. Certains partisans des partis frères nous ont qualifiés de « neutralistes » [*Les représentants du Parti du Travail d'Albanie, considérant comme absolument irrégulière la réunion de Bucarest, se refusèrent à prendre, dans un tel cadre, quelque position que ce soit. Ainsi s'explique que certains révisionnistes aient affecté de prendre pour un prudent « neutralisme » entre l'U.R.S.S. et la Chine une position parfaitement claire.*] ou nous ont accusés « de nous être écartés de la juste ligne marxiste-léniniste ». Ils sont allés jusqu'à entreprendre, au sein de leurs partis, de discréditer le nôtre. Nous rejetons toutes ces menées avec mépris : ce ne sont là que des calomnies et des pratiques malhonnêtes incompatibles avec la morale communiste.

Nous demandons à ceux qui ont entrepris ces actions blâmables contre le Parti du Travail d'Albanie, si un parti a ou non le droit de formuler librement son opinion telle qu'il se l'est lui-même formée. Quelle opinion le Parti du Travail d'Albanie a-t-il exprimée à Bucarest ? Nous avons affirmé notre fidélité au marxisme-léninisme, telle qu'elle est attestée par la vie et la lutte du Parti du Travail d'Albanie. Nous avons proclamé notre fidélité aux décisions de la **Déclaration de Moscou** et du **Manifeste de la Paix** de 1957 : cette attitude est illustrée par la ligne que suit le Parti du Travail d'Albanie. Nous avons rappelé notre attachement à l'unité du camp socialiste et notre volonté de la défendre. Ces sentiments sont confirmés par toute l'action du Parti du Travail d'Albanie.

Nous avons exprimé notre attachement, notre fidélité au parti communiste de l'Union soviétique et aux peuples soviétiques. Ces sentiments trouvent leur manifestation tout au long de l'histoire de notre parti. Nous nous sommes refusés à juger les « erreurs » du parti communiste de Chine et plus encore à le condamner sans connaître ses propres points de vue sur les questions à débattre. Nous avons constaté qu'elles étaient mises en avant contre lui, de manière erronée et antimarxiste. Nous avons conseillé que cette question d'importance vitale pour le communisme international soit réglée avec pondération et sang-froid, dans un esprit de camaraderie. Voilà quel fut tout le « crime » pour lequel on nous a lancé la pierre. Et nous pensons que, d'abord brandie pour nous frapper, elle est retombée sur la tête de ceux qui la lançaient. Les jours qui passent ne feront que confirmer le bien-fondé de l'attitude du Parti du Travail d'Albanie.

Pourquoi le camarade Khrouchtchev et les autres camarades soviétiques se sont-ils tant pressés d'accuser le parti communiste de Chine avec une telle hâte et sans apporter de faits à l'appui de leurs affirmations ? Est-il permis à des communistes de commettre un acte aussi blâmable ? En particulier est-il possible que la responsabilité en revienne aux dirigeants d'un grand et glorieux parti comme le parti communiste de l'Union soviétique ? Ces dirigeants se prononceront sur ce point, mais le Parti du Travail d'Albanie a, lui aussi, parfaitement le droit de donner son opinion.

Le Parti du Travail d'Albanie estime non seulement que la rencontre de Bucarest a constitué une initiative complètement erronée, mais aussi que la faute commise a été consciemment aggravée. La rencontre de Bucarest ne doit pas tomber dans l'oubli. Il faut la condamner sévèrement comme une tache dans l'histoire du mouvement communiste international.

De grandes divergences se sont fait jour et se sont développées entre le parti communiste de l'Union soviétique et le parti communiste de Chine. Elles auraient dû être réglées depuis longtemps par des discussions entre les deux partis, conformément aux principes marxistes-léninistes.

Dans ses documents officiels, le parti communiste de Chine affirme que ces divergences de principe sont apparues au lendemain même du XX^e Congrès du parti communiste de l'Union soviétique et que les questions controversées ont été soulevées par les camarades chinois. Certains de ces points de vue ont été pris en considération par les camarades soviétiques, d'autres ont été rejetés.

Le Parti du Travail d'Albanie estime que, si ces divergences n'étaient pas réglées entre les deux partis, il fallait alors organiser une réunion entre les partis communistes et ouvriers et leur soumettre ces questions. Dans la discussion, chaque parti prendrait position à leur sujet. Il n'est pas juste que ce débat n'ait pas eu lieu. La responsabilité en retombe sur les camarades soviétiques. Ils avaient connaissance de ces divergences mais ils refusaient de les examiner tant ils étaient convaincus de la justesse de leur ligne et de son infaillibilité. Ce point de vue nous semble idéaliste et métaphysique.

Si les camarades soviétiques étaient convaincus du bien-fondé de leur ligne et de leur tactique, pourquoi n'organisèrent-ils pas en temps utile une réunion de ce genre pour y régler ces divergences ? Les questions soulevées étaient-elles de si peu d'importance, alors qu'il s'agissait précisément de la condamnation de Joseph Staline, de la contre-révolution hongroise, de la prise pacifique ou violente du pouvoir et de bien d'autres problèmes qui surgirent par la suite ? Ces questions nous concernent tous parce que nous sommes communistes. Et, si tous nos partis ont assumé la responsabilité de se prononcer sur ces questions devant leurs peuples, ils sont aussi responsables devant le mouvement communiste international.

Pour accabler le parti communiste de Chine sous des péchés imaginaires, le camarade Khrouchtchev et d'autres dirigeants soviétiques avaient grand intérêt à faire croire qu'il s'agissait là de divergences entre la Chine et l'ensemble du mouvement communiste international. Mais, quand il s'est agi de questions comme celles que nous venons d'évoquer, le camarade Khrouchtchev et certains camarades de son entourage ont pris sur eux de les juger et de trancher tout seuls. En dépit de l'importance internationale de ces problèmes, ils ont estimé inutile une contribution collective dans le cadre d'une réunion à laquelle participent des représentants de tous les partis.

Après la contre-révolution hongroise, on fit le silence sur les questions qui la concernaient. Pourquoi cette tactique des camarades soviétiques qui consiste tantôt à organiser le silence quand ils voient là leur intérêt, et tantôt à organiser des réunions comme celle de Bucarest où ils font tout leur possible pour imposer aux autres l'opinion selon laquelle la Chine « s'en tient à une ligne qui va à l'encontre de celle de tous les partis communistes et ouvriers du monde » ?

Les camarades soviétiques ont fait une tentative du même genre auprès de nous. Au mois d'août dernier, la direction soviétique a envoyé à notre Parti une lettre dans laquelle elle nous propose une rencontre des représentants de nos deux partis « afin que de l'étincelle des divergences ne jaillisse

point la flamme ». En d'autres termes, cette lettre devait conduire à une rencontre de nos deux partis et, finalement, amener notre parti à se ranger aux côtés de l'Union soviétique contre le parti communiste de Chine.

Nos deux partis auraient établi un front uni en vue de la conférence actuelle. Bien entendu, le Comité central de notre parti n'accepta pas une telle proposition. Dans sa réponse officielle, il définit cette façon d'agir comme une action fractionnelle et antimarxiste dirigée contre un troisième parti frère, le parti communiste de Chine. Il va sans dire que cette attitude de principe ne fut pas agréable à la direction du parti communiste de l'Union soviétique.

Sans aucun doute, ces questions ont une importance primordiale. Elles nous concernent tous. Mais, aux yeux du P.T.A., le débat engagé à Bucarest contre la Chine avait pour but de condamner le parti communiste de Chine et de l'isoler de l'ensemble du mouvement communiste international. Le Parti du Travail d'Albanie considérait une telle action comme scandaleuse et inadmissible. Non seulement il n'était pas convaincu sur le fond, mais aussi il discernait déjà que, par des moyens étrangers au marxisme, une campagne était menée contre un grand et glorieux parti, comme le parti communiste de Chine : on organisait, sous le couvert d'une accusation de dogmatisme lancée contre lui, une attaque contre le marxisme-léninisme, contre les principes de la *Déclaration* de 1957 et du *Manifeste pour la paix* de Moscou.

A la rencontre de Bucarest, le parti communiste de Chine fut accusé de bien des fautes. Ce fait aurait dû figurer dans le communiqué. Pourquoi n'en a-t-il rien été ? Si ces accusations étaient fondées, pourquoi a-t-on hésité et publié un texte qui ne traduisait pas les objectifs de la rencontre ? Pourquoi n'y était-il pas fait mention du « grand danger de dogmatisme » qui, disait-on, menaçait le communisme international ?

Non, Camarades, la rencontre de Bucarest est indéfendable. Elle contrevenait aux principes. Elle cachait ses véritables intentions, dont la principale était, selon le jugement du Parti du Travail d'Albanie, de mettre en accusation le parti communiste de Chine pour un prétendu dogmatisme et d'utiliser cette démarche pour dissimuler certaines fautes graves commises par les camarades dirigeants soviétiques.

Les camarades soviétiques avaient besoin de l'appui des autres partis sur ces questions. Aussi tentèrent-ils de les prendre par surprise. Ils atteignirent à moitié leur objectif et obtinrent que ces partis examinassent la possibilité de condamner la Chine au cours d'une prochaine conférence internationale du communisme. Les partis communistes et ouvriers, à l'exception du Parti du Travail d'Albanie et de quelques autres, ont été saisis « des graves erreurs commises dans l'application de la ligne par le parti communiste de Chine ». Il leur fut fait part de la condamnation « unanime » prononcée à Bucarest contre le parti communiste de Chine. On s'est efforcé d'imposer ce point de vue à chacun de ces partis et parmi chacun de ces peuples. A certaines réunions de parti on dénonça également le P.T.A.

Après la rencontre de Bucarest, le Comité central du Parti du Travail d'Albanie décida, à juste titre, de n'examiner que le communiqué et d'informer le Parti que des divergences de principe s'étaient fait jour entre le P.C. de l'Union soviétique et le P.C. de Chine. Les militants apprirent donc que ces désaccords devaient être discutés et réglés à la future conférence en novembre à Moscou. Voilà ce qui fut fait.

II

Mais cette attitude de notre Parti ne plut guère aux camarades de la direction du P.C.U.S. et nous eûmes tôt fait de nous en apercevoir. Au lendemain même de la rencontre de Bucarest, une attaque soudaine et sans principes se déclencha contre notre Parti et son Comité central. Elle prit la forme d'une ingérence brutale dans nos affaires intérieures et se manifesta par des pressions de toute nature. L'assaut fut donné par Khrouchtchev à Bucarest, puis repris par le camarade Kozlov [*Dirigeant du P.C.U.S.*] à Moscou. Nos camarades du Bureau politique de passage dans la capitale soviétique furent

l'objet de nombreuses démarches en vue de les dresser contre la direction de notre Parti. Les prétextes ne manquaient pas : « La direction du Parti du Travail d'Albanie avait trahi les liens d'amitié qui unissaient l'Albanie et l'Union soviétique » ou bien : « la ligne que suivait la direction du Parti du Travail d'Albanie était essentiellement tortueuse », ou encore : « l'Albanie devait décider si elle se rallierait aux 200 millions, c'est-à-dire à l'Union soviétique, ou aux 650 millions c'est-à-dire à la Chine populaire ». Enfin, « l'Albanie isolée était en péril : il suffisait d'une seule bombe atomique des Américains pour l'anéantir complètement, elle et toute sa population ». Il leur fut adressé d'autres menaces de ce genre. Il est tout à fait évident que l'objectif poursuivi était de provoquer une scission dans la direction de notre parti, d'en éliminer les éléments qui faisaient obstacle à cette entreprise tortueuse et déloyale.

Ce travail de scission eut pour résultat de faire capituler la camarade Liri Belishova [*Liri Belishova avait déjà un comportement inquiétant en 1945-46 au moment où Tito s'efforçait d'exercer des pressions de toute nature sur le P.T.A.*], membre du Bureau politique. Elle céda aux flagorneries des dirigeants soviétiques, à leur tactique de chantage et d'intimidation et accepta de se mettre en opposition ouverte avec la ligne de son Parti.

Les camarades soviétiques, dans la lettre adressée au Comité central du parti communiste de Chine, ont prétendu, à tort, qu'en Albanie on condamne les amis de l'Union soviétique. Les véritables amis de l'Union soviétique, de son parti et de ses peuples compteront toujours dans leurs rangs le million et demi d'Albanais et le Parti du Travail qui a forgé cette amitié au prix de son sang et non les capitulards, les scissionnistes et les déviationnistes de tout genre.

Et ce n'est pas seulement à Moscou que les camarades soviétiques tentèrent de susciter des doutes quant au bien-fondé de l'attitude de notre Parti à Bucarest. Des tentatives encore plus pressantes furent faites à Tirana par des fonctionnaires de l'ambassade soviétique, l'ambassadeur en tête.

Je l'ai dit plus haut, avant la rencontre de Bucarest, les liens qui nous unissaient aux camarades soviétiques étaient les plus étroits, les plus sincères et les plus fraternels qu'on pût imaginer. Nous n'avions aucun secret, fût-ce de parti, fût-ce d'État, pour les camarades soviétiques. Cette attitude avait été décidée par notre Comité central. Et ces liens reflétaient le vif attachement du peuple albanais pour le peuple soviétique dont il est devenu le frère au prix du sang versé.

Certains éléments malsains, l'ambassadeur en tête, ont méprisé cette amitié. Profitant de ces liens et de la confiance des cadres, ils lancèrent fiévreusement leurs attaques contre la ligne marxiste-léniniste du Parti du Travail d'Albanie. Ils cherchèrent à provoquer une scission dans notre Parti, à semer la confusion dans ses rangs, à séparer la base de sa direction. Les choses en arrivèrent au point que l'ambassadeur soviétique à Tirana incita nos généraux à dresser l'Armée populaire d'Albanie contre la direction du Parti et de l'État. Mais ils sont tombés sur un os : l'unité de notre Parti. Nos cadres ont été formés dans la lutte de libération nationale, dans le combat à mort mené contre les révisionnistes yougoslaves. Ils ont défendu, en véritables marxistes, leur parti héroïque. Et ils savent fort bien faire la distinction entre le parti communiste de l'Union soviétique, le parti de Lénine, d'une part, et de tels scissionnistes, d'autre part. Ils défendent fort bien leur attachement et leur dévouement à l'Union soviétique. En fait, ils remirent à leur place ces calomnieux.

L'ambassadeur et les autres fonctionnaires soviétiques de Tirana ont usé de manœuvres inadmissibles. Ils ont réussi à séduire par leurs intrigues le président de la Commission de contrôle financier du Parti. Quinze jours plus tôt, celui-ci s'était déclaré solidaire de la ligne suivie à Bucarest par le Comité central du Parti du Travail d'Albanie. Mais les scissionnistes réussirent à l'écartier complètement du marxisme-léninisme et à le mettre en opposition flagrante avec la ligne de son parti. Ces agissements blâmables de camarades soviétiques visaient à provoquer une scission dans la direction du Parti et à la séparer de la base du Parti. Il fallait nous punir du « crime » que nous avons commis à Bucarest en nous permettant d'exprimer librement notre point de vue.

Les fonctionnaires de l'ambassade soviétique à Tirana allèrent encore plus loin dans cette voie. Ils multiplièrent les démarches auprès des Albanais qui avaient fait leurs études en Union soviétique. Ils s'efforcèrent de les opposer à la direction du P.T.A. espérant trouver en eux des complices [...].

Nous pourrions donner bien d'autres exemples qui illustrent cette attitude. Mais, pour économiser notre temps dans cette importante réunion, je me contenterai de citer deux autres cas caractéristiques. Les pressions sur notre Parti se poursuivirent également ici à Moscou lors des travaux de la commission chargée de rédiger le projet de déclaration qui nous a été présenté. En effet, les camarades soviétiques nous disaient alors que nous devons porter nos regards vers l'avenir, oublier le passé.

Ce jour-là, à Moscou, au cours d'une réunion élargie des chefs d'état-major des signataires du traité de Varsovie, le maréchal Malinovsky, membre du Comité central et ministre de l'Union soviétique, attaqua ouvertement le peuple albanais, son parti, son gouvernement et leurs dirigeants. Cette attaque inamicale et publique ressemblait fort à celle de l'ambassadeur soviétique à Tirana lorsqu'il cherchait à opposer notre armée populaire à la direction de notre Parti et de notre État. Mais, tout comme l'ambassadeur soviétique, le maréchal Malinovsky se trompe lourdement. Nul ne peut espérer arriver ainsi à ses fins. La juste lutte du Parti du Travail d'Albanie contre ces activités de sape ne fait que consolider l'amitié sincère qui unit notre peuple à celui de l'Union soviétique et à leur glorieux parti.

Cette amitié ne peut donc pas non plus être altérée par les étonnantes déclarations du maréchal Gretchko, commandant en chef des armées du traité de Varsovie. *[Le maréchal Gretchko occupait toujours les mêmes fonctions quand les troupes du pacte de Varsovie envahirent la Tchécoslovaquie.]* Celui-ci ne s'est pas contenté de dire à notre délégation militaire qu'il serait difficile de livrer à notre armée certains équipements indispensables et qui devaient nous être fournis aux termes des accords conclus, il nous a aussi déclaré ouvertement : « Vous ne faites partie du traité de Varsovie que pour un certain temps » — laissant entendre par là qu'il aurait décidé de nous en exclure. Une telle décision n'est heureusement pas du ressort du camarade maréchal.

En octobre de l'année en cours, le camarade Khrouchtchev a déclaré avec le plus grand sérieux aux camarades chinois : « Nous traiterons l'Albanie comme la Yougoslavie. » Nous faisons part de ces déclarations à cette réunion du communisme international afin de montrer jusqu'à quel point on a poussé les choses, de quelle manière on se comporte à l'égard d'un petit pays socialiste. Quel est le « crime » commis par le Parti du Travail d'Albanie pour que notre pays soit traité comme la Yougoslavie titiste ? Aurions-nous trahi le marxisme-léninisme comme l'a fait la clique de Tito ? Ou bien aurions-nous, à l'image du révisionnisme yougoslave, quitté le camp socialiste pour nous mettre à la remorque de l'impérialisme américain ? Non et tout le mouvement communiste international en témoigne. En fait foi aussi toute l'activité concrète, politique, idéologique et économique de notre Parti et de notre État, tout au long de la lutte de libération nationale et des seize années qui se sont écoulées depuis la libération de notre patrie. Le Comité central du P.C. de l'Union soviétique, lui-même, déclare dans sa lettre en date du 13 août 1960, adressée au Comité central du Parti du Travail d'Albanie : « Les rapports, entre le Parti du Travail d'Albanie et le parti communiste de l'Union soviétique, fondés sur les principes de l'internationalisme prolétarien, ont toujours été véritablement fraternels. L'amitié qui unit nos partis et nos peuples n'a jamais été assombrie par aucun désaccord. Les positions du Parti du Travail d'Albanie et du parti communiste de l'Union soviétique sur toutes les questions les plus importantes du mouvement communiste et ouvrier international, sur les problèmes de politique extérieure, ont toujours coïncidé. »

Alors en quoi consiste notre faute ? Notre seul « crime » est de ne pas avoir accepté à Bucarest que soit injustement condamné un parti communiste frère, le P.C. de Chine. Notre seul « crime » est d'avoir osé nous opposer à l'action injustifiée du camarade Khrouchtchev — et cela dans une réunion communiste internationale, non en le criant sur les toits. Notre « crime » est d'être un petit parti, le parti d'un pays pauvre qui, selon les conceptions du camarade Khrouchtchev, doit se contenter d'applaudir, d'approuver, mais ne pas exprimer son opinion. Or cette conception n'est pas marxiste. Elle est inadmissible. Le droit de dire notre mot nous a été conféré par le marxisme-léninisme. Nul ne

peut nous en priver quelles que soient les pressions politiques ou économiques exercées contre nous, quelles que soient les menaces ou les épithètes dont on nous gratifie. A cette occasion, nous aimerions demander au camarade Khrouchtchev : « Pourquoi cette déclaration ne nous a-t-elle pas été faite à nous au lieu de s'adresser aux représentants d'un parti tiers ? Ou bien le camarade Khrouchtchev pense-t-il que le Parti du Travail d'Albanie n'a pas ses propres points de vue, qu'il a constitué une fraction avec le parti communiste de Chine au mépris des principes — et que, de ce fait, on peut discuter des affaires de notre parti avec les camarades chinois ? » Non, camarade Khrouchtchev, vous persistez dans vos erreurs et vous avez une vision très fautive de notre parti. Le P.T.A. a ses points de vue. Et il en répond devant son propre peuple, comme devant le mouvement international communiste et ouvrier.

Nous sommes contraints d'informer cette réunion que la direction du parti soviétique est passée, en fait, des menaces de traiter l'Albanie comme la Yougoslavie à des actions concrètes. Cette année, notre pays a été frappé par une série de calamités naturelles. Ce fut d'abord un violent tremblement de terre, puis, en octobre, de graves inondations, mais surtout, par la suite, une terrible sécheresse. Pas une goutte de pluie n'est tombée sur l'Albanie durant quatre mois. La population était menacée de famine et les faibles réserves de notre pays consommées.

Notre gouvernement fit appel d'urgence à l'Union soviétique : il demandait à lui acheter du blé en raison de la situation très grave où se trouvait le pays. Or cette crise alimentaire avait éclaté après la rencontre de Bucarest. Nous dûmes attendre quarante-cinq jours pour recevoir une réponse de l'Union soviétique. Alors que nous n'avions de vivres que pour deux semaines, au bout de 45 jours et à la suite de nos sollicitations répétées, le gouvernement soviétique, au lieu des 50 000 tonnes de blé que nous lui avions demandées, ne nous en accorda que 10 000 tonnes. Cette quantité correspondait aux besoins de la population pour 15 jours. Et encore ne devait-elle nous être livrée qu'en septembre-octobre. C'était là une pression ouverte exercée contre notre Parti pour le plier à la volonté des camarades soviétiques.

En ces journées difficiles, nous avons pu constater bien des choses. L'Union soviétique qui vend du blé au monde entier ne disposait-elle pas de 50 000 tonnes à fournir au peuple albanais, un peuple frère, fidèle au peuple soviétique, au marxisme-léninisme et au camp socialiste en un temps où, pour des raisons qui ne lui étaient pas imputables, il était menacé de famine ? Le camarade Khrouchtchev nous avait dit un jour : « Ne vous inquiétez pas à propos de votre pain. Chez nous, les rats à eux seuls mangent autant de blé que vous en consommez. » En Union soviétique, les rats donc continuaient de se nourrir. Mais le peuple albanais, lui, devait mourir de faim tant que la direction du Parti du Travail ne se serait pas soumise à la volonté de la direction soviétique. C'est là un fait terrible, camarades, mais vrai. Le peuple soviétique ne pardonnera jamais, s'il l'apprend, la conduite de ses dirigeants. Elle n'est ni marxiste, ni internationaliste, ni digne d'un ami. Il n'est guère fraternel, non plus, de refuser un accord de clearing pour cet achat de blé et de nous obliger à sortir de notre banque nationale notre petite réserve d'or pour acheter, en Union soviétique, le maïs nécessaire à la nourriture de notre population.

Il existe un lien entre toutes ces actions hostiles. Leur multiplication n'est pas le fait du hasard. Ces jours derniers, en particulier, les attaques du camarade Khrouchtchev contre notre Parti du Travail ont atteint leur paroxysme. Camarade Khrouchtchev, c'est vous qui déclariez le 6 novembre que « les Albanais se comportent avec nous comme Tito ». Vous avez dit aux camarades chinois : « Nous avons perdu l'Albanie et vous, Chinois, l'avez gagnée. » Vous avez finalement affirmé que le Parti du Travail d'Albanie était un maillon faible du mouvement communiste.

D'où vient cette accusation monstrueuse et ces comportements de marchand à l'égard de notre Parti, de notre peuple, d'un pays socialiste qu'on perdrait ou gagnerait comme un enjeu ? Pourquoi ces jugements portés sur un parti frère qui serait, selon vous, « un maillon faible » du mouvement communiste international ? De toute évidence, c'est notre juste attitude de principe, l'audace du blâme que nous vous adressons pour vos erreurs qui vous poussent à, attaquer notre Parti, à pratiquer toutes

sortes de pressions sur lui, à lui lancer même les calomnies les plus invraisemblables. Il n'y a dans cette attitude rien d'internationaliste, rien de communiste. Vous nous comparez aux révisionnistes yougoslaves. Or tout le monde sait bien comment notre Parti s'est battu et se bat contre les révisionnistes yougoslaves. Ce n'est pas nous qui agissons comme les titistes, mais bien vous, camarade Khrouchtchev qui employez contre notre Parti des méthodes étrangères au marxisme-léninisme. Vous considérez l'Albanie comme une marchandise négociable que quiconque peut acheter ou vendre. Il fut un temps, il est vrai, où l'Albanie était ainsi traitée, un temps où certains croyaient qu'il dépendait d'eux qu'elle existe ou non. Mais ces temps-là sont révolus depuis que les idées du marxisme-léninisme ont triomphé dans notre pays. Et vous, vous avez fait revivre cet état de choses en prétendant que vous aviez « perdu » l'Albanie et que quelqu'un d'autre « l'avait gagnée », ou en décidant que l'Albanie n'était plus un pays socialiste : dans la lettre que vous nous avez remise le 8 novembre, notre pays n'est pas défini comme un pays socialiste. *[Lettre du Comité central du P.C.U.S., distribuée le 8 novembre 1960 à la veille de la conférence de Moscou aux délégations envoyées par les différents partis invités à cette conférence.]*

Que l'Albanie avance dans la voie du socialisme et qu'elle fasse partie du camp socialiste, ce n'est pas à vous, camarade Khrouchtchev, d'en décider. Voilà qui ne dépend pas de votre bon vouloir, c'est le peuple albanais, avec à sa tête son Parti du Travail, qui a tranché cette question par sa propre lutte. Et il n'est pas de force au monde qui puisse l'écarter de cette voie.

Vous voyez, dans notre Parti du Travail, « le maillon le plus faible du camp socialiste » et du mouvement communiste international. Nous répondons par nos vingt années d'histoire, par la lutte héroïque de notre peuple et de notre Parti contre les occupants fascistes, par les seize années qui se sont écoulées depuis la libération et au cours desquelles notre Parti et notre petit peuple ont tenu tête à toutes les tempêtes. Entourée d'ennemis, comme une île au milieu des flots, la république populaire d'Albanie a résisté vaillamment à toutes les attaques, à toutes les provocations des impérialistes et de leurs valets. Elle a tenu haut levé le drapeau du socialisme sur les arrières de l'ennemi.

Camarade Khrouchtchev, vous avez levé la main contre notre petit peuple et son parti, mais des comptes vous seront demandés par le peuple soviétique qui a versé son sang pour la liberté du nôtre. Le grand parti de Lénine n'approuvera pas votre action. Nous avons pleinement foi dans le marxisme-léninisme. Nous sommes certains que les partis frères dont les représentants assistent à cette réunion trancheront ce débat dans un esprit de justice marxiste-léniniste.

Notre Parti a toujours vu dans le parti communiste de l'Union soviétique, le parti le plus ancien, le glorieux parti des bolcheviks. Il l'a tenu pour tel à cause de la portée universelle de son expérience. Et notre Parti n'acceptera jamais qu'un dirigeant soviétique, quel qu'il soit, lui impose des conceptions que, pour sa part, il juge erronées.

La direction soviétique a tranché cette importante question de principe par des raisonnements idéalistes et métaphysiques, elle s'est montée la tête à la suite des succès colossaux remportés par les peuples soviétiques et leurs partis communistes. Et elle enfreint les principes marxistes-léninistes, Elle se juge infaillible. Elle estime parfaits et immuables toute décision, tout propos ou tout geste, qui émanent d'elle. Les autres, eux, peuvent se tromper et mériter un blâme, pas elle : « Nos décisions sont sacrées, elles sont infaillibles. » « Nous ne pouvons faire aucune concession au parti communiste de Chine, aucun compromis avec lui », disaient les dirigeants du parti communiste de l'Union soviétique à nos représentants.

Alors pourquoi nous ont-ils convoqués à Bucarest ? Pour nous faire voter les yeux fermés les décisions de la direction soviétique ? Et une telle manière d'agir serait marxiste ? Peut-on admettre les actes de sabotage d'un parti contre un autre pour briser l'unité de celui-ci, renverser sa direction, ou celle d'un État ? Les dirigeants soviétiques ont accusé le camarade Staline d'être « intervenu » dans nos autres partis pour leur imposer les points de vue du parti bolchevique. Nous pouvons témoigner que jamais le camarade Staline n'a agi de la sorte envers nous. Il s'est comporté en toute occasion, à l'égard du

peuple albanais et de son Parti du Travail, comme un grand marxiste, comme un internationaliste véritable, comme un camarade, un frère, et un ami sincère du peuple albanais. En 1945, lorsque notre pays était menacé de famine, le camarade Staline dérouta les navires — chargés de céréales destinées au peuple soviétique qui souffrait pourtant, lui-même à l'époque d'une pénurie de vivres — pour les envoyer à notre peuple. Tout au contraire la direction soviétique actuelle s'est permis des actions indignes.

De telles pressions économiques sont-elles admissibles ? Est-il tolérable que le peuple albanais soit menacé comme il l'a été par la direction soviétique après la rencontre de Bucarest ? Dans le passé, l'Union soviétique nous a aidés en toute circonstance, généreusement, par des crédits et de mille manières. Il n'aurait pas été possible de construire l'Albanie nouvelle sans l'aide avant tout de l'Union soviétique, puis des autres pays de démocratie populaire.

Franchement, nous sommes très reconnaissants à l'Union soviétique, à son parti et à son gouvernement de l'important appui accordé à notre pays pour lui permettre d'édifier son industrie, de mettre sur pied son agriculture, en un mot d'améliorer les conditions d'existence de notre peuple et d'accélérer la construction du socialisme. Nous considérons que cette aide était réellement internationaliste, parce qu'elle était offerte à notre petit peuple, plongé dès avant la guerre dans une misère profonde et générale, et dont le pays fut, en outre, ravagé pendant la Seconde Guerre mondiale. Mais, sans plier le genou et sous la conduite glorieuse du parti communiste d'Albanie, il combattit héroïquement jusqu'à sa libération.

Or pourquoi l'attitude de la direction soviétique a-t-elle changé après Bucarest au point de laisser les masses albanaïses souffrir de la faim ? Et les dirigeants roumains ont agi de même, refusant d'envoyer dans le cadre d'un accord de clearing le moindre grain de blé à notre peuple. La Roumanie exporte des céréales vers les pays capitalistes et, pendant ce temps, nous étions contraints de payer en devises le maïs des producteurs français.

Quelques mois avant la rencontre de Bucarest, le camarade Dej invita expressément une délégation de notre Parti à discuter avec lui les perspectives de développement de l'Albanie. C'était là adopter une attitude marxiste. Le camarade Dej dit à notre Parti : « Nous, les autres pays de démocratie populaire, nous ne devons plus discuter de l'importance des crédits à accorder à l'Albanie. C'est l'Albanie elle-même qui doit décider de construire telle ou telle fabrique, d'élever le niveau de ses moyens de production. Quant aux millions de roubles que pourront nécessiter de telles réalisations, peu importe. » Le camarade Dej ajouta même : « Nous en avons parlé avec le camarade Khrouchtchev. Et il est d'accord avec nous. » Mais vint la rencontre de Bucarest, et notre Parti adopta l'attitude que l'on sait. Les camarades roumains oublièrent ce qu'ils avaient dit. Ils choisirent de laisser le peuple albanais souffrir de la faim.

Nous avons déjà fait part officiellement de ces remarques au Comité central du parti communiste de l'Union soviétique. Nous ne les avons pas soulevées ailleurs. Nous ne les avons pas discutées publiquement, ni glissé à l'oreille de personne des indiscretions calculées. Nous les révélons pour la première fois à une réunion de partis, comme la conférence d'aujourd'hui.

Pourquoi donc agissons-nous ces problèmes ? Notre but est de mettre un terme aux manifestations négatives qui affaiblissent notre unité. Nous voulons voir se raffermir les liens marxistes-léninistes entre partis communistes et ouvriers, entre États socialistes. Ainsi seront balayées toutes les erreurs qui ont pu jusqu'à présent se faire jour. Nous sommes optimistes. Nous restons fermement convaincus que les camarades soviétiques, de même que les autres camarades, prendront nos critiques dans leur véritable sens. Elles sont sévères, mais franches et cordiales. Et elles visent à renforcer nos relations, quelles que soient l'injustice et la malveillance qui se manifestent aujourd'hui contre nous, mais qui, nous l'espérons, disparaîtront demain. Notre Parti et notre peuple développeront toujours davantage leur attachement sans bornes aux peuples soviétiques, à leur parti communiste, et aux partis

communistes et ouvriers du camp socialiste. Ces liens auront toujours pour fondement les enseignements marxistes-léninistes.

Notre Parti ne conçoit l'amitié que fondée sur la justice, sur le respect réciproque et sur les principes marxistes-léninistes. Cette conception est formulée en toutes lettres dans la **Déclaration de Moscou** de 1957. Elle est également soulignée par le projet de déclaration qui nous est aujourd'hui présenté. Nous affirmons avec la plus parfaite conviction que le Parti du Travail d'Albanie et le peuple albanais combattront résolument, comme par le passé, pour raffermir les relations entre les membres du camp socialiste, pour renforcer son unité et le mouvement communiste international.

III

Chers camarades,

D'après la **Déclaration de Moscou** de 1957, et le projet de déclaration qui nous est soumis, le révisionnisme constitue aujourd'hui le principal danger dans le mouvement communiste et ouvrier international. La **Déclaration** de 1957 souligne, à juste titre, que le révisionnisme a une origine intérieure : la persistance de l'influence bourgeoise et une source extérieure : la capitulation, face à la pression de l'impérialisme. La vie a pleinement confirmé que le révisionnisme moderne, camouflé derrière des slogans pseudo-marxistes et révolutionnaires, s'est employé de toutes les manières à discréditer notre grande doctrine : le marxisme-léninisme. Il la déclare « périmée ». Il affirme qu'elle ne correspond plus à l'évolution sociale. Sous le couvert du « marxisme créateur » [*Staline avait opposé le « marxisme créateur » au « marxisme dogmatique » des trotskystes. Cette position léniniste a été grossièrement déformée par les révisionnistes qui ont prétendu justifier n'importe quel abandon des principes au nom du « marxisme créateur ».*] réduit à un simple slogan, de l'adaptation à des « conditions nouvelles », les révisionnistes ont tenté de dépouiller le marxisme-léninisme de son esprit révolutionnaire et de saper la confiance que la classe ouvrière et le peuple travailleur font au socialisme. D'autre part, et de mille façons, ils se sont efforcés d'enjoliver l'impérialisme, de faire croire qu'il s'est adouci, qu'il est devenu pacifique. Trois années se sont écoulées depuis la conférence de Moscou et elles ont pleinement confirmé que les révisionnistes modernes cherchent seulement à provoquer des scissions dans le mouvement communiste et le camp socialiste. Ils agissent en fidèles laquais de l'impérialisme, en ennemis jurés du socialisme et de la classe ouvrière.

L'expérience s'est chargée de montrer que le révisionnisme moderne a trouvé ses représentants les plus agressifs chez les révisionnistes yougoslaves, dans la clique des traîtres de Tito et C^{ie}. A l'époque où fut approuvée la **Déclaration** de Moscou, il existait déjà, selon nous, des données suffisantes pour justifier une dénonciation publique de ce groupe hostile, agent de l'impérialisme américain. Mais, en fait, il ne fut pas condamné. Par la suite, lorsque le danger qu'il représentait apparut plus clairement, la lutte contre le révisionnisme yougoslave ne fut pas menée avec la vigueur nécessaire. Le combat contre lui ne fut pas conduit sur une base de principe, ni livré sans interruption jusqu'à son effondrement idéologique et politique. Au contraire ! C'est là qu'ont pris naissance bien des maux et des erreurs dont souffre notre mouvement communiste et ouvrier international. Selon notre Parti, le groupe de Tito n'a pas été totalement démasqué. On a entretenu l'« espérance » mensongère de voir ces traîtres réaliser une prétendue « progression » et un « tournant politique » positif. Ces fautes ont des causes précises : la tendance conciliatrice, les conceptions erronées et le jugement faussé du camarade Khrouchtchev et de certains autres dirigeants soviétiques à l'égard du dangereux groupe révisionniste titiste.

J.-V. Staline — a-t-on dit — s'était trompé dans son jugement sur les révisionnistes yougoslaves. Il avait eu le tort d'exacerber notre conflit avec eux. Notre Parti n'a jamais été d'accord avec un tel point de vue : le temps et la pratique ont précisément démontré le contraire. Staline avait très justement apprécié le danger que représente la clique de Belgrade. Il a cherché à résoudre cette question en temps voulu et par la voie marxiste. Le Bureau d'information se réunit à l'époque en tant qu'organe collectif de travail politique. [*Organisme créé par les principaux partis communistes et ouvriers*

d'Europe au lendemain de la Seconde Guerre mondiale et au moment où l'impérialisme américain, avec le plan Marshall, s'efforça d'imposer un régime de protectorat économique, aussi bien aux pays vainqueurs qu'aux pays vaincus.] Il démasqua le groupe titiste et engagea contre lui une lutte sans merci. L'histoire a montré que cette ligne était juste et qu'il était indispensable de l'appliquer.

Le Parti du Travail d'Albanie a toujours été convaincu que le groupe de Tito trahit le marxisme-léninisme, que c'est une officine de l'impérialisme, un dangereux ennemi du camp socialiste et de l'ensemble du mouvement communiste et ouvrier international. Il faut donc mener contre lui une lutte impitoyable. Pour notre part, nous livrons sans répit cette bataille. Nous sommes des communistes internationalistes. Et nous sentons chaque jour peser lourdement sur notre dos le poids de l'activité hostile que la clique révisionniste de Tito a engagée contre notre Parti et notre pays. Mais cette attitude du P.T.A. n'a pas été du goût du camarade Khrouchtchev, ni de quelques autres camarades.

Le groupe titiste est, depuis longtemps, composé de trotskystes et de renégats. Le Parti du Travail d'Albanie juge qu'il en va ainsi depuis 1942, c'est-à-dire depuis dix-huit ans.

Dès 1942, lorsque la lutte du peuple albanais prit une grande ampleur, le groupe trotskyste de Belgrade, sous le masque de l'amitié, profitant de notre bonne foi, s'efforça par tous les moyens d'entraver le développement de notre lutte armée. Il voulait empêcher la création de puissants détachements de choc par les partisans albanais. Faute d'y parvenir, il tenta de prendre en main leur direction politique et militaire. Ce groupe chercha à faire en sorte que tout, dans notre action, dépendît de Belgrade. Notre Parti, notre armée partisane ne devaient être que de simples appendices du parti communiste yougoslave et de l'armée de libération nationale yougoslave.

Notre Parti, tout en préservant l'amitié qui l'unissait aux partisans yougoslaves, contrecarra victorieusement ces desseins criminels. Dès cette époque, le groupe titiste s'employait à jeter les fondements d'une fédération balkanique placée sous la direction de Belgrade. Il lui fallait donc mettre les partis communistes à la remorque du parti communiste de Yougoslavie, et les armées partisans des peuples des Balkans sous la dépendance de l'état-major titiste. A cette fin, il tenta, de concert avec les Anglais, de créer un commandement balkanique et de placer celui-ci, donc nos armées, sous la direction des Anglo-Américains. Notre Parti déjoua victorieusement ces plans criminels.

Pourtant, lorsque le drapeau de la libération fut hissé sur Tirana, la bande titiste de Belgrade donna l'ordre à ses agents en Albanie de détruire le prestige que le Parti avait tiré de la victoire. Il s'agissait d'organiser un putsch afin de renverser la direction même qui avait organisé le Parti, guidé la lutte de libération nationale et conduit le peuple albanais à écraser ses ennemis. Tito, de concert avec ses agents secrets dans notre Parti, organisa son premier complot sur notre sol. Mais, notre Parti le tint en échec. Les hommes de Belgrade ne déposèrent pas les armes pour autant. Ils s'allièrent avec le traître Koci Xoxe, leur meilleur agent dans notre Parti, et reprirent, sous de nouvelles formes, l'organisation de leur complot contre l'Albanie révolutionnaire. Leur but était de transformer notre pays en une septième République de la fédération yougoslave.

C'était le temps où il fallait relever les ruines de l'Albanie dévastée, tout reprendre à la base, le temps où notre peuple, sans pain et sans abri, mais debout et les armes à la main, montait, avec nos unités régulières, une garde vigilante contre les complots de la réaction, contre les missions militaires anglo-américaines qui menaçaient l'Albanie nouvelle de nouvelles invasions.

Une grande partie de l'armée partisane d'Albanie avait franchi la frontière pour se porter au secours de ses frères yougoslaves, combattre à leurs côtés et libérer avec eux le Monténégro, la Bosnie, l'Herzégovine, Kossovë et la Macédoine. *[Du mois d'octobre 1944 au mois de février 1945, deux divisions de l'Armée albanaise de libération nationale ont combattu en Yougoslavie contre les envahisseurs allemands en retraite.]* Déjà pourtant, les comploteurs de Belgrade préparaient de nouveaux plans pour asservir l'Albanie.

Mais notre Parti a tenu tête sans faiblir à ces saboteurs camouflés en communistes. Les trotskystes de Belgrade, voyant qu'ils perdaient la partie, que leurs complots étaient tenus en échec par notre Parti, jouèrent leur dernière carte. Ils tentèrent d'envahir l'Albanie militairement, d'étouffer la résistance, d'arrêter les dirigeants de notre Parti et de notre État pour proclamer l'Albanie « Septième République de la Fédération yougoslave ». *[L'introduction de l'armée yougoslave en Albanie devait se faire pacifiquement, sous couleur de s'opposer préventivement à une invasion grecque imaginaire. Avec l'appui de Staline, l'Albanie rejeta la « proposition » de Tito, il est inutile d'ajouter que « l'invasion grecque » n'eut jamais lieu.]* Le Parti déjoua, comme les autres, ce plan criminel. L'appui de Joseph Staline, à ce moment-là, fut décisif pour notre Parti et pour la liberté du peuple albanais : la clique de Tito fut démasquée par le Bureau d'information : Staline et l'Union soviétique sauvaient ainsi le peuple albanais pour la seconde fois.

Le Bureau d'information fit échouer les menées de la clique de Tito non seulement en Albanie, mais aussi dans les autres pays de démocratie populaire. Sous le masque du communisme, Tito et sa bande, ces renégats, ces agents de l'impérialisme, tentèrent de rompre l'alliance de combat qui unissait les pays de démocratie populaire — ceux des Balkans comme ceux d'Europe centrale — à l'Union Soviétique. Il prétendait détruire les partis communistes et ouvriers de nos pays et transformer ceux-ci en fiefs de l'impérialisme anglo-américain.

Chacun a pu voir alors quels étaient les plans hostiles de l'impérialisme et de son serviteur Tito. Tous en eurent connaissance et tous approuvèrent unanimement les justes décisions du Bureau d'information. Tous, sans exception, souscrivirent aux résolutions du Bureau d'information. Et celles-ci, selon notre point de vue, exprimaient déjà hier, et traduisent toujours aujourd'hui, la réalité des faits. Ceux qui ne voulurent ni voir, ni comprendre les agissements de cette bande de criminels purent découvrir, une seconde fois, à l'occasion de la contre-révolution en Hongrie et des complots incessants en Albanie que le loup meurt sans changer de peau. Tito et sa bande ont eu beau recourir à, toutes les ruses, s'affubler de tous les masques, ils n'en demeurent pas moins des traîtres, des criminels, des agents de l'impérialisme, assassins des héroïques communistes internationalistes yougoslaves. Et ils le resteront tant qu'ils n'auront pas été liquidés.

Quant aux décisions prises contre le groupe renégat de Tito par le Bureau d'information, le Parti du Travail d'Albanie ne considère pas qu'elles ont été adoptées personnellement par le camarade Staline. Elles ont été d'abord l'œuvre commune de tous les partis qui étaient membres du Bureau d'information. Mais aussi des partis communistes et ouvriers qui ne lui appartenaient pas. Elles concernaient donc tous les partis communistes et ouvriers, notamment le Parti du Travail d'Albanie qui, après avoir étudié la lettre adressée par Staline et Molotov au Comité central du parti communiste de Yougoslavie, adhéra complètement au contenu de cette lettre et aux décisions du Bureau d'information.

Lorsque le camarade Khrouchtchev et le Comité central du parti communiste d'Union soviétique ont opéré en 1955 un tournant politique pour se rapprocher des révisionnistes yougoslaves, il aurait donc fallu procéder à une consultation régulière avec les autres partis communistes et ouvriers. Or, cette nouvelle ligne fut conçue et mise en application sans aucun délai et sans prendre l'avis de personne.

C'était là une question qui nous regardait tous. Ou bien les révisionnistes yougoslaves s'étaient dressés contre le marxisme-léninisme et l'ensemble des partis communistes et ouvriers du monde, ou bien ils ne l'avaient pas fait. Ou bien ils ont commis une faute, ou bien nous portons la responsabilité d'une grave erreur — nous tous et non pas le seul Staline. Le camarade Khrouchtchev ne devait pas en décider seul. C'est pourtant ce qu'il fit. Et il effectua un tournant dans ses rapports avec les révisionnistes yougoslaves lors de son voyage à Belgrade.

Cette initiative fit l'effet d'une bombe : notre Parti du Travail s'y opposa immédiatement d'une façon catégorique. Avant le départ en mai 1955 du camarade Khrouchtchev pour Belgrade, le Comité central du Parti du Travail d'Albanie avait adressé au Comité central du parti communiste de l'Union soviétique une lettre dans laquelle il exprimait son opposition à ce voyage. Il soulignait que la question

yougoslave ne pouvait être résolue par un seul parti. Elle devait être discutée par une réunion du Bureau d'information à laquelle le P.T.A. demandait à être invité. [*Le P.T.A. n'était pas membre du Bureau d'information.*] C'est là que cette question aurait dû être tranchée après un débat sérieux et prolongé.

Certes, si l'on s'en tient à un point de vue purement juridique, il ne nous appartenait pas de décider si le camarade Khrouchtchev devait faire ou non ce voyage de Belgrade, mais sur le fond du problème, nous avions raison et le temps a confirmé que la question yougoslave ne devait pas être réglée ainsi, au pied levé.

On lança le slogan des « conflits artificiels ». On annula, sans aucune discussion, la seconde résolution du Bureau d'information. [*La seconde résolution du Bureau d'information sur la trahison du marxisme-léninisme par la direction du parti communiste de Yougoslavie fut adoptée au mois de novembre 1949.*] On inaugura « l'époque de la réconciliation » avec « les camarades yougoslaves ». On révisa les procès des comploteurs pour les réhabiliter. On parla sans cesse, en termes chaleureux, des « camarades yougoslaves ». Et les « camarades yougoslaves » se dressèrent sur leurs ergots. Ils se mirent à clamer que leur « juste cause » avait triomphé, que « Staline, ce criminel » avait forgé contre eux l'ensemble de ces accusations. Il se créa ainsi une situation où quiconque refusait de marcher droit se voyait traité de « stalinien » et devait être éliminé.

Notre Parti s'est opposé à l'adoption de cette politique opportuniste. Il se maintint sur de justes positions marxistes-léninistes et mena la lutte politique et idéologique contre les révisionnistes yougoslaves. Le Parti du Travail continua d'affirmer, avec une fermeté inébranlable, que le groupe titiste était composé de traîtres, de renégats, de trotskystes, de saboteurs à la solde des Américains. Le Parti du Travail d'Albanie ne reconnaissait donc pas s'être trompé à leur égard.

Il s'en tient fermement à son point de vue selon lequel le camarade Staline avait vu juste sur ce problème. Il déclare que les révisionnistes, en appliquant leur ligne de trahison, ont tenté d'asservir l'Albanie et de détruire son Parti du Travail. Il juge qu'en organisant contre notre pays toute une série de complots en liaison avec les impérialistes anglo-américains, le groupe de Tito cherchait à l'engager dans des conflits internationaux.

Par ailleurs, le Parti du Travail d'Albanie a accepté d'établir avec la république fédérative populaire de Yougoslavie des rapports de bon voisinage entre États, des relations commerciales et culturelles. Il a posé comme condition que les normes de la coexistence pacifique entre États à régimes différents soient respectées. Pour le Parti du Travail d'Albanie, la Yougoslavie titiste ne saurait être un pays socialiste tant qu'elle aura à sa tête un groupe de renégats et d'agents de l'impérialisme.

Aucune attaque franche ou hypocrite ne put contraindre le P.T.A. à s'écarter de ces justes positions. C'est en vain que le Comité central du parti communiste de l'Union soviétique nous envoya le camarade Souslov [*Souslov, membre du Bureau politique du P.C.U.S., était chargé des questions idéologiques et des relations internationales.*] pour nous convaincre de passer sous silence la question de Xoci Xoxe dans le rapport d'activité de notre III^e Congrès, en mai 1956. Nous avons refusé de renier notre lutte et nos positions de principe.

Selon Tito lui-même, « l'Albanie devint une écharde dans sa chair ». Et le groupe des traîtres titistes poursuivit sa lutte contre le Parti du Travail d'Albanie, croyant nous démasquer en nous qualifiant de « staliniens ».

Le groupe de Belgrade ne s'est pas borné à nous combattre par la propagande. Il a poursuivi ses activités de sabotage et de conspiration. Il a envoyé des bandes armées dans notre pays et s'est montré encore plus agissant qu'avant 1948. C'est là que la situation devient tragique : d'une part, le Parti du Travail d'Albanie devait se défendre contre les dures et incessantes attaques des révisionnistes yougoslaves ; d'autre part, la position ferme de notre parti sur les principes marxistes-léninistes se

heurtait à l'attitude conciliatrice adoptée à l'égard des révisionnistes yougoslaves par les dirigeants soviétiques et ceux des autres partis communistes et ouvriers.

On clamait alors surtout que « la Yougoslavie est de fait un pays socialiste » que « les communistes yougoslaves ont une grande expérience et de grands mérites », que « l'expérience yougoslave est digne d'un grand intérêt et mérite une étude attentive », que « la période des querelles et des malentendus n'avait pas été suscitée par la Yougoslavie et que celle-ci avait été victime d'une grande injustice », etc. Bien entendu, ces éloges encouragèrent la clique de Tito. Elle crut avoir totalement gagné la partie contre « l'écharde qui lui était restée dans la chair ». Elle comptait bien nous isoler et, en fin de compte, nous liquider. Or, non seulement elle échoua dans ce projet, mais au contraire le temps n'a fait que renforcer les points de vue de notre Parti. Celui-ci a été l'objet de pressions multiples. La direction albanaise fut jugée « emportée » et « entêtée ». On l'accusa de « gonfler » l'importance de ses litiges avec la Yougoslavie, de provoquer les Yougoslaves, etc. Sur ce terrain, notre Parti se heurta d'abord au camarade Khrouchtchev.

J'ai rapidement évoqué plus haut les agissements des révisionnistes titistes contre notre Parti et notre pays durant la guerre et après la guerre, notamment après 1948. Mais je m'arrêterai aussi brièvement sur la période qui a précédé la contre-révolution en Hongrie, telle qu'elle fut entreprise par des agents yougoslaves. Le groupe de traîtres de Belgrade s'efforça d'organiser aussi la contre-révolution en Albanie. Si notre Parti avait commis l'erreur d'entrer dans la « danse de la réconciliation » avec les révisionnistes titistes comme on le lui conseillait après 1955, la démocratie populaire en Albanie aurait été détruite. Nous, Albanais, ne serions pas aujourd'hui dans cette salle, mais en train de combattre encore dans nos montagnes.

Notre Parti et notre peuple, unis comme les doigts de la main, firent preuve d'assez de vigilance pour démasquer les espions de Tito infiltrés dans notre Comité central et qui travaillaient en liaison avec la légation de Yougoslavie à Tirana. Tito fit savoir à ces traîtres qu'ils s'étaient trop hâtés et qu'ils devaient attendre des instructions. *[Parmi les espions yougoslaves, mentionnons Tuk Jakova et Panajot Plaku. Le premier fut découvert. Le second réussit à s'enfuir en Yougoslavie. Tous deux, alors membres du Comité central, avaient écrit à Khrouchtchev pour lui demander d'intervenir contre leur propre Parti.]* Ces espions écrivirent aussi au camarade Khrouchtchev pour lui demander d'intervenir contre le Comité central du Parti du Travail d'Albanie. Ce sont là des faits connus.

Le dessein de Tito était de coordonner la contre-révolution en Albanie avec la contre-révolution hongroise. Quelque temps après le XX^e Congrès du parti communiste de l'Union soviétique, devait se tenir notre III^e Congrès. Le groupe yougoslave jugea le moment venu de renverser la direction albanaise « obstinée et stalinienne ». Il organisa le complot qui fut découvert et écrasé lors de la conférence du Parti à Tirana en 1956. Ses auteurs reçurent le châtiment qu'ils méritaient.

D'autres agents dangereux de Tito en Albanie, Dali Ndreu et Liri Gega, reçurent de lui l'ordre de s'enfuir en Yougoslavie. En effet, selon Belgrade, ils « étaient en péril ». Et les actions « contre notre Parti » devaient être organisées à partir du territoire yougoslave. Le Parti connaissait l'ensemble de l'activité de Tito. Il fut donc informé de cet ordre secret. Les traîtres furent arrêtés à la frontière, au moment où ils tentaient de s'enfuir. Ils furent jugés et fusillés. Découvert, le groupe d'agents yougoslaves qui préparait la contre-révolution en Albanie fut complètement anéanti. Chose curieuse, le camarade Khrouchtchev se présenta comme le défenseur de ces traîtres. Il nous accusa d'avoir fait fusiller l'agent yougoslave Liri Gega, alors qu'elle était « en état de grossesse » — fait sans précédent « même à l'époque du tsar » et qui avait « produit une très mauvaise impression sur l'opinion publique mondiale ». C'était là répéter les calomnies lancées par les Yougoslaves. Le camarade Khrouchtchev avait plus confiance dans leurs affirmations que dans nos démentis. Bien entendu, nous avons rejeté ces accusations.

Mais, dans son attitude inamicale, injuste et sans principe à l'égard de notre parti et de sa direction, le camarade Khrouchtchev ne s'en tint pas là. Panajot Plaku, un autre agent de Belgrade, traître au Parti

du Travail et au peuple albanais, s'enfuit en Yougoslavie et se mit au service des titistes. Il organisa les émissions hostiles de la radio dites l'« Albanie socialiste ». Ce traître écrivit à Tito et au camarade Khrouchtchev pour demander notamment à ce dernier d'user de son autorité pour éliminer la direction albanaise, Enver Hoxha en tête, pour crime d'« antimarxisme » et de « stalinisme ». Le camarade Khrouchtchev, loin de s'indigner à la lecture d'un pareil message, estimait, au contraire, que le traître devait pouvoir rentrer en Albanie sans y être inquiété. A défaut, il serait accueilli comme exilé politique en Union soviétique. En entendant ces propos, nous avons cru voir les murs du Kremlin s'écrouler sur nous : nous n'aurions jamais pu imaginer que le premier secrétaire du Comité central du parti communiste d'Union soviétique en arriverait au point de soutenir les agents de Tito contre notre Parti et notre peuple.

Mais nos divergences de principe avec le camarade Khrouchtchev sur la question yougoslave atteignirent leur point culminant au cours des entretiens officiels d'avril 1957 entre nos deux délégations. Devant notre ferme volonté, conforme aux principes marxistes-léninistes, de démasquer les agents impérialistes de Belgrade, il s'indigna au point de nous lancer avec colère : « Arrêtons-là nos discussions. Nous ne pouvons pas nous entendre avec vous. Vous cherchez à nous ramener sur la voie de Staline. »

Nous étions scandalisés par une telle attitude : ce camarade Khrouchtchev cherchait à rompre les conversations, à envenimer ses rapports avec le Parti et l'État albanais, pour mieux défendre le groupe de Tito, les traîtres au marxisme-léninisme. C'était là un acte inexcusable. Pourtant nous avons gardé notre sang-froid : nous savions que nous disions la vérité, que notre ligne était juste et que tel n'était pas le cas du camarade Khrouchtchev. La vie s'est chargée de nous donner raison.

IV

Selon nous, la contre-révolution en Hongrie fut principalement l'œuvre des titistes. Les impérialistes américains avaient trouvé en Tito et dans les renégats de Belgrade des agents capables de miner la démocratie populaire en Hongrie.

Après le voyage du camarade Khrouchtchev à Belgrade en 1955, la question de l'activité de sape de Tito fut négligée. La contre-révolution en Hongrie n'a pas éclaté comme un coup de tonnerre. Elle fut préparée presque ouvertement, sans même que ses auteurs songeassent vraiment à se dissimuler dans l'ombre. La contre-révolution fut mise au point par les agents de la bande titiste, en liaison avec le traître Imre Nagy et les fascistes hongrois qui, tous ensemble, agissaient sans se cacher, sous la direction des Américains.

Les titistes projetaient de détacher la Hongrie de notre camp socialiste, de la transformer en une seconde Yougoslavie, de l'associer à l'O.T.A.N. par l'intermédiaire de la Yougoslavie, de la Grèce et de la Turquie. Dès lors, elle dépendrait de l'« aide américaine ». Il ne lui resterait plus qu'à poursuivre la lutte contre le camp socialiste de concert avec la Yougoslavie et sous la direction de l'impérialisme.

Les contre-révolutionnaires de Hongrie œuvraient au grand jour. Comment leurs agissements ne furent-ils remarqués par personne ? Comment, dans une démocratie sœur comme la Hongrie, où le Parti est au pouvoir, où il dispose des armes que lui donne la dictature du prolétariat, où sont stationnées des troupes soviétiques, Tito et les bandes horthystes ont-ils pu agir aussi librement ?

Nous estimons que les positions du camarade Khrouchtchev et des autres camarades soviétiques à l'égard de la Hongrie n'ont pas été claires. Leur point de vue tout à fait erroné sur la bande de Belgrade leur interdisait de comprendre ce qui était en train de se passer

Les camarades soviétiques avaient confiance en Imre Nagy, l'homme de Tito. Et ce que je dis là n'est pas un propos en l'air. Avant que n'éclate la contre-révolution, pendant que le cercle « Petôfi » [*Centre réactionnaire d'écrivains et d'autres intellectuels bourgeois à Budapest lors des événements de 1956*]

en Hongrie.] entrain en ébullition, j'étais de passage à Moscou. Au cours d'un entretien avec le camarade Souslov, je lui fis part de ce que j'avais vu en passant par Budapest. Je lui dis aussi que le révisionniste Imre Nagy redressait la tête et organisait la contre-révolution au cercle « Petôfi ». Le camarade Souslov rejeta catégoriquement mon point de vue ; pour me prouver les bons sentiments d'Imre Nagy, il me sortit d'un tiroir « l'autocritique toute fraîche d'Imre Nagy ». Néanmoins je répétais au camarade Souslov qu'Imre Nagy était un traître.

Nous avons un autre sujet d'étonnement : pourquoi le camarade Khrouchtchev et les camarades soviétiques sont-ils allés plusieurs fois à Brioni discuter avec le renégat Tito de l'affaire hongroise ? Les camarades dirigeants soviétiques, une fois informés du fait que les titistes préparaient la contre-révolution dans un pays de notre camp, étaient-ils en droit d'aller s'entretenir avec cet ennemi ? Est-il légitime de parler avec ceux qui fomentent des complots et des émeutes dans les pays socialistes ?

Il est naturel que nous posions cette question au camarade Khrouchtchev et aux camarades soviétiques. Un parti communiste, un État de démocratie populaire, un membre du traité de Varsovie et du camp socialiste est en droit de demander pourquoi, en 1956, ils ont jugé opportunes les rencontres répétées de Brioni avec le traître Tito et n'ont pas estimé utile de se réunir une seule fois avec les représentants de nos pays ou d'organiser une seule rencontre des États membres du traité de Varsovie. Dans quelles circonstances est-il donc utile que confèrent les représentants des pays membres de ce traité si ce n'est à un moment où l'un de nos États serait en danger ?

Nous estimons qu'une seule personne ne peut pas décider s'il convient ou non d'intervenir par les armes en Hongrie. Nous avons mis sur pied le traité de Varsovie. Nous devons prendre en main les décisions qui nous concernent. Sinon, il est vain de parler d'alliance, de collégialité et de coopération entre les partis. La contre-révolution hongroise a coûté des morts à la Hongrie, au peuple soviétique, à notre camp. Pourquoi a-t-on permis cette effusion de sang et n'a-t-on pas pris de mesures pour la prévenir ?

Aucune précaution ne pouvait être prise dès lors que le camarade Khrouchtchev et les camarades soviétiques faisaient confiance à l'organisateur de la contre-révolution hongroise, au traître Tito. En même temps, ils faisaient si bon marché des réunions régulières, indispensables avec leurs amis, avec leurs alliés qu'ils jugeaient seules justes leurs propres décisions sur des questions qui nous concernent tous, sans se soucier du travail collectif et des décisions collégiales.

Le Parti du Travail d'Albanie n'a pas une idée claire de la manière dont les choses se sont déroulées. Il ne sait pas, au juste, comment les décisions ont été prises dans cette affaire. En 1956, les titistes s'entretenaient à Brioni avec les camarades soviétiques tout en organisant fébrilement la contre-révolution en Hongrie et en Albanie. Mais les camarades soviétiques ne se donnent même pas la peine de mettre notre direction au courant de ce qui se passe et de ce qu'ils vont faire. Ils ne nous informent pas, ne fût-ce que de façon purement formelle, par égard pour les alliés que nous sommes. C'est qu'ils savaient fort bien quels étaient les plans de Belgrade à l'égard de l'Albanie. En fait, le silence des camarades soviétiques n'est pas seulement blâmable, il est incompréhensible dans une perspective marxiste.

L'affaire hongroise a été pour nous une précieuse leçon. Nous avons pu observer ce qui s'est passé sur la scène comme dans les coulisses. La contre-révolution hongroise constituait une preuve plus que suffisante de la trahison titiste. Or de nombreux documents ont été conservés au fond des tiroirs. Ils sont tenus cachés, alors qu'ils établissent l'activité provocatrice du groupe de Tito dans l'affaire hongroise. Nous ne comprenons pas pourquoi l'on agit ainsi. Quels sont les intérêts qui poussent certains camarades à conserver soigneusement ces preuves dans des classeurs ? On a recherché les moindres documents qui puissent être employés pour condamner, après sa mort, le camarade Staline, et l'on cache au fond des classeurs les preuves qui démasqueraient Tito !

Toutefois, même après la contre-révolution hongroise, la lutte politique et idéologique contre la bande de Belgrade au lieu d'aller en se renforçant, comme l'exige le marxisme-léninisme, s'est éteinte peu à peu. Elle a évolué vers la réconciliation, vers les sourires, les amabilités, pour aboutir presque à des embrassades. En fait, les titistes, grâce à cette attitude opportuniste, ont réussi à développer leur politique d'infiltration dans le camp socialiste malgré leur rôle dans la contre-révolution hongroise.

Le Parti du Travail d'Albanie était opposé à la ligne suivie par le camarade Khrouchtchev et d'autres camarades à l'égard des révisionnistes yougoslaves. Notre parti a poursuivi et développé sa lutte contre les révisionnistes. Nombre d'amis et de camarades, en premier lieu, soviétiques et bulgares, incapables d'attaquer politiquement notre juste ligne, se contentaient d'ironiser. Mais, par leurs contacts amicaux avec les titistes, ils isolaient partout nos représentants.

Nous espérions qu'après le VII^e Congrès yougoslave, même les aveugles — sans parler des marxistes — verraient à qui ils avaient affaire, et comment ils devaient agir. Par malheur, il n'en fut rien. Peu de temps après le VII^e Congrès titiste, la dénonciation du révisionnisme s'émoussa. Les revues théoriques soviétiques parlaient du révisionnisme dans tous les pays du monde, même à Honolulu, mais ne disaient que fort peu de chose de son activité en Yougoslavie. C'était ne pas voir le loup quand on l'a devant soi et s'éloigner sous prétexte de chercher ses traces. On vit lancer les slogans : « Ne parlons plus de Tito et de son groupe pour ne pas nourrir leur vanité [...] Ne parlons plus de Tito et de son groupe : nous faisons du tort au peuple yougoslave [...] Ne parlons pas des renégats titistes : Tito tire parti de nos propos pour mobiliser le peuple yougoslave contre notre camp », etc. Un bon nombre de partis firent leurs ces slogans. Et le P.T.A. ne les suivit pas dans cette voie.

Dans une telle situation, la presse des pays amis n'acceptait d'insérer les articles de collaborateurs albanais que sous condition : il était interdit même de mentionner les communistes yougoslaves. Dans tous les pays de démocratie populaire européens, à l'exception de la Tchécoslovaquie, où les camarades jugèrent, dans l'ensemble, nos actions judicieuses, nos ambassadeurs furent indirectement isolés. Les diplomates des pays amis préféraient converser avec les représentants titistes. Ils détestaient les nôtres et ne voulaient pas les voir.

Les choses en arrivèrent au point que, au mois de mai 1959, le camarade Khrouchtchev fit du silence sur la question yougoslave une condition de sa venue en Albanie à la tête d'une délégation du parti et du gouvernement soviétiques. Les premiers mots du camarade Khrouchtchev, au début des entretiens à Tirana, furent pour avertir l'assistance qu'il ne dirait pas un mot contre les révisionnistes yougoslaves. Personne, du reste, ne l'obligeait à le faire. Mais cette déclaration avait un sens très clair : elle exprimait son désaccord avec le Parti du Travail d'Albanie sur ce point.

Nous avons respecté son désir par courtoisie envers un ami tant qu'il séjournait en Albanie. Nous n'avons pas tenu compte du fait que la presse titiste se réjouissait sans pudeur de cette attitude et ne manquait pas de dire que Khrouchtchev avait cloué le bec aux Albanais. Une telle affirmation ne correspondait pas à la réalité. Le camarade Khrouchtchev ne nous avait pas convaincus. Les titistes s'en aperçurent à leurs dépens après le départ de notre hôte, quand le Parti du Travail d'Albanie cessa d'être lié par les promesses faites à Khrouchtchev : le P.T.A. poursuivait sa marche dans sa propre voie marxiste-léniniste.

Dans ses entretiens avec Vukmanovic Tempo [*Vukmanovic Tempo était, dès le temps de la libération, un des agents yougoslaves chargés d'agir contre l'Albanie. Il était donc grave que Khrouchtchev choisît de lui accorder une interview.*], le camarade Khrouchtchev a jugé nos déclarations inacceptables et notre ton très voisin de celui des Yougoslaves. Nous considérons comme une erreur condamnable les propos du camarade Khrouchtchev tenus à Vukmanovic Tempo, à cet ennemi du marxisme, du camp du socialisme, de l'Albanie.

Nous disons que chacun doit être traité comme il le mérite.

Pour notre part, nous ne sommes pas d'accord avec le ton conciliant de Khrouchtchev à l'égard des révisionnistes. Selon un proverbe de notre peuple : on doit parler durement à l'ennemi et avoir les paroles les plus douces pour ceux qu'on aime.

Certains camarades, dont le jugement sur ce point est faussé, prétendent que nous observons cette attitude à l'égard des titistes parce que nous tenons à porter le drapeau de la lutte contre le révisionnisme, ou parce que nous avons une manière étroite, strictement nationale de considérer ce problème. De ce fait ils nous croient engagés, sinon dans une voie « chauvine » tout au moins dans celle d'un « nationalisme étroit ». Le Parti du Travail d'Albanie juge le révisionnisme yougoslave en fonction des principes marxistes-léninistes. Il le regarde comme le principal danger pour le mouvement communiste international et pour l'unité du camp socialiste. Il le combat en tant que tel.

Mais, tout en étant internationalistes, nous n'en sommes pas moins des communistes d'un pays donné, de l'Albanie. Nous, militants albanais, nous ne nous considérerions pas comme des communistes si nous ne défendions pas avec ténacité la liberté de notre patrie contre les complots de la clique révisionniste de Tito et contre ses visées conquérantes sur l'Albanie. Le monde a désormais connaissance de ces plans criminels. Faudrait-il donc que nous, communistes albanais, laissions notre pays devenir la proie de Tito, des Américains, des Grecs ou des Italiens ?

D'autres nous conseillent de ne pas nous en prendre aux Yougoslaves : « Que craignez-vous, nous dit-on, vous avez la protection de l'Union soviétique. » Nous avons dit à ces camarades que nous ne craignons ni les trotskystes yougoslaves, ni personne au monde. Nous répétons que l'Union soviétique nous a toujours défendus. Mais nous sommes marxistes-léninistes. Et nous continuerons, sans jamais fléchir, notre lutte contre les impérialistes et les révisionnistes jusqu'à leur liquidation. Car, pour être protégé par l'Union soviétique, il faut d'abord être capable de se défendre soi-même.

Les Yougoslaves nous accusent d'être « chauvins », de nous « ingérer dans leurs affaires intérieures » et de « rechercher une rectification de frontière avec la Yougoslavie ». Nombre de nos amis laissent entendre que nous, communistes albanais, nous pourrions bien nourrir cette arrière-pensée. Nous leur affirmons qu'ils se trompent lourdement. Nous ne sommes pas chauvins. Nous ne demandons aucune rectification de frontière. Mais nous inviterons toujours les titistes à mettre fin à leur crime de génocide contre la minorité albanaise de la Kossovë, à la terreur blanche contre les Albanais de ces régions, à leur expulsion et à leur envoi en masse en Turquie. Nous demandons que, conformément à la constitution de la république populaire de Yougoslavie, la minorité albanaise se voie reconnaître ses droits. Et nous dénoncerons sans faiblesse les Yougoslaves sur tous ces points. Cette attitude est-elle chauvine ou marxiste. ?

C'est là notre position. Mais, si les titistes parlent de coexistence, de paix, de rapports de bon voisinage, et s'ils organisent, en même temps, des complots, s'ils mettent sur pied en Yougoslavie des bandes de mercenaires et de fascistes pour violer nos frontières, s'ils entreprennent, de concert avec la Grèce monarcho-fasciste, de démembrer notre Albanie socialiste, alors notre peuple se dressera les armes à la main. Mais aussi se dresseront, les armes à la main, un million d'Albanais qui vivent en servitude sous la loi de Tito. Il n'y a rien là que de marxiste. Et telle est la riposte que s'attirerait toute agression. Le Parti du Travail ne permet à personne de jouer avec les droits du peuple albanais.

Nous n'intervenons pas dans les affaires intérieures d'autrui. Mais l'atténuation de la lutte contre les révisionnistes yougoslaves aboutit à une telle situation que, dans un pays ami comme la Bulgarie, on publie une carte des Balkans où l'Albanie est englobée à l'intérieur des frontières de la Yougoslavie. Nous ne pouvons nous taire. Ce fait, nous dit-on, est imputable à une erreur technique d'un employé. Mais comment se fait-il que rien de tel ne se soit produit auparavant ?

Ce n'est d'ailleurs pas là un cas isolé. A un meeting à Sermska Ntrovica, le bandit Rankovic s'en est pris, comme d'habitude, à l'Albanie la qualifiant d'« enfer où règnent les barbelés et les bottes des

gardes-frontières ». Il a osé prétendre que la démocratie des néo-fascistes italiens est plus avancée que la nôtre.

Les propos de Rankovic ne seraient d'aucune importance pour nous s'ils n'avaient été écoutés avec la plus grande sérénité, sans la moindre protestation par l'ambassadeur soviétique et l'ambassadeur bulgare à Belgrade. Ces derniers assistaient à ce meeting. Nous avons, pour notre part, protesté amicalement contre cette attitude auprès des comités centraux du parti communiste d'Union soviétique et du parti communiste de Bulgarie.

Le camarade Jivkov [*Premier secrétaire du parti communiste de Bulgarie.*], dans sa réponse à la lettre du Comité central du Parti du Travail d'Albanie a eu le front de rejeter notre protestation. Il a osé définir le discours du bandit Rankovic comme positif. Nous n'aurions jamais pu imaginer que le premier secrétaire du Comité central du parti communiste de Bulgarie qualifierait de « positif » le discours d'un bandit comme Rankovic et ses insultes dirigées contre l'Albanie socialiste, décrite comme un « enfer ». Nous rejetons avec mépris cet outrage intolérable qui nous est fait par le premier secrétaire du Comité central du parti communiste de Bulgarie et nous sommes pleinement convaincus que le parti communiste et l'héroïque peuple bulgares se révolteraient s'ils apprenaient la vérité. Quand des fautes aussi sérieuses sont commises par des membres d'un même camp envers d'autres, la situation est grave.

Nous ne pouvons en aucune façon être d'accord avec le camarade Khrouchtchev. Et nous avons protesté auprès de lui, en temps utile, contre les entretiens qu'il a eus avec Sophocle Vénizelos, à propos de la minorité grecque d'Albanie. Le camarade Khrouchtchev sait bien ce que signifient les frontières de l'Albanie. Quiconque les touche est un agresseur et devra affronter le peuple albanais. Le camarade Khrouchtchev a commis une sérieuse erreur en disant à Vénizelos qu'il avait « vu à Korçë des Grecs et des Albanais travaillant côte à côte comme des frères ». Il n'existe pas à Korçë la moindre minorité grecque. En revanche, ce qui existe, ce sont les convoitises séculaires des Grecs sur la région de Korçë, comme sur toute l'Albanie. Il y a une toute petite minorité grecque à Gjirokastër. Le camarade Khrouchtchev sait bien que tous les droits de cette minorité sont reconnus y compris l'usage de la langue grecque. Elle a ses églises, ses écoles. En fait, ses membres jouissent exactement des mêmes droits que tous les autres citoyens albanais.

Tout le monde connaît les revendications des Grecs. Et notamment celles que formule Sophocle Vénizelos. Il marche sur les traces de son père, Eleutherios Vénizelos, cet assassin des Albanais, incendiaire des régions albanaises du Sud, le chauvin grec le plus enragé et père de l'appel à la « Grande Grèce », auteur du démembrement de l'Albanie et partisan de son annexion sous le couvert du slogan de l'autonomie. Le camarade Khrouchtchev connaît bien l'attitude du Parti du Travail, du gouvernement et du peuple albanais sur cette question. Dans ces conditions, il est inadmissible de ne pas donner la réponse qu'il mérite à cet agent anglais, à ce chauvin, à cet ennemi du communisme et de l'Albanie. Et il est blâmable de lui dire qu'on transmettra ses vœux aux camarades albanais.

Nous avons donné, camarade Khrouchtchev, notre réponse à Sophocle Vénizelos. Et nous pensons qu'il en aura pris connaissance par la presse. Nous n'avons aucune objection à ce que vous meniez votre politique avec Sophocle Vénizelos, mais à condition que vous ne le fassiez pas en jouant avec nos frontières et avec nos droits. Nous ne le permettrons jamais à personne. Et, sur ce point, nous ne sommes pas nationalistes, mais internationalistes.

Quelqu'un pourra considérer mes propos comme déplacés, comme insuffisants dans une telle réunion. Il ne me serait pas difficile de composer un discours au ton prétendu théorique, d'aligner des phrases et des citations de caractère général, de vous faire plaisir et de passer mon tour.

Mais le Parti du Travail d'Albanie se refuse à agir ainsi. Quelqu'un pensera peut-être que mes propos constituent des attaques contre lui. Mais ce sont là des critiques qui ont été faites par la voie normale, en lieu et en temps voulus, conformément aux normes léninistes. Et, devant les erreurs qui s'aggravent,

ce serait une faute que de se taire : les prises de position et les actes de la pratique confirment, enrichissent et créent la théorie.

Comme on eut tôt fait d'organiser la Conférence de Bucarest et de blâmer le parti communiste de Chine pour son « dogmatisme » ! Pourquoi n'a-t-on pas organisé aussi rapidement une conférence pour dénoncer le révisionnisme ?

Serait-il totalement démasqué, comme le prétendent les camarades soviétiques ? Aucunement. Le révisionnisme continue d'être le principal danger. Le révisionnisme yougoslave n'est pas liquidé et notre comportement à son égard lui laisse un vaste champ d'action sur tous les terrains.

Et dans les autres partis, n'y aurait-il aucun signe inquiétant de révisionnisme moderne ? Qui le nie ne fait que fermer les yeux devant ce péril. Il risque, un beau matin, d'avoir de mauvaises surprises. Nous sommes marxistes. Il nous faut analyser notre travail comme l'enseignait Lénine et comme il le faisait lui-même en pratique. Il ne redoutait pas les erreurs. Il les regardait en face et les corrigeait. C'est ainsi que se sont formés les militants bolcheviques et ceux de nos partis.

Que se passe-t-il dans nos rangs depuis le XX^e Congrès ? Le camarade Souslov est très optimiste à cet égard. Il l'a bien montré à la commission réunie au mois d'octobre dernier quand il accusait le camarade Hysni Kapo, délégué du Parti du Travail d'Albanie, d'entretenir une vision pessimiste des événements. Nous, communistes albanais, nous n'avons pas été pessimistes même quand notre Parti et notre peuple traversaient les heures les plus sombres de leur histoire. Nous ne le deviendrons jamais. Mais nous entendons rester réalistes.

On parle beaucoup de notre unité. Elle est nécessaire et nous devons tout mettre en œuvre pour la renforcer. Mais, en fait, sur beaucoup d'importantes questions de principe, cette unité n'existe pas.

Le Parti du Travail d'Albanie estime que la situation doit être examinée à la lumière d'une analyse marxiste-léniniste. Les erreurs doivent être corrigées. Prenons la question de la critique dirigée contre Staline et son œuvre. Notre parti marxiste-léniniste est pleinement conscient que le culte de la personnalité est une manifestation étrangère au socialisme et néfaste pour nos partis, pour le mouvement communiste lui-même. Les partis doivent empêcher le développement du culte de la personnalité parce qu'il freine l'activité des masses, nie leur rôle et s'oppose au développement de la vie même du parti et aux lois qui la régissent. Mais ils doivent surtout de toutes leurs forces pour extirper ce culte dès qu'il commence à se manifester ou lorsqu'il est déjà apparu dans un pays. Dans cette optique, nous sommes pleinement d'accord pour critiquer le culte de la personnalité de Staline comme une manifestation néfaste dans la vie du Parti. A notre avis le XX^e Congrès — et en particulier le rapport secret du camarade Khrouchtchev — n'a pas posé la question du camarade Staline de façon correcte et objective, dans un esprit marxiste-léniniste.

A cet égard, Staline a été gravement et injustement condamné par le camarade Khrouchtchev et par le XX^e Congrès. Le camarade Staline et son activité n'appartiennent pas seulement au parti communiste de l'Union soviétique et aux peuples soviétiques, mais à nous tous. Le camarade Khrouchtchev a précisé à Bucarest que les divergences actuelles n'opposent pas le parti communiste de l'Union soviétique et le parti communiste de Chine, mais le parti communiste de Chine et le communisme international. Il se complait à dire que les décisions du XX^e et du XXI^e Congrès ont été adoptées par tous les partis communistes et ouvriers du monde. Il aurait dû aller plus loin dans le même sens, et faire juger les actes de Staline, en toute conscience, par les partis communistes et ouvriers du monde entier.

Il ne peut y avoir deux poids et deux mesures sur ces questions. Alors, pourquoi le camarade Staline a-t-il été condamné au XX^e Congrès, sans que les autres partis communistes et ouvriers du monde entier aient été préalablement consultés ? Comment l'anathème a-t-il été soudainement jeté sur Staline devant les partis communistes et ouvriers du monde entier ? Bien des partis frères n'ont appris cette

dénonciation qu'après l'intervention des impérialistes qui donnaient la plus large diffusion au rapport secret du camarade Khrouchtchev !

Le monde communiste sévit impose par le camarade Khrouchtchev la condamnation du camarade Staline. Que pouvaient bien faire nos Partis dans ces conditions, quand, subitement, usant de la grande autorité de l'Union soviétique, on leur imposait ainsi, en bloc, une pareille attitude ?

Le Parti du Travail d'Albanie se trouvait ainsi devant un grand dilemme. Il n'a pas approuvé et il n'approuvera jamais la condamnation du camarade Staline, la méthode et les formes utilisées par le camarade Khrouchtchev. Notre Parti souscrivit globalement aux formulations du XX^e Congrès sur cette question. Mais il s'en tint strictement aux limitations fixées par ce congrès. Il ne s'inclina pas devant le chantage et l'intimidation dirigés du dehors contre notre pays. Sur la question de Staline, le Parti du Travail d'Albanie se montrait réaliste. Il se montrait juste et reconnaissant à l'égard de ce glorieux marxiste : de son vivant, personne n'eut la « bravoure » de le critiquer. Et on le couvre de boue après sa mort.

Il s'est créé une situation intolérable. Toute une époque glorieuse de l'Union soviétique est ainsi privée de tête, de guide. Or c'est le temps qui vit bâtir le premier État socialiste au monde, l'Union soviétique se renforcer, venir à bout de complots impérialistes, écraser les trotskystes, les boukhariniens et les koulaks en tant que classe, mettre triomphalement sur pied son industrie lourde et collectiviser son agriculture. En un mot, c'est la période où l'Union soviétique devint une puissance colossale, et construisit victorieusement le socialisme, et, durant la Seconde Guerre mondiale, se battit avec un héroïsme légendaire. Elle écrasa le fascisme et libéra les peuples. C'est cette période qui vit se créer le puissant camp socialiste.

Le Parti du Travail d'Albanie estime qu'il n'est ni juste, ni naturel ni marxiste que de toute cette époque soient effacés le nom et la grandeur de Staline, ni que cette période historique de l'Union soviétique soit ainsi privée de tête. L'œuvre féconde de Staline, il nous incombe à tous de la sauvegarder. Qui ne la défend pas est un opportuniste et un lâche.

Le camarade Staline, par son rôle personnel et comme dirigeant du parti communiste bolchevique, fut également le guide le plus sûr du communisme international après la mort de Lénine. Il exerça une influence très positive, avec la plus grande autorité, sur la consolidation et le développement des conquêtes du communisme dans le monde entier. Toutes les œuvres théoriques du camarade Staline sont un ardent témoignage de sa fidélité à son maître Lénine et au léninisme.

Staline lutta pour les droits de la classe ouvrière et des travailleurs dans le monde entier. Il combattit avec ténacité pour la liberté des peuples de nos pays de démocratie populaire.

Ne fût-ce que sous ces aspects, Staline appartient au monde communiste tout entier, et pas seulement aux communistes d'Union soviétique. Il appartient à tous les travailleurs du monde, et pas seulement aux travailleurs soviétiques. Si le camarade Khrouchtchev et avec lui les camarades soviétiques avaient étudié la question de Staline dans cet esprit, ils auraient évité de commettre de grandes erreurs.

Ils ont considéré la question de Staline superficiellement et du seul point de vue intérieur à l'Union soviétique. Mais, de l'avis du Parti du Travail d'Albanie, ils ont, même dans cette perspective, abordé le problème sous un seul de ses aspects. Ils n'ont vu que les erreurs de Staline.

Ils ont presque totalement ignoré son immense activité, sa contribution au renforcement de l'Union soviétique, à la formation du parti communiste soviétique, à la mise sur pied de l'économie et de l'industrie soviétiques, de l'agriculture kolkhozienne, à la conduite du peuple soviétique vers les grandes luttes victorieuses contre le fascisme allemand.

Staline a-t-il commis des erreurs ? Certainement oui. Il était inévitable qu'une si longue période, peuplée d'actes héroïques, de combats, de victoires, comportât aussi des erreurs. Non seulement celles de Staline personnellement, mais aussi celles de la direction, en tant qu'organe collectif. Est-il un parti ou un dirigeant qui se considère comme infaillible dans son travail ? Lorsque des critiques sont soulevées à l'égard de la direction soviétique actuelle, ces camarades nous conseillent de regarder vers l'avenir, de ne pas revenir sur le passé et de mettre un terme à la polémique. Mais lorsqu'il s'agit de Staline, non seulement ils ne regardent pas en avant, mais ils reviennent en arrière, très en arrière, pour ne fouiller que dans les faiblesses de l'œuvre de Staline.

Le culte de la personnalité de Staline devait certes être critiqué. Mais a-t-on raison de dire que Staline était lui-même l'artisan de ce culte ? Celui-ci devait certes être réprouvé, mais, pour cela, était-il nécessaire et juste que quiconque mentionne le nom de Staline soit immédiatement mis à l'index et montré du doigt ? Que quiconque fait une citation de Staline soit regardé de travers ? Certains firent assaut de zèle pour briser les statues de Staline et appeler d'un autre nom les villes qui portaient le sien. Est-il besoin d'en raconter plus long ?

A Bucarest, le camarade Khrouchtchev dit aux camarades chinois : « Vous vous accrochez à un cheval mort. Si vous en avez envie, vous pouvez même venir prendre ses restes. » Et ces propos faisaient allusion à Staline.

Le Parti du Travail d'Albanie déclare solennellement qu'il est opposé à ces actes et à ces jugements dirigés contre l'œuvre et la personne de Joseph Staline.

Mais pourquoi, camarades soviétiques, ces questions ont-elles été posées de cette manière et sous des formes inacceptables ?

Il était possible de montrer et de corriger les erreurs de Staline et celles de la direction, sans susciter, pour autant, un tel choc que seuls leur sens de la discipline et l'autorité de l'Union soviétique retinrent les communistes du monde entier d'élever vigoureusement la voix.

Le camarade Mikoyan nous a dit : « Nous n'osions pas critiquer le camarade Staline de son vivant car il nous aurait supprimés ». Nous sommes certains que le camarade Khrouchtchev ne nous fera rien de tel si nous lui adressons de justes critiques. Le XX^e Congrès fut suivi d'une série de faits importants. Ce furent d'abord les événements que l'on sait en Pologne, la contre-révolution en Hongrie. Ensuite le système soviétique commença à être mis en cause. De nombreux partis communistes et ouvriers furent en proie au désarroi. Et voici cette dernière secousse.

Nous demandons qu'on éclaircisse pourquoi de telles erreurs se sont produites dans le mouvement communiste international, dans notre camp, après le XX^e Congrès. Serait-ce parce que la direction du Parti du Travail d'Albanie est « sectaire, dogmatique et pessimiste » ? Une telle situation doit être le centre de toutes nos préoccupations. Nous devons déceler l'origine de la maladie et trouver le remède. Assurément elle ne peut être guérie en tapotant l'épaule du renégat Tito, ou en affirmant dans la Déclaration que le révisionnisme moderne est définitivement liquidé, comme le prétendent les camarades soviétiques.

VI

L'autorité du léninisme demeure déterminante. Elle doit être instaurée de manière à, balayer partout toutes les conceptions erronées. Pour les communistes il n'est pas d'autre voie... A notre sens les communistes doivent renforcer leur unité marxiste, mais sans nourrir au fond de leur cœur ni antipathies, ni préférences malsaines, ni rancunes. Un communiste dit ouvertement ce qu'il a sur le cœur. Et toute question est alors réglée dans de bonnes conditions.

Il se peut que la position de notre petit parti ne soit pas du goût de certains. Il se peut que notre petit parti soit isolé, que des pressions économiques soient exercées sur notre pays pour démontrer à notre peuple l'« incapacité » de ceux qui le guident. Il se peut qu'il soit l'objet d'attaques. Et il l'est en fait. Mihail Souslov compare, en effet, le Parti du Travail d'Albanie aux partis bourgeois et ses dirigeants à Kerensky. Voilà qui ne nous effraye pas. Nous sommes habitués à ces attitudes à notre égard. Rankovic n'a rien dit de plus sur le Parti du Travail d'Albanie. Tito nous a traités de Goebbels. Nous n'en demeurons pas moins des léninistes. Ce sont eux qui sont des trotskystes, des traîtres, des valets, des agents de l'impérialisme.

Nous n'avons jamais été hypocrites et nous ne le serons jamais. Le parti communiste de l'Union soviétique nous conservera son amitié en dépit de nos sévères critiques — et même si nous nous trompons. Quoi qu'il en soit, le parti communiste de l'Union soviétique et les partis communistes et ouvriers du monde ne nous blâmeront pas de notre franchise ! Nous ne disons pas de mal des gens derrière leur dos.

Camarades,

Il convient de supprimer de la **Déclaration** le paragraphe qui fait état de l'activité fractionnelle et de l'esprit de groupe au sein du mouvement communiste international. Comme nous l'avons expliqué à la réunion de la commission, ce paragraphe ne sert pas l'unité. Au contraire, il la sape. Nous sommes également d'avis qu'il convient de supprimer les passages faisant état de l'élimination des conséquences néfastes du culte de la personnalité ou d'y ajouter les mots « qui se manifestaient dans plusieurs partis » — ce qui correspond mieux à la réalité.

Je veux ménager le temps de la conférence. Notre délégation présentera ses observations concrètes lorsque sera examiné le projet même de Déclaration.

Il serait très salutaire que, dans cette conférence, nous regardions nos erreurs en face. Il faut panser nos blessures partout où elles apparaissent : elles risquent de s'envenimer et de devenir dangereuses. Nous ne nous considérerons pas comme offensés par les critiques que nous feront les camarades quand celles-ci seront justes et fondées sur des faits.

Mais nous n'accepterons jamais d'être traités gratuitement de « dogmatiques », de « sectaires », de « nationalistes étroits » pour la seule raison que nous luttons opiniâtrement contre le révisionnisme moderne, et en particulier contre le révisionnisme yougoslave. Si quelqu'un considère cette lutte comme du dogmatisme ou du sectarisme, nous lui conseillerons d'ôter ses lunettes révisionnistes pour voir clair.

Cette conférence restera dans l'histoire. Elle se rangera dans la tradition des conférences léninistes organisées par le parti bolchevique pour dénoncer et extirper les points de vue erronés, pour renforcer et cimenter l'unité de notre mouvement communiste et ouvrier international sur la base du marxisme-léninisme.

Notre Parti du Travail continuera de lutter résolument pour souder notre unité et nos liens fraternels et renforcer l'action commune des partis communistes et ouvriers. C'est là que se trouve, pour la cause de la paix et du socialisme, la garantie de la victoire. L'unité du camp socialiste, avec l'Union soviétique à sa tête, l'unité du mouvement communiste et ouvrier international autour du glorieux parti communiste de l'Union soviétique, est notre bien le plus irremplaçable. Notre Parti la renforcera de jour en jour.

La bataille de la classe ouvrière dans les pays révisionnistes

Article paru sans nom d'auteur dans le *Zër i Popullit* (organe du P.T.A.) le 24 mars 1968 sous le titre : « La classe ouvrière des pays révisionnistes doit livrer bataille pour rétablir la dictature du prolétariat. » Cet article paraît ici pour la première fois sous la signature d'Enver Hoxha, avec son accord.

Le développement impétueux de la révolutionnarisation idéologique a très vite permis aux dirigeants albanais de vérifier d'importantes hypothèses sur la nature et les causes du révisionnisme. La lutte menée victorieusement contre ce danger, l'efficacité des mesures prises contre lui confirmaient, dans la pratique, qu'Enver Hoxha avait justement analysé les déviations bureaucratiques dont peut naître le révisionnisme. A partir de 1968, l'analyse albanaise de la dégénérescence du P.C.U.S. et de ses alliés sera encore plus complète. Enver Hoxha et le Parti du Travail se montreront plus assurés, plus convaincus de connaître les méthodes appropriées pour triompher du révisionnisme.

I

La classe ouvrière des pays révisionnistes doit livrer bataille et rétablir la dictature du prolétariat. Dans tous les pays où les révisionnistes sont au pouvoir, la dictature du prolétariat est détruite et remplacée par la dictature de la bourgeoisie. Le régime socialiste cède la place au régime capitaliste. Le parti du prolétariat — qui a dégénéré de l'intérieur — ne sert qu'à paralyser la critique et la révolte de la classe ouvrière et des masses laborieuses. La vigilance et la violence nécessaires des travailleurs contre les ennemis de classe font peur aux révisionnistes. Elles sont l'unique force qui peut les abattre, le seul remède possible à la catastrophe qui s'est abattue sur le socialisme et le communisme dans les pays où dominent les révisionnistes. Compte tenu de la marche vertigineuse des événements, tout autre chemin ne peut mener à rien de positif pour la dictature du prolétariat. Il conduirait à une solution de compromis toute provisoire et dangereuse pour l'avenir du socialisme.

Seule la classe ouvrière à la tête des masses, avec son véritable parti marxiste-léniniste à sa tête, avec la violence de la révolution armée, peut et doit enterrer la trahison des révisionnistes.

Tous les États où les révisionnistes sont au pouvoir, sans aucune exception, se sont transformés en pays capitalistes ou avancent à pas rapides dans cette voie. Il n'existe, sur ce point, aucune différence entre leur avant-garde — Yougoslavie, Union soviétique, Hongrie, Tchécoslovaquie, Pologne, etc. — et ceux qui dissimulent sous des masques divers leur ligne antimarxiste.

La question essentielle, pour les cliques de traîtres révisionnistes qui sont au pouvoir, consiste à trouver les formes les plus sûres pour en venir à restaurer le capitalisme, le renforcer, l'implanter durablement, sans éveiller la vigilance de la classe ouvrière et des couches laborieuses. Il s'agit, pour eux, d'éviter les troubles jusqu'au moment où ils seront capables, en fin de compte, d'écraser la révolution lorsqu'elle éclatera. Chacun des deux adversaires lutte pour gagner l'autre de vitesse.

Les révisionnistes sont aussi confrontés à un autre problème. Au cours de sa marche vers la restauration du capitalisme, la clique au pouvoir dans chaque pays multiplie les efforts pour s'affranchir de la tutelle de l'État le plus fort, mais aussi pour obtenir son aide d'une manière habituelle. Et cette dernière tendance se renforcera encore lorsqu'ils sentiront que leurs positions s'affaibliront. La recherche de ces deux objectifs contradictoires amène telle ou telle clique à dépendre plus ou moins de telle ou telle autre. Elle conduit la plus importante d'entre elles à canaliser les divers courants et à tenter de les mettre au service de ses intérêts de grande puissance. Chacun peut voir que, jusqu'à présent, elle n'a pas remporté un succès complet. Enfin, ces cliques recherchent soigneusement tous les moyens qui leur permettent de mieux se dissimuler pour agir et combattre masquées. Certaines sont parvenues à un stade beaucoup plus avancé. Il leur est beaucoup moins nécessaire qu'aux autres de cacher leur vrai visage. Ces pionniers sont utilisés par les forces capitalistes qui mettent en avant

ces cliques révisionnistes pour encourager les autres à accélérer l'évolution. Elles sont aussi utilisées pour briser la résistance de cliques révisionnistes qui sont contraintes à freiner le mouvement par peur de la révolution prolétarienne.

Les révisionnistes cherchent à cacher la nature de tous les actes contre-révolutionnaires auxquels ils se livrent pour s'emparer du pouvoir. Ils multiplient les efforts pour le consolider, *en inculquant dans l'esprit de la classe ouvrière l'illusion selon laquelle son parti « marxiste-léniniste » est au pouvoir et dirige toute cette évolution sur la « véritable voie du socialisme et du communisme »*. C'est le moyen le plus efficace qu'emploient les révisionnistes pour éviter les coups décisifs du prolétariat. *Ils s'efforcent donc de faire croire à la classe ouvrière que toute critique, toute opposition, toute révolte contre leur politique révisionniste sont autant de déviations antimarxistes, de crimes contre le léninisme, contre le socialisme, contre le parti communiste.*

Les révisionnistes dispensent cet opium au moyen de la presse et d'une propagande montée de toutes pièces. Ils le diffusent en dépouillant la théorie et la pratique du Parti de toute caractéristique révolutionnaire et en donnant une interprétation prétendument marxiste de toutes leurs actions politiques, économiques et administratives — entreprises en fait, dans le but de restaurer le capitalisme. Les révisionnistes utilisent également cette présentation mensongère de leur politique étrangère, de leurs liens, de leurs alliances, de leurs tractations avec les pays capitalistes, pour émusser la vigilance des masses laborieuses de leur pays.

Pour mettre en oeuvre toutes ces ruses, les révisionnistes font appel à la nouvelle classe corrompue des bureaucrates qui en imposent à la classe ouvrière et aux masses, par la force de leur pouvoir, par leur ancienneté dans le service du Parti et de l'État, par leur poitrine couverte de décorations, mais où ne bat plus un coeur révolutionnaire. Ainsi, ils créent dans la classe ouvrière l'impression « que tant de braves gens ne peuvent pas trahir le parti, le prolétariat et le socialisme ».

Nous devons tirer certains enseignements de cette contre-révolution révisionniste.

II

1. — La Hongrie

Le capitalisme mondial, son officine titiste et la bourgeoisie locale ont déclenché trop tôt la contre-révolution armée contre la dictature du prolétariat et le Parti des Travailleurs de Hongrie : ils tiraient leur confiance de la montée au pouvoir du révisionnisme khrouchtchévien. Mais celui-ci n'avait pas encore consolidé ses positions. Pourtant, sur un point, les révisionnistes avaient raison : la Hongrie était bien le maillon le plus faible de la chaîne des pays socialistes. Le parti de Rakosi fondit comme neige au soleil. Cependant le capitalisme mondial et le titisme avaient commis une erreur dans leur analyse : ils n'avaient pas calculé que les positions du traître Khrouchtchev étaient encore trop instables pour qu'il pût éviter, malgré ses hésitations, de faire intervenir les tanks. Toute autre attitude l'aurait amené à se démasquer. Et sa politique de trahison aurait pu être compromise.

La contre-révolution hongroise a cependant eu le temps d'attirer l'attention sur plusieurs points :

A — La contre-révolution hongroise a commencé sous l'impulsion de certains intellectuels et étudiants. Ces couches instables n'étaient pas sous l'influence d'un véritable parti marxiste-léniniste. Elles devinrent donc l'armée de réserve disponible pour une attaque contre-révolutionnaire sous la direction de la bourgeoisie. Les écrivains hongrois étaient à l'avant-garde de cette contre-révolution.

B — La classe ouvrière hongroise, et en particulier celle de Budapest, malgré les traditions héritées de la révolution prolétarienne en 1919, ne sut pas défendre son pouvoir et ses conquêtes. Bien au contraire, notamment à Budapest, bon nombre de travailleurs ont œuvré en faveur des contre-révolutionnaires. Elle est donc devenue, à son tour, une force de réserve pour la réaction. En d'autres

termes, le travail du parti de Rakosi était resté superficiel. La classe ouvrière ne le reconnaissait pas entièrement comme son guide. Voilà où était le mal le plus profond et le plus dangereux.

C — En quelques jours, la contre-révolution liquidait entièrement le parti de Rakosi, tandis que le contre-révolutionnaire Janos Kadar publiait le décret de sa dissolution officielle.

D — Pendant les quelques jours de la contre-révolution en Hongrie, on vit apparaître sur la scène, comme des champignons après la pluie, plusieurs partis bourgeois, capitalistes, fascistes.

Ainsi, la contre-révolution hongroise fut écrasée par les tanks soviétiques au prix d'une répression armée qui ne saurait se répéter. Mais le traître — qui avait liquidé le parti conformément au *diktat* des révisionnistes khrouchtchéviens — ne devait pas en rester là. Il fondait un prétendu nouveau parti « marxiste-léniniste », en fait un parti révisionniste hongrois encore pire que celui de Rakosi.

La contre-révolution hongroise fut donc écrasée par des contre-révolutionnaires. Par conséquent, les deux frères ennemis, les deux groupes de comploteurs devaient nécessairement se rencontrer pour édifier « leur Hongrie » et restaurer le capitalisme. C'est bien ce qu'ils sont en train de faire : la réaction hongroise a compris cette dure leçon. Après avoir payé de son sang un excès de hâte, elle introduit désormais tranquillement ses propres réformes qui mènent à la transformation radicale d'un pays socialiste en État bourgeois. Elle agit maintenant sans se soucier des forces et des tanks soviétiques stationnés en Hongrie.

Cette fois, la bourgeoisie hongroise fait son métier sous la protection des tanks khrouchtchéviens. Cette classe, ennemie de la classe ouvrière, met le prolétariat en veilleuse et lui forge de nouvelles chaînes, sous le masque et le « drapeau du Parti ». Elle a pour avant-garde son intelligentsia contre-révolutionnaire, avec ses deux générations : celle d'hier et celle d'aujourd'hui. Et elle réalise une entière unité de pensée et d'action entre ces deux ailes d'une même couche sociale : les vieux révisionnistes de type traditionnel et les révisionnistes de genre nouveau.

2. — La Pologne

En 1956, comme en Hongrie, de sanglantes manifestations éclatèrent à Posnan. Elles furent réprimées par les tanks. Cette fois, ceux-ci étaient polonais et non pas soviétiques. L'Église et la réaction avaient trempé dans l'affaire polonaise. Khrouchtchev eut peur de voir ce pays se détacher de l'Union soviétique. Il menaça d'envoyer ses blindés à Varsovie. Mais Gomulka résista. Et Khrouchtchev, bon gré, mal gré, dut prendre ce refus avec le sourire et embrasser le « fasciste Gomulka », comme il l'appelait quand celui-ci avait le dos tourné.

Aujourd'hui les événements de Pologne se déroulent autrement. Ils ont pris une autre tournure caractéristique des pays révisionnistes. Des manifestations, des bagarres sanglantes ont commencé. Elles mettent aux prises la police de Gomulka et les écrivains, l'intelligentsia, les étudiants qui ont pour mot d'ordre : « liberté », ou « démocratie complète », ou encore « libéralisme ».

Cette fois les contre-révolutionnaires polonais se sont dressés contre d'autres contre-révolutionnaires, les révisionnistes gomulkiens. Ils choisissent la solidarité avec les contre-révolutionnaires tchécoslovaques. L'intelligentsia réactionnaire locale, dominée par le capitalisme international, le clergé et le sionisme, n'est pas contente de la clique révisionniste de Gomulka. Elle la liquidera comme la nouvelle clique slovaque de Dubcek liquida l'ancienne clique de Novotny dont nous parlerons plus loin. Toutefois, comme en Hongrie, l'intelligentsia réactionnaire et les étudiants sont à la pointe des revendications. Le Parti est tombé en ruine. Pour le moment, les organes du pouvoir politique sont au service de la clique de Gomulka. La classe ouvrière ne réagit pas. Elle ne descend pas dans la rue pour procéder à l'épuration nécessaire.

La clique de Gomulka sera-t-elle en mesure de briser la vague qui se lève ? Peu importe. Ce qui compte, c'est la dernière vague qui balayera de Pologne tous les traîtres connus ou camouflés : c'est la révolution prolétarienne de la classe ouvrière polonaise guidée par le parti communiste de Pologne (marxiste-léniniste).

3. — La Tchécoslovaquie

Les révisionnistes de Moscou la proclamaient « le bastion le plus fidèle ». Ils voyaient, en Antonin Novotny l'homme le plus proche d'eux-mêmes, « le plus sérieux et le plus respecté » du clan révisionniste après les Soviétiques. Mais cette situation, comme nous l'avions prévu, ne les a menés nulle part. Certes Novotny et sa clique étaient les agents dévoués des khrouchtchéviens, mais ils n'ont pas réussi à appliquer les ordres de leurs maîtres. En fait le vieux canasson des Soviétiques — Antonin Novotny — s'est noyé dans le marais révisionniste qu'il a lui-même créé. Et l'autre cheval, celui qui l'a remplacé, c'est-à-dire Dubcek, a pris le mors aux dents. Il galope maintenant vers les « prairies » occidentales où l'attendent les capitalistes français et ouest-allemands tout heureux à l'idée de reprendre l'histoire au point où l'avaient laissée leurs sinistres agents Masaryk, Benès, Tiszo, Hacha, etc.

Comment se déroule la nouvelle contre-révolution en Tchécoslovaquie ? Ouvertement contre Antonin Novotny et sa clique, donc contre le joug révisionniste soviétique. On avance sans se cacher vers le capitalisme (que ce soit dans le cadre du parti unique ou d'un système à plusieurs partis), vers un régime de capitalisme d'État et vers la liquidation ouverte de la dictature du prolétariat, que ce soit dans le système économique, dans l'enseignement ou dans la culture.

On préconise publiquement, au-delà de la coexistence, des liens solides avec les capitalistes occidentaux. On va s'incliner sur les tombes des Masaryk, père et fils, sur la tombe de Benès. Tous sont en passe d'être réhabilités à grand bruit, même les fascistes. Et tous sont qualifiés d'« éminentes personnalités », victimes de la « terreur stalinienne », et d'une politique erronée, menée par la clique de Novotny, mais aussi par Gottwald, donc par le parti communiste tchécoslovaque. Et bien sûr « par Staline, par le Komintern ».

Bref, la Tchécoslovaquie marche rapidement, sans trop de ruse, ni de démagogie, vers le capitalisme, vers la restauration complète — politique, idéologique, économique et étatique — de la République bourgeoise.

Avec quels moyens et sous quelles formes se produit cette évolution ? Il n'est pas possible de la comprendre sans la rattacher à toutes les transformations qui s'opèrent dans la bande révisionniste. Elle est la conséquence des contradictions profondes qui déchirent le camp révisionniste, considéré dans son ensemble, comme la clique propre à chaque pays considéré isolément et qui opposent aussi les uns aux autres les différents États. Ainsi donc l'évolution de la Tchécoslovaquie vers une véritable désintégration n'a rien d'extraordinaire. Elle est absolument normale. Il ne faut pas s'étonner, non plus, que les révisionnistes agissent franchement. Ce fait s'explique de deux manières : d'abord une partie du peuple, voire la classe ouvrière elle-même, est préparée à cette origine « libérale », comme l'appellent les révisionnistes. Ceux-ci pensent que le communisme a été, en Tchécoslovaquie une simple façade, un incident de parcours, et le parti communiste tchécoslovaque, depuis la libération, n'a pas travaillé sur des bases solides. Il n'a, en fait, que faiblement agi sur la nature de classe, les tendances politiques, l'idéologie d'une partie du peuple. Même sous le régime socialiste, les sentiments bourgeois se conservaient et se développaient activement.

D'autre part, la nouvelle évolution tchécoslovaque vers le capitalisme prouve l'affaiblissement continu du révisionnisme soviétique tombé dans le grand marais qu'il a lui-même créé. Du coup, il n'est plus en état de menacer ses adversaires ni politiquement, ni économiquement, ni même militairement. *[En fin de compte, l'intervention militaire du révisionnisme soviétique a eu lieu. Mais sans affrontement militaire avec l'armée tchécoslovaque et sans que Dubcek et les siens osassent distribuer des armes au*

peuple. Entre cliques révisionnistes — et c'est là un enseignement important d'Enver Hoxha — les contradictions tendent à rester non antagonistes. Il n'en va pas de même des contradictions entre les peuples de Tchécoslovaquie d'une part, et les envahisseurs et leurs complices, d'autre part.] Il est devenu esclave de son propre système et de sa propre trahison. Les révisionnistes soviétiques sont obligés de rire jaune devant les calamités qui leur tombent sur la tête. L'évolution révisionniste tchécoslovaque se développe maintenant avec l'appui total, non seulement des impérialistes américains, français, ouest-allemands, mais aussi et, évidemment, des titistes, des révisionnistes « neutres », ou « secrets », et des traîtres hongrois. Ainsi se cristallise une force plus ou moins organisée, toujours dans une perspective d'indépendance à l'égard de l'autre clan — celui des contre-révolutionnaires soviétiques, polonais, etc. Ces derniers craignent beaucoup la maladie contagieuse qui tend à supprimer les vieux canassons révisionnistes pour les remplacer par de jeunes chevaux.

Les nouveaux contre-révolutionnaires tchèques recourent à de nouvelles méthodes sur divers terrains. Ils attachent une grande importance à avoir entièrement en main la situation intérieure. Mais ils ne négligent pas, pour autant, la politique étrangère. Bien sûr, par démagogie, ils parlent ouvertement de l'amitié avec l'Union soviétique. Mais c'est pour la saper complètement. Leur but principal est de liquider Novotny et sa clique favorable à la direction révisionniste soviétique. Ils veulent réduire les rapports avec l'U.R.S.S. à de simples relations commerciales. La campagne pour démasquer, compromettre et liquider Novotny a été menée comme un siège. A l'avant-garde de cette campagne se trouvaient les nationalistes slovaques, hostiles aux Tchèques, de vieux intellectuels bourgeois et de jeunes intellectuels révisionnistes ainsi que des étudiants avec des hooligans ; tout cela se manifeste aujourd'hui encore.

Le groupe de Novotny et ses patrons du Kremlin leur opposèrent la police, mais sans succès. Novotny, voyant que la corde se serrait de plus en plus autour de son cou, fit venir à Prague les tanks. Il copiait là une méthode de Khrouchtchev qui fit encercler le Kremlin par des chars et sauva ainsi sa peau. *[En 1957, le présidium du Comité central du P.C.U.S. retira à Khrouchtchev ses fonctions de premier secrétaire du Parti et le renvoya à son ancien poste de ministre de l'Agriculture. Khrouchtchev refusa de s'incliner et convoqua un plénum du Comité central pour trancher le débat. Mais, au moment même où cette réunion avait lieu, avec l'aide du maréchal Joukov, il fit encercler le Kremlin par les unités blindées. Il imposa ainsi par la force au Comité central des votes favorables à sa propre orientation révisionniste. Ainsi, il put obtenir la destitution de Molotov, Malenkov, Kaganovitch et Chepilov que Boulganine devait bientôt rejoindre dans leur disgrâce.]* Mais Novotny, lui, a perdu la partie et peut-être sa tête.

Le groupe de Dubcek, pour cacher son jeu, prétend liquider la clique de Novotny sans sortir du cadre de la « légalité socialiste ». En premier lieu, il s'est assuré l'armée ; grâce à des cadres qui lui sont dévoués, il a organisé la fuite d'un certain général. *[Le général Sejna, ancien ministre de la Défense tchécoslovaque, s'enfuit le 1 mars 1968 en Occident.]* Il a discrédité Novotny et le ministre de la défense Lomsky. Il a mis en branle le Parti « docile » pour faire exiger par des pétitions, des réunions et des manifestations la destitution et la démission immédiate de Novotny. Toute cette opération se réalise très rapidement, sans bruit et sans coups d'éclat à l'intérieur, mais sous les applaudissements frénétiques du capitalisme mondial, au sein duquel est retournée une brebis galeuse. Que font les Soviétiques ? Rien, si ce n'est recueillir Novotny et lui donner une villa voisine de celle de Rakosi.

Après cette purge, en Tchécoslovaquie, on luttera pour implanter durablement le révisionnisme et marcher triomphalement vers l'Occident. Mais malgré tout les choses n'en resteront pas là. De dures batailles économiques et politiques opposeront les révisionnistes aussi bien entre eux qu'aux révolutionnaires tchécoslovaques.

En conclusion, dans les deux pays où les révisionnistes sont au pouvoir, en Pologne comme en Tchécoslovaquie, on assiste donc à la même évolution vers le capitalisme. Les buts, les formes et les méthodes de dégénérescence sont les mêmes, mais avec des moyens et des étapes différents. Dans les deux pays les nouvelles équipes de révisionnistes entendent accélérer le rythme de l'évolution vers un

régime capitaliste classique. Elles s'efforcent d'éliminer les vieilles cliques révisionnistes, celle de Novotny et celle de Gomulka. La nouvelle clique révisionniste de Prague s'appuie sur l'hostilité chauvine des Slovaques contre les Tchèques. Elle prépare un retour complet à l'économie bourgeoise, un changement radical dans la structure et la superstructure actuelles qui devront s'adapter au capitalisme rénové. La nouvelle clique tchécoslovaque conduite par Dubcek s'appuie sur des rapports économiques, culturels et politiques plus étroits et plus nombreux avec les États capitalistes. Elle affaiblit tous les liens avec les révisionnistes de Moscou. Elle diffuse des sentiments antisoviétiques.

La vieille clique du vieux révisionniste Novotny est maintenant complètement isolée. Tous les rats abandonnent le navire qui sombre. Chacun se précipite vers la « voie nouvelle ». Ainsi donc, en Tchécoslovaquie, la contre-révolution dans la contre-révolution a complètement triomphé.

Les révisionnistes soviétiques ont perdu toute autorité politique en Tchécoslovaquie. Nous les connaissons suffisamment pour savoir qu'ils ont dû exercer de fortes pressions pour éviter leur défaite totale dans ce pays. Mais ils ont échoué. La clique de Dubcek est décidée à marcher sur sa propre voie, à aller vers la séparation d'avec Moscou. Elle a le soutien de l'Occident. Les Soviétiques exerceront des pressions économiques. Ils ne livreront pas les matières premières dont la Tchécoslovaquie a besoin. Mais les Tchécoslovaques ont dû envisager cette éventualité et prendre les mesures nécessaires. Le capitalisme mondial a des intérêts évidents en Europe centrale et la Tchécoslovaquie est au centre de ses préoccupations.

En outre, une Tchécoslovaquie bourgeoise renforce les positions capitalistes de Tito et de ses amis. Elle contribue à la transformation complète de la Hongrie de Kadar, que celui-ci garde sa place ou non. Elle favorise l'évolution en cours en Pologne.

La situation qui est en train de se créer en Europe centrale liquidera le traité de Varsovie et le Conseil d'entraide économique (C.O.M.E.C.O.N.). [*Le traité de Varsovie est, pour l'Europe de l'Est, l'équivalent de ce qu'est le pacte Atlantique à l'Ouest. Le C.O.M.E.C.O.N. correspond au Marché commun, mais avec une différence très importante : les U.S.A. ne sont pas membres du Marché commun; l'U.R.S.S. est le membre le plus important du C.O.M.E.C.O.N.*] Elle aboutira à des alliances entre deux ou plusieurs États dans un esprit totalement différent de celui qui existe aujourd'hui. Le C.O.M.E.C.O.N. et les relations économiques actuelles se combineront avec les formes capitalistes d'échanges internationaux.

Cette évolution constitue aussi une menace sérieuse pour la République démocratique allemande. Les nouveaux révisionnistes vont la pousser, sous une forme ou sous une autre, vers l'intégration à l'Allemagne de Bonn. On voit déjà s'esquisser cette politique.

Les révisionnistes soviétiques sont complètement paralysés. Il ne leur reste qu'une seule arme : les pressions économiques. Mais il est clair qu'elles aussi sont inefficaces. Le capitalisme a grand intérêt à financer ceux qui se détachent de l'Union soviétique et se tournent vers l'Occident. Il dispose des moyens nécessaires pour réaliser les investissements. Il cherche de nouveaux marchés, de nouvelles colonies et de nouveaux satellites.

Les jeunes bourgeois révisionnistes n'ont pas tiré grand profit de l'« aide internationaliste » de Moscou. Ils changent donc de bateau. Malgré le silence des Soviétiques, bien des signes révèlent qu'ils ont réellement subi une grande défaite. D'abord, leur embarras est évident : bien que ces ruptures avec d'autres cliques révisionnistes se soient produites depuis longtemps, la censure ne permet pas à l'opinion soviétique d'en connaître quoi que ce soit. Voilà bien la preuve qu'ils craignent le peuple, les révolutionnaires et aussi les jeunes révisionnistes. Ces derniers, gagnés par la maladie tchécoslovaque, sont capables de s'en prendre physiquement à la clique au pouvoir pour la renverser et la remplacer par une autre. En pareil cas, d'ailleurs, Kossyguine et Brejnev agiraient comme le fait actuellement le clan Gomulka en Pologne.

Une évolution a aussi commencé en Pologne. Elle est de même nature qu'en Tchécoslovaquie. Mais pour le moment, elle n'en est pas à la même étape. Le clan Gomulka empêche provisoirement la situation de se développer. Non que Gomulka soit plus intelligent que Novotny, mais les circonstances sont quelque peu différentes. C'est pourquoi les tactiques de Gomulka, elles aussi, sont différentes et « plus subtiles ».

En Tchécoslovaquie, les écrivains et les étudiants ont été les premiers en action. Mais chez eux dominait notamment le sentiment nationaliste slovaque d'hostilité aux Tchèques et le sentiment nationaliste tchèque d'hostilité aux Slovaques. Des conflits du même genre les opposaient sur tous les problèmes à l'exception de l'antisoviétisme et de l'amour de l'Occident : sur ces deux points l'accord était général.

En Pologne, l'évolution a commencé de la même façon qu'en Tchécoslovaquie. Tendances, idées et buts étaient identiques des deux côtés. Mais le clan Gomulka qui, comme Novotny, dut employer la violence policière, l'a fait, lui, avec succès. Le peuple polonais n'est pas constitué par deux peuples comme la Tchécoslovaquie. C'est pourquoi un facteur qui compte parmi les plus importants à Prague fait défaut en Pologne.

Gomulka devait donner un nom avouable à l'ennemi contre lequel il déclenchait la lutte. Et il le baptisa : « sionisme ». Ainsi, les troubles en Pologne ont été « suscités par le sionisme ». Pourquoi Gomulka n'a-t-il pas soufflé mot de l'Église ? C'est qu'il a craint, s'il le faisait, que la révolte ne prît de plus grandes proportions. Il s'efforce de tenir l'Église à l'écart et, en fait, elle ne s'est pas montrée sur le devant de la scène, elle qui, en d'autres temps, lançait des appels contre Gomulka et organisait d'ardentes manifestations. A ce qu'il semble, elle et lui ont conclu un accord qui durera jusqu'à ce que la vague actuelle soit retombée. Enfin Gomulka, antisoviétique enragé, se défend en ce moment en invoquant la nécessité de ne pas rompre avec les révisionnistes de Moscou : en fin de compte, s'ils pensaient que tout est perdu en Pologne, ceux-ci pourraient aller jusqu'à intervenir, soit pour « sauver la Pologne », soit pour « venir en aide » à l'Allemagne orientale en maintenant le passage libre, etc.

Willy Brandt, de son côté, au congrès de son Parti a déclaré : « Il est normal que nous reconnaissons la frontière Oder-Neisse. » C'était une offre faite à la Pologne pour lui permettre de se détacher des Soviétiques. C'était un soutien à la « ferme politique de Gomulka » sur les frontières germano-polonaises — politique qui prétendait bénéficier de l'appui populaire. Enfin, c'était un moyen de compléter l'encerclement de l'Allemagne orientale et de former un « cordon sanitaire » autour de l'Union soviétique.

Toutes ces circonstances favorables, l'antisémitisme et l'antisoviétisme persistant, etc., font qu'en Pologne l'évolution vers le capitalisme se poursuit comme l'entend Gomulka. Mais cette situation est toute provisoire : le cas Gomulka est à l'ordre du jour.

Les révolutionnaires polonais, le parti communiste (marxiste-léniniste) de Pologne, le peuple et la classe ouvrière n'ont pas encore dit leur dernier mot. Gomulka a réussi à jeter dans les manifestations des éléments du prolétariat. Voilà qui montre combien tout est vague en Pologne. Le nouveau parti communiste de Pologne (marxiste-léniniste) devra faire face à un travail difficile pour remettre la classe ouvrière sur sa véritable voie, sur les positions de classe anticapitalistes, antirévissionnistes. Il lui faut lutter à la fois contre Gomulka, contre l'Église catholique, contre les sionistes.

Il existe aussi des pays et des partis officiellement « neutres » entre marxistes-léninistes et révisionnistes. En réalité, ils sont révisionnistes. Ceux-là évoluent vers le capitalisme sans que le calme soit rompu à l'intérieur du pays, sans manifestations bruyantes. Il y a certainement des contradictions aiguës dans la direction, dans le peuple et dans le Parti, qui aujourd'hui se présentent comme unis.

Cette fausse unité a comme origine un péril extérieur et, en premier lieu, la peur des révisionnistes soviétiques. Ces derniers disposent de leurs propres hommes à l'intérieur de la direction de ces partis. Mais ils ne contrôlent qu'une minorité de dirigeants. En fait dans ces pays et partis « neutres » dominant des cliques d'intellectuels bourgeois qui s'appuient uniquement sur des sentiments antisoviétiques. C'est pourquoi ils sont un peu différents des Tchécoslovaques. Ils mettent l'accent sur la politique étrangère, sur les liens avec les États capitalistes, avec la Yougoslavie de Tito, avec la Tchécoslovaquie de Dubcek, pour contrebalancer le danger soviétique. Dans cette conjoncture, ces cliques éliminent les adversaires intérieurs qui pourraient les menacer. Elles s'efforcent de renforcer leurs régimes bourgeois en liquidant le socialisme.

4. — L'Union soviétique

Dès les dernières années du règne de Nikita Khrouchtchev — plus encore par la suite — la dégénérescence de l'Union soviétique et de son parti communiste créa de grands périls pour la clique du Kremlin. Elle approfondit davantage les contradictions de cette clique avec le peuple soviétique. En outre, elle a fait surgir une couche de nouveaux révisionnistes, adversaires de la vieille clique, qui tendent à l'éliminer et à la remplacer par une nouvelle équipe de même nature de classe que la première, mais plus libérale et plus capable encore d'accélérer la restauration du capitalisme en Union soviétique. Les éléments les plus corrompus n'étaient pas satisfaits. Et ils manifestaient leur mécontentement et leurs nouvelles exigences. Au premier rang, on trouvait les intellectuels et les écrivains embourgeoisés, les hommes de l'art et de la culture révisionnistes. Le style de vie bourgeois s'était de plus en plus profondément implanté dans la jeunesse parmi les étudiants et les hooligans. Cette agitation prenait des formes inquiétantes pour la clique au pouvoir. Khrouchtchev, lui-même, réagit parfois. Il flairait le danger. Il voulait bien que d'autres souhaitent aller vers le capitalisme. Mais il trouvait mauvais qu'on prétende y aller sans lui, en préférant une action sérieuse à des bouffonneries.

La clique qui succéda à, Khrouchtchev s'efforça de faire mieux que son patron. Elle se lia plus intimement à l'impérialisme américain. Elle écrasa davantage encore le Parti et l'économie socialiste. Elle aggrava la corruption à l'intérieur et à l'extérieur du Parti. Mais toute cette activité créa des difficultés et des contradictions colossales. L'économie soviétique en souffrit beaucoup. Le prestige de l'U.R.S.S. tomba plus bas que terre. Ses « amis » l'abandonnèrent l'un après l'autre. Ses alliances prirent des contours et des contenus entièrement capitalistes. Elles se vidèrent de leur sens, devinrent des rapports d'opresseurs à opprimés. La résistance contre la clique au pouvoir s'intensifia de toute part. Sans parler de l'arène internationale, le groupe Brejnev-Kossyguine se trouve à l'intérieur pris entre plusieurs feux qu'il sera extrêmement difficile de maîtriser. Les intellectuels, les écrivains, les étudiants révisionnistes ont intensifié leurs manifestations : la clique du Kremlin est contrainte de les emprisonner. Les geôles et les camps sont donc pleins non seulement de révolutionnaires, mais aussi de nouveaux contre-révolutionnaires.

La révolution prolétarienne en Union soviétique s'organise et se développe. La clique au pouvoir la craint beaucoup et la frappe. Elle cherche à lui faire faire fausse route, à la neutraliser autant que possible, à nourrir d'illusions la classe ouvrière. Celle-là, doit être amenée à croire qu'elle-même avance « avec son parti léniniste à sa tête », que « tout marche selon la ligne léniniste et les normes léninistes », etc. Quant à la diffusion de ces illusions, il convient de citer ces prétendues « pensées réalistes historiques » sur Staline que certains généraux et maréchaux carriéristes corrompus se sont mis à écrire pour jeter de la poudre aux yeux des masses et des révolutionnaires authentiques. Mais les militants bolcheviques et la classe ouvrière soviétique ne seront pas trompés longtemps. Ils se rendent de plus en plus compte qu'en réalité se trouve au pouvoir une clique de renégats et son administration bureaucratique anti-ouvrière. Ils découvrent que le Parti s'est transformé en un parti bourgeois, et la dictature du prolétariat en une dictature bourgeoise de la nouvelle classe capitaliste. Ils constatent que cette minorité opprime les masses et la classe ouvrière, les exploite économiquement dans l'intérêt de la nouvelle bourgeoisie révisionniste, ne les laisse jamais manifester leur force et leurs droits. Pourtant les tentatives des révisionnistes pour désarmer politiquement la classe ouvrière, pour l'éliminer de la scène politique et l'orienter vers l'économisme sont vouées à l'échec.

Comme on le voit, ces évolutions présentent des traits analogues, plus visibles et plus accusés aujourd'hui en Tchécoslovaquie et en Pologne, mais qui le seront demain en Hongrie ou ailleurs. Ces transformations exciteront davantage l'appétit de l'intelligentsia réactionnaire soviétique. Nous assisterons ainsi à des heurts non seulement entre eux et la clique au pouvoir, mais aussi entre l'intelligentsia modérée et ses extrémistes de droite et enfin entre la véritable intelligentsia marxiste-léniniste et l'ensemble des deux tendances bourgeoises.

L'Ivan russe se réveillera de son profond sommeil. La classe ouvrière soviétique, guidée par les révolutionnaires marxistes-léninistes, descendra dans la rue pour y dire son mot. Elle frappera la table de son poing et elle passera à l'action pour la deuxième révolution prolétarienne. Nous sommes convaincus que cette révolution éclatera un jour, que ce retournement dialectique se réalisera. Les circonstances, les événements et leur déroulement transformeront la situation. Quand ? Ce n'est pas à nous d'en décider.

III

Notre parti a analysé cette évolution des événements dans les pays révisionnistes. Il a examiné les tactiques, les formes et les méthodes de la lutte menée par les révisionnistes modernes contre le marxisme-léninisme, contre la dictature du prolétariat, la classe ouvrière, le Parti et le régime socialiste. Notre parti a mis au point des tâches très précises pour empêcher le révisionnisme moderne ou toute autre maladie antimarxiste d'affecter le corps et l'esprit du Parti et d'atteindre la dictature du prolétariat dans notre pays.

Certains traits typiques, semblables dans tous les partis révisionnistes, se retrouvent quel que soit le pays engagé sur la voie du retour au capitalisme. C'est un fait que la classe ouvrière et l'ensemble des classes laborieuses se sont tout d'abord laissés surprendre. Elles n'ont pas réagi avec rapidité et violence contre la trahison de leur cause dont la victoire leur avait coûté tant de sang et de sacrifices. Les traîtres — qui usurpent le pouvoir dans le Parti et dans l'État — ne se heurtent pas à une ferme résistance de la part de la classe ouvrière et de son organisation politique. L'opposition reste faible non seulement au début de leur activité de sape, lorsqu'ils se camouflent et s'organisent, mais aussi plus tard, quand leurs positions apparaissent au grand jour. Les ripostes sont peu nombreuses et sans force. Le Parti *et* la classe ouvrière ont relâché leur vigilance. Ils ont perdu la capacité de violence qui les caractérise dans la lutte de classe, dans la lutte contre leurs ennemis et ceux du socialisme.

Pourquoi en est-il ainsi ? Quel est le motif de cette passivité ? D'où vient qu'elle se manifeste non seulement dans les partis communistes qui ont une expérience révolutionnaire limitée, mais aussi dans le parti le plus ancien et le plus puissant, qui s'appuie sur une expérience révolutionnaire colossale, le parti bolchevique ?

Les causes de cette situation ne sont pas inconnues. Dans cet article nous rappellerons seulement celles qui nous semblent les plus importantes et les plus dangereuses pour un parti marxiste-léniniste.

Examinons cette question à partir du parti bolchevique, le plus révolutionnaire de tous. De ses mérites et de ses erreurs nous avons tous tiré des enseignements. Il faut d'abord poser la question du parti. C'est là que se trouve la source des imperfections et des fautes qui ont tragiquement influé sur l'apparition du révisionnisme, permis la prise du pouvoir par les traîtres khrouchtchéviens en Union soviétique.

a) *L'éducation politique et idéologique du parti bolchevique lui-même, si surprenant que cela puisse paraître, n'a pas été entreprise à toutes les étapes avec l'intensité, la profondeur nécessaires. Cette éducation est restée insuffisante, non seulement dans ses formes et ses méthodes, mais parfois même dans son contenu. Malgré toutes les affirmations contraires, la liaison de la théorie avec l'action révolutionnaire, avec la pratique, ne se faisait pas correctement. Tous ne mettaient pas au premier plan de l'action politique la lutte pour révolutionnariser les hommes, pour maintenir vivant l'esprit*

prolétarien dans tout le Parti, pour comprendre et appliquer cet esprit révolutionnaire et la ligne du Parti en toute chose. Certes, il y a eu en Union soviétique des écoles, des cours, des conférences, destinés à l'éducation politique. On a employé des méthodes diverses de formation. Il en va de même pour l'éducation des cadres. On n'a donc pas négligé, en Union soviétique, l'étude de la juste théorie marxiste-léniniste-stalinienne. Mais quelque chose a nui à l'éducation politique et idéologique. Et ce quelque chose n'était pas seulement l'imperfection des différentes méthodes de formation ou leur lenteur. Ces défauts n'expliquent pas toutes les insuffisances reconnues dans l'assimilation de la théorie par les militants et dans son application à la vie. L'essentiel est ailleurs.

b) *L'application des normes du parti bolchevique, ou, mieux encore, leur profonde compréhension idéologique et politique et leur application révolutionnaire dans la vie n'atteignaient pas le niveau nécessaire.* Toutes ces formes étaient justes. C'est Lénine qui les avait créées et établies au prix d'une lutte gigantesque. Et c'est Staline qui les affirma, les protégea contre les déviations et les appliqua. Dans la vie, au cours de l'évolution sociale, dans le travail et dans la lutte, ces normes peuvent être correctement appliquées. Elles peuvent aussi rester lettre morte ou subir des déformations qui, en fin de compte, les transforment en une arme puissante, tombée aux mains des ennemis de classe et de ceux du Parti. C'est bien ce qui est arrivé dans tous les partis révisionnistes. *Là, on vante bruyamment le centralisme démocratique, mais il n'est plus léniniste. On fait l'éloge de la critique et de l'autocritique « bolcheviques », mais elles ne sont plus bolcheviques. On exige la discipline de parti, mais elle n'est plus révolutionnaire. Elle est devenue fasciste. On parle de morale prolétarienne, mais les normes sont bourgeoises. On prétend que les opinions s'expriment librement dans le Parti sur tous les problèmes et sur tous les hommes, mais celui qui avance des conceptions conformes à l'esprit de parti, à l'esprit prolétarien, risque d'être jeté en prison ou dans les camps de concentration. Tous les principes réellement léninistes du Parti sont ainsi mutilés.* Les normes officielles, une fois dépouillées de leur masque, se révèlent donc anti-léninistes, bourgeoises, réactionnaires, fascistes. Cette trahison des normes léninistes a eu pour cause principale l'introduction du style bourgeois dans le Parti et l'abandon de son rôle historique dans la transformation de la société. Le parti communiste de l'Union soviétique et d'autres partis révisionnistes ont été frappés par cette régression, indépendamment du fait que les communistes soviétiques n'approuvent pas ces normes anti-léninistes. Mais il n'est nullement possible de nier que les normes révisionnistes dominent actuellement dans ce parti et dans d'autres partis. Cette dégénérescence sape le socialisme.

Si la politique et l'idéologie marxistes-léninistes avaient été correctement assimilées et mises en œuvre dans la vie, si les normes léninistes du Parti établies dans le parti bolchevique par Lénine et Staline, ces grands classiques du marxisme, avaient été appliquées à chaque étape révolutionnaire, cette catastrophe ne se serait évidemment pas produite.

c) *Le parti communiste, détachement organisé de la classe ouvrière, doit être l'avant-garde, la pointe acérée de l'épée. Il doit développer et approfondir les plus grandes vertus de la classe ouvrière. Il doit être le premier à assimiler et à appliquer correctement, dans la vie, l'idéologie prolétarienne : le marxisme-léninisme.* Il doit être vigilant et ferme envers l'ennemi de classe. Pour y parvenir, il doit conserver, comprendre et mettre en œuvre ces normes léninistes qui en font un parti de classe afin de conduire sa classe et ses alliés vers des objectifs de classe. *L'unité ainsi maintenue n'est pas n'importe laquelle. Elle est marxiste-léniniste. Elle est, à l'intérieur du Parti, l'unité de la pensée et de l'action sur la base des rapports léninistes entre les militants et la direction. Elle est l'unité à l'intérieur de la direction elle-même, l'unité de fer entre le Parti et la classe ouvrière, l'unité inébranlable parti - classe ouvrière - peuple. Et le fondement de cette unité, sa base et sa garantie, c'est l'unité parti - classe ouvrière, c'est la direction décisive de la classe ouvrière — avec le Parti à sa tête — animée, fortifiée par son idéologie marxiste-léniniste.*

Cette unité ne se crée pas du jour au lendemain. Elle s'affirme dans les luttes que lui impose l'ennemi de classe. Ce dernier emploie tous les moyens, objectifs ou subjectifs, politiques ou idéologiques. Il a recours à l'oppression et à la terreur, aux mesures de contrainte et aux désordres économiques, à la corruption ouverte et au travail de sape clandestin. Tout lui est bon contre la classe ouvrière dans son

ensemble, contre le Parti en tant qu'organisation, contre les militants et les fonctionnaires d'État ou les organisations de masse.

Nous ne voulons pas nous arrêter plus longuement sur ces questions. Mais le maintien de l'unité et son approfondissement ne sont pas une acquisition réalisée une fois pour toutes. Les communistes ne peuvent se satisfaire de l'avoir un beau jour obtenue — et s'endormir ensuite tranquillement. Ils ne veulent pas de l'unité social-démocrate, de l'unité de « copinerie », en dehors des normes marxistes-léninistes, de l'unité fondée sur « le désir de ne pas se froisser » l'un l'autre et tant pis pour les principes. Notre unité n'est pas de pure forme. Dans tous ses aspects elle est créée par la lutte, elle est forgée dans la lutte, préservée par une lutte révolutionnaire menée sans relâche. L'unité marxiste-léniniste ne peut exister sans ce combat.

Dans le parti bolchevique de Lénine-Staline cette unité a existé. Il a lutté énergiquement pour l'approfondir. Mais tout n'était pas parfait. La lutte de classes continuait dans le pays, en dehors de l'U.R.S.S. et dans les rangs du Parti lui-même. L'ennemi de classe mène une lutte violente dans tous les domaines pour saper l'unité, pour s'infiltrer dans les rangs du Parti et dans les organismes de dictature du prolétariat qu'il veut détruire de l'intérieur. Il s'efforce de pénétrer dans la conscience et l'idéologie des communistes pour les démoraliser.

Le parti communiste de Lénine-Staline a marché dans la juste voie léniniste, comme l'attestent les succès remportés dans la construction du premier et plus grand État socialiste du monde. Staline, à la tête du parti bolchevique, a bien lutté — avec énergie, avec une profonde compréhension théorique et politique des problèmes posés par l'histoire. Il n'a pas commis d'erreurs qui lui aient fait quitter la voie de la classe ouvrière, la voie du parti communiste. Il a respecté ces normes en vue de réaliser les vues de la classe ouvrière et de son parti : l'édification du communisme et du socialisme en Union soviétique et dans le monde.

IV

Pourquoi donc, après la mort de Staline, le parti bolchevique a-t-il dégénéré en un parti révisionniste ? C'est une question qui ne peut rester sans réponse. Elle est aussi importante que difficile à traiter à fond. Il faudrait pouvoir utiliser les documents intérieurs du parti bolchevique. Or, nous ne saurions en disposer dans la situation actuelle. Pourtant, notre idéologie et l'expérience de plusieurs partis — notamment le nôtre — peuvent nous aider à déterminer certaines causes de cette évolution vers le révisionnisme. Nous disons « certaines », parce que nous ne prétendons pas les connaître toutes.

Nous pouvons dire qu'une lente évolution des cadres et de l'État socialiste passa inaperçue. Elle s'appuyait sur les grands succès remportés qui engendraient une certaine complaisance à soi-même et une certaine fierté légitime. Personne ne prit conscience du fait que ces sentiments cessèrent d'être de simples insuffisances. Ils se développèrent au point de mettre en cause la morale prolétarienne elle-même. Ils étaient condamnés par l'idéologie marxiste dans leurs principes et dans leur pratique lorsque leurs manifestations étaient trop visibles et entraînaient des effets dangereux. Mais cet esprit de suffisance se développait. Comme son caractère néfaste n'était pas reconnu, il pénétrait dans les normes du Parti qu'il influençait imperceptiblement. Cette évolution allait s'amplifier par la suite et, ajoutée à d'autres habitudes non prolétariennes, devait contribuer à aggraver la situation.

Les membres du parti bolchevique guidés dans des batailles légendaires par Staline et Lénine, les cadres d'origine ouvrière animés par un élan révolutionnaire, avaient grandi dans les luttes de la construction du socialisme, dans les combats contre les trotskystes, déviationnistes et les autres traîtres. Ils avaient acquis une fermeté politique et idéologique exemplaire. Leurs mérites firent naître une confiance inébranlable dans leur glorieux parti bolchevique, en Lénine, en Staline, une adhésion justifiée à la ligne politique et aux justes normes établies par ceux-là.

Pour ces cadres, le Parti était tout : leur cœur, leur cerveau, leurs yeux. C'est pourquoi ils le défendaient et appliquaient ses principes. Mais tandis qu'ils s'efforçaient d'appliquer les justes normes du Parti et la juste ligne de Staline, on vit apparaître, d'abord chez quelques cadres soviétiques et de façon encore incertaine, puis chez des éléments de plus en plus nombreux et avec plus de fermeté, un sentiment conservateur étranger à la conception révolutionnaire du progrès. Tant qu'ils étaient chargés de fonctions modestes, les cadres mettaient toutes leurs forces au service de la révolution. Ils appliquaient rigoureusement les normes et la ligne du Parti, maintenant une liaison étroite avec les masses et la classe ouvrière. Mais, avec le temps, leur vie et leur travail devinrent plus faciles. Ils avaient acquis l'instruction et la culture intellectuelle, idéologique et politique, nécessaires à leurs fonctions. L'âge et une longue ancienneté dans le Parti aidant, certains furent contaminés.

Les succès au travail nourrissaient le sentiment de la suffisance. Les cadres soviétiques perdaient la simplicité prolétarienne. On vit grandir l'esprit de supériorité qu'ils appelaient « politiquement légitime » parce qu'ils avaient travaillé et lutté. Dès que les responsabilités qu'ils assumaient étaient plus élevées, se cristallisait en eux le goût du confort matériel. De plus en plus ils étaient contaminés par le bureaucratisme, l'intellectualisme, et le technocratisme.

Ainsi, entre d'une part les cadres du parti bolchevique et de l'État soviétique et, d'autre part, la classe ouvrière et les masses populaires, un fossé se creusa peu à peu. *Beaucoup de cadres n'écoutaient plus comme autrefois la voix de la base : chez eux s'imposait de plus en plus l'opinion qu'Us savaient tout, étaient spécialistes en toutes choses, que politiquement et idéologiquement ils étaient au-dessus des masses, au-dessus de la classe ouvrière et voyaient plus loin qu'elle. Ils s'imaginaient que leur autorité et leur prestige leur appartenaient en propre, alors que le prolétariat et le peuple soviétique voyaient seulement en eux les représentants du parti bolchevique et de Staline. Toutes ces attitudes bourgeoises déformèrent chez ces cadres les conceptions révolutionnaires. Elles contaminèrent aussi la ligne du Parti telle qu'elle était réellement appliquée. Les normes révolutionnaires du Parti ne furent dès lors rappelées que pour la forme. La vie même du Parti et son organisation se sclérosèrent comme toute l'administration de l'État soviétique.*

Certes, il est très important de faire acquérir instruction et culture générale par les cadres du Parti, de l'État et de l'administration, mais il est plus nécessaire encore d'assurer leur formation politique et idéologique, de les aider à se révolutionnariser sans relâche.

Il existe un danger de bureaucratisation des cadres : les doter seulement d'instruction et de culture générale, c'est créer en eux un sentiment de supériorité et une confiance aveugle dans leur propre jugement. Ainsi s'enracinent en eux les traits marquants de l'intellectualisme et du technocratisme. Cela les amène progressivement à se placer au-dessus de la masse du Parti et de la classe ouvrière. Ils créent donc peu à peu une situation où une couche sociale domine le prolétariat et son parti, sclérose le Parti et retire à ses normes révolutionnaires toute vie réelle. On parle toujours de ces normes, mais sans y croire : elles sont privées de tout moyen d'exercer dans l'action leur influence révolutionnaire. Ainsi, les cadres se détachent-ils des masses et de la classe ouvrière dont le rôle dirigeant n'est plus reconnu en fait.

Il aurait fallu que le Parti et le prolétariat apportent un soin particulier et constant à l'élévation du niveau idéologique et politique des cadres. Et, pour y parvenir, les méthodes livresques ne suffisent pas. Ce qui compte surtout, ce sont les actions dans la vie réelle et la lutte quotidienne menée sans relâche. Faute d'une telle formation, bien des facteurs poussent les cadres à adopter progressivement, bon gré mal gré, des traits étrangers à la classe prolétarienne : leur promotion aux postes dirigeants, leur supériorité en savoir et en culture sur la grande masse des militants et des travailleurs, un séjour prolongé à des postes importants dans le Parti ou l'appareil d'État, les grandes différences de salaire (un mal dangereux) et les « privilèges » réservés aux cadres (encore un autre mal dangereux). Certes, les cadres d'origine ouvrière peuvent aussi tomber dans les mêmes erreurs. Le danger est plus grand encore pour ceux qui viennent de la paysannerie ou de l'intelligentsia. *Le Parti delà classe ouvrière doit éduquer les cadres de façon à ce qu'ils accèdent à des responsabilités de plus en plus élevées.*

Mais il faut aussi qu'ils comprennent de manière juste la nécessité d'assumer, à un moment donné, des responsabilités moins importantes que par le passé. Bien entendu, le cas peut se produire s'ils s'avèrent incapables ou inactifs dans les fonctions dont ils ont été chargés, ou s'ils ont commis des erreurs dans leur travail. Mais il est tout à fait possible qu'ils soient ramenés plus près de la base même s'ils s'acquittent correctement de leurs tâches. Les cadres doivent être éduqués de manière à comprendre que, même s'ils n'ont rien à se reprocher, leur départ de fonctions responsables et leur travail dans les rangs de la classe ouvrière et des masses laborieuses constituent une nécessité pour eux-mêmes, pour le Parti, pour le présent et pour l'avenir.

Les trois traits caractéristiques que nous avons mentionnés — le bureaucratisme, l'intellectualisme et le technocratisme — privaient le parti bolchevique de l'esprit révolutionnaire né en des temps héroïques. Cette situation ne se traduisait pas par des attaques ouvertes contre la juste ligne du Parti. Les cadres lui restaient fidèles ainsi qu'à Staline. Ils se seraient jetés au feu pour lui. Staline était un homme pétri d'idéologie prolétarienne. Grâce à sa pensée marxiste-léniniste, à sa fermeté de classe, il ne commit pas d'erreurs de principe — ni en politique, ni en idéologie, ni en économie, ni dans le domaine militaire. Il défendit fidèlement tout ce qui était léniniste. Il développa davantage le léninisme.

Certes, au milieu de cette perte progressive de dynamisme, l'énergie stalinienne du parti et de la dictature du prolétariat continuait à faire progresser le travail du parti. Mais ce dernier avait perdu sa flamme. Les normes étaient appliquées, mais mécaniquement et sans élan révolutionnaire. La ligne était mise en œuvre. Mais il lui manquait le dynamisme révolutionnaire. Le marxisme-léninisme était étudié, mais il n'était pas en mesure d'éliminer les tendances dangereuses. Beaucoup de cadres supérieurs et moyens du parti et de l'État, ayant des titres universitaires, regardaient les masses d'en haut. Et, surtout, ils portaient en eux le sentiment petit-bourgeois de leur supériorité absolue. Ils donnaient l'impression que cette situation était toute naturelle, qu'ils étaient au-dessus de la masse du Parti. Ils prenaient les traits d'une classe plus haut placée que la classe ouvrière et son parti. Ils se considéraient comme infaillibles parce qu'ils faisaient partie de la direction, qu'ils totalisaient des années de Parti, qu'ils étaient instruits. C'était eux qui faisaient la pluie et le beau temps. Toutes ces conceptions antimarxistes se développaient consciemment ou non, camouflées sous les normes du Parti. On parlait de centralisme démocratique, de critique et d'autocritique, de la discipline de parti, d'élections de bas en haut, mais tous ces mots avaient perdu leur contenu révolutionnaire.

Ces fautes, d'une part, allaient aboutir à la rupture progressive entre la direction et la base du Parti, et d'autre part, entre le Parti et la classe ouvrière. En un mot l'unité marxiste-léniniste était affaiblie. Staline en restait l'artisan et le défenseur, face à la médiocrité montante. Après sa mort, dans la direction et dans le parti bolchevique, cette unité fut rompue et les révisionnistes accédèrent au pouvoir.

Khrouchtchev et ses complices avaient commencé leur travail du vivant de Staline, mais dans une clandestinité complète. Après sa mort, tirant profit de la situation créée, ils prirent le pouvoir. Ils s'efforcent depuis lors de pousser de plus en plus loin toute cette évolution négative en faisant passer totalement le pays à un régime capitaliste et en liquidant le parti bolchevique de Lénine et de Staline. L'attaque contre Staline était une attaque contre le léninisme, contre le marxisme-léninisme. Aussi ces traîtres se débarrassent-ils de ceux qu'ils appellent staliniens. Et, sous le masque du léninisme, ils s'évertuent à pousser toujours plus avant la liquidation de ce qui imprimait au Parti son caractère marxiste-léniniste et prolétarien. Ils font l'impossible pour isoler la classe ouvrière soviétique, la mettre en veilleuse, la rendre amorphe et apolitique. Ils ont peur des coups qu'elle pourrait leur asséner.

Certes, le révisionnisme a aussi d'autres causes. Mais nous venons d'expliquer pourquoi la classe ouvrière de l'Union soviétique, comme des millions de cadres, de fonctionnaires du Parti ou de l'État, ont été pris au dépourvu. Ils n'étaient pas très formés idéologiquement et politiquement — nous avons dit pourquoi. Ils ont cru que la politique de Khrouchtchev était « juste et conforme aux normes

léninistes ». Ils se sont laissés tromper par les calomnies, la démagogie et les promesses des traîtres. Mais un tel aveuglement ne durera pas longtemps. Les yeux de la classe ouvrière et des révolutionnaires soviétiques s'ouvrent chaque jour davantage. Ils retrouveront l'esprit combattant des luttes révolutionnaires à travers lesquelles ils ont été guidés par Lénine et Staline. Ils descendront l'arme à la main dans la rue, sinon aujourd'hui, du moins demain. Le temps travaille pour la révolution prolétarienne.

La même évolution vers le révisionnisme est aussi engagée dans les autres partis qui ont suivi Moscou, mais elle va plus loin. C'est que — à l'exception du Parti polonais — ils n'ont pas combattu, ils ne sont pas passés par le creuset de la lutte, bien qu'ils mènent grand tapage autour des batailles qu'ils se vantent d'avoir livrées. Ils se présentent comme des partis à l'expérience déjà ancienne. Or ils ont ressuscité d'entre les morts, ils se sont réorganisés, ils ont pris le pouvoir grâce à l'armée soviétique et à l'aide directe du parti bolchevique. Sans cette aide, ils n'auraient pu vivre. Non seulement parce qu'ils lui doivent d'avoir existé, mais aussi parce que, sans elle, ils n'auraient pu se donner à eux-mêmes une ligne politique unifiée et une cohésion idéologique.

En outre, ces partis polonais, allemand, tchécoslovaque, etc., étaient le produit d'une fusion organique, politique et idéologique du parti communiste et du parti socialiste. C'est ainsi que la vermine sociale-démocrate entra dans le Parti. On mit de l'eau dans son vin. Et maintenant ce mauvais vin s'est transformé en vinaigre. Les partis sociaux-démocrates de Cyrankiewicz, d'Otto Grotewohl, de Fierlinger [*Ces trois dirigeants sociaux-démocrates jouèrent un rôle actif dans la fusion de leur parti avec le parti communiste en Pologne, en Allemagne de l'Est et en Tchécoslovaquie.*], se taisaient du vivant de Staline, mais ils œuvraient à l'intérieur. Ils creusaient des sapes, ils paralysaient des militants, travaillaient à s'emparer d'importantes positions.

A l'avènement de Khrouchtchev, tout naturellement leur satisfaction éclata. La rupture politique avec le passé ne commença que plus tard, mais une rupture radicale : la dégénérescence avait atteint un niveau très profond dans ces partis et dans ces pays. Si le marxiste-léniniste Gottwald avait fait jadis sortir dans la rue la classe ouvrière armée et fait trembler de peur la réaction dans son repaire, le révisionniste Dubcek jouit du soutien de la classe ouvrière tchécoslovaque. [*Ce que les réactionnaires appellent le « coup de Prague » ou « le coup de Février », c'est en février 1948, l'action des masses tchèques et slovaques pour faire respecter les droits du gouvernement à direction communiste de Gottwald — gouvernement qui disposait d'ailleurs de la majorité au Parlement.*] C'est ce qui se passe aussi en Hongrie et, de manière beaucoup plus limitée, en Pologne : la classe ouvrière polonaise a des traditions plus révolutionnaires.

Mais la lutte pour gagner le prolétariat et le dresser dans un combat révolutionnaire doit être le principal objectif de chaque parti marxiste-léniniste. *Il n'existe pas de révolution prolétarienne sans la classe ouvrière, avec, à sa tête, le parti marxiste-léniniste.*

Les étudiants et les intellectuels doivent se dresser dans la lutte révolutionnaire où ils seront guidés par la classe ouvrière et par le parti marxiste-léniniste. Mais ils peuvent aussi prendre l'initiative de la lutte contre-révolutionnaire et entraîner dans cette voie classe ouvrière et cadres politiques. C'est ce qui s'est passé dans les pays révisionnistes parce qu'ils prétendaient occuper dans la révolution la place qui revient aux travailleurs et parce qu'ils n'avaient pas reçu une formation réellement marxiste-léniniste. Jamais la jeunesse n'a pu assumer les tâches que l'histoire a fixées à, la classe ouvrière. Partout, et en toute chose, la classe ouvrière et son parti de classe doivent être à la pointe du combat et diriger totalement la lutte. La paysannerie et les différentes couches sociales populaires doivent s'allier au prolétariat pour marcher dans sa voie. Elles doivent être formées dans la lutte par ses normes et son idéologie. Quiconque y fait obstacle doit être écarté de la route par la persuasion ou par la violence, selon les cas.

On voit plus nettement, par comparaison, que notre parti a suivi la juste ligne marxiste-léniniste dans toutes les étapes de son histoire, même dans les moments les plus critiques. Il a prouvé sa fidélité sans

limites aux idées et à l'œuvre révolutionnaire de Marx, Engels, Lénine et Staline. Mais il a toujours considéré qu'aucun parti communiste — lui-même comme les autres — n'est immunisé définitivement contre le péril révisionniste. Il a toujours maintenu aiguës la vigilance contre ce danger. Il ne s'est jamais endormi sur ses lauriers. Il accumule et développe chaque jour une riche expérience en vue de barrer la route au révisionnisme et à la restauration du capitalisme. De ce point de vue, les mesures actuellement prises par le Parti sont d'une importance vitale pour le socialisme. Il s'agit de la lutte pour la révolutionnarisation plus poussée de toute la vie du pays, pour le développement de rapports socialistes dans la production et la superstructure afin de les affranchir de tout ce qui est étranger au marxisme.

Le Parti du Travail d'Albanie développe la lutte de classe sur la juste voie marxiste-léniniste à l'intérieur et à, l'extérieur de ses rangs. Il est la force motrice de l'évolution durant toute la période de passage du capitalisme au socialisme. Il a toujours attaché une importance primordiale à la formation de classe et à l'éducation révolutionnaire des travailleurs, surtout ceux de la jeune génération. Sous différentes formes, en particulier à travers des actions révolutionnaires, il a mené une lutte de principe contre toute déformation bureaucratique, pour l'approfondissement continu de la ligne de masse dans tous les domaines, pour le perfectionnement ininterrompu de la démocratie socialiste. Une attention toute particulière est accordée à la révolutionnarisation constante du Parti et de ses cadres afin que ceux-là ne se détachent jamais du peuple, ne perdent pas les traits et l'esprit révolutionnaire, ne se bureaucratisent pas et ne dégèrent pas.

Le Parti a toujours tenu compte de l'action dialectique de différents facteurs et de tous leurs effets positifs et négatifs. Il a appliqué de nombreuses mesures qui ont agi en profondeur pour la révolutionnarisation de l'éducation et du travail et pour la lutte sur tous les fronts. Il doit résoudre une multitude de problèmes, petits et grands, tous importants et intimement liés entre eux, surtout sur le front de l'éducation idéologique prolétarienne et de la lutte de classes. Aussi poursuit-il la lutte sans relâche, toujours à la pointe du combat, tirant constamment la leçon de ses succès et de ses échecs pour que les erreurs ne se répètent plus et que les victoires ne le grisent pas et ne l'amènent pas à s'endormir sur ses lauriers. Notre parti et notre peuple marchent avec une foi inébranlable sur la voie de la construction du socialisme.

Les cliques révisionnistes liquident entièrement, dans leurs pays, les conquêtes du socialisme. Il doit donc être clair, pour la classe ouvrière de ces pays, que le parti révisionniste au pouvoir n'est plus le parti du prolétariat, mais un instrument tombé entre les mains de dirigeants traîtres qui l'utilisent pour restaurer le capitalisme et tromper les masses. Aujourd'hui il n'y a plus place pour les illusions, les hésitations et les atermoiements. La classe ouvrière des pays révisionnistes se trouve au pied du mur. Elle est placée devant la nécessité historique de livrer à nouveau bataille, d'entreprendre une lutte sans merci pour renverser les cliques de traîtres, pour réaliser une seconde fois la révolution ouvrière, pour restaurer la dictature du prolétariat. Voilà qui exige des hommes résolus, courageux, prêts au sacrifice, capables de reprendre et de rénover l'esprit et les traditions révolutionnaires du temps de Lénine et de Staline. Voilà qui rend nécessaire, en premier lieu, l'organisation des véritables révolutionnaires dans de nouveaux partis marxistes-léninistes qui devront préparer et conduire à la victoire l'insurrection générale du prolétariat et des masses laborieuses.

En ces moments importants pour les destinées de la révolution, les marxistes-léninistes et le prolétariat mondial ne peuvent pas se taire. Ils ne resteront pas les paisibles spectateurs des événements qui se déroulent dans les pays révisionnistes. L'internationalisme prolétarien l'exige : tous les révolutionnaires élèveront la voix. Ils mèneront jusqu'au bout une lutte de principe pour apporter tout leur soutien à la classe ouvrière et aux peuples actuellement sous domination révisionniste. Il est temps d'agir pour renverser et écraser les cliques au pouvoir, pour faire flotter à nouveau le drapeau de la révolution et du socialisme.

La révolutionnarisation de l'enseignement

Extraits du discours prononcé à la réunion du Bureau politique du Parti du Travail d'Albanie le 7 mars 1968.

Dès la fin de 1965, la lutte contre le bureaucratisme est entrée en Albanie dans une période d'activité intense. Ce grand mouvement s'étendit d'abord à travers les institutions politiques et les entreprises. Assez vite il gagna l'Université, les lycées et même les écoles. L'importance de la lutte engagée dans ce secteur est jugée si grande que le Comité central du P.T.A. a créé une commission spéciale pour analyser l'ensemble du travail politique de révolutionnarisation ininterrompue de l'enseignement.

Cette commission est présidée par Mehmet Shehu, proche compagnon de lutte d'Enver Hoxha, membre du Bureau politique, président du Conseil des ministres.

Le discours d'Enver Hoxha ne veut pas être un exposé définitif, dogmatique et complet de la théorie de l'éducation ; il tire au contraire sa force de sa véritable fonction : intervenir dans une discussion vivante et sur les points principaux du débat tel qu'il se déroule réellement.

I

[...] Après la libération du pays, jusqu'à notre première réforme de l'enseignement en 1946, nous nous sommes appuyés sur les anciennes écoles, sur les anciens instituteurs et professeurs. Cet héritage n'a pas cessé, depuis lors, de peser sur nous de diverses manières selon les étapes parcourues. Il explique le conservatisme marqué qui règne chez beaucoup de vieux instituteurs et professeurs, mais aussi chez bon nombre de jeunes. Néanmoins, notre école se transformait dans le cadre de l'évolution globale de la vie du pays. La réforme de 1946 exerça une influence favorable dans cette voie. L'expérience de l'école soviétique nous a aidés dans ce domaine, mais seulement jusqu'à un certain point. Plus tard, nous avons constaté que, greffée sur notre vieil enseignement, elle conservait elle aussi certaines survivances de la pédagogie bourgeoise. Elle avait hérité, comme la nôtre, de nombreux défauts que le temps, l'expérience acquise, et le développement du pays ont fait ressortir à nos yeux. Il nous a donc fallu apporter constamment des corrections partielles à la politique suivie, qu'il s'agisse des structures de notre école ou de ses programmes. Sur le terrain de l'enseignement, il nous était difficile de procéder autrement que nous ne l'avons fait : par suite de notre manque d'expérience, de moyens et de cadres, nous ne pouvions faire table rase de l'ancienne école. Il n'aurait pas été réaliste de l'entreprendre. Nous devons nous acheminer vers sa transformation en une école populaire, l'étendre partout, dans les villes et les campagnes, instituer l'enseignement primaire obligatoire, créer l'école de sept ans, multiplier les lycées, rendre peu à peu obligatoire une scolarité de sept ou huit ans, augmenter le nombre de nos collèges techniques, envoyer des jeunes faire leurs études supérieures à l'étranger jusqu'à ce que nous ayons créé dans le pays même notre propre Université. D'autre part, dès les premiers jours qui suivirent la libération, le Parti et le pouvoir se sont constamment appliqués à faire de l'école où la pensée accomplit ses premiers pas un important foyer où la jeunesse se forme selon la politique du Parti.

Les enseignants suivirent, il est vrai, la ligne du P.T.A. Certains s'y adaptèrent. Mais ils n'en conservaient pas moins dans le fond de leur conscience, dans leurs méthodes, dans leur style de travail, les tendances de l'ancienne pédagogie, les survivances des anciennes écoles où ils avaient eux-mêmes étudié, dans le pays ou à l'étranger.

A présent les choses ont changé. Nous avons acquis dans le domaine de l'enseignement une expérience nouvelle de près de vingt-cinq ans. Une évolution positive s'est dessinée durant toute cette période, de nombreux objectifs fixés par le Parti ont été atteints. Sur la base de ces résultats nous avons pour tâche de faire faire à notre enseignement un bond qualitatif. Ainsi répondra-t-il aux besoins créés par le

développement de la production. La construction de plus en plus complète du socialisme, l'acheminement vers la société communiste.

[...] En franchissant une par une les étapes successives des autres secteurs de la vie sociale, notre école connaîtra des changements dans sa forme, dans sa structure, dans son contenu. Seul ne changera jamais le principe qui la guide à travers chacune de ses transformations : la philosophie matérialiste marxiste-léniniste. C'est pourquoi le Parti doit tout d'abord enseigner aux élèves, instituteurs et professeurs, aux couches populaires, aux ouvriers et aux paysans, aux petits et aux grands, par tous les moyens et sous toutes les formes, le marxisme-léninisme, la science qui permet de comprendre l'évolution de toutes les sciences et de les faire progresser.

Étudiants et enseignants doivent acquérir la connaissance approfondie du matérialisme dialectique et historique. C'est là un problème qu'il est important pour nous de résoudre, et c'est dans ce sens que nous devons revoir les manuels, les formes et les méthodes de travail. Les sciences, qu'elles soient biologiques, physiques, sociales, bref, tout le contenu de notre enseignement doit reposer sur de justes bases marxistes-léninistes. Revoir à fond les livres scolaires pour les débarrasser des survivances, voilà une de nos tâches les plus sérieuses. Et nous ne devons pas penser que, sans connaître les sciences, les instituteurs peuvent la mener à bien. Le choix des textes scolaires est un acte important parce qu'il met en jeu l'application de la ligne du Parti, sa politique, ses objectifs, son programme actuel, ses perspectives d'avenir. Nous ne pouvons pas concevoir la nouvelle école socialiste comme un lieu d'accueil pour toutes sortes de textes où cohabitent deux conceptions du monde : idéalisme bourgeois et marxisme-léninisme. Nous ne pouvons faire aucune concession à la philosophie idéaliste bourgeoise et à la théologie moyenâgeuse.

II

Il faut remettre bien des wagons sur les rails. Quand j'ai dit, en d'autres occasions, que les manuels comportent beaucoup de pages inutiles, cette remarque a été mal comprise. Une interprétation trop étroite a favorisé dans la pratique une tendance à tailler dans les programmes là où c'est nécessaire, mais aussi dans les autres disciplines.

C'est ainsi que les sciences ont fait de grands progrès. Il n'est pas rationnel de réduire à l'aveuglette le programme d'un enseignement scientifique. C'est là mépriser le savoir. L'étude de la nature doit être faite d'une façon approfondie et révolutionnaire. Il faut à tout prix que dans cette perspective les exposés des manuels soient clairs et complets. La science doit s'affranchir à jamais de la théologie. Son développement et ses progrès permettent de montrer comment s'appliquent le matérialisme et la dialectique. Or, nous devons nous efforcer, par tous les moyens, d'en favoriser l'assimilation par les élèves, instituteurs et professeurs. Ainsi seulement, ils seront en mesure de comprendre la théorie du développement dans toute son étendue.

J'ai entendu dire que nos enseignants discutaient sur le point de savoir s'il convient de maintenir l'enseignement intégral de la théorie de Linné [*Linné (1707-1778), Naturaliste suédois dont la classification des plantes fait aujourd'hui encore autorité.*], s'il faut en conserver toutes les classifications ou si l'exposé doit en être abrégé. Une pareille discussion présente des aspects positifs. Mais elle en offrira davantage quand ces modifications apportées à propos de théories comme celles de Linné se feront à la lumière de la dialectique matérialiste — autrement dit, quand on renoncera à enseigner ce que le progrès de la botanique ou de quelque autre science et l'apparition de la dialectique matérialiste ont révélé comme étant superflu ou inexact. Il serait naïf de dire tout bonnement : « Nous n'avons que faire de tel ou tel savant. » Les méthodes mises en œuvre par les hommes de science ne se laissent pas rayer d'un trait de plume. C'est pourquoi il est nécessaire que les garçons et les filles apprennent dans les écoles la théorie et la science dans leur vérité actuelle. C'est ainsi qu'ils comprendront mieux la relativité du savoir humain, son pouvoir de réfléchir la matière en perpétuel développement.

D'aucuns demandent tout simplement : « A quoi servent tant de connaissances ? » Mais ils ne comprennent pas que si les données de la science ne leur sont pas enseignées sous des formes diverses, depuis la plus simple jusqu'à la plus élaborée, la conception philosophique matérialiste ne pourra pas se former chez les hommes du socialisme. Sans cette information, rien ne peut aller de l'avant. Au contraire, nous ferions machine arrière, nous serions submergés par la nuit du Moyen Age, la théologie et la philosophie bourgeoise. Sans arguments philosophiques solides, nous dit Lénine, ni les sciences de la nature, ni le matérialisme ne sont en mesure de faire face à la pression des idées charriées par le capitalisme, ou d'empêcher le retour à la conception bourgeoise de l'univers. Les hommes de science de notre régime doivent apprendre patiemment la philosophie marxiste et en être les plus ardents défenseurs. Il leur faut devenir, en un mot, des matérialistes dialectiques.

III

Les programmes revêtent une importance déterminante pour les écoles de toutes les catégories [...]

Les programmes sont variés et nombreux. Je n'ai pas une particulière compétence pour en traiter, mais j'estime que la juste orientation politique et idéologique des programmes est indispensable. En outre, des liens organiques doivent rattacher le programme de chaque discipline tel qu'il est fixé pour une classe à celui qui sera mis en œuvre dans la classe suivante. En aucun cas, il ne doit exister de solution de continuité et pas davantage il n'est possible de répéter ce qui fut déjà enseigné l'année précédente. Ainsi, selon moi, l'élève n'oubliera rien si le manuel est à la fois clair, simple et complet. Il sera alors en état de relier solidement entre elles les connaissances qu'il doit acquérir. Lorsque cette unité organique de son savoir sera établie, elle ne risquera plus d'être compromise par les allègements qu'il est nécessaire de faire subir aux différentes disciplines, à chaque étape des études. Elle ne souffrira pas non plus d'un enseignement fondé sur le matérialisme dialectique et historique, puisque celui-ci exige de toute science qu'elle soit exposée sans développements inutiles, qu'elle établisse des liens organiques entre ses différentes parties, qu'elle soit claire et vraie.

Cette érudition ne viendra-t-elle pas à manquer ? Certains le craignent, mais ils ne voient pas que cette nécessaire érudition doit être apportée progressivement. Si nous établissons les programmes et les manuels comme je le propose, l'enseignement apportera à, la fois un savoir suffisant et une saine méthode de pensée. Les élèves retiendront beaucoup de choses. Il leur en restera même davantage dans la tête que si l'on avait prétendu leur faire acquérir une érudition démesurée hors de proportion avec le temps dont ils disposent et avec le stade de développement atteint par leur intelligence et leurs connaissances pratiques. C'est ainsi que nos linguistes, qu'ils se consacrent à la science elle-même ou à sa méthode, doivent combattre la tendance à, enseigner l'albanais aux écoliers de façon académique en remplissant leur esprit de toutes sortes de concepts, en cherchant aussi à leur inculquer des connaissances abstraites et arides, superflues et stériles. La linguistique doit être utilisée davantage et plus rapidement pour faciliter l'assimilation à l'école de la langue par les élèves sur des bases plus solides et qui les rendent plus aptes à l'usage pratique de la langue telle qu'elle est parlée dans la vie. L'érudition est plus longue à acquérir. C'est une étude plus approfondie qui dépasse les limites du cycle scolaire. Elle implique une spécialisation plus poussée. Mais ceux qui terminent normalement leurs années d'école ne peuvent être tenus pour des ignorants. De plus, tout au long de leur vie quotidienne ils acquerront beaucoup d'autres connaissances. Ce qui compte, c'est donc la formation intellectuelle de base. Les programmes, les manuels, les expériences diverses faites ici et là et la lutte pour appliquer ce savoir dans la vie, pour l'enrichir ainsi, dans la pratique. En ce qui concerne l'école, nous devons donc attacher de l'importance aux programmes et aux manuels des diverses disciplines.

De même nous devons nous préoccuper des sciences, qu'elles soient fondamentales comme la physique, les mathématiques ou la chimie, ou appliquées comme la médecine, la géologie ou la mécanique. Toutes ces sciences doivent être bien assimilées. Enfin le manuel doit être clair. Le programme doit constituer un tout à travers l'ensemble du cycle scolaire et universitaire. Le professeur doit bien posséder sa matière.

De plus, il est d'une importance de principe que les manuels, les programmes et aussi la manière de faire le cours soient empreints de nos conceptions matérialistes dialectiques, Ainsi à travers l'étude des sciences, l'élève, l'étudiant et le professeur lui-même ont une conception du monde communiste. Ils comprennent le développement théorique et l'application pratique du savoir à travers la dialectique matérialiste.

IV

Il faudra également consacrer dans nos écoles un soin particulier à l'enseignement de l'histoire et de la géographie. Il faut d'abord connaître le passé et le territoire de notre pays. Mais aussi ceux de tous les autres peuples. Certains ont tendance à ne pas attacher assez d'importance à ce dernier point. Cette déviation doit être combattue.

Les Albanais doivent absolument connaître l'histoire de leur peuple à la lumière du matérialisme historique. C'est pourquoi les programmes et manuels de cette matière devront également être revus d'un œil critique.

Il en va de même pour l'histoire des peuples du monde. Dans ce domaine des changements radicaux devront être apportés aux manuels et aux programmes. Il faudra en rédiger de nouveaux dans des limites de temps précises et dans un cadre défini à l'avance. Les manuels et programmes actuels sont empruntés à l'étranger. Et la plupart d'entre eux, et en particulier ceux des établissements supérieurs, sont édifiés sur la base de critères politiques et idéologiques incompatibles avec notre nouvelle école socialiste. Les volumes consacrés aux différentes périodes de l'histoire ne correspondent pas à leur importance réelle. Et il n'est pas possible de discerner comment s'enchaînent organiquement les divers moments du devenir. Ainsi, l'enseignement de cette matière ne parvient-il pas à faire comprendre le développement de la société humaine dans la perspective du matérialisme dialectique. Il reste donc un travail considérable à faire en ce qui concerne la qualité, le contenu, la ligne politique et l'idéologie des manuels d'histoire, et aussi la place consacrée aux différentes périodes.

La géographie de notre pays a une très grande importance. Elle est sous-estimée en raison de l'influence exercée par les conceptions des écoles étrangères et les régimes d'oppression nés de la situation propre de l'Albanie ou imposés par les occupants. Ceux-là avaient intérêt à ce que notre peuple ne connaisse pas son pays, ne s'y attache pas. Voilà pourquoi l'enseignement de la géographie albanaise restait de pure forme et était réduit au strict minimum, à une simple énumération de noms, de cours d'eau, de montagnes, etc. Cet état de choses doit changer à tout prix, dans les manuels et dans les programmes tout comme dans les manières de faire les cours. La géographie de notre pays — physique, politique, économique — doit devenir une science véritable. Tout au long du cycle scolaire, les gens de chez nous apprendront ainsi à connaître parfaitement leur patrie, son développement, ses perspectives. Il est naturel qu'ils la connaissent et qu'ils la touchent puisque c'est sur ce sol qu'ils vivent, travaillent, créent. La leçon de géographie doit être une des plus vivantes, des plus intéressantes. Le chapitre du manuel enseigné doit l'être à partir de la réalité, du terrain, des champs, des montagnes, des cours d'eau et du cheptel. Quelles grandes perspectives peut ouvrir un pareil cours consacré à la géographie de notre pays ! Ainsi conçue cette science développe le patriotisme et l'amour pour l'Albanie. Elle se rattache à la production, à l'agriculture, à l'industrie. Elle prépare de futurs géologues, ingénieurs et agronomes, elle fortifie la santé, encourage le sport et le tourisme. Des changements qualitatifs sont nécessaires dans cet enseignement pour que le cours de géographie soit inséparable de tous les aspects de la vie et pour qu'il rapproche les élèves de la nature et de leur pays.

D'importantes modifications doivent également être introduites dans le cours de géographie générale. Sous sa forme actuelle il ne correspond pas à nos exigences.

Le remaniement des manuels, dans cette optique, implique un travail attentif sur des bases scientifiques et qui, de l'école primaire à l'enseignement supérieur, lient la pratique à la théorie. La première soutient la seconde et la seconde soutient et guide la première [...].

J'ai dit quelques mots des sciences. Je voudrais aborder maintenant la méthode à employer pour alléger les manuels et en élaborer de nouveaux. Nous voulons que les livres scolaires soient pénétrés de la dialectique matérialiste. Ils ne peuvent être le fait de gens incompetents ou étrangers aux conceptions philosophiques du marxisme-léninisme. Mais un savoir intellectuel n'est pas suffisant : il faut aussi sentir cette philosophie, l'appliquer, en un mot la rendre concrète et vivante dans les cours. Et je pense d'abord aux techniciens et aux scientifiques sortis des anciennes écoles. Dans l'ensemble ils ont un bon comportement politique. Ils aiment le Parti, le peuple et le socialisme. Mais, bon gré mal gré, ils demeurent attachés par un fil à l'idéologie idéaliste bourgeoise. Pourtant cette critique s'applique aussi aux nouveaux cadres supérieurs sortis de notre université d'État. Nous possédons nombre de spécialistes qui ont notamment appris dans nos facultés la philosophie marxiste-léniniste. Quoiqu'ils travaillent depuis des années sur le terrain, ils ne sont pas encore en mesure de lier leur savoir à la vie. Ils n'ont pas encore réussi à mettre en pratique la recommandation du Parti selon laquelle, comme le dit Lénine, le matérialiste authentique est tenu d'être à l'avant-garde de la lutte et d'en tirer des conclusions philosophiques révolutionnaires.

Alors que devons-nous faire sur ce point précis ? Sous la direction du Comité central du Parti et du ministère de l'Instruction publique et de la Culture, il importe d'organiser une étroite coopération entre les enseignants des diverses matières, les scientifiques et les hommes des secteurs des lettres et de la philosophie marxiste-léniniste. Ce travail fondamental ne doit pas reposer spécialement sur les instituteurs et les professeurs, même s'ils sont professionnellement compétents et membres du Parti. Ce qui importe ici, c'est de posséder à fond la philosophie marxiste-léniniste.

Si nous considérons les sciences sociales, et plus particulièrement la littérature, qui figurent au programme de toutes les écoles, nous y trouverions des aberrations.

Certes, nombre de camarades communistes ont mis la main à la préparation de cet enseignement. Et le Parti fait preuve de la plus grande vigilance dans ce domaine. Pourtant, examinons attentivement la façon dont les cours de littératures albanaise et étrangère sont donnés dans les écoles et les autres institutions culturelles. Il nous faut étudier ce problème en détail à la lumière de notre philosophie. Nous constaterons des faiblesses, des anomalies, des erreurs dans l'importance attribuée aux différents auteurs, des manifestations d'amateurisme, des passions personnelles et un goût morbide de l'érudition. Si nous ne les corrigeons pas, de graves déviations nous coûteront de plus en plus cher à l'avenir. Dans ce domaine, on voit se refléter les conceptions philosophiques des écoles bourgeoises : les sympathies individuelles, pour tel ou tel auteur, selon les inclinations de chaque enseignant, selon l'école littéraire ou la culture dont il est pétri. Bref, nous n'avons pas encore réussi à nettoyer complètement les écuries d'Augias. [*Écuries d'Augias : Augias est un roi grec de légende. Pour nettoyer ses écuries, Hercule dut détourner le cours de deux fleuves. Ce fut l'un de ses douze travaux.*] Et ces pédagogues, prisonniers d'une érudition pesante et confuse, font passer toutes ces idées mal rectifiées, ces goûts ou ces passions pour un auteur albanais ou étranger, dans leur enseignement ou dans la vie sociale, à travers leurs cours, causeries, conférences, articles ou livres. Voilà, un réel danger. Si nous ne mettons pas de l'ordre dans ce domaine, nous aurons reculé devant la philosophie bourgeoise en permettant qu'elle porte ouvertement, sinon officiellement, le combat contre nous sur notre propre terrain. L'époque révolutionnaire démocratique de la renaissance albanaise revêt une importance considérable dans l'histoire et la littérature de notre peuple. C'est une période admirable guidée par les idées avancées du siècle des Lumières, peuplée d'hommes de grand talent. Elle mérite le nom de Renaissance. [*Renaissance albanaise : à partir des années 1840 — en même temps que se développaient des soulèvements armés contre le pouvoir turc ou dans une période intermédiaire entre deux soulèvements — un mouvement culturel de libération nationale grandissait sur le terrain de la littérature et du savoir. Compte tenu du décalage historique entre l'Europe occidentale et l'Empire turc, cette période est comparable, sur bien des points, à celle de notre Renaissance.*] Elle marque, pour la nation, le passage de la nuit médiévale, féodale et impérialiste, à la lumière, à l'insurrection, à la lutte pour la liberté, pour l'indépendance, la démocratie, le progrès et l'instruction.

Engels a parlé quelque part de la Renaissance — non de la nôtre, mais du mouvement des XV^e et XVI^e siècles. Il voit en elle une époque lumineuse qui a engendré de grands hommes — artistes et peintres, certes, mais aussi savants philosophes mis au bûcher par l'Église, physiciens, astronomes, etc. — qui ont balayé la lourde nuit du Moyen Age, renversé croyances et systèmes et donné une impulsion prolongée au développement économique, culturel et scientifique. Mais l'analyse qu'il fait de l'époque de la Renaissance est une analyse dialectique et non point idéaliste. L'impulsion donnée à la société par les grandes figures de la Renaissance n'était ni suffisante, ni définitive. La société humaine devait continuer à se développer, à se transformer. Des bouleversements partiels ou globaux allaient se produire dans le développement de la vie collective et dans celui des diverses sciences. Complémentaires des anciennes ou entièrement nouvelles, des lois allaient apparaître. Comme le dit Lénine « de ces bouleversements naissent dans la plupart des cas des écoles, grandes et petites, des courants philosophiques réactionnaires grands et petits ». Seule, notre philosophie matérialiste peut en dissiper la brume et éloigner de nous ces dangers idéologiques.

C'est précisément sous cet angle que notre Parti a considéré l'époque de la Renaissance. Il lui faut approfondir encore davantage cette remise en question dans l'optique du matérialisme dialectique pour que les élèves, les étudiants, les instituteurs, les professeurs, les couches populaires comprennent cette période de la façon la plus claire et la plus juste, sur la base d'une analyse marxiste-léniniste. Il faut qu'ils en distinguent les aspects sociaux, économiques, culturels, historiques. Bref, il s'agit d'un travail sérieux, non de suivre le bon plaisir de certains intellectuels.

Les animateurs de notre Renaissance doivent être replacés dans leur véritable cadre, dans l'époque où ils ont vécu, œuvré et lutté. Il faudra mettre en lumière leurs idées, qui étaient le produit du développement de leur société, dégager leurs objectifs immédiats et leurs buts plus lointains. Alors, il apparaîtra que ces grandes figures de notre renaissance étaient des hommes remarquables aux idées progressistes, des penseurs avancés, des révolutionnaires courageux, des patriotes qui ont lutté par les armes et la plume pour la liberté, du peuple, pour son réveil. Les aspects positifs de la Renaissance et de ses animateurs sont importants. Nous devons les faire connaître au peuple. Mais n'oublions pas non plus un seul instant que les aspects négatifs de ces grands hommes doivent être soumis à notre critique marxiste-léniniste. Leur faiblesse a pour origine l'idéalisme philosophique. Ils portaient là, un pesant fardeau, celui de la philosophie de leur époque. Entre elle et la nôtre, la lutte est engagée.

Pouvons-nous taire cet antagonisme ? cette lutte à mort que nous, marxistes, nous livrons à la philosophie idéaliste, à la religion et aux croyances religieuses ? Pouvons-nous les considérer comme intouchables, uniquement parce qu'elles ont été professées par les animateurs de notre renaissance ? Pouvons-nous, d'une part, combattre âprement la théologie, la religion, l'Église et les mosquées, les prêtres et les hodjas [*Hodjas : prêtre musulman.*] et d'autre part exalter ces parties de l'œuvre de Naim Frashëri [*Naim Frashëri (1846-1900) : poète national de la lutte contre la domination turque.*] où il exprime sa philosophie bektachienne ? [*Les Bektachis formaient une secte d'origine musulmane dont la philosophie n'était pas sans rappeler celle des francs-maçons.*] Allons-nous applaudir quand Mjede [*Mjede (1866-1937), prêtre catholique et poète de la Renaissance albanaise.*] traite de la théologie chrétienne ou quand Çajupi [*Çajupi (1866-1930), poète patriote et démocrate delà résistance albanaise à la domination turque.*] dit, par exemple que le Père Tomori [*Le Père Tomori : la plus haute montagne du sud de l'Albanie. Le clergé superstitieux en faisait la résidence de Dieu.*] est le trône sur lequel Dieu est assis ? Nous n'offrirons pas tout cela en pâture idéologique à notre peuple uniquement parce que ces conceptions sont celles des animateurs de notre Renaissance ; de grands hommes qui ont été à l'origine de la formation et du développement de notre langue. Il ne suffit pas, pour nous en convaincre, que ces idées soient exprimées en de beaux vers traduits en de séduisantes images. En marxistes que nous sommes, dans l'intérêt du peuple et du socialisme, nous devons combattre ces aspects négatifs. Nous ne pouvons faire de concessions idéologiques sous couleur de rendre hommage à la perfection des vers ou du style. Engels a considéré la langue de Luther comme la base de la langue littéraire allemande, il n'a pas renoncé pour autant à l'apprécier à sa juste valeur et à dénoncer le rôle réactionnaire de la Réforme avant et après l'insurrection paysanne en Allemagne.

A nos yeux, la question des manuels scolaires doit elle aussi être soumise, pour chaque matière, notamment littéraire, à une analyse et à un contrôle sérieux effectués à l'intérieur et à l'extérieur de l'école, dans la perspective de notre philosophie.

La question que je pose, en ce qui concerne les promoteurs de notre renaissance doit être bien comprise et résolue. Il ne serait pas honnête, et d'ailleurs pas davantage marxiste, de noircir cette époque. Dans les œuvres de notre renaissance, il faut procéder à des choix, décider d'après nos principes, lesquels seront introduits dans les écoles de divers types ou mis à la portée du peuple. Nous éliminerons sans hésitation les aspects négatifs d'un texte. Donnerons-nous à étudier à un élève de l'école primaire les vers ou la prose d'un auteur de notre renaissance qui célèbre Dieu ? Si en même temps nous portons cet auteur aux nues, nous exalterons, du même coup, la philosophie idéaliste ou polythéiste. Le maître en fera certes la critique, mais le jeune écolier ne sera pas en mesure de comprendre cette critique. Il ne sera pas à même de saisir les nuances de la louange et du blâme; en revanche dans les établissements d'enseignement supérieur, les œuvres de ces auteurs pourront être étudiées plus largement, mais non sans que cette lecture s'accompagne d'une sérieuse critique marxiste-léniniste dirigée contre les conceptions idéalistes inscrites dans ces textes.

Toutefois, nous devons nous garder soigneusement d'idéaliser les promoteurs de notre Renaissance et de nourrir un culte pour eux. Nous devons considérer cette question dans l'optique de notre philosophie marxiste. Depuis l'époque de notre Renaissance, notre pays a connu des changements colossaux dans les domaines économiques, sociaux, culturels et éducatifs. L'Albanie n'est plus le pays de jadis. Son économie, sa culture, son instruction publique, sa langue, son régime, sa politique, son idéologie ne sont pas ce qu'ils étaient. Conformément aux lois de la dialectique matérialiste tout s'est transformé et continue à se transformer. On s'engage dans une impasse chaque fois qu'on n'arrive pas à penser simultanément tout ce qui a changé, chaque fois qu'on exalte un moment de l'histoire en laissant les autres dans l'oubli, que l'on vit uniquement avec l'ancien en oubliant ainsi le nouveau, que l'on croit voir dans l'ancien toute la réalité du nouveau — réduisant donc celui-là à peu de chose.

Dans cet esprit, il importe de combattre toute sous-estimation de notre littérature actuelle, c'est-à-dire de l'époque du pouvoir populaire. Il convient d'ouvrir toutes grandes les portes de l'école à cette littérature nouvelle du réalisme socialiste. Elle reflète les sentiments et l'action d'une ère qui commence. Elle peut et doit servir à la formation la plus complète des masses dans la grande perspective du socialisme et du communisme.

C'est selon ces mêmes critères qu'il faut apprécier les autres périodes du développement de la pensée scientifique et littéraire, artistique et musicale, telles qu'elles sont présentées dans les manuels scolaires. Comme je l'ai déjà rappelé, ceux-ci doivent être suffisamment complets. Mais nous ne devons pas pour autant tolérer la manie exagérée de certains érudits distingués qui cherchent à enseigner aux élèves, en un bref laps de temps et avec une exagération hors de toute mesure, l'ensemble du savoir qu'il leur a fallu, à eux, une vie entière pour acquérir. N'en concluons pas que nous n'avons pas besoin d'érudits distingués, de grands spécialistes. Ce sont des puits de science. Grâce à leur concours, nous multiplierons nos cadres supérieurs. Mais nous ne devons pas confondre les divers stades de développement entre eux. L'érudit doit trouver la possibilité de rendre la matière qu'il traite facile à comprendre pour un étudiant, sans efforts excessifs. C'est au spécialiste à qui le jeune intellectuel est envoyé pour se perfectionner, d'une manière continue, de mesurer le chemin qu'un étudiant est capable de parcourir.

VI

En ce qui concerne la littérature étrangère, telle qu'elle est étudiée dans nos écoles et diffusée dans le public, la situation m'a paru assez périlleuse, parce que chaotique. Bien que l'on note certaines améliorations au cours de ces trois dernières années, la situation n'en demeure pas moins inquiétante. La confusion règne dans ce domaine en l'absence de critères ou, quand ils existent, ces critères sont déformés, corrompus. Aussi le Comité central doit-il mettre sérieusement la main à la pâte. On ne peut

résoudre les problèmes posés par cette matière du programme que sur une base de principe. Encore faut-il que celle-ci soit affirmée avec vigueur et que le contrôle de l'application soit bien organisé. Or, ce n'est pas le cas actuellement. Quelqu'un se met à traduire le premier roman qui lui plaît, pour qu'on le publie : si le traducteur est une personnalité, si l'auteur du roman est « un classique », peu importent les idées exprimées dans son œuvre, le livre est imprimé et servi tout chaud au public. En outre, ce même traducteur tient des conférences au nom du Parti. Dans ce cadre il exprime des idées incompatibles avec celles du roman qu'il a traduit. Peu lui importe son inconséquence, et la maison d'édition qui le publie le félicite de dépasser les prévisions de son plan et ne se soucie guère davantage du contenu.

Nos publications scolaires ou destinées au grand public ne doivent pas mettre entre les mains du peuple et de la jeunesse n'importe quel livre. Il ne convient pas d'éditer des textes qui désorientent ou corrompent le lecteur. Il faut au contraire l'aider à connaître le développement de la société et l'armer, en même temps, de notre idéologie. La littérature étrangère est un domaine vaste et divers. Il est à la fois possible et difficile d'y choisir ce dont nous avons besoin. Les auteurs de ce choix doivent être dotés d'une vaste culture et de fermes conceptions marxistes-léninistes. Il leur faut bien connaître les besoins non seulement des lecteurs, mais de chaque public particulier. Leur tâche est de faire traduire et publier les œuvres de la littérature étrangère sans jamais oublier les objectifs du Parti. On ne doit, dans ce problème important et délicat, tolérer ni snobisme, ni préférences individuelles, ni goûts malsains ; on ne saurait davantage admettre le nihilisme intellectuel qui proclame : « Nous n'avons que faire de cette littérature. » Non, elle nous est utile, mais nous ne cherchons en elle que ce qui peut aider à notre développement intellectuel, artistique et culturel.

Chaque peuple a sa propre littérature — et celle-ci est toujours d'une grande variété — elle comporte bon nombre d'écoles. La bourgeoisie dans les différentes phases de son essor et de son déclin crée, sans cesse, sa littérature, ses poètes, ses écrivains, ses musiciens, ses artistes, etc., grands et petits. Certains ont résisté à l'épreuve du temps et d'autres ont été emportés par le flot. Il est inconcevable que nous songions à traduire leurs œuvres, simplement par peur de ne pas être à la page. Et il est inadmissible de les éditer sous le prétexte mis en avant par certains intellectuels que nous ne pourrions pas nous en passer. Nous devons choisir les auteurs et les livres les plus révolutionnaires, dans les moments les plus révolutionnaires de l'histoire. Ainsi nous apporterons aux hommes de chez nous des textes susceptibles d'illustrer ce qu'ils ont appris de l'histoire d'un peuple, des luttes de classes qui s'y déroulent et de la pensée progressiste qui s'y développe. De pareils écrivains, poètes, artistes existent. Mais n'oublions pas qu'ils ne correspondront jamais entièrement à nos exigences et à nos besoins puisque, même chez ces auteurs progressistes ou révolutionnaires, nous trouverons le reflet, au moins partiel, des idées bourgeoises, c'est-à-dire du genre de vie et de la conception dominante à leur époque.

Alors comment devons-nous procéder en cette matière ? J'estime que nous ne devons pas céder à la manie de faire avaler par les écoliers, ou par le public, le texte intégral d'un roman, si cette œuvre est bonne sous trois aspects et mauvaise sous cinq autres. Dans ce cas nous pouvons leur offrir des morceaux choisis où se trouvent justement des passages où dominant ces trois meilleurs aspects. Il ne s'agit pas pour autant de négliger la critique de l'œuvre dans son ensemble.

Pour mener à bien une tâche si délicate, il faut, à mon avis, nous demander si chacune de nos décisions contribue à la formation des hommes de chez nous — et dans quelle mesure elle le fait. Il est nécessaire de déterminer si elle étaye ou démolit ce que le Parti construit chaque jour et chaque heure. En effet nous menons une lutte quotidienne et opiniâtre pour éliminer les vestiges petits-bourgeois de la conscience des hommes, nous combattons chaque jour l'influence de la religion et des superstitions ; mais nous mettons, par ailleurs, entre les mains du peuple des livres de renommée universelle qui présentent ces mêmes idées sous des thèmes attrayants. Nous détruisons alors nous-mêmes, la nuit, ce que nous avons bâti le jour.

Ce sont les mêmes critères que je crois utile d'appliquer à la littérature telle qu'elle est enseignée dans les facultés. Il ne faut pas laisser le champ libre aux tendances de certains professeurs qui alourdissent

les programmes en y introduisant, par exemple, les œuvres d'Aristophane. Sur ce point précis, j'ai lu une critique fort pertinente d'un étudiant dans le journal *Studenti*. La philosophie de notre parti, la philosophie matérialiste, doit jouer un rôle décisif aussi bien dans l'élaboration et la rédaction de tous les programmes et de tous les manuels de l'Université que dans les formes et les méthodes d'enseignement. Je tiens à souligner encore que l'étude de la philosophie marxiste exige une grande vigilance de notre part. Je le répète : sans la connaître, sans la maîtriser, nous ne pouvons élaborer aucun programme. A mon avis l'enseignement du marxisme-léninisme se fait actuellement de façon trop figée et selon de vieilles méthodes empruntées à l'école soviétique. Il néglige les réalités concrètes au profit de types généraux. Il est simplificateur. Il souffre de n'être pas renouvelé, vivifié par l'apport de la pratique combattante de notre parti engagé dans la construction du socialisme en Albanie. J'estime également que l'étude de la philosophie matérialiste n'est pas conduite selon une bonne méthode proportionnellement à son importance. Elle est exposée sans aucun lien avec les autres matières : la composition des programmes et la manière dont les cours sont donnés dans les diverses branches des facultés laissent beaucoup à désirer.

Il faut que s'instaure une conception du monde véritablement matérialiste dans notre intelligentsia en général, et chez les étudiants et les professeurs, en particulier. La réflexion sur notre théorie doit suivre certaines méthodes qui contribuent toutes à atteindre le même objectif : leur formation philosophique marxiste-léniniste.

VII

Tout d'abord il est nécessaire d'étudier le matérialisme dialectique et historique en le plaçant parmi les disciplines les plus importantes. Cette tâche doit être menée à bien avec sérieux sous une forme qui demeurera compréhensible. Il s'agit, en d'autres termes, d'assimiler toute la synthèse philosophique matérialiste formulée par nos grands classiques, illustrée par la lutte et la pratique de notre parti et du mouvement communiste international. Il faudra donc conserver tout en l'améliorant la méthode actuellement employée pour enseigner la philosophie marxiste. En même temps il sera nécessaire de démasquer et de dénoncer comme révisionniste la tentative actuelle des Soviétiques pour supprimer le marxisme-léninisme comme science directrice, et le réduire au cadre de la « logique ». Voilà quelle doit être la base solide de nos études philosophiques, la théorie qui nous oriente et nous dirige.

Ce premier moyen doit être renforcé par un second. Il s'agit d'appliquer la théorie à la pratique, de l'utiliser comme boussole, comme guide, bref, de s'appuyer sur elle pour revoir, remanier et développer les manuels, les cours et les méthodes d'enseignement, la conduite des expériences et des travaux pratiques dans leur ensemble. Il faut que notre théorie éclaire et explique chacune des étapes parcourues par le savoir. Ainsi, l'étudiant et le professeur, l'instituteur et l'élève verront réellement pourquoi, en pratique et en théorie, le matérialisme dialectique et historique est un guide nécessaire pour qui veut vraiment comprendre l'histoire des sciences et orienter cette étude vers une voie progressiste.

Il existe un troisième moyen, tout aussi important, de mettre en œuvre une formation marxiste-léniniste. C'est de faire participer activement les élèves, étudiants et professeurs, à la discussion des problèmes politiques et économiques du pays, au cours même de leur formation dans les écoles et les universités. Ils passeront ainsi de l'étude livresque, de la pratique de laboratoire à la vie révolutionnaire active où les principes fondamentaux de notre philosophie matérialiste marxiste-léniniste s'appliquent de manière créatrice à des situations très diverses et avec des résultats concrets visibles et palpables.

La pénétration organique de l'idéologie, de la vie et de la politique de notre parti dans l'enseignement doit se réaliser en même temps qu'est mis en œuvre un autre principe marxiste-léniniste : lier l'étude au travail, introduire à l'école de multiples techniques productives. Nous avons fait, dès 1960, quelques pas dans ce sens. Le plénum du Comité central discutait déjà de la réorganisation de l'école sur la base de ce principe. Ces dernières années, dans l'atmosphère révolutionnaire qui domine toute la vie du

pays, les méthodes, les initiatives et les expériences nouvelles se sont multipliées. Et nous continuerons d'amplifier et d'approfondir ce travail.

Il est nécessaire de s'assurer que convergent ces trois voies principales de la formation marxiste-léniniste :

La première nous fait un devoir d'améliorer nos méthodes dans l'étude de nos grands classiques. Dans la seconde voie — celle de la rénovation des manuels et des formes d'enseignement — nous avons beaucoup à faire. Nous devons nous attaquer à ce problème avec une vigilance révolutionnaire. Enfin, nous avons déjà, commencé à introduire discussions politiques et travail productif à l'école, mais nous devons étendre cette innovation, la compléter et en améliorer les résultats.

VIII

Je dirai aussi quelques mots de la méthode et du style de travail des instituteurs.

Notre école socialiste requiert des instituteurs et professeurs une méthode et un style de travail nouveaux et révolutionnaires. Pour s'orienter dans cette voie, les enseignants eux-mêmes doivent être révolutionnaires et être formés à la lutte de classe pour pouvoir former à leur tour les élèves et les étudiants. Les programmes et les manuels élaborés selon des méthodes adéquates dans un esprit nouveau contribueront, sans aucun doute, à cette évolution des enseignants. Mais ce ne sera pas suffisant : si ces derniers s'enferment dans leur tour d'ivoire, leur monde scolaire, ils ne sentiront pas qu'ils doivent prendre une part active à l'impétueux essor révolutionnaire de notre société socialiste. S'ils ne se forment pas en participant à ces luttes par leur vie, par leur action, tous les textes et tous les programmes du monde n'en feront pas des travailleurs de choc, des novateurs, des révolutionnaires dans leur méthode et leur style de travail. Ils s'enfonceront dans la routine, la simplification, la réduction du particulier au général. Leurs méthodes et leur style d'enseignement resteront sans âme. Ils se convertiront au style et aux méthodes de l'école bourgeoise. Cette dernière ne manque pas de recettes « didactiques » ou tirées d'une « pédagogie expérimentale ». Mais il s'agit, en fait, de techniques incompatibles avec la dialectique et la révolution, il s'agit de démarches réactionnaires conservatrices.

La méthode et le style d'un cours constituent des éléments fondamentaux de la pédagogie. Aussi les enseignants doivent-ils s'appliquer à perfectionner leur attitude dans ce domaine. Nous obtiendrons difficilement de bons résultats si nous nous bornons à donner des recettes. Les professeurs et instituteurs, comme les autres spécialistes, auraient tort de croire que la méthode et le style de leur travail ont atteint la perfection et peuvent servir de modèle pour tous. Une expérience positive acquise dans ce domaine doit être diffusée ; mais ce sera essentiellement le travail accompli et la lutte menée dans ce secteur par les enseignants eux-mêmes qui amélioreront leur méthode et leur style de travail. Le progrès n'a pas de limites. Aussi, à mon sens, cette importante question ne doit-elle pas être posée de manière statique ou simpliste ; encore faut-il traiter ce problème dans la perspective d'un progrès ininterrompu, sans dilettantisme, et s'engager dans une étude sérieuse des programmes et des textes scolaires. Il faut suivre, en cette matière, la voie de l'ouvrier qui a dans son travail un comportement révolutionnaire. Il sort de son tour la pièce qu'on lui demande parfaitement usinée et pratique et non pas une pièce dont personne n'a besoin, œuvre de son imagination malade. La bonne méthode et le bon style de travail doivent servir les fins qu'on s'est fixées.

Tout sera pour le mieux quand les enseignants maîtriseront parfaitement leurs disciplines. Autrement, il ne peut exister ni bonne méthode, ni bon style de travail ; et cela, ni pour l'ouvrier, ni pour l'enseignant. Une fois sûr de ses connaissances, le professeur, ou l'instituteur, est en mesure de discerner le niveau culturel des élèves, leurs aptitudes et leur psychologie. Ces indications, et d'autres encore, lui permettront de bien intégrer son savoir dans son cours, d'apporter de constantes modifications à son style de travail, de l'adapter à la situation et d'atteindre ainsi dans l'application de sa méthode un stade qu'il jugera satisfaisant. Une telle méthode pédagogique contraindra les

enseignants à se montrer révolutionnaires et novateurs en faisant varier leur manière d'exposer leur discipline, la forme de leurs interventions, en refusant tout cliché, tout dogmatisme, tout formalisme, etc. C'est seulement ainsi, à mes yeux, qu'il cesseront de redouter les questions des élèves ou des étudiants et que ces derniers ne craindront plus celles de leurs professeurs. De la sorte se créent en classe une vie active et une communauté saine, simple, chaude, harmonieuse, révolutionnaire, grâce à l'interpénétration des sentiments, de la pensée des élèves et des sentiments, de la pensée et du savoir des enseignants.

Le verbalisme et l'académisme de l'enseignant ne sont rien d'autre qu'une manie, une preuve de faiblesse ; ils semblent être là pour cacher l'insuffisance de leurs connaissances ; ils ont tendance à dissimuler leurs lacunes aux élèves. Un tel enseignant a souvent recours à des méthodes pour cacher le vide dans son savoir, pour le recouvrir de grandes phrases sans contenu. Ainsi se crée une situation fautive entre l'éducateur et les élèves, la formation de ces derniers s'en trouve compromise. Les élèves s'ennuient et cherchent donc à, s'évader. Ils ne suivent plus le cours, bavardent, chahutent ou gribouillent sur leurs cahiers. Ces attitudes des élèves ont toutes pour cause une situation réelle : la méthode de travail insatisfaisante et la préparation insuffisante des cours. Mais l'enseignant impute le désordre au côté subjectif des élèves, à leur manque de discipline, d'éducation, etc. Afin de redresser cette situation anormale à ses yeux, l'enseignant, incapable de procéder à une analyse autocritique de son propre travail et convaincu d'être supérieur sur tous les plans, emploie des mesures « pédagogiques » de contrainte. Celles-ci ne correspondent pas à la situation réelle, elles mettent bien en évidence tout ce que représente un tel maître d'école : l'autoritarisme, la discipline de pure forme, le pouvoir de la note, les antipathies morbides, les rancunes — autant de comportements incompatibles avec une pédagogie authentique. Le Parti doit tenir compte de ces données et de bien d'autres encore dans la formation politique, idéologique et pédagogique des instituteurs et professeurs à qui incombe une grande tâche. Nous soutiendrons de toutes nos forces la plus grande application de la ligne de masse dans le développement de l'instruction et dans le travail à l'école. Nous stimulerons de toute notre énergie les initiatives prises dans ce cadre par les écoles et les instituteurs de base qui appliquent de façon créatrice les programmes, pratiquent l'utilisation critique des textes scolaires, et développent les expériences. Nous ferons en sorte que toutes ces initiatives aient constamment pour fondement la politique de l'enseignement déterminée par notre Parti sur la base du principe du centralisme démocratique.

VIII

J'aimerais aussi vous parler un peu du problème des notes. La question de savoir si le système des notes doit être maintenu ou non est actuellement discutée par nos enseignants. Cette discussion est justifiée et féconde. Nous pouvons tous émettre notre opinion à ce sujet afin de contribuer à un fructueux développement du débat. La conclusion ne peut intervenir qu'après.

Le système des notes a été de tout temps appliqué à l'école. Ainsi s'est créée l'opinion selon laquelle l'école sans notes ne peut fonctionner normalement. Les notes ont donc assumé une fonction régulatrice de l'enseignement. Elles ont pénétré profondément dans l'esprit et la conscience des professeurs et des élèves à qui elles sont apparues comme une évaluation mathématique de leur travail et de leurs efforts dans tous les domaines comme la preuve de l'assimilation de chaque discipline jusqu'à, la conduite. L'autorité de l'enseignant à l'égard des enseignés, bon gré, mal gré, se rattache à la pratique des notes. On peut soutenir que celles-ci constituent un stimulant à l'étude, mais le contraire peut tout aussi bien être admis. Les notes sont susceptibles d'avoir aussi une fonction de frein. Elles peuvent constituer une arme dangereuse entre les mains de l'enseignant peu consciencieux. Elles ne sont pas en tout cas, nécessairement et en tout temps, un moyen d'inciter l'élève à l'étude. Dès qu'il obtient une bonne note, il s'endort sur ses lauriers et s'abrite derrière.

En ce qui concerne nos écoles, le problème se pose autrement. Leur premier but est de doter tous les élèves d'une instruction et d'une culture saines. Notre école a un caractère de masse. Toutes les barricades qui faisaient obstacle à la fréquentation des écoles bourgeoises par les couches populaires

ont été abolies. Dans l'école bourgeoise, l'existence des notes a toujours suscité des obstacles et rempli notamment une fonction de sélection — on conçoit bien de quelle classe sociale sortaient les enfants éliminés.

Notre école nouvelle vise à atteindre les masses, à faire en sorte que tous étudient le plus possible, que personne ne redouble une classe. Tous n'obtiendront pas forcément de brillants résultats, mais du moins ils seront armés pour la vie active. Quand les élèves passeront de l'école à la production, on ne leur demandera pas quelles ont été leurs notes, mais comment ils s'acquitteront des tâches qui leur seront assignées.

J'estime qu'il est nécessaire d'éliminer la conception selon laquelle « on étudie pour obtenir une bonne note ». Il faut faire passer dans les masses la conviction qu'il est nécessaire de s'instruire parce que sans instruction on ne peut ni vivre, ni travailler, et sans savoir on ne peut servir le peuple comme il se doit. L'instruction est une nourriture indispensable pour l'homme. Mais pour faire pénétrer cette juste conception chez les élèves, nous ne devons pas utiliser les notes, seulement le travail politique et éducatif.

Dans ce domaine nous devons combattre également l'idée qu'un certificat, ou un diplôme obtenu de n'importe quelle école est un privilège ou une arme servant à acquérir des avantages personnels. Il faut convaincre chaque individu que le diplôme n'est qu'un certificat constatant la fin des études poursuivies dans un établissement d'enseignement donné. Il s'agit seulement de reconnaître l'acquisition d'un certain degré d'instruction, d'une certaine qualification qu'il est temps de mettre au service de la société. C'est donc une tâche politique que d'étendre et d'intensifier le travail éducatif en vue de pousser nos écoliers à étudier, non pas pour obtenir de bonnes notes ou un diplôme, selon la conception bourgeoise, mais pour acquérir les connaissances les plus utiles au peuple.

L'assimilation du savoir à l'école ne dépend nullement des notes, mais d'abord de conceptions politiques justes, de la clarté et de la simplicité des programmes ainsi que de leur contenu, de la méthode et du style de travail des enseignants et de l'ensemble de la formation scolaire et extrascolaire. Ce sont ces facteurs, et non pas les notes qui, à mes yeux, sont déterminants.

Dira-t-on que ces idées sont justes, mais que toutes les conditions nécessaires pour abolir les notes ne sont pas réunies, en somme que leur abolition serait prématurée ?

Sauf erreur de ma part, les conditions ne sont pas mauvaises en Albanie. Certes, il nous faut travailler encore pour en créer de toujours meilleures. Mais la situation politique est excellente : nous possédons une jeunesse ardente et révolutionnaire qui comprend fort bien l'importance de l'école et de l'instruction, qui les conçoit de façon révolutionnaire. Ce que l'on prétend prématuré, nous devons nous employer à le rendre actuel.

Comment pouvons-nous y réussir ? Abolissons les notes ! Et par quoi remplacerons-nous ce stimulant ?

Je suis d'avis que si l'on admet que la note n'est qu'un stimulant moral, on peut lui en substituer beaucoup d'autres plus bénéfiques. En premier lieu nous devons abandonner le système de notes de 0 à 5 ou de 0 à 10, en vigueur aujourd'hui, et passer provisoirement à des appréciations générales déjà plus ou moins utilisées jusqu'ici : « très bien, bien, passable », etc. Par la suite, nous éliminerons aussi ces dernières, nous les remplacerons ainsi petit à petit par des appréciations mieux adaptées à la nécessité de traduire les aptitudes, les efforts, les qualités des élèves. Ces évaluations plus complètes sont seules susceptibles, à mon sens, d'apporter une connaissance plus sérieuse et plus conforme à notre pédagogie nouvelle. Ce sont ces analyses psychologiques et non pas des notes, dans leur sécheresse, qui permettent d'atteindre les principales caractéristiques des élèves.

Le système des notes n'est plus en vigueur dans les écoles du Parti pas plus que dans les différents cours du Parti. Nous pourrions commencer par supprimer les notes dans les écoles primaires, d'après moi, sans le moindre danger de voir les petits travailler moins. Nous les formerons au contraire, dès l'enfance, dans un esprit nouveau. Nous leur apprendrons à étudier, libérés du souci ou de la hantise de la bonne note. Pour ce qui est des autres écoles des divers degrés, j'ai déjà suggéré que nous pourrions appliquer cette mesure progressivement en faisant les expériences nécessaires.

Enfin les notes sont aussi liées au passage de l'élève à la classe supérieure. Les enseignants les utilisent comme moyen de juger s'il est opportun. Comment devra-t-on procéder sur ce point ? L'élève, ou l'étudiant, accédera-t-il à la classe supérieure sur la base de la seule appréciation qui sera donnée de son travail ? Ces appréciations constitueront la base de l'évaluation des enseignants. Mais tout comme les notes, elles sont formulées par les enseignants selon des critères objectifs après avoir interrogé les élèves, examiné leurs devoirs écrits et leur avoir proposé des épreuves. Pourquoi l'enseignant, pour communiquer son opinion et ses impressions à l'élève, doit-il se servir d'une note toute sèche et non de formulations plus vivantes, plus politiques, plus éducatives ? Cette dernière méthode convient mieux. Et lorsque, finalement, l'attestation de passage est remise à l'élève, celle-ci doit résulter de la confrontation entre les appréciations portées par chaque enseignant, en collaboration avec le responsable de la classe, ou avec d'autres chargés de cette tâche. Bien entendu, ces propositions sont sujettes à discussion. Nos enseignants ont accumulé une grande expérience, ceux qui sont en faveur du maintien des notes ont certainement des arguments pour soutenir leurs thèses et des suggestions à faire sur la manière de convertir la note en un simple stimulant. Ceux qui sont contre le système des notes ont eux-mêmes leurs idées sur la façon de le remplacer ; aussi pour conclure je dirai que cette question, ainsi que tous les problèmes de notre école nouvelle, doit faire l'objet d'un débat sérieux.

La vie est une grande école et l'école elle-même n'est rien d'autre qu'une partie constitutive de la vie. Aussi l'enseignement doit-il être partie intégrante de la pratique sociale, c'est-à-dire des actions, du travail et de la pensée de l'homme. Il doit être mis en œuvre dans la vie pour être utile à la collectivité dans son ensemble. La société socialiste que construit le Parti et la société future qu'il prépare ont en tout temps et à chaque étape leurs lois et leurs normes de développement, de transformation révolutionnaire. Nous devons les connaître, les apprendre, les faire nôtres, et les appliquer de façon consciente.

En toute chose, il faut une préparation. Elle est nécessaire aussi bien avant l'action et au cours de son déroulement qu'après elle. On édifie le présent et l'on songe en même temps à préparer l'avenir ; tout ce développement n'est pas paisible, naturel, spontané, mais révolutionnaire. La lutte des contraires engendre le progrès. Le développement dialectique des contraires opère les transformations qualitatives qui conduisent notre société d'une étape donnée à une étape supérieure. Dans cette grande révolution, le rôle décisif revient aux masses guidées par le parti communiste du prolétariat et par sa théorie marxiste-léniniste. Par conséquent le parti, armé de son idéologie, doit aider les larges masses populaires à prendre conscience de ce rôle, les former dans tous les domaines et développer leur aptitude à connaître, à faire leurs, à appliquer, comme il convient, les lois de la nature, à lui arracher les biens matériels utiles aux hommes et à la société. Ainsi, l'enseignement s'insère-t-il comme un élément important dans la trame des autres activités humaines. Le grand objectif du Parti qui construit le socialisme est de former et de forger l'homme socialiste nouveau, de lui faire acquérir de justes conceptions politiques et théoriques marxistes-léninistes, de lui apporter la morale et les goûts marxistes-léninistes. Son but est de lui transmettre l'esprit révolutionnaire de choc, audacieux, créateur et réalisateur du marxisme-léninisme. C'est là la lutte révolutionnaire pour la formation et la transformation de l'être humain, la bataille pour l'éducation et la rééducation, la mêlée des contraires dans la lutte de classe, de l'avenir contre le passé. Dans ce combat, notre homme nouveau, depuis sa naissance jusqu'à sa mort, là où il travaille, crée et pense en tout lieu et en tout temps. Où qu'il aille de corps ou d'esprit, il sera armé de la ligne du Parti et de sa philosophie. Il doit comprendre la théorie, la politique et la pratique de cette ligne. Il lui faut dégager les conclusions philosophiques et pratiques des réalisations antérieures. Il ira de l'avant avec des forces décuplées. Toujours conscient que les réalisations sont les siennes propres, celles des masses populaires guidées par leur parti et par le marxisme-léninisme.

La perte d'une juste orientation dans tous ces domaines conduit à l'échec. Aucun secteur de l'activité sociale ne doit être sous-estimé et développé de façon séparée comme s'il était indépendant des autres éléments de ce tout. Sans aucun doute des inégalités de développement se manifesteront entre secteurs. Certains avanceront plus vite, et d'autres demeureront relativement à la traîne. Mais ce sont là des crises de croissance, de développement. En revanche, nous ne pouvons tolérer de telles erreurs quand elles ont pour origine des pratiques politiques et idéologiques.

L'une des grandes raisons de la catastrophe qui frappa le parti bolchevique de Lénine-Staline, après la mort de Staline, tient à ce déséquilibre entre la juste compréhension et l'application de la ligne dans des domaines différents, à cette sclérose des principes théoriques et organisationnels du Parti, à l'absence d'une lutte de classe menée d'une manière radicale, continue et consciente contre la bureaucratie et à d'autres manifestations analysées dans des publications antérieures de notre Parti.

Il n'est pas nécessaire d'y revenir ici. Qu'il suffise de rappeler que le révisionnisme moderne khrouchtchévien a usurpé le pouvoir, arraché au Parti tout caractère ouvrier, liquidé son idéologie marxiste pour lui substituer l'idéologie idéaliste. Il transforme aujourd'hui l'État de la dictature du prolétariat en un État bourgeois semi-capitaliste.

Les révisionnistes modernes ont sapé l'enseignement soviétique. Ils le convertissent en une école bourgeoise pour créer une nouvelle génération anticommuniste, pour en faire le support du nouveau régime capitaliste qu'ils ont instauré dans leur pays.

N'oublions donc pas un instant les dangers d'une telle situation, gardons notre esprit lucide avec une vigilance inflexible, face aux ennemis du peuple, du Parti et du socialisme. Voyons clairement quel est le rôle des masses et l'importance colossale de la jeune génération qui fortifie le présent et assure l'avenir. N'oublions jamais que dans cette grande lutte que mène victorieusement notre Parti, le combat pour la construction de la nouvelle école socialiste est une de nos tâches majeures, une de ces tâches difficiles, que notre Parti, nous en sommes pleinement convaincus, mènera à bien dans ce domaine, comme dans les autres.

Le contrôle ouvrier

Extraits du discours prononcé le 9 avril 1968, lors de la réunion du secrétariat du Parti

Ce discours d'Enver Hoxha constitue une réponse au rapport présenté par la direction des syndicats devant le secrétariat du Parti : les syndicats constataient bien que les commissions de Contrôle ouvrier manquaient d'activité et d'initiative. Mais ils ne voyaient ni les causes de cette situation, ni les remèdes possibles. En fait, dans les premiers moments de son histoire, le mouvement de contrôle ouvrier avait créé des commissions permanentes auxquelles les ouvriers ne pouvaient guère participer indéfiniment et qui s'enlisaient dans des vérifications de routine. C'est pourquoi les travailleurs s'en éloignaient encore davantage. Et cet instrument de lutte contre la bureaucratie risquait de dégénérer en appareil bureaucratique tant par sa composition que par son fonctionnement. Le discours d'Enver Hoxha a libéré l'initiative de la base et permis de balayer cette bureaucratie au second degré. Seuls fonctionnent désormais les comités de Contrôle formés à propos d'un problème précis et pour le temps nécessaire à sa résolution. Désignés par la base, composés de travailleurs idéologiquement et politiquement avancés, ils présentent leurs conclusions devant le syndicat, c'est-à-dire, en Albanie, l'ensemble des ouvriers de l'entreprise. La base, animée par l'organisation du Parti, doit alors se prononcer.

I

Un article publié dans le *Zërit i popullit* traite des contre-révolutions qui ont lieu dans les pays révisionnistes. [Il s'agit de l'article paru le 24 mars 1968 sous le titre : « La classe ouvrière dans les pays révisionnistes doit livrer bataille et rétablir la dictature du prolétariat ». Cet article a été traduit ici sous le titre abrégé : « La bataille de la classe ouvrière dans les pays révisionnistes ».] Il met l'accent sur la question de la classe ouvrière telle qu'elle se pose en Union soviétique et dans les autres pays où les révisionnistes sont au pouvoir. Cette étude a en outre deux objectifs :

1. indiquer ce qui est à l'origine de cette passivité, de cet immobilisme de la classe ouvrière, face à la tragédie et à la trahison dont sont victimes dans ces pays le prolétariat et son parti.
2. attirer l'attention de notre parti sur les dangers qui pourraient le menacer s'il ne fait pas preuve de vigilance, ne se tient pas à la pointe de la lutte révolutionnaire, si la classe ouvrière et son parti ne prennent pas la tête de ce combat.

Je ne veux pas m'arrêter de nouveau sur ces questions, mais j'appelle le P.T.A. et la classe ouvrière à réfléchir profondément sur ces problèmes. Il serait dangereux de croire que ce qui se produit dans les partis révisionnistes n'a « rien à faire avec ce qui se produit dans notre parti et notre pays », que « aucun péril ne menace notre parti et notre pays », etc.

Le même article rappelle brièvement, dans sa conclusion, les mesures, la méthode et le style de travail mis en œuvre par notre parti pour interdire aux maladies révisionnistes de se manifester, de se propager et de mettre en danger la construction du socialisme dans notre pays. Cette conclusion est conforme à la réalité. Mais elle ne doit pas faire naître en nous de suffisance béate ou nous porter à croire que nous avons trouvé le remède, que nous sommes complètement immunisés contre le révisionnisme, que tout ira très bien et que nous n'aurons pas à nous faire de souci, ni à lutter ou à déployer des efforts pour l'éliminer. Nous ne devons pas nous étonner que certains se bercent de ces pensées rassurantes et que d'autres, non contents de se laisser aller à de tels rêves, les traduisent en actes et déforment ainsi fâcheusement, d'une manière ou d'une autre, les directives du Parti.

La plupart des Albanais se préoccupent sérieusement de ces problèmes vitaux. Ils veillent à sauvegarder la ligne révolutionnaire du Parti et à barrer la route à toute apparition du révisionnisme. Dans cette majorité il se trouve des militants formés politiquement et idéologiquement. Ces derniers se rendent parfaitement compte de la nécessité d'élever le niveau de la conscience de classe. Ils comprennent que c'est là une question décisive. Ils voient donc correctement ce problème et recherchent sa solution, avec l'attention soutenue qu'il mérite. Mais certains négligent ce point essentiel, se consacrent à des questions différentes. Ils laissent le soin aux autres de régler celle-ci. Or, elle est d'une importance décisive pour tous. Elle constitue la clé de n'importe quel problème. Tous doivent donc s'intéresser à sa solution et participer de façon approfondie à la recherche au lieu de la considérer comme l'affaire de spécialistes et de s'en remettre à des commissions ou à des sous-commissions. Ces formes de travail ne sont que des moyens de réflexion, non des secteurs à part, bien classés, comme des fichiers de bibliothèque. C'est là une pratique dangereuse : on arrive, sans le vouloir, à ne désigner qu'un unique responsable, à lui prodiguer, à lui tout seul, l'éloge ou la critique pour la bonne ou la mauvaise marche des affaires dans tel ou tel secteur — que ce responsable soit une personne, un comité ou une commission. Agir ainsi, c'est se couper des masses, donc ne pas réaliser les tâches...

En général, quand ils parlent du contrôle ouvrier, les camarades des syndicats aboutissent à la conclusion concrète que les commissions déjà créées sont souvent inactives. [Il s'agit des commissions permanentes auxquelles Enver Hoxha va conseiller de renoncer.] De plus, elles sont devenues bureaucratiques, elles ont éliminé le contrôle de la base, elles ont évincé les comités syndicaux. [Rappelons que les syndicats albanais regroupent l'ensemble des travailleurs d'une entreprise.] D'autre part, des employés de l'administration font souvent partie de ces commissions. Ils en prennent

même la présidence. Par conséquent, l'esprit bureaucratique s'est infiltré dans des commissions prétendument ouvrières. Dans une telle situation, certains responsables cherchent de toute évidence à se venger des ouvriers qui les critiquent. Et ils le font avec une habileté réelle. Il s'agit donc d'un problème sérieux que nous devons analyser [...].

Les camarades des syndicats [...] nous demandent de dire si, à notre avis, ces commissions doivent être ou non permanentes. Pour ma part, je pense que non. Ainsi sera-t-il plus facile que les ouvriers exercent entièrement et directement leur contrôle.

Les commissions doivent être composées seulement d'ouvriers et non pas d'employés de l'administration. Ce changement marquera un premier progrès. La classe ouvrière ne doit pas relâcher sa vigilance, il ne suffit pas qu'elle envoie dans une commission cinq ou dix travailleurs pour que tout aille bien. Si cette élection réglait tous les problèmes, il suffirait de mettre les ouvriers dans une commission comme on place des fiches dans un fichier [...] et de les y laisser.

Certes, les diverses commissions que nous créons peuvent être modifiées, améliorées. Pourtant, leur bon fonctionnement ne dépend pas seulement de la forme d'organisation mais de la juste compréhension de leur raison d'être. Il dépend des hommes qui travaillent dans ces commissions, de leur niveau politique et idéologique, de leur conscience de classe. Et surtout le bon ou le mauvais fonctionnement de ces commissions sera lié au contrôle des masses sur ces commissions, à l'aide que la classe ouvrière et le Parti accorderont à celles-ci.

II

Je pense que le problème dépasse largement la question des commissions ouvrières. Le contrôle de la classe ouvrière et du Parti sur toutes choses et sur n'importe qui — sur les cadres, les comités, les administrations, les commissions — doit former un bloc indivisible. Et il faut qu'il décide de tout. Voilà qui suppose, en premier lieu, un souci constant d'élever le niveau politique et idéologique de la classe ouvrière, du Parti, pour que leur conscience de classe s'affermisse continuellement. Il ne suffit pas d'apprendre par cœur quelques principes théoriques connus qui ont trait à notre grande cause, d'expliquer « que la classe ouvrière et son parti sont au pouvoir ». Encore faut-il agir effectivement et partout en fonction de ces principes. Une telle affirmation ne devient une réalité que dans la lutte révolutionnaire et au prix d'une formation révolutionnaire approfondie. L'une et l'autre prises ensemble sont en mesure de prévenir tout danger.

Le Parti et notre classe ouvrière sont au pouvoir et ils avancent fermement sur cette voie. Nous avons remporté des succès, mais nous avons aussi des faiblesses. Il nous reste beaucoup à faire. Il nous faut multiplier nos efforts, pour que les organisations du Parti et les syndicats comprennent à fond ces problèmes, qu'ils apportent leurs solutions aux masses et surtout à la classe ouvrière.

Il me semble que le Parti et les syndicats restreignent la portée du contrôle ouvrier. En théorie, on affirme le principe : « La classe ouvrière et son parti sont au pouvoir » ; ou encore : « La politique est au poste de commandement. » Mais, dans la pratique, dans la vie, ces idées ne sont pas suffisamment comprises et on n'adopte pas toutes les mesures nécessaires pour que la classe ouvrière et ses alliés non seulement aient une intelligence complète de ces principes, mais les traduisent dans les faits. Alors seulement les travailleurs et leur Parti deviendront les véritables garants d'une pratique qui corresponde à cette théorie.

Tout d'abord, il me semble que l'activité des organisations du Parti ne manifeste pas un intérêt assez grand pour cette tâche essentielle : l'éducation politique et idéologique de la classe ouvrière.

Certes le Parti s'intéresse en général à la formation politique des travailleurs, mais pas de façon suffisante. Le Parti accorde une grande importance à l'organisation de cours, d'écoles, de séminaires à l'intention de membres du Parti — bien qu'il nous reste encore beaucoup à faire dans ce domaine. En

d'autres termes, les communistes sont formés avec une attention particulière à résoudre beaucoup de problèmes politiques et idéologiques. On s'intéresse donc à l'éducation des dirigeants de la classe ouvrière, et en particulier des cadres. C'est un maillon très important de la chaîne. Plus le Parti et ses cadres seront préparés à leur tâche, mieux ils s'en acquitteront et plus forte et plus expérimentée sera la classe ouvrière. Sans le Parti, sans ses cadres, nous ne pourrions pas mener à bien l'éducation politique et idéologique à ce point.

Mais si les travailleurs, dans leur ensemble, ne sont pas suffisamment formés, s'ils sont abandonnés à leur sort, ou bien si nous nous contentons de préparer à leur intention quelques activités ou quelques propagandistes qui, eux-mêmes, devront être contrôlés, alors cette formation devient une apparence privée de réalité. Elle n'a plus de base solide. Et l'écart entre le niveau des cadres et celui de la masse ouvrière ne diminue pas.

Les organisations du Parti n'accomplissent pas cette tâche de façon satisfaisante. Le Comité central les a critiquées maintes fois à ce propos. Les membres du Parti ne contribuent pas de toutes leurs forces à un travail organisé de formation dans les syndicats. Les communistes ne se manifestent pas comme une force collective et cohérente dans la formation systématique des travailleurs selon un plan et un programme. Dans la plupart des cas, les comités fédéraux du Parti ne considèrent pas cette formation de la classe ouvrière comme une tâche importante qui leur incombe. Ils pensent que le Parti a créé les syndicats pour les charger spécialement de ce travail, qu'il leur a fourni des cadres, qu'il leur a donné certaines formes d'organisation, certains pouvoirs et qu'il n'est pas nécessaire de s'en occuper davantage. Certes, les syndicats et leurs cadres ont une grande responsabilité dans l'accomplissement de leur tâche (et, à mon avis, ils ne mènent pas ce travail comme il le faudrait). Mais la responsabilité du Parti n'est pas diminuée pour autant. Si les syndicats ne s'acquittent pas bien de cette grande tâche, c'est que les membres du Parti ne mesurent pas l'importance réelle de celle-ci. Les organisations du Parti portent un intérêt insuffisant à une question majeure comme celle de la formation politique et idéologique des travailleurs.

Malgré leurs lacunes, nous savons que les syndicats organisent aussi des cours, des conférences, qui, tels qu'ils sont, ne sont pas sans efficacité. Mais je pense que, si le Parti considère ces activités avec une attention vigilante, on arrivera certainement à la conclusion qu'ils ne correspondent pas à notre perspective. C'est pourquoi nous devons apporter une sérieuse contribution sur ce point.

Nous avons sans cesse soumis la formation donnée dans le Parti à la critique, base de notre idéologie. Nous la corrigeons, la complétons constamment, et c'est là un gros travail. Nous agissons de même pour la formation de la jeunesse. Mais, en ce qui concerne la classe ouvrière, bien que nous disions : « Elle est la classe au pouvoir [...], la base de toute la construction du socialisme », nous ne nous préoccupons pas suffisamment de son éducation politique et idéologique. Il faut dire que les camarades des syndicats, eux aussi, s'intéressent peu à ce problème bien qu'ils doivent le considérer comme leur tâche propre. Ils n'insistent pas suffisamment auprès du Parti et de l'Etat, non pour demander un cadre ou deux, mais pour renverser radicalement le courant actuel. Il est indispensable que cette situation change.

Je propose que le Parti et les syndicats, dans les organismes centraux, dans les fédérations et à la base, examinent le contenu et les formes d'éducation politique et idéologique de la classe ouvrière. Dans le travail idéologique destiné à l'ensemble des travailleurs, il faudrait mettre en œuvre les mêmes méthodes d'organisation que dans le Parti. Il convient de le faire, évidemment, dans la mesure où le permettent le nombre croissant des travailleurs, leur expérience et leur niveau culturel. Le Parti ne peut pas avancer seul, sans les masses. Quand le Parti s'élève jusqu'à un niveau idéologique donné, il n'est pas admissible que la classe ouvrière reste en bas. S'il en était ainsi, nous irions au-devant de bien des malheurs.

Notre classe ouvrière a conscience, en général, d'être au pouvoir, elle et son parti. Elle sait que la dictature du prolétariat est la dictature des travailleurs et que le système socialiste est le leur. Mais ce

n'est pas suffisant. Nous devons faire en sorte que la classe ouvrière comprenne à fond toute l'importance de ces principes, qu'elle les lie à la vie, à la pratique et qu'elle soit en mesure de mener la lutte pour les défendre.

L'analyse des méthodes mises en œuvre pour la formation politique et idéologique de notre classe ouvrière fera ressortir les grandes lacunes, le formalisme et même la confusion qui président à ce travail. Nous ne devons pas partir du principe que les affaires marchent bien, donc que la formation idéologique et politique aussi marche bien, sans efforts. Il serait dangereux de trancher ainsi le problème.

III

Notre classe ouvrière a grand besoin d'être formée pour développer son idéologie de classe, ses normes de classe, et par conséquent son élan révolutionnaire de classe. Nous ne devons pas nourrir d'illusions ou nous croire infaillibles. Il faut voir notre classe ouvrière telle qu'elle est et non pas telle qu'elle devrait être. Ainsi seulement nous pourrons faire notre devoir et l'aider à devenir ce qu'elle doit être. Il ne suffit donc pas de dire « la classe ouvrière est au pouvoir » et de nous rassurer en l'imaginant dotée de toutes les vertus d'un prolétariat prêt à triompher de tous les obstacles. Notre classe ouvrière s'est emparée du pouvoir. Elle le tient entre ses mains. Elle possède tous les moyens nécessaires pour construire une société sans classes, pour bâtir le socialisme et le communisme. Pour y parvenir, il lui faut en premier lieu se former elle-même et former les masses à son exemple. C'est là une des grandes tâches du Parti et des travailleurs.

Mais il ne faut pas perdre de vue notre réalité. Notre classe ouvrière est relativement jeune. C'est là un fait dont nous devons toujours tenir compte dans notre travail. Ainsi seulement nous comprendrons les tâches du Parti et nous reconnaitrons leur importance. Notre classe ouvrière s'est constituée et elle a grandi après la libération de la patrie au même rythme que notre industrie socialiste. Une faible partie de nos travailleurs est d'origine prolétarienne ou même artisanale. Elle a connu l'oppression de la bourgeoisie et des autres exploités. La majeure partie de notre classe ouvrière est d'origine paysanne ou provient des familles pauvres des villes. Elle aussi a connu l'oppression et l'exploitation des capitalistes et des grands propriétaires terriens. Un bon nombre de nos travailleurs — qu'ils viennent des villes ou des campagnes, du prolétariat ou d'autres classes exploitées — ont participé à la lutte de libération sous la direction du Parti. C'est là un des principaux traits de notre classe ouvrière. L'autre grande période militante pour nos travailleurs fut celle de la lutte pour la construction du socialisme. La nouvelle génération de notre classe ouvrière a donc une origine saine. Et c'est très bien. Mais elle est née, elle a été élevée et formée dans les rangs des travailleurs, sous le régime socialiste. Elle n'a donc pas connu l'oppression et l'exploitation capitalistes.

Je n'ai pas l'intention de procéder en quelques mots à une analyse approfondie de la composition de notre classe ouvrière. Mais je tiens à dire que les conditions dans lesquelles elle s'est développée lui ont apporté beaucoup de survivances et de conceptions petites-bourgeoises. Celles-ci nuisent à la cohésion, à la conscience, à la discipline de classe que nous voulons créer. Elles ne peuvent disparaître de la conscience des ouvriers sans une lutte politique et idéologique menée par le Parti sur tous les terrains, dans un travail persévérant de formation politique et idéologique.

Nos ouvriers ne sont pas seulement victimes des survivances du passé. Mais, si nous ne les aidons pas à s'en débarrasser, le terrain sera préparé pour qu'ils acquièrent en outre de nouveaux traits négatifs à l'intérieur de la société actuelle. Il suffit, pour qu'une telle situation apparaisse, de laisser aller les choses sans faire un travail systématique de formation qui permette à l'homme d'aujourd'hui de devenir vraiment l'homme de la société socialiste, porteur des traits propres à la classe ouvrière et de l'idéologie propre à cette classe et à son parti. Je veux souligner par là toute l'étendue du problème que pose la formation politique et idéologique des masses. C'est pourquoi il convient de considérer toute la chaîne, non pas seulement un ou deux maillons de celle-ci. Il faut bien saisir la question principale, sans toutefois négliger d'aider, de coordonner, de contrôler les efforts faits pour résoudre les autres. Le

Parti doit apporter une aide concrète à toutes les organisations de masse sur tous les terrains. Nous devons, sous son impulsion, concentrer toute notre attention sur la formation politique et idéologique des hommes, des cadres, des masses. L'Albanie socialiste peut s'appuyer sur une classe ouvrière courageuse animée d'un grand élan, imprégnée d'héroïsme révolutionnaire. Nos travailleurs sont étroitement liés à leur parti et à leur peuple. Ils réalisent des progrès étonnants dans le domaine de la technique. Ils ne sont donc pas politiquement faibles. Ce sont là leurs côtés positifs. Mais il ne faut pas oublier les aspects négatifs dont j'ai déjà parlé et qui ne sont pas sans danger. Le premier serait que la classe ouvrière, sachant qu'elle est au pouvoir avec son parti, pense que ses conquêtes ne sauraient, en aucun cas, être perdues. Elle pourrait aussi oublier que la première place revient nécessairement à la politique, tomber dans l'économisme et dans le souci dominant ou exclusif de ses problèmes particuliers. Le second péril pour les travailleurs serait de s'enfermer dans leur coquille, c'est-à-dire de s'intéresser uniquement à leur entreprise et à celles qui lui sont liées économiquement.

Il peut donc arriver que la classe ouvrière n'accorde pas l'importance voulue à son rôle déterminant de classe dirigeante, désignée par l'histoire non seulement pour travailler à l'usine, mais aussi pour prendre le pouvoir dans tous les secteurs de la vie. Il faut que tous marchent dans la voie qu'elle trace et dans celle de son parti, à l'entreprise comme aux champs, dans l'administration comme dans les écoles et ailleurs.

La classe ouvrière doit prendre conscience de ce que doit être son rôle dans l'usine, mais aussi en dehors de celle-ci. Dans l'entreprise même, nous avons beaucoup à faire : là aussi nous sommes esclaves de quelques formes de travail et d'éducation qui ne donnent pas les résultats voulus. Et nous continuons à les conserver. Les « feuilles-foudres » contribuent à la formation à travers une critique publique. Elles sont restées formelles. Lorsqu'un ouvrier adresse un reproche à quelqu'un, le débat est considéré comme une affaire entre deux personnes. On ne le discute pas toujours avec assez d'ardeur pour tirer d'un problème particulier des conclusions politiques destinées à la formation de tous : il arrive que le directeur, l'employé, ou l'ouvrier critiqué se sentent offensés et cherchent à se venger de diverses manières. Dans ce cas, la critique publique est confondue avec une querelle personnelle, petite-bourgeoise. Il n'est pas sans exemple que ce soit vrai. Mais, même dans ce cas, en prenant les « feuilles-foudres » comme point de départ, on doit aboutir à des débats politiques et idéologiques qui forment la collectivité. Il convient de discuter ces questions non seulement à l'intérieur de l'entreprise, mais en dehors d'elle. Il faut introduire ces méthodes dans toutes les manifestations de la vie. Partout la force de la classe ouvrière doit s'affirmer dans l'unité. Alors elle sera partout à la pointe du combat, luttant avec courage et maturité, simplicité et persévérance pour défendre la ligne et les normes du Parti.

Naturellement dans un collectif de travail où la bureaucratie n'a pu être éliminée, on ne peut que s'engager dans un travail anti-économique. C'est ce qui s'est passé à la fabrique de briquettes de Tirana. La poudre de charbon faisait défaut pour produire des briquettes. Comment se procurer cette matière première ? On prit du charbon, puis on le broya. Et avec cette poudre on refit du charbon. Il va sans dire que le travail politique n'était pas à la hauteur requise : l'économisme et le souci des intérêts étroits de l'entreprise l'emportaient sur toute la ligne. *[Pour comprendre cet exemple caricatural — et unique dans l'histoire de l'Albanie — il faut expliquer que chaque entreprise attache la plus grande importance à la réalisation de son plan. Bien sûr, ce n'est pas là le but. Il faut réaliser le plan pour servir le peuple et contribuer à la construction du socialisme. Mais — si l'on ne voit plus le travail que sous l'angle de l'entreprise — réaliser le plan de l'usine devient le seul aspect important du labour. Broyer du charbon pour obtenir de la poussière et en faire du charbon, c'est résoudre la question des approvisionnements dans cette burlesque et criminelle perspective bureaucratique.]*

J'insiste sur ce grand problème : le Parti doit forger son unité avec la classe ouvrière en s'appuyant concrètement sur notre idéologie, notre politique marxiste-léniniste. Les cadres du Parti, qui sont un capital humain précieux, doivent bien comprendre ce problème du point de vue idéologique et politique. Ainsi, le Parti ne sera jamais coupé de la classe ouvrière et les cadres des masses.

Il ne suffit pas de dire : «Les cadres forment les masses et sont formés par elles. » Cette maxime doit être appliquée. Et, sur cette voie il existe beaucoup d'obstacles. La personne humaine est complexe et animée de sentiments et de goûts contradictoires.

L'homme est un être merveilleux mais en même temps compliqué. Le Parti, à qui incombe la lourde tâche de former l'homme nouveau, doit mener à cette fin un travail particulièrement attentif, intelligent et conforme à nos principes.

IV

Les organisations du Parti et des syndicats doivent, en premier lieu et de façon particulière, s'intéresser à la formation des hommes. Celle-ci leur permettra de résoudre tous les problèmes de la construction du socialisme : elle est intimement liée au travail, aux réalisations, aux créations. C'est l'homme qui produit et qui crée. Aussi, plus le niveau idéologique et politique sera élevé, et mieux nous accomplirons nos tâches.

Les syndicats, aidés par le Parti, doivent, je pense, réexaminer plus à fond leur travail. Il leur faut, avec une vigilance accrue, adapter leur action à la ligne du Parti et aux nouvelles conditions de notre société. A mon sens, dans le travail de nos syndicats, il existe beaucoup de méthodes qui ne sont pas correctes. Elles ne répondent pas aux exigences de notre temps et elles sont empruntées à l'ancienne expérience soviétique. Ces survivances, avec le temps, semblent être devenues parties intégrantes de nos propres traditions. Aussi subsistent-elles. Mais c'est aux dépens des tâches syndicales.

D'autre part, l'intérêt porté par les syndicats aux problèmes de la vie matérielle des ouvriers s'étend aux moindres détails. Leur attention est ainsi quelque peu détournée de la formation politique et idéologique de la classe ouvrière. Expliquons-nous : je ne veux pas dire que les syndicats ne doivent pas se préoccuper des problèmes économiques de l'État, de l'usine et des ouvriers : s'ils ne les connaissaient pas, s'ils ne s'en souciaient pas, ils ne pourraient pas mener à bien le travail politique et idéologique. Mais il semble exister une forte tendance à donner la priorité à ces questions. Au contraire, le travail politique ou bien se réduit à des phrases, ou bien est faiblement lié à la vie et à la pratique. De plus, il ne sort pas de la production et de l'usine. Les cadres qui travaillent dans les syndicats — me semble-t-il — ont fait leurs ces tendances. Ils ont acquis de l'expérience, mais ils doivent réfléchir sur leur travail. Sans négliger la lutte sur le plan économique, ils se tourneront alors davantage vers la politique et l'idéologie. Ils doivent faire de grands efforts pour se former eux-mêmes sur des bases solides afin de pouvoir former à leur tour la classe ouvrière et devenir de véritables courroies de transmission, entre la ligne du Parti et les masses.

J'ai dit que la classe ouvrière ne doit pas seulement poser comme un principe qu'elle est la classe au pouvoir. Cette remarque vaut particulièrement pour les cadres syndicaux : il leur faut se débarrasser de dangereuses survivances — la suffisance, l'isolement par rapport aux masses, l'esprit de copinerie avec les hommes du Comité fédéral du Parti ou bien avec les dirigeants de l'entreprise. Ces camarades, qu'ils soient ou non d'origine prolétarienne, qu'ils aient été longtemps ouvriers ou non, qu'ils soient ingénieurs en chef, contremaîtres ou techniciens moyens, ne sont pas immunisés contre ces maladies. Ils ne peuvent les éviter qu'en vivant et en travaillant au sein des masses.

Il arrive parfois qu'on l'affirme en principe. Mais, lorsqu'il s'agit d'élever la voix contre la direction de l'entreprise ou du ministère, de critiquer les erreurs, les violations des lois ou des règlements, les dirigeants des syndicats traitent ces problèmes entre eux, à voix basse, et ne les soumettent jamais comme il le faudrait aux ouvriers.

Ils prétendent même avoir accompli leur tâche et avoir soulevé ces questions une, deux, trois, dix fois, devant le directeur, le sous-directeur, le Comité. Ils déplorent que des mesures n'aient pas été prises. Par exemple, à l'usine de Poliçan, deux ouvriers ont trouvé la mort. Mais si cette question avait été soulevée devant les travailleurs, si la classe ouvrière avait frappé du poing sur la table, le baraquement

aurait été réparé à temps, les bureaucrates auraient été remis à leur place et les deux ouvriers n'auraient pas trouvé la mort.

Mais comment de telles fautes sont-elles possibles ? Parce que ces dirigeants n'ont pas une juste conception de la bureaucratie et du combat à mener contre elle. Parce qu'ils ne comprennent pas ce qu'est la force de la classe ouvrière. Parce qu'ils ne savent pas ce qu'est le Parti et ils pensent qu'en appelant la classe ouvrière à frapper du poing sur la table, à prendre position contre les bureaucrates, quels qu'ils soient, « la classe ouvrière se dresserait contre le Parti ». Ils arrivent donc à confondre le Parti et sa ligne avec un certain nombre de personnes qui, par leurs défauts, nuisent au Parti et à l'accomplissement de ses tâches.

Seul un travail politique et idéologique approfondi de la part du Parti, des syndicats et de toutes les autres organisations de masse peut former l'homme, forger le Parti et la classe ouvrière, consolider le socialisme et assurer des succès ininterrompus dans tous les domaines.

Les camarades des syndicats n'ont soulevé dans leur rapport qu'une seule question, celle des « commissions ouvrières » qui souvent se sont changées, malgré leur nom, en institutions bureaucratiques. Dans ce rapport, on parle beaucoup de la lutte énergique que le Parti mène contre la bureaucratie, mais elle est mal comprise. C'est au moment où l'on prétend avoir assimilé les principes du combat contre le bureaucratisme qu'en pratique on le consolide dans les organismes d'État, les ministères, etc. Et, comme si de rien n'était, cette politique est approuvée même par les comités fédéraux du Parti. Dans les entreprises économiques, il existe bon nombre de commissions mal orientées. La direction de l'entreprise doit être dynamique, diligente et prendre bien en main ses attributions et ses tâches en réalisant son travail avec le minimum d'employés de bureau. Elle crée près de l'entreprise le conseil technique dont l'appellation même définit les buts qui sont justes, en principe. *[Le conseil technique, créé auprès du directeur pour l'aider dans l'administration des choses, se transforme en un groupe chargé de gouverner les hommes. La déviation bureaucratique et révisionniste s'exprime dans cette tendance de n'importe quelle institution à s'emparer du pouvoir au détriment de la base.]* Mais, en fait, ce prétendu conseil technique s'est transformé en un conseil de bureaucrates, il a plein pouvoir sur la nomination et le transfert des cadres, la rétribution des ouvriers, la répartition des congés annuels, l'établissement des listes du personnel et même la prise de décisions administratives à rencontre des ouvriers. Au départ, nous avions une direction, maintenant nous en avons deux. Nous avons une bureaucratie, maintenant nous en avons deux.

Mais ce n'est pas tout. On a aussi créé une forme d'organisation qu'on appelle « le triangle » et qui est composée du directeur, du secrétaire de la cellule du Parti et du président de la section syndicale. Et ce trio d'associés, en violant la démocratie, les règles, la ligne, prend la direction sous prétexte de régler rapidement les problèmes. Mais il serait plus exact de dire que ces trois personnes sont devenues toutes-puissantes. Cette forme de travail a réduit la direction du Parti dans l'entreprise à la direction du secrétaire de la cellule. Il se trouve désormais partout... sauf à la tête de celle-ci : il fait partie du « triangle », du conseil technique. Là il a appelé en renfort un ou deux membres du Bureau. On en devine la raison : il a remis les attributions du Parti au conseil technique. Le secrétaire du Parti et son bureau tiennent, dans la majorité des cas, leurs réunions en commun avec ce conseil technique, etc. Je me permets de m'arrêter sur cette question.

Je pense qu'il ne s'agit pas là d'une simple constatation de fait, mais de la conséquence de quelques points de vue peu clairs des camarades sur la ligne du Parti. Pourquoi le secrétaire de cellule ou du Comité de Parti dans l'usine, à l'entreprise ou à la coopérative, doit-il être nommé membre de toutes les commissions qui s'y créent, à tort ou à raison, pour la bonne marche du travail ? Pourquoi le secrétaire se transforme-t-il de personne élue par le Parti, de travailleur et de dirigeant du Parti en fonctionnaire d'État, en homme de bureau ? Voilà qui reflète une conception fautive de son rôle. Il s'agit là en outre d'une analyse erronée des tâches et des attributions du secrétaire, comme de la direction et du contrôle du Parti. Comment est-ce possible ? La réponse est toute simple : parce qu'on agit très mal, parce qu'on fait entrer le secrétaire dans tous les rouages administratifs. Or on a tort de

croire que le Parti ne peut pas jouer réellement son rôle si le secrétaire de cellule ou de comité n'est pas là. Cette attitude revient à dire que le secrétaire c'est le Parti, que le secrétaire c'est la ligne du Parti, que le secrétaire c'est le contrôle du Parti, qu'il représente tout, qu'il doit être un peu partout. C'est pourquoi on demande souvent que le secrétaire soit libéré de tout travail professionnel. Il est, dit-on, surchargé de besogne, Or, en fait, on le trouve là où il doit être, mais trop souvent aussi là où il ne doit pas être.

Lorsque l'organisation élit un camarade comme secrétaire, il est investi d'une autorité si grande qu'il oublie les tâches dont il est responsable devant le Parti. Souvent il fait preuve de suffisance et s' imagine qu'il est le plus capable de tous parce que le Parti l'a élu comme secrétaire. Il oublie que le Parti compte dans ses rangs des militants plus capables, désignés à divers postes et qui jouissent de la confiance politique de tous autant que lui. Cette conception erronée de son rôle donne au secrétaire à penser qu'une fois élu il est le principal garant de la ligne du Parti. Il doit, par conséquent, être partout, contrôler tout le monde. Mais il oublie que le seul vrai garant de la ligne du Parti et de sa juste application, c'est la base du Parti elle-même, c'est la classe ouvrière, ce sont les communistes, les ouvriers, les paysans coopérés. Le Parti ne compte pas seulement dans ses rangs le secrétaire mais aussi le directeur de la fabrique ou de l'entreprise, le président de la coopérative, les élus que le Conseil populaire a placés à son Comité exécutif et d'autres camarades. [*Le Conseil populaire correspond à notre Conseil général, Le Comité exécutif est le bureau du Conseil populaire.*] Et tous sont aussi responsables, sinon davantage, que le secrétaire, devant le Parti et l'État, de la manière dont la ligne du Parti est appliquée et le contrôle exercé. On peut objecter que ces hommes peuvent se tromper. Mais le secrétaire aussi peut commettre des erreurs. Seule l'organisation de base du Parti, son collectif, a une pratique juste. Ou bien si elle se trompe quelque peu ou quelquefois et pour un certain temps, les corrections sont apportées peu après.

Pour que tout aille bien dans une usine, il ne suffit pas que le secrétaire travaille correctement. Il faut que tous en fassent autant depuis le gardien jusqu'au directeur, que l'organisation du Parti et la classe ouvrière soient avancées. Et que le travailleur, communiste ou sans parti, le secrétaire, le directeur, l'employé, etc., aient apporté leur contribution.

Ces opinions fausses sur le rôle des secrétaires se retrouvent souvent chez les secrétaires eux-mêmes. Il s'agit là d'une sous-estimation du Parti, de la classe ouvrière et des masses. Elle porte les secrétaires ou les Comités du Parti à oublier ou à négliger leurs véritables tâches : l'aide qu'ils doivent prêter à la base du Parti et à la classe ouvrière pour qu'elle se renforce et se forme. Mais les camarades élus aux postes responsables du Parti ne doivent jamais, en remplissant cette grande tâche, penser qu'ils font tout eux-mêmes, et que sans eux rien n'aurait été accompli. Ils doivent se sentir toujours modestes devant la grande expérience et la grande intelligence de la base du Parti, de la classe ouvrière et des masses.

Les secrétaires des cellules recourent à des pratiques qui leur permettent de faire partie de tous les organismes d'État, des comités techniques de l'entreprise. Or le Parti peut compter sur d'autres camarades compétents qui jouissent de la confiance politique générale. Mais non ! C'est le secrétaire qui entre dans des « triangles », des « rectangles », des commissions de toute sorte. Ces pratiques engendrent un esprit malsain de copinerie entre les cadres principaux. Ces derniers s'investissent eux-mêmes du pouvoir et des fonctions que le Parti doit exercer collectivement. Ils en viennent à penser qu'ils sont les plus capables, qu'ils sont en mesure de tout résoudre, qu'ils sont à la fois des techniciens, des organisateurs, des dirigeants du Parti, que leurs décisions sont donc nécessaires et que la masse doit leur obéir. Et s'ils soumettent leurs décisions à la base pour approbation, ils ne le font que pour la forme. Ce sont donc eux et non pas le Parti et la classe ouvrière qui font la loi à l'usine. Si quelqu'un ose les critiquer, ils se vengent. Les ouvriers voyant ce triangle s'entretenir en privé entre copains, affaiblissent leur unité, leur vigilance, leur élan révolutionnaire. Ils commencent à préférer leur tranquillité individuelle au reste, à se dire : « Ne parle pas, ne critique pas, car ils peuvent te briser. »

Voyez, camarades, à quels graves dangers mènent ces idées fausses et ces pratiques de travail inadaptées, adoptées sans réflexion politique. Il faut extirper radicalement ces points de vue et ces formes d'organisation erronées. Il ne faut pas confondre, dans les conditions actuelles, le contrôle d'État, le contrôle du Parti, le contrôle de la classe ouvrière et des masses. La situation exige encore qu'ils agissent parallèlement.

Les nécessités de l'heure exigent encore également que, dans le Parti, les secrétaires des comités fédéraux, les responsables de ces comités n'aient pas seulement des discussions avec les secrétaires des cellules ou bien avec les membres de leurs bureaux. Je pense que, à chacune de ces rencontres, des communistes de la base et des coopérateurs doivent être également invités pour être consultés. Tous débattront ensemble des problèmes qui se posent et non pas nécessairement de ceux qu'a choisis le secrétaire. La conversation ne doit pas être toujours organisée comme une réunion officielle, il est indispensable qu'une autre méthode de travail soit mise en œuvre pour renforcer dans la pratique les liens qui existent entre la direction et la base du Parti. Il faut les resserrer, non seulement dans les réunions où le travail revêt les formes régulières établies par le Parti, mais aussi dans ces rencontres avec divers militants qui permettent d'éviter que se développent les déviations bureaucratiques. Ainsi, les secrétaires des cellules ou des sections échapperont-ils à la maladie mentale des questions résolues entre soi, en chuchotant dans des chambres fermées à double tour. Cette pratique leur fera comprendre que les problèmes doivent absolument être réglés avec la base du Parti et la masse de la classe ouvrière. Nous devons mettre celle-ci sérieusement au courant, discuter avec elle, écouter ses opinions et ensuite seulement prendre une décision. Il faut nous habituer à penser que nous ne sommes pas les seuls dirigeants, les seuls à prendre les décisions. Ce sont les militants du Parti, les travailleurs qui décident. En tant que membres du Parti, nous discutons, décidons, concluons. Mais nous ne devons jamais suivre nos propres conceptions, ni agir contrairement aux désirs, à la volonté, à la ligne de la base du Parti et de la classe ouvrière.

Nous éviterons ainsi l'apparition de bureaucrates, de mégalomanes, d'hommes arrogants aux exigences arbitraires. Les cadres fédéraux du Parti tombent aussi dans de telles erreurs. Par exemple, un secrétaire fédéral du Parti, après une bagarre entre deux communistes, au lieu de prendre les mesures nécessaires pour que ce cas soit analysé politiquement, donna, d'en haut, l'ordre de convoquer leur cellule dans les 24 heures et de les exclure du Parti. Il alla jusqu'à exiger aussi du tribunal régional qu'il les juge et même qu'il les condamne.

En un mot, un cadre se prononce contre la bureaucratie, parle de la bureaucratie interne du Parti, évoque la voix des masses, les normes du Parti, etc. Mais il les oublie, il viole et déforme complètement les directives du Parti et, par des méthodes inacceptables, crée un groupe de dirigeants bureaucratiques qui prétendent exercer leur pouvoir sur toute chose et sur n'importe qui. Ces gens-là disent à la base du Parti et à la classe ouvrière : « Faites comme nous vous disons et gorgez-vous de directives et de conférences. »

Ce ne sont pas des ennemis, j'en suis convaincu. Mais ils commettent de lourdes fautes, des erreurs graves contre la ligne du Parti. Il faut rectifier leur pratique.

VI

Mais pourquoi ces erreurs dans l'application de la ligne ? Pourquoi ces hommes se trompent-ils, sans être des ennemis ? Parce qu'ils n'approfondissent pas les problèmes, parce qu'ils négligent de se former politiquement et idéologiquement. Ils s'imaginent, à force de légèreté et de folie des grandeurs, détenir une formation politique et idéologique déjà parfaite, pour la bonne raison qu'ils sont des dirigeants. Les camarades n'étudient pas sérieusement les directives du Comité central et du Congrès. Ils pensent que celles-ci sont faciles à comprendre dès la première lecture. Ils sont à même de tenir des conférences banales, pleines de grands mots, mais ils ne ressentent pas qu'ils ont pour tâche responsable, pour devoir militant, d'approfondir ces directives à l'aide de la grande expérience acquise par l'ensemble de la base du Parti. Ces camarades « dirigeants » ne saisissent pas l'importance de la

politique et de l'idéologie. Ils conçoivent leur propre formation comme une chose à part. Ils en arrivent à penser, à réagir, en fait, comme si, dans l'entreprise ou dans l'usine, les travailleurs n'avaient pas besoin de s'occuper de politique et d'idéologie. Ils s'arrogent ainsi le droit de créer toutes sortes de commissions dotées des pouvoirs les plus divers. Ils dépouillent le Parti, la classe ouvrière, les syndicats, de leur autorité.

Nous devons, camarades, bien comprendre le problème. Nous avons créé dans les entreprises beaucoup de commissions et de comités : dans une seule usine on peut en compter des dizaines si l'on n'oublie pas celles des jeunes et des femmes. Toutes ces commissions aident-elles vraiment à libérer l'action, l'initiative des masses, de la classe ouvrière et du Parti ? Ou bien sont-elles un obstacle aux interventions de la base parce que leur existence même fait penser qu'elles sont en mesure de trancher tous les problèmes pourvu qu'elles soient élues dans des « formes démocratiques » ? Toutes ces commissions ont été mises en place sans analyse sérieuse. Contribuent-elles à la véritable démocratie prolétarienne dans le Parti, à la discipline consciente de classe ? Ou bien créent-elles une situation fautive, un système de contrainte, une discipline et une démocratie purement formelles et administratives ?

Camarades, nous devons accorder une grande attention à ces problèmes, ils touchent à nos principes. Les administrations centrales, surtout le ministère de l'Industrie et des Mines, etc., doivent se montrer particulièrement vigilantes. En même temps, il est regrettable que les comités fédéraux du Parti ne prennent pas des mesures immédiates. Autrement dit, ils doivent non seulement signaler ces déviations mais aussi agir pour qu'elles ne se produisent plus.

Notre pays est un pays de dictature du prolétariat sous la direction du Parti du Travail d'Albanie.

En d'autres termes, la classe ouvrière, ayant à sa tête son Parti, dirige la construction du socialisme sur la base de son alliance avec la paysannerie laborieuse. Nous sommes donc en contradiction avec les révisionnistes modernes. Pour ceux-ci, la dictature du prolétariat n'existe plus. L'État est en train de disparaître. Dans ces conditions, le parti prolétarien ne peut prétendre ni au contenu de classe, ni aux fonctions d'un parti ouvrier. En effet, la dictature du prolétariat elle-même est liquidée. La société est transformée et en conséquence le Parti est devenu le parti du peuple tout entier et le pouvoir, celui du peuple tout entier. Au contraire, chez nous, la dictature du prolétariat continue d'exister, avec à sa tête le parti marxiste-léniniste de la classe ouvrière et le maintien du pouvoir de la classe ouvrière. Le véritable État socialiste ne peut être assimilé, comme l'insinuent les révisionnistes modernes, notamment yougoslaves, à l'État bourgeois capitaliste auquel s'oppose le prolétariat. Elle ne se confond pas, non plus, avec « la nouvelle bureaucratie » que l'on prétend présenter comme le produit nécessaire du système socialiste et à laquelle s'oppose aussi la classe ouvrière.

En prônant de telles théories antimarxistes, les révisionnistes ont abouti à la théorie de « l'autogestion ouvrière ». Ils liquident ainsi la planification centralisée, soi-disant pour combattre « cette nouvelle bureaucratie », pour que la classe ouvrière gère elle-même le revenu net et le produit de l'accumulation à l'intérieur de l'entreprise. Cette doctrine antimarxiste exprime leur retour à la voie capitaliste, la création et la consolidation d'une nouvelle classe bourgeoise

Ce processus de transformation des anciens pays socialistes en pays capitalistes a commencé en Yougoslavie et se développe rapidement et largement en Union soviétique, en Tchécoslovaquie, en Pologne et ailleurs. C'est contre ce courant de trahison que notre parti mobilise ses forces en défendant et en appliquant le marxisme-léninisme.

Le développement rationnel du socialisme dans notre pays, sous la direction du parti marxiste-léniniste, confirme la nécessité impérieuse d'une puissante dictature du prolétariat exercée sans partage sous la direction du Parti, de la classe ouvrière et de l'État socialiste. De grands succès ont été remportés dans la voie tracée et suivie par notre parti avec fermeté, à la tête de l'économie socialiste,

du développement progressif et centralisé de la production sociale, dans le but de satisfaire les besoins de la population en général et des travailleurs en particulier.

Le Parti, grâce à sa juste ligne et à son élan révolutionnaire, fait en sorte que le développement socialiste du pays ne soit pas converti en une évolution bureaucratique. Dans ce développement, la classe ouvrière et les masses laborieuses doivent avoir toujours, et à chaque étape, le droit de dire leur mot. Ce sont elles qui agissent, qui produisent, qui créent. Le Parti se préoccupe d'abord de rendre possible l'initiative de la classe ouvrière et des travailleurs dans tous les domaines. Toute la lutte révolutionnaire du Parti est tendue vers cet objectif.

C'est pourquoi il s'attache à l'élévation du niveau politique et idéologique des travailleurs et des masses d'autres couches sociales. En d'autres termes le Parti veut que se réalise la démocratisation ininterrompue du pouvoir, une vaste et puissante initiative des masses travailleuses dans tous les secteurs et pour la solution de tous les problèmes, pour la lutte contre la bureaucratisation de l'État, de l'administration, du Parti lui-même et des membres de leurs appareils. Ce sont là des problèmes trop complexes pour être compris à fond, pour que leurs solutions soient appliquées correctement sans de grands efforts de la part de chaque Albanais. C'est de chaque Albanais que dépend en effet le sort de la construction du socialisme. En premier lieu, ce sont les cadres du Parti et de l'État qui doivent mieux saisir idéologiquement ces questions difficiles qui ne sauraient être séparées les unes des autres.

Si l'on ne comprend pas les aspects des activités du Parti et son rôle dirigeant, alors on peut se tromper et glisser, soit à droite, soit à gauche. Les camarades qui ne sont pas formés idéologiquement et qui ne sont pas liés aux masses peuvent commettre ces erreurs dans leurs luttes concrètes.

Il est important d'organiser le travail du Parti et l'appareil d'État en vue d'appliquer les directives du V^e Congrès du Parti et du Comité central élu par lui. [*Le V^e Congrès du Parti du Travail d'Albanie s'est réuni en 1966. Il a commencé à dégager les principes de la révolutionnarisation idéologique.*] Dans ce domaine il n'existe pas de questions négligeables, même l'institution d'une forme de travail ou la création d'une commission. Rien n'est insignifiant, même ce qui à première vue pourrait nous paraître secondaire.

Il serait très dangereux par exemple d'essayer de comprendre la directive capitale du Parti : « Mettre la politique et l'idéologie au poste de commandement », sans la rattacher à l'ensemble de la situation concrète dans la production, l'économie, l'enseignement, la culture, l'utilisation de l'État, etc. Si la lutte idéologique se développait comme un secteur isolé de la bataille au lieu de s'étendre à tous les domaines, si le Parti renonçait à diriger toute la vie du pays, la situation deviendrait périlleuse. Le problème inverse apparaîtrait si le Parti s'occupait seulement de l'économie, se transformait en un simple appareil technique et oubliait la diversité de ses tâches.

C'est précisément ici que nous pouvons voir les deux grands traîtres du marxisme-léninisme — Tito et Khrouchtchev — partir de thèses en apparence inverses, partir des deux extrêmes pour converger vers le même objectif, la liquidation du Parti. Tito, par sa réforme de la Ligue des communistes de Yougoslavie, assigne au Parti seulement un prétendu « rôle d'éducateur politique et idéologique ». Khrouchtchev, lui, par sa fameuse organisation du Parti, a voulu réduire ce dernier à une fonction exclusivement économique. Ce n'est ni la première, ni la dernière fois que le Parti pose ces problèmes. Mais je pense que nous faisons bien de les poser constamment. Plus nous les approfondissons, plus nous appliquerons dans la pratique des solutions appropriées, et plus grands seront les succès remportés.

L'organisation du travail politique

Extraits du discours prononcé le 25 juin 1970 devant le Comité central du Parti du Travail d'Albanie

Après le V^e Congrès du P.T.A., le développement impétueux de l'Albanie s'est encore accéléré. Les transformations de la vie matérielle et idéologique sont devenues si nombreuses et si rapides que le Parti rencontre sans cesse de nouveaux problèmes qu'il lui faut traiter scientifiquement.

Sur le terrain des méthodes d'organisation, il ne suffit donc pas de rappeler des principes déjà connus. Et, bien entendu, il n'est pas possible non plus de se limiter à l'étude du travail des cellules ou des méthodes à employer pour faire de nouvelles adhésions. Il s'agit d'un vaste problème politique et idéologique : quels rapports les hommes vont-ils établir entre eux — membres et non-membres, dirigeants et militants du P.T.A. — à l'occasion du travail politique accompli par le Parti et les autres organisations ?

Face à la bourgeoisie plus expérimentée, la classe ouvrière et ses alliés ont pour arme principale la force de leur organisation. Mais cette force dépend de la capacité propre à chaque communiste d'appliquer les principes d'organisation de manière créatrice. Dans un monde en éruption, la première règle est de réagir aux bouleversements incessants du réel par d'incessantes inventions organisationnelles sans jamais perdre de vue les objectifs de la révolution.

C'est ce qu'Enver Hoxha démontre dans ce texte.

I

[...] Nous savons tous, pour en avoir souvent parlé, que le travail d'organisation du Parti, ses formes, ses méthodes et son style ne sont pas des réalités figées, immuables, données une fois pour toutes. Non, il s'agit là d'un mode d'action dynamique, mouvant, qui va se transformer à chaque étape du développement des facteurs matériels et des facteurs subjectifs présents dans la vie sociale. Il lui faut évoluer, comme les tâches et les problèmes que fait surgir la pratique, comme les besoins qui naissent des progrès réalisés par le Parti, le pouvoir et l'ensemble de notre système économique et social.

Comme nous le savons tous aujourd'hui, dans notre pays, la vie se caractérise partout par le nombre des initiatives et des mouvements révolutionnaires déclenchés par les masses. La classe ouvrière, la paysannerie coopérée, les couches laborieuses manuelles et intellectuelles sont engagées dans des actions et livrent des assauts convergents. La jeunesse scolaire et universitaire participe largement au travail productif des villes et des campagnes. La population entière a été intégrée dans une préparation et un entraînement militaires systématiques pour la défense de la patrie. Partout les travailleurs luttent pour le renforcement et l'approfondissement de la démocratie socialiste, pour développer leur présence agissante à la direction du pays, de l'économie et de la culture. Et il existe encore bien d'autres témoignages de ce grand élan révolutionnaire.

La question se pose : nous est-il permis de poursuivre le travail organisationnel du Parti sous les formes, au rythme, et avec les méthodes antérieurs ? Ces formes, ce rythme et ces méthodes peuvent-ils nous servir à réaliser les tâches nouvelles, à résoudre les problèmes inédits que fait surgir cet essor révolutionnaire ? Il est évident que non. Alors que convient-il de faire ? Il faut réfléchir, chercher, trouver les nouvelles manières de travailler, de s'organiser, appropriées aux réalités de l'heure, donc de nature à frayer un chemin à la vie nouvelle, à lui permettre de grandir et de se perfectionner. Ce n'est pas avec les vieilles méthodes, les anciennes formes du travail d'organisation, que nous ferons face aux tâches, aux problèmes que posent les actions de masse et de solidarité, à l'échelle non d'une équipe ou d'une brigade paysanne, mais de la coopérative tout entière et, plus largement encore, au niveau du district, et même au-delà. On peut en dire autant à propos des entreprises d'État.

De même les organes du Parti et du pouvoir, les écoles, les instituteurs et les professeurs ne peuvent, avec les seules méthodes qu'ils emploient pour organiser leurs classes et améliorer leur enseignement, faire face aux situations que fait surgir la jeunesse des écoles et des facultés en participant à la production. Ici apparaissent des tâches nouvelles, des problèmes inédits, qui sont propres à l'usine, à la mine, à l'agriculture ou à l'élevage et qui rendent absolument nécessaire de concevoir autrement le travail d'organisation. Les anciens programmes scolaires ont déjà été bouleversés. Ils sont aujourd'hui encore revus, remaniés profondément. De même l'entraînement au combat de la population adulte peut-il être assuré avec les formes de travail, avec les programmes qui conviennent à l'entraînement des jeunes gens dans le cadre du service militaire ? Ici, également, il convient de concevoir une nouvelle manière de traiter cette question.

Lorsqu'une directive est donnée, encore faut-il définir aussi les formes d'organisation du travail qui rendront possible sa mise en œuvre. Tous, et en premier lieu, les communistes, doivent apporter leur concours le plus ferme pour que cette directive — et avec elle les formes organisationnelles de son application — soient aussi justes, aussi appropriées que possible au problème donné. De même, toute personne concernée et en premier lieu les communistes doivent comprendre pleinement la directive pour être capables, ensuite, de la mettre pleinement en œuvre. Certes, la définition de la directive et des formes organisationnelles d'application est esquissée à grands traits dans les réunions des diverses organisations de base, des comités du Parti, des institutions politiques et économiques. Il s'agit là de montrer que cette directive répond aux nécessités et à la réalité objective qui l'ont rendue nécessaire.

Néanmoins une directive peut comporter des erreurs. Et il en va de même pour l'organisation de sa mise en œuvre. Ces erreurs se révèlent dans la pratique, mais à la condition que celle-ci, loin d'être passive, revête un caractère révolutionnaire. Qu'est-ce que j'entends par là ? Simplement ceci : un ouvrier, communiste ou sans parti, peut constater des défauts au cours de son travail, s'il a de bonnes idées sur les moyens de les corriger, des perspectives claires sur le problème, il se doit de proposer des rectifications. Or, que se passe-t-il ? Souvent, par indifférence, par timidité ou par crainte, il n'ose pas faire des observations sur une directive venue d'en haut. Il craint d'être taxé de suffisance et d'esprit chicanier. Or, il ne devrait pas avoir à redouter ces appréciations erronées qui n'ont rien de révolutionnaire. De même, il n'est pas juste d'interdire à un communiste, ou à un travailleur sans parti, de formuler de telles suggestions ailleurs que dans l'organisation de base ou devant la direction.

Personne n'interdit la libre discussion pour améliorer le travail. Au contraire, le Parti la favorise et l'encourage. Mieux les suggestions ou les propositions que reçoit l'organisation de base ou la direction auront été préparées et débattues en dehors des réunions régulières, et mieux cela sera. Les ouvriers membres du Parti, ou sans parti, ne font rien de mal en discutant de leurs problèmes en dehors des organisations et des voies officielles. Au contraire, il est utile de débattre entre soi d'un appel ou d'une directive entachés d'erreurs, d'une forme d'organisation boiteuse. Après avoir confronté leurs idées — ce qui ne se fait pas nécessairement dans les rencontres officielles — ces travailleurs, conformément aux principes, poseront le problème, que ce soit devant l'organisation de base ou devant la direction, pour en discuter, cette fois, avec le collectif compétent et au besoin prendre des décisions.

Quand nous disons que l'organisation de base doit prendre des initiatives, se montrer révolutionnaire et combative, nous n'entendons pas par là qu'elle doit se comporter ainsi seulement quand elle est réunie. Au contraire, à l'exemple de l'organisation, chacun de ses membres doit aussi prendre des initiatives dans la pratique. Sans communistes révolutionnaires, il ne peut y avoir d'organisation révolutionnaire ! Ainsi, si un communiste, armé des décisions et des directives du Parti, ne se montre pas actif chaque jour, et capable d'initiatives dans chacune de ses activités révolutionnaires, s'il ne s'efforce pas de trouver les formes d'organisation, les méthodes et le style de travail les plus appropriés aux situations, il ne s'acquittera pas comme il convient de son rôle dirigeant de communiste. Il peut et doit, le cas échéant, agir aussi de façon isolée pour appliquer une directive donnée et ne pas temporiser comme font certains militants. Ceux-ci semblent incapables de la moindre initiative. Ils s'en tiennent à ce qu'ils appellent « les formes organisationnelles établies ». En d'autres termes, ils attendent que se réunisse l'organisation de base pour critiquer quelques camarades qui ont enfreint la discipline.

Et pourquoi un communiste, à l'usine ou ailleurs, devrait-il attendre les réunions régulières pour critiquer un camarade ? Dès les minutes de repos, il peut appeler ses camarades et en particulier celui qu'il compte critiquer, et lui dire ses quelques vérités. Quelle règle est enfreinte ici ? Aucune. Au contraire. Le camarade rectifie son erreur. Et c'est seulement s'il ne change pas que son affaire doit être évoquée en réunion de cellule.

Si l'on en fait autant chaque fois qu'un problème surgit pour des communistes dans leur vie quotidienne, bien des idées et des directives seront rectifiées, bien des formes d'organisation du travail politique seront améliorées, bien des problèmes de principe seront soulevés dans les organisations de base, et aux divers niveaux de responsabilité du Parti et de l'État. Dans les domaines où agit le Parti, comme l'économie, l'enseignement, la culture, l'armée, bref, dans tout secteur de travail, manuel ou intellectuel, les questions organisationnelles sont d'une importance déterminante. Quel que soit le travail que l'on se propose d'accomplir, il faut auparavant l'organiser.

II

Nous savons que la pensée est le reflet du monde matériel. Mais bien des gens, surtout parmi ceux qui ne réfléchissent pas sérieusement à ces problèmes, considèrent la pensée comme une activité rebelle à la coordination et à l'organisation. Dans tous les cas, sous toutes les formes, la pensée s'accompagne d'une forme d'organisation, de coordination, de structure. Quand nos pensées traduisent correctement la réalité, les liaisons organiques des choses et des phénomènes qui nous environnent se reflètent en elles. Elles expriment la même organisation, la même structure qui existe dans le monde extérieur. En d'autres termes, elles explicitent la logique, la dialectique objective du monde matériel. D'autre part, afin que la pensée soit claire et compréhensible pour celui qui la conçoit et, à plus forte raison, pour ceux qui la reçoivent, elle doit absolument être organisée, ordonnée, structurée. Sinon les idées sembleront obscures. Les problèmes seront posés pêle-mêle, Les conclusions resteront privées de logique.

Nous devons attacher une grande importance à de telles questions dans tous les domaines, car l'acte d'organiser est riche de sens théorique et philosophique. La vie de la société se développe conformément à certaines lois, de même que la nature a les siennes propres. Que nous le voulions ou non, ces lois agissent, accomplissent leur œuvre. Mais les hommes ne sont pas impuissants devant elles. Ils sont en mesure de les connaître et de les maîtriser pour promouvoir la production et la vie de la société dans son ensemble. Pourtant cette possibilité de savoir et de pouvoir, fondée sur l'utilisation des lois, est plus ou moins grande selon les régimes sociaux. Avec le passage au socialisme, elle s'accroît immensément. C'est ici que s'opère le grand bond qualitatif dans le développement de la société — bond qu'Engels a défini comme le passage du règne de la nécessité à celui de la liberté.

Mais les possibilités sont une chose et leur réalisation dans la pratique en est une autre. Selon notre travail d'organisation, nous pourrions ou non utiliser les lois de la société et de la nature sur une grande échelle et pour un juste développement de tous les aspects de la vie sociale et de l'homme. Seul, ce travail peut créer les conditions et appliquer les mesures nécessaires à la mise en œuvre efficace de ces lois. Et, si elle ne tient pas compte des lois objectives et de leurs exigences, une organisation du travail mène à de sérieux dangers et à de graves échecs.

L'organisation ne doit donc pas être rejetée au second plan. Elle constitue la base de toute directive, c'est-à-dire de l'application d'une loi. Elle fait donc partie intégrante de celle-ci. Une organisation parfaite, dans n'importe quel domaine, constitue une importante démarche scientifique. Une organisation scientifique satisfaisante contribue non seulement à appliquer une loi, à inscrire une directive dans les faits, à mettre en œuvre la science, mais aussi à faire progresser celle-ci, à révéler les aspects inconnus des lois et des phénomènes. En revanche, une organisation irrationnelle, non scientifique, qui ne tient pas compte de toutes les données objectives et subjectives, nuit à la théorie et à la pratique. Elle freine leur développement. Aussi l'organisation est-elle placée à la charnière de la théorie et de la pratique.

Si un physicien ou un chimiste n'organise pas bien son travail, les lois scientifiques ne peuvent pas trouver l'application voulue, elles ne peuvent pas agir. On ne peut rien conclure, rien découvrir à partir d'expériences manquées, de prévisions qui se sont réalisées incomplètement ou pas du tout, parce que l'organisation du travail n'a pas été satisfaisante. Cette règle se vérifie dans tous les autres domaines, dans l'industrie, l'agriculture, l'enseignement et la culture. Bien entendu, il en va de même pour le travail théorique comme dans la pratique révolutionnaire du Parti.

Dans toutes les coopératives paysannes, on lutte pour obtenir des rendements élevés dans les différentes cultures. Mais cet objectif peut-il être atteint là où l'on n'a pas soin de faire les semailles dans les meilleurs délais, de sélectionner les semences, d'assurer tous les travaux agricoles en temps voulu et de façon satisfaisante ? Comment se fait-il que l'ensemble des coopératives qui cultivent le riz obtiennent en moyenne plus de 53 quintaux par hectare dans le district de Durrës, alors que dans ceux de Krujë et de Shkodër, elles n'en recueillent que 26 ? Comment peuvent s'expliquer les grandes différences que l'on constate entre les différents rendements des brigades de la même coopérative, toutes travaillant dans des conditions identiques ? Ou entre les résultats de plusieurs coopératives quand les conditions matérielles sont sensiblement les mêmes ? Tous ces faits témoignent du rôle important que joue l'organisation, la mise en œuvre de toute une série de mesures propres à assurer le succès.

Je lisais récemment dans le *Zëri i Popullit* un article très instructif sur les bibliothèques installées dans les foyers culturels ou les coopératives. Il déplorait en particulier qu'on n'y trouvât aucune revue ou aucun livre d'agriculture. De quelle manière d'organiser l'étude s'agit-il ici ? Peut-on assimiler le savoir, la pensée créatrice des hommes et l'expérience des plus méritants comme nous le recommandons constamment le Parti — sans choisir une plus juste voie dans l'organisation de telles activités ? Quand il s'agit d'utiliser les connaissances et l'expérience acquises, une mauvaise organisation entraîne une application insatisfaisante de la ligne du Parti dans l'agriculture.

Mais ce défaut d'organisation n'a pas seulement pour effet une assimilation insuffisante de la technique agricole. Il pèse aussi sur le travail pratique dans les champs. Certaines gens pensent que les coopérateurs n'ont pas besoin d'être instruits pour cultiver la terre, que de telles tâches peuvent être menées à bien même sans organisation solide. Aucune espèce de travail, qu'il soit facile ou pénible, intellectuel ou manuel, ne peut se concevoir détaché de l'organisation, ne peut s'accomplir sans organisation. Et plus cette organisation est parfaite et mieux on s'instruit, on travaille, on produit.

L'organisation est un puissant moyen de développer les activités pratiques aussi bien que la pensée. C'est une science qui ne naît pas spontanément chez l'homme, mais qui s'acquiert dans le travail. C'est une science sans limites fixées une fois pour toutes et qui ne reste pas identique dans n'importe quel domaine, ni à n'importe quel moment. On ne peut pas lui imposer une forme qui ne change jamais. L'organisation est une démarche dont le succès exige de vastes connaissances non seulement dans son propre domaine, mais aussi dans les secteurs théoriques, politiques, scientifiques. Il faut combiner judicieusement les données, voir clairement les objectifs à atteindre, mettre en œuvre un esprit progressiste, révolutionnaire, prévenir les difficultés au lieu de s'en effrayer. L'organisation réussie se fonde sur une volonté ferme, sur un travail inlassable. Elle fait entrer dans ses calculs les gains de temps comme la technique la plus récente. Si on la considère dans cette optique, on conçoit donc aisément la grande importance qu'il convient de lui accorder.

III

Je voudrais maintenant m'arrêter un peu sur une autre question, celle de l'action à mener auprès des hommes pour faire comprendre la méthode et le style d'un tel travail. Nous savons tous que, seule, une action structurée, mieux adaptée, plus attentive auprès des hommes permet de réaliser une organisation aussi bonne que possible de l'activité générale du Parti, de la production socialiste, d'un vaste travail où les masses s'engagent collectivement avec une résolution croissante. Dans la marche vers cet objectif, le contenu marxiste-léniniste, l'esprit révolutionnaire militant de classe ne sont pas seuls à

jouer un rôle très important. Il faut aussi tenir compte de la méthode, du style de notre travail de Parti. Il s'agit de pénétrer grâce à notre action dans les esprits et les cœurs des masses et des individus, de les convaincre collectivement et individuellement, de les toucher, de les émouvoir, de les stimuler, de les aider à s'engager dans la lutte et de les animer au combat pour la grande cause du Parti et de la révolution. C'est une tâche difficile. Elle exige que les militants s'adressent aux masses dans un langage qui les atteigne tout en développant des arguments scientifiquement incontestables. C'est un art original que doivent pourtant posséder tout le Parti, tous nos cadres, nos organisateurs et nos propagandistes.

La formation de la conscience socialiste constitue un développement complexe. Au cours de cette évolution nous rencontrons tant la psychologie sociale des hommes que leur psychologie individuelle. C'est pourquoi il est indispensable de bien connaître ce qu'ils pensent, aussi bien dans leur ensemble que pris un par un. Il faut discerner non seulement leurs opinions politiques et idéologiques et la façon dont ils se conduisent, mais aussi leur caractère, leur manière de sentir et de vivre, leurs besoins et leurs exigences non seulement matériels, mais aussi sociaux et psychologiques. Et, si nous travaillons attentivement, il nous apparaîtra que cette vie mentale se définit par un ensemble de traits dominants, de différenciations et de nuances qui varient selon les diverses couches sociales, l'âge et le sexe, qui changent de la plaine à la montagne, d'une région du pays à une autre. Enfin leurs manifestations ne sont pas les mêmes chez deux individus différents.

Dans notre effort d'organisation, de propagande et d'éducation auprès des hommes, il nous faut absolument tenir compte de toutes ces données.

Nous sommes des marxistes-léninistes. Il est donc évident, à nos yeux, que l'épanouissement de la personnalité n'est possible qu'au sein d'une collectivité. Aussi attachons-nous une importance particulière aux formes et aux méthodes d'organisation dans tous les aspects du travail collectif, ainsi qu'à l'éducation des hommes au sein des groupes. Mais, parallèlement, le Parti ne cesse de souligner la nécessité de ne pas s'en tenir au travail général mené dans les collectivités, de ne pas ignorer les particularités individuelles des hommes. Nous devons être sensibles aux préoccupations qui sont propres à chacun, nous y montrer attentifs, les connaître et les étudier de façon approfondie, leur apporter une juste solution en répondant aux attentes individuelles par des attitudes appropriées.

C'est précisément ainsi, à la fois comme une science et un art, que le Parti doit considérer le travail auprès des hommes. C'est dans cette perspective qu'il agissait au cours de la guerre de libération nationale, en menant à la fois une vaste lutte de masse et une action différenciée, individualisée auprès des pionniers, des jeunes, des vieillards, des paysans, des intellectuels, etc. Qu'il suffise de rappeler, à ce propos, le vaste et fructueux travail accompli ces dernières années pour régler les problèmes sociaux et idéologiques.

Faut-il citer la lutte pour l'émancipation complète de la femme et la libération de la personnalité des jeunes sous tous leurs aspects ? Le combat contre la religion et les coutumes arriérées ? N'oublions pas, non plus, l'aptitude de notre Parti à résoudre les problèmes, en se frayant un chemin jusqu'à la pensée et à la sensibilité des masses comme des individus, pour jeter bas hardiment tout ce qui rappelle le vieux monde et soutenir de toutes ses forces, sur le même terrain, les tendances nouvelles, révolutionnaires et socialistes.

Mais il ne serait pas juste de nous déclarer satisfaits de notre action auprès des hommes. Ce travail comporte encore des défauts sérieux. Nous ne devons pas nous contenter de survoler les réalités sociales pour en acquérir une vue d'ensemble. L'univers spirituel, intérieur des hommes risquerait alors d'être pour nous lettre morte. Nous ne pourrions arriver à les aborder chacun en fonction de leur caractère propre, nous agirions comme s'ils étaient tous semblables. Nous nous heurterions alors à des problèmes aigus, à la fois idéologiques et politiques.

Le travail du Parti est avant toute chose une action auprès des hommes. Celle-ci revêt de multiples aspects, comme la personnalité des hommes eux-mêmes, tant est grande la diversité de leurs intérêts, de leurs exigences, de leurs problèmes, de leurs besoins. Leur vie psychologique constitue un ensemble complexe. C'est pourquoi le Parti doit chercher à toucher cet ensemble et non un seul de ses éléments. Il ne faut pas demander aux hommes seulement de travailler, de produire, d'améliorer leur rendement, de réaliser les plans. Ce sont là des objectifs importants, mais non le but. Chez nous, tout ce qui est produit ou créé l'est au nom de l'homme travailleur et dans son intérêt. De ce point de vue, il convient de critiquer et de dénoncer sévèrement la méthode et la pratique de certains cadres, surtout dans l'appareil d'État et dans le secteur de l'économie, qui s'intéressent à tout, depuis les boulons jusqu'aux vaches, mais qui oublient l'essentiel, le facteur déterminant de tout labeur : l'homme, sa vie, sa santé, sa sécurité dans le travail, son hygiène, son repos, son éducation, ses loisirs, son besoin d'une bonne ambiance, etc.

Au cours de ma visite à Tropojë, j'ai rencontré un groupe de prospecteurs. Je me suis entretenu avec eux. Ils travaillaient dans les montagnes de la Dragobia. Ils fournissent réellement un immense effort pour le peuple d'Albanie. Je leur ai demandé comment marchait leur travail, comment ils vivaient, quels étaient les problèmes qui les préoccupaient, de quoi ils manquaient. Au début il sembla que tout allait bien. Puis il apparut que certains de leurs besoins les plus pressants n'étaient pas satisfaits. « Vous voyez, m'ont-ils dit, où nous travaillons. » Ils m'ont montré des sommets de montagnes noyés dans les nuages, des zones couvertes en été de plusieurs mètres de neige. Ne parlons pas de l'hiver ! Et ils ont observé : « Nos vêtements et nos équipements sont faits pour les régions de plaine ! »

Notre État ne serait-il pas en mesure de satisfaire les besoins de ces garçons pour qu'ils puissent travailler dans des conditions normales, même dans des lieux aussi rudes que la contrée comprise entre la Maja e Kollatës et la Maja e Hekurave ? Non, camarades. Combien y a-t-il de prospecteurs qui travaillent dans ces zones et dans ces conditions ? Sans doute pas plus de cent. Disons même deux cents. Et il s'agit d'eux seulement, non de ceux qui travaillent à Divjake de Lushnje. Ce ne sont donc pas nos ressources matérielles qui sont en question, mais notre vigilance et notre capacité d'apprécier justement le problème. Il suffit, pour le résoudre, d'en reconnaître l'importance. Le Parti a déjà attiré l'attention sur ce point. Certaines mesures ont même été prises. Et il apparaît qu'elles n'étaient pas suffisantes.

J'ai cité cet exemple, auquel le Parti s'est constamment intéressé, uniquement pour illustrer l'idée que, dans notre travail, nous ne devons jamais oublier l'homme avec ses multiples intérêts, non seulement matériels et économiques, mais également spirituels, moraux, politiques, psychologiques, culturels et professionnels.

Les hommes de chez nous sont merveilleux, ils se caractérisent par la simplicité prolétarienne, l'esprit de sacrifice et d'abnégation, le courage et la volonté. Ils sont prêts à se jeter au feu pour la cause du Parti et du peuple. Ils font donc preuve d'une confiance profonde dans le Parti, de liens étroits avec le peuple. Ils sont une force colossale, une force qui protège le Parti contre la défaite et rend notre peuple indomptable. Ce courage et cette confiance dans le Parti créent des devoirs. Il faut employer cette arme puissante pour briser tous les obstacles, vaincre toutes les difficultés, aller constamment de l'avant dans notre révolution, dans notre construction du socialisme.

Mais, à ce propos, je voudrais faire ressortir que nous ne devons tolérer aucune velléité de spéculer sur ces hautes vertus de nos travailleurs. Nous devons même condamner tout geste fait dans cette direction. Si les hommes de chez nous ont une vie simple et sont peu exigeants, ce n'est pas une raison pour moins nous soucier de satisfaire leurs besoins matériels et spirituels, ou pour oublier qu'ils sont légitimes. Si les hommes de chez nous sont prêts à répondre à tout appel du Parti, ce n'en est pas moins une erreur politique, une absurdité, que de les rassembler plusieurs heures avant le début de meetings ou de manifestations. De même, il n'est pas juste que nous fassions lever les gens avant l'aube pour les actions de masse quand le travail peut se faire effectivement dans la journée et s'accomplir en quelques heures. *[L'action de masse désigne ici le travail volontaire accompli collectivement.]* De deux choses

l'une, ou bien certains camarades n'ont pas confiance dans l'empressement des masses à répondre à ses appels, ou bien, par ces procédés, ils cherchent à couvrir leur propre faiblesse dans l'organisation du travail politique. Ou encore, ils commettent peut-être les deux fautes à la fois.

IV

L'action auprès des hommes requiert une connaissance approfondie de la ligne du Parti, elle exige aussi de l'intelligence et du tact dans l'application de celle-ci. Toutes les questions ne peuvent pas être étudiées et réglées à travers les formes de travail qui rassemblent de nombreux participants, dans les réunions du Front démocratique, celles de l'Union de la jeunesse ou des syndicats — et pas davantage par la presse. En particulier lorsqu'il s'agit de problèmes sociaux qui engagent la vie intime des hommes, l'intervention publique n'est pas toujours fondée. Au lieu d'avoir un effet salubre, elle peut devenir nocive, susciter, sans raisons sérieuses, de grandes inquiétudes chez les gens, toucher profondément leur amour-propre et pousser certains d'entre eux à des actions fâcheuses et contraires à notre morale prolétarienne. N'oublions pas que les hommes ont un cœur et des sentiments. Ils ont leur dignité et leur personnalité que nous ne devons certes pas fouler aux pieds, mais protéger et renforcer comme nous l'indique le Parti — en combattant toute ingérence arbitraire de la part de n'importe qui. Il ne s'agit pas ici de couvrir les faiblesses ou les erreurs de telle personne mais de savoir trouver les voies, les formes et les méthodes d'action les plus appropriées pour atteindre l'objectif.

C'est là un travail d'une telle nature que, pour le mener à bien, il faut pénétrer dans l'âme des gens, connaître à fond leurs pensées et leurs soucis, leurs intérêts et leurs préoccupations. Pour ce faire, il faut du bon sens, de la souplesse, du tact dans l'action auprès des hommes. Ainsi se crée, dans nos rapports avec eux, une chaleureuse atmosphère de camaraderie. Chacun se sentira permis d'exprimer librement ses idées, de poser ouvertement les problèmes, d'être lui-même comme auprès de l'ami le plus proche. On sait que, durant la discussion sur le contrôle ouvrier, ouvriers et paysans soulevèrent nombre de questions, s'interrogèrent sur quantité de points, apportèrent beaucoup de remarques sur le travail et les hommes. Pourtant, jusque-là, toutes ces indications avaient été cachées, mises sous globe. Pourquoi ?

C'est qu'elles étaient noyées sous le bureaucratisme, sous la manie de donner aux réunions un style officiel. De ces expériences, le Parti ne cessera pas de tirer des enseignements. C'est pour lui une question de grande importance. Elle concerne ses liens avec les masses, les rapports des cadres avec les travailleurs, la défense et le développement de la démocratie de masse.

Pour créer cette atmosphère chaleureuse, détendue, cette franche camaraderie, nous devons faire la guerre à la manie du style officiel. Celle-ci se manifeste tant dans la manière de se conduire à l'égard des travailleurs et de trancher les problèmes propres à certains cadres que dans la propagande, le style et le langage que nous utilisons pour nous adresser aux masses. Nos cadres doivent être des exemples de modestie, de simplicité prolétarienne, nous ne pouvons admettre aucune manifestation d'arrogance et de suffisance intellectuelle ou d'autoritarisme. Bref, nous devons lutter contre toute déviation qui entrave l'initiative et la liberté de pensée, la critique et l'autocritique révolutionnaires. Nos cadres ont pour tâche de créer, dans leurs rapports non seulement avec les masses mais aussi avec leurs camarades de travail, dans les organes du Parti ou du pouvoir, une atmosphère fraternelle. Quand ils y parviennent, chacun exprime ouvertement ses idées, se concertent avec ses camarades, sur chaque problème, fait part de ses remarques et demande l'appui du collectif.

En ce domaine, une grande influence est exercée par le style, la manière de s'exprimer, la langue utilisée dans la discussion et les articles de nos journaux. J'ai déjà souligné, en d'autres occasions, qu'en cette matière nous devons nous libérer nous-mêmes. C'est nous, membres du Comité central, et beaucoup de nos camarades qui donnons souvent le mauvais exemple en usant — dans la propagande du Parti — d'un style et d'une langue bureaucratiques, officiels, émaillés. De phrases toutes faites, d'expressions ampoulées, de termes réservés aux intellectuels. Voilà qui rend difficile la communication, tient les hommes à distance et crée des rapports par trop officiels avec eux. Je

comprends bien qu'un tournant dans ce domaine est difficile. Nous nous sommes faits à cette tradition. Elle est devenue partie intégrante de notre manière d'être. Mais nous avons brisé bien d'autres traditions, des habitudes plus tenaces. Nous pouvons et nous devons donc briser également celle-là et donner à notre propagande une force et une impulsion nouvelles.

Pourtant, il arrive aussi que le travail du Parti auprès des hommes exerce une influence négative. Les méthodes conservatrices sont parfois utilisées pour la solution de divers problèmes sociaux, ainsi que les survivances de l'éducation patriarcale, encore assez répandue dans les familles, dans l'école, dans l'armée et ailleurs. Ce sont surtout les femmes et les jeunes qui sentent le poids de ces conceptions et souffrent de ces formes de travail. Le Parti se doit de relever ces faits, même lorsqu'ils se manifestent dans la famille ou dans la vie quotidienne.

Si l'on observe attentivement les foyers, il apparaîtra que bien des parents, même d'un niveau idéologique et politique élevé, ne savent pas s'occuper comme il convient de leurs enfants, surtout lorsque ces derniers atteignent l'adolescence. Ils ne tiennent pas compte de la personnalité en croissance constante des jeunes et ne les aident pas à l'affirmer. Ils ignorent beaucoup de désirs et de besoins qui apparaissent dans la jeunesse et qui correspondent au progrès. Ils sous-estiment ses capacités, ses possibilités et son expérience. Ils agissent sur elle principalement par des réprimandes et des discours moralisateurs, secs et fastidieux, par la contrainte et l'autorité patriarcale. Mais le pis, c'est que ces méthodes sont employées aussi à l'école dans les rapports entre maîtres et écoliers, entre professeurs et étudiants — c'est-à-dire précisément là où doivent être mises en œuvre les méthodes d'éducation et de pensée fondées scientifiquement sur la psychologie et la pédagogie révolutionnaires.

Il arrive parfois que nos cadres deviennent involontairement les esclaves de ces méthodes sans comprendre combien elles font de mal. On m'a raconté que, ces dernières années, afin d'agir sur les soldats qui enfreignent la discipline ou les normes de la morale communiste, on emploie, entre autres méthodes, celle d'écrire à leurs parents. Certains camarades sont même des partisans enthousiastes de ce procédé. Ils le considèrent comme une innovation, dans le style de leur travail éducatif. Peut-être ce moyen peut-il être utilisé dans un cas extrême. Et peut-être, une fois en passant, aura-t-il en apparence quelque effet provisoire. De même que certains maîtres rapportent les actes des élèves à leurs parents ou à la direction de l'établissement, ces militaires pensent avoir ainsi accompli leur devoir ou résolu le problème. Or, en fait, tout comme l'instituteur pour l'élève, le sous-officier ou l'officier doit être pour le soldat un camarade plus âgé. Il doit pouvoir traiter les problèmes avec lui. L'unité auprès de laquelle il fait son service doit être, comme sa famille hier, le groupe à l'intérieur duquel il résout ses difficultés.

Et ne s'agit-il pas ici d'une méthode typiquement patriarcale ? Au lieu de nous adresser directement au jeune, de faire appel à sa personnalité, nous nous comportons comme si elle n'existait pas, nous l'ignorons, pour faire appel à cette force extérieure : l'autorité parentale de type patriarcal. Pour parler plus net, nous exploitons le respect que peuvent éprouver les jeunes paysans, surtout les montagnards, à l'égard de leurs parents. Et il ne faut pas oublier que ce sont précisément les jeunes montagnards, à cause de leur sensibilité et de leur amour-propre, qui peuvent, du fait de telles actions hâtives et irréfléchies, subir de graves chocs affectifs. *[Dans les populations montagnardes, la lutte entre le nouveau et l'ancien, entre l'image démocratique et l'image patriarcale de la famille est beaucoup plus intense qu'ailleurs. Les jeunes — partagés entre deux manières de vivre — sont donc en difficulté quand les contradictions éclatent. Ici la contradiction apparaît quand l'armée, tout en diffusant un idéal socialiste, prétend s'appuyer sur l'autorité patriarcale.]* N'est-ce pas là ignorer certaines caractéristiques importantes de leur personnalité ?

Il y a plus grave : ces méthodes conservatrices et patriarcales d'éducation sont transportées de la famille, de l'école, de l'armée, dans la vie des collectifs de travailleurs, dans l'activité des organisations de masse ou dans le travail du Parti auprès des hommes. Surtout elles exercent une influence négative sur les rapports des cadres avec les masses et elles maintiennent vivaces l'esprit bureaucratique, l'autoritarisme, le formalisme et le refus de tenir compte des traits individuels dans le travail collectif.

De la sorte, toutes ces difficultés — qui ont toujours leur côté social et pédagogique — prennent un caractère politique et idéologique aigu. Elles constituent un obstacle au renforcement ininterrompu de l'unité morale et politique du peuple. Elles freinent les efforts accomplis en vue de résoudre les contradictions non antagonistes qui naissent dans ses rangs. C'est pourquoi le Parti pose avec force un problème que certains considèrent, à première vue, comme plus social et pédagogique que politique. Aussi imaginent-ils que ces questions ne concernent pas directement le travail du Parti. Il est encore plus clair qu'ils ont tort lorsqu'il s'agit des problèmes aigus, de caractère directement politique et idéologique dont nous avons déjà parlé, comme la formation de la conscience socialiste.

Camarades, [...] La classe ouvrière, la paysannerie coopérée et notre intelligentsia populaire voient s'ouvrir devant elles de grandes perspectives — celles du développement ininterrompu de l'économie et de la culture. Nous assistons à un grand bond en avant qualitatif et quantitatif qui n'a pas de précédent. Il se poursuivra dans notre pays grâce au jaillissement ininterrompu de l'énergie créatrice des hommes, à la rupture des chaînes bureaucratiques, à l'ouverture de nouveaux et vastes champs d'application pour les conceptions des novateurs. L'analyse organisée (et j'entends par là une organisation scientifique et rationnelle) permettra d'apprécier les nombreuses inventions, les études et projets qui se développent grâce aux efforts des ouvriers, des paysans, des ingénieurs, des techniciens.

Le moment est maintenant venu de comprendre que cette vaste pensée créatrice requiert une mise en œuvre immédiate, qu'elle est en contradiction avec les anciennes méthodes de direction qui datent du temps où les horizons étaient encore étroits et les possibilités réduites. Aujourd'hui, de nombreux projets, élaborés par des centaines d'ouvriers et d'ingénieurs, ne peuvent plus attendre la lente décision d'un directeur de département ministériel. Dans tous les coins de l'Albanie, dans chaque district, un travail d'envergure doit être organisé pour réaliser effectivement toutes les inventions, tous les plans, toutes les suggestions des ouvriers et des ingénieurs du bâtiment tels que les présente, par exemple, l'exposition de Tirana. Autrement, les constructions ne pourront pas avancer au rythme requis par les besoins manifestés et les possibilités existantes. Certes, il nous faut connaître celles-ci, les exploiter au maximum. Et nous devons aussi, en même temps, déceler les formes bureaucratiques de travail qui paralysaient notre action si nous ne les combattons pas.

Il faut savoir que les institutions centrales ne sont pas capables de tout faire, que de grandes choses peuvent-être accomplies à l'échelon des districts. Appuyons-nous sur la grande réalité objective que le Parti a créée partout. Grâce à ce point de départ, même les institutions existant au niveau du district ou à la base sont capables de diriger efficacement des activités d'importance croissante et de les organiser. Alors nous arriverons à une conclusion plus juste, plus réaliste ; ce qui permettra aux organismes centraux de mieux se diriger eux-mêmes et de mieux aider les échelons inférieurs. Si nous refusons de faire confiance à ces initiatives, notre action en sera au contraire freinée. La bureaucratie se développera. Souvent nous craignons qu'il ne se commette des erreurs à la base. Nous oublions alors que nous nous sommes nous-mêmes souvent trompés en de telles affaires quand nous débutions dans le travail. Et nous pouvons encore nous tromper aujourd'hui. D'autre part, la base à l'heure actuelle a élevé son niveau de formation. Elle commet moins d'erreurs qu'auparavant.

Nous connaissons bien le dicton : « C'est en forgeant qu'on devient forgeron. » Aussi devons-nous avoir une pleine confiance dans la base qui a accumulé maintenant une expérience colossale. Ce serait un crime que de ne pas mettre en œuvre cette expérience tout en exerçant un contrôle sur elle, de ne pas lui faire confiance, de ne pas l'aider à gagner en étendue [...].

Vingt-cinq années de luttres et de victoires

Extraits du discours prononcé en novembre 1969 lors du grand meeting du vingt-cinquième anniversaire de la Libération

A côté des analyses théoriques d'Enver Hoxha, il nous a paru nécessaire de publier dans ce recueil un bilan plus descriptif : comment l'Albanie a-t-elle relevé en réalité le défi révisionniste ? Comment a-t-elle fait face à l'énorme pression économique du blocus soviétique ?

L'aide fraternelle attendue de Moscou était programmée dans le troisième plan quinquennal albanais. Et voilà que cette aide se changeait en son contraire !

Ce n'est là qu'un exemple des obstacles rencontrés sur le chemin du socialisme. Et Enver Hoxha raconte ici à travers quelles routes difficiles le peuple albanais a toujours trouvé la voie de la victoire.

1. — Forger l'homme nouveau.

Chers Camarades,

Les grandes victoires remportées par l'Albanie nouvelle, pendant ces vingt-cinq années de pouvoir populaire, jalonnent tous les fronts de la lutte pour la construction et la défense du socialisme. Elles témoignent du courage, du patriotisme et de l'esprit révolutionnaire d'une génération d'hommes merveilleux, animée et formée par le Parti pour un pareil combat. Notre parti a surmonté en peu de temps, à force de vaillance, les difficultés et les obstacles innombrables légués par le passé ou liés à l'activité hostile des impérialistes, des révisionnistes et des forces réactionnaires. Notre peuple a construit une société socialiste avancée et, si notre patrie se dresse sur les rives de l'Adriatique comme la citadelle inexpugnable du socialisme, elle le doit, dans une grande mesure, au fait que le parti a pu créer et forger l'homme nouveau doté d'une conscience socialiste élevée et d'admirables vertus révolutionnaires [...].

En particulier, au cours de ces dernières années, après la Lettre ouverte [Le 6 mars 1966, le Comité central du P.T.A. adressait aux communistes, aux travailleurs des villes et des campagnes, aux militaires, une lettre les appelant à la lutte contre le bureaucratisme, à la révolutionnarisation idéologique dans tous les domaines.] et l'historique du V^e Congrès du Parti [Le V^e Congrès du P.T.A. s'est déroulé du 1^{er} au 8 novembre 1966. C'est à partir de ce moment que se développe la révolutionnarisation idéologique.], on a vu se dessiner, en étroite liaison avec tout le développement de la révolutionnarisation dans la vie du pays, un nouveau bond qualitatif vers la formation de l'homme nouveau de la société socialiste.

La grande transformation révolutionnaire à laquelle nous assistons aujourd'hui est un approfondissement de notre révolution. Il met en œuvre une offensive générale contre toutes les survivances d'un monde mort. Il exprime une grande lutte, menée sur tous les fronts à la fois, pour barrer la route aujourd'hui et demain à la restauration du capitalisme, pour tenir en échec les forces de la bourgeoisie, à l'intérieur comme à l'extérieur. C'est une dure lutte de classe destinée à faire progresser continuellement notre révolution pour assurer la victoire totale et définitive de la voie socialiste sur la voie capitaliste.

Cette grande transformation révolutionnaire se développe sous la direction du Parti et sous le signe de la présence active des masses travailleuses. Elle embrasse tous les domaines de la vie et de l'activité politique, idéologique, économique et culturelle, organisationnelle et militaire. Elle met en mouvement toute chose et chaque être humain. Elle amène un renversement radical dans les conceptions, les coutumes, les traditions, dans le mode d'existence, dans le comportement et dans l'attitude des hommes, dans tout leur travail, dans toute leur vie. La révolutionnarisation a entraîné une mobilisation

intense au travail. Elle a fait jaillir un esprit militant et créateur. Elle a forgé l'unité d'airain du peuple et du parti. Elle a encouragé plus que jamais l'action personnelle, l'initiative et le courage révolutionnaires des masses. Elle a rendu possible toute une série de profonds mouvements révolutionnaires de caractère politique, économique et idéologique.

Dans la lutte pour révolutionnariser sans cesse davantage la vie du pays, le Parti s'avance avec hardiesse sur de nouvelles voies. Par là même, il apporte une importante contribution à la théorie et à la pratique du socialisme, à l'enrichissement de l'expérience accumulée en vingt-cinq ans d'histoire, à l'approfondissement de la dictature du prolétariat. Aussi est-il possible de comprendre comment on peut assurer la continuité de la révolution, construire intégralement la société socialiste et passer au communisme en empêchant le retour en arrière ou en évitant l'interruption du mouvement révolutionnaire.

Dans la formation de l'homme nouveau, du travailleur conscient de la construction socialiste, un grand rôle a été joué par le développement de la révolution dans le secteur de l'enseignement et de la culture. La transformation dans ce domaine est partie intégrante de tout l'approfondissement de notre révolution. Le retard hérité du passé rendait la solution de ce problème encore plus pressante. Dès les premiers combats, le parti a clairement laissé entendre qu'on ne pouvait pas édifier le socialisme avec des illettrés et que, pour faire progresser le pays, il fallait élever le niveau d'instruction et de culture des ouvriers et des paysans.

Un vaste réseau d'écoles de tous les degrés s'étend sur toute l'Albanie. Deux personnes sur sept vont en classe. On a réalisé entièrement l'instruction obligatoire de huit ans, non seulement dans les villes, mais encore dans tous les villages, et cela au moment où, en Italie, on compte chaque année plus de 100 000 enfants qui restent illettrés, tandis que le nombre des analphabètes atteint 20 % de la population en Yougoslavie et 21 % en Grèce.

Environ 23 000 enseignants travaillent dans notre école, contre 1 700 avant la libération. Rien que les lycées de Delvina et de Konisbol comptent aujourd'hui plus d'élèves que tous les établissements secondaires d'Albanie en 1938. Dans une classe de dixième [*Équivalent de la classe terminale en France. La dixième année d'études, en commençant par la 1^{re} année passée à l'école primaire. Il s'agit donc de jeunes filles de 17 ans.*] de l'école secondaire Qemal Stafa de Tirana, on trouve plus de filles que n'en réunissaient tous les lycées du pays avant la guerre. L'enseignement supérieur n'existait pas en Albanie sous le régime de Zog. Nous comptons aujourd'hui 113 étudiants pour 10 000 habitants. C'est-à-dire que nous dépassons des pays évolués comme l'Angleterre, l'Allemagne, l'Italie et la Suisse. Les établissements d'enseignement supérieur forment actuellement environ 2 000 cadres par an, soit cinq fois le nombre de spécialistes dotés d'un niveau d'instruction comparable dans toute l'Albanie en 1938.

Actuellement, notre parti et notre peuple sont engagés dans un grand travail, dans une grande lutte de révolutionnarisation de l'école. Nous avons établi, dans ce domaine, un programme d'action clair et complet. Notre tâche consiste à comprendre à fond les décisions du VIII^e plénum du Comité central du Parti et à prendre toutes les mesures nécessaires pour les appliquer dans la vie. L'objectif principal est d'assurer l'éducation marxiste-léniniste de la jeunesse, de combiner de façon rationnelle les cours avec le travail de production et la préparation physique ou militaire des jeunes. Notre école doit former des cadres habiles, des combattants loyaux et résolus de la cause du communisme, prêts à affronter toutes les difficultés.

Dans le domaine de la culture et de l'art, nous assistons aussi à des transformations révolutionnaires : 17 cinémas, 2 musées, 5 bibliothèques, un tirage annuel de quelque 180 000 exemplaires de livres, voilà quelle était la base de la culture en 1938. Aujourd'hui nous avons environ 1 750 maisons et foyers de la culture. Le réseau des cinémas ne s'étend pas seulement à toutes les villes, grandes et petites, mais encore à de nombreuses coopératives agricoles. Vingt-sept troupes professionnelles de théâtre et de variétés [*Ensemble de sketches et de chansons souvent comiques et volontiers tournés*

vers la satire des éléments retardataires.], des dizaines de bibliothèques publiques, de musées et de maisons-musées [Par exemple, la maison de Tirana où a été fondé le Parti est aujourd'hui considérée comme un musée.] contribuent à l'éducation culturelle et révolutionnaire des masses. Rien qu'en 1968, l'entreprise d'imprimerie Mihal Duri a fait paraître 590 livres représentant un tirage global d'environ 7 millions d'exemplaires. La radio pénètre pratiquement dans toutes les familles. Actuellement on travaille à construire un poste émetteur de télévision qui propagera l'idéologie et la culture prolétariennes. Désormais une activité culturelle et artistique se poursuit sous mille formes, aux quatre coins du pays, avec la participation active des ouvriers, des paysans, des jeunes gens et des jeunes filles. Des centaines d'écrivains, d'artistes doués de talent militent par leurs œuvres pour l'idéal du parti et du socialisme.

Ces succès seront encore plus grands dans l'avenir. Mais, comme nous l'avons fait jusqu'ici, nous devons veiller à ce que l'enseignement et la culture soient à l'abri de toute pénétration des influences étrangères au socialisme, qu'elles soient bourgeoises ou révisionnistes. Les institutions d'éducation populaire devront toujours être une arme puissante dans la lutte que mène le peuple pour défendre la patrie et construire le socialisme.

Le grand travail quotidien accompli par le Parti et les organisations de masse, dans leur effort en vue de former les hommes, rencontre le grand essor de l'enseignement et de la culture socialistes. Ensemble, ils ont porté la conscience révolutionnaire des travailleurs à un degré supérieur. Mais ce serait une erreur de nous contenter du travail accompli. Nous devons avoir conscience de la longueur et de la difficulté de la lutte pour former l'homme nouveau — lutte d'autant plus délicate que, dans ce domaine, la résistance du vieux monde est la plus forte, la plus obstinée et la plus profonde. La bataille entre les deux voies socialiste et capitaliste passe à travers la conscience des gens. C'est pourquoi la construction intégrale de la société socialiste a pour condition indispensable que la conscience des travailleurs soit libérée de toute trace et de toute influence de la vieille société et du monde capitaliste et révisionniste qui nous entoure. Ainsi est-il nécessaire de former les travailleurs dans la conception du monde marxiste-léniniste et dans la perspective de la morale communiste et de la vie révolutionnaire. Toute lacune dans ce domaine est lourde de graves conséquences comme le montre l'expérience négative de l'Union soviétique et de certains autres pays.

Dans l'étape actuelle en particulier, alors que les problèmes et les combats idéologiques passent au premier plan, il nous appartient de mener sur tous les fronts la bataille du Parti et de l'Etat prolétarien pour l'éducation de l'homme nouveau, de l'homme socialiste. Tout le développement économique et social du pays, tous les progrès de la structure et de la superstructure, de l'enseignement et de la culture doivent servir à ce but.

Dans la question de l'éducation de l'homme, il existe une ligne de démarcation très nette entre nous et les renégats révisionnistes qui cherchent par tous les moyens la dégénérescence spirituelle, idéologique, politique et morale de l'être humain pour le transformer en un instrument aveugle de la contre-révolution.

Le Parti n'a jamais considéré l'éducation communiste révolutionnaire des travailleurs comme une simple diffusion de lumières intellectuelles et encore moins comme une évolution spontanée, abandonnée à la nature des choses. La formation peut seulement naître de l'action de la lutte des classes menée au sein du peuple par le Parti, l'Etat de la dictature du prolétariat, et les organisations de masse, avec la présence active de tous les travailleurs. Le Parti souligne toujours que l'éducation communiste de l'homme est inséparable d'une lutte active et impitoyable, conduite, sur une base de principe contre toutes les traces d'idéologies étrangères au marxisme-léninisme, qu'elles soient féodales, patriarcales, bourgeoises, petites-bourgeoises ou révisionnistes. Les manières réactionnaires de vivre et de penser continueront inévitablement d'exister très longtemps à des degrés divers dans la conscience de nos travailleurs. Toute concession, toute attitude opportuniste envers les manifestations et l'influence des idéologies étrangères au socialisme seraient néfastes.

Cette lutte énergique pour l'éducation communiste des travailleurs est d'une importance vitale pour les destinées de la révolution et du socialisme. Elle impose de grandes tâches au Parti, aux organisations de toute nature, à l'État, à l'école, à la famille, à notre littérature et à notre art. Les organisations et les institutions qui forment l'opinion publique sont les premières intéressées. Tout ce travail doit être amélioré. Il doit s'approfondir toujours davantage et devenir plus convaincant, plus militant. Nous n'y parviendrons qu'en combinant toujours la théorie et la pratique, le travail idéologique et politique d'explication et l'action révolutionnaire de masse, l'éducation et l'auto-éducation, des mesures idéologiques et celles qui revêtent un caractère économique et organisationnel. L'étude attentive et suivie des classiques marxistes-léninistes, des documents et de l'histoire de notre glorieux Parti du Travail, constituera une aide pour tous les travailleurs dans leur effort en vue de mieux assimiler la conception matérialiste du monde et notre théorie d'avant-garde. Elle en fera de meilleurs combattants dans la grande lutte pour la construction intégrale du socialisme et du communisme.

Certes, la ligne du Parti s'oriente vers l'industrialisation du pays, le développement ininterrompu de l'agriculture coopérée, l'extension de l'enseignement et de la culture, la révolutionnarisation sans cesse plus poussée de toute la vie du pays. Cependant, si importants que soient ces objectifs, ils ne seront jamais un but. Ils tendent tous à une autre fin, à l'émancipation matérielle et spirituelle des masses travailleuses, à l'élévation du niveau de vie économique et culturel.

2. — Construire le socialisme en s'appuyant sur nos propres forces

L'abolition de l'exploitation de l'homme par l'homme, voilà bien la plus grande victoire remportée par le Parti et le pouvoir populaire au cours des vingt-cinq dernières années dans notre pays. Le paysan et l'ouvrier, l'employé et l'intellectuel assurent tous leur existence par leur travail et ils contribuent à la construction du socialisme. La femme albanaise, cette force révolutionnaire colossale, autrefois méprisée et vouée uniquement aux travaux domestiques, participe largement à la vie politique du pays, comme à la production sociale. On la trouve à l'usine, aux champs, dans l'enseignement, dans la culture, dans le commerce, etc. Voilà encore une grande victoire du Parti et du pouvoir populaire.

Avant la guerre, en Albanie, on mourait faute d'un cachet de quinine. Un travail de forçat et un excès de pauvreté réduisaient la durée moyenne de vie à 38 ans. Aujourd'hui, même dans les régions les plus reculées, comme à Dukagjini, on trouve des hôpitaux et des maternités. L'assistance médicale fonctionne dans tout le pays. La construction d'hôpitaux et de cliniques, la multiplication des ambulances et des infirmeries, les soins gratuits pour tous et l'amélioration du bien-être général des travailleurs ont rendu l'existence plus heureuse et plus sûre. A présent, chez nous, la durée moyenne de vie est de 66 ans.

La production agricole et industrielle augmente, le revenu national s'accroît, sa juste répartition permet d'élever le pouvoir d'achat des travailleurs. En 1968, on a consommé en Albanie, par rapport à 1938, 2,5 fois plus de sucre par habitant, 2 fois plus de graisse, 2,3 fois plus de légumes, 10 fois plus de tissus divers 4,3 fois plus de chaussures, etc. Au cours de ces vingt-cinq années, l'aide de l'État, les sommes allouées par lui, l'effort des travailleurs eux-mêmes ont permis de construire environ 185 000 appartements et maisons dans les villes et les campagnes : en d'autres termes, plus de la moitié de la population actuelle du pays est installée dans des logements nouvellement bâtis. La nouvelle baisse des prix, entrée en vigueur à la veille du vingt-cinquième anniversaire, témoigne une fois de plus que le Parti et le pouvoir populaire s'avancent de façon ininterrompue sur la voie de l'élévation du niveau de vie propre aux travailleurs. En veut-on une autre preuve ? L'Albanie est le seul pays au monde où la population ne paie ni taxes, ni impôts directs.

Les changements extraordinaires qui se sont produits dans le pays, depuis la libération jusqu'à ce jour, sont le produit du labeur enthousiaste de nos travailleurs. Ils sont le fruit de la juste politique marxiste-léniniste de notre Parti du Travail. Ils ont en outre été rendus possibles par l'aide et le soutien internationalistes de nos frères de classe. En ce jour de grande fête, nous saluons de façon particulière l'aide que nous apportent sans relâche et sans réserve le grand peuple chinois frère, le glorieux parti

communiste de Chine, et l'ami le plus cher de notre peuple, le grand marxiste-léniniste qu'est le camarade Mao Tséoung. Ce soutien nous a permis de développer notre économie nationale, de faire progresser avec succès la construction du socialisme. Notre peuple est reconnaissant au peuple chinois frère de cette aide généreuse et internationaliste.

Les renégats révisionnistes soviétiques doivent avouer que leur blocus cruel a échoué, qu'ils n'ont pu mettre l'Albanie socialiste à genoux. Ils n'en pleurent pas moins, paraît-il, sur le sort du peuple albanais et déclarent que, depuis la fin des crédits et de l'aide soviétique, il « est dans la gêne » et « marque le pas ». Nous leur disons : « Il est inutile de pleurer sur notre sort. Nous ne voulons pas de votre aide hypocrite, piège pour asservir les peuples. Nous avons les grandes richesses de notre sol. Nous avons le labeur, la force, la volonté inflexible, l'habileté talentueuse de notre peuple qui extrait et exploite ses richesses pour son propre bien et pour celui de la cause du socialisme. Nous avons notre Parti du Travail qui guide le peuple sur la voie marxiste-léniniste, celle de la construction du socialisme. » Nous disons aux révisionnistes : « Il se peut que votre blocus, la rupture brutale des accords économiques, l'arrêt total des fournitures d'équipement, le vol des projets industriels, les travaux abandonnés en cours d'exécution, etc., aient empêché, au début, la mise en œuvre de notre troisième plan quinquennal, mais notre économie n'a pas arrêté un seul instant sa marche victorieuse et elle a triomphé de votre scandaleux blocus. » Nous leur disons : « Notre pétrole et l'extraction des minerais vous préoccupent ? Ne vous tourmentez pas pour nous ! Par rapport à 1960, l'extraction du pétrole a augmenté en Albanie de 80 %, tandis qu'on extrait 4 fois plus de minerais de cuivre, il en est de même pour le chrome, la houille, etc. A force de nous vouloir du mal, vous ne savez même plus lire un chiffre. Vous prétendez que, en Albanie, l'industrie de l'énergie aurait pris du retard. Or les chiffres sont là pour montrer que, par rapport à 1960, la production de l'électricité est 4,7 fois plus élevée. La seule centrale thermique de Fier, construite ces dernières années, est quatre fois plus puissante que la centrale hydro-électrique de Ulzë. La formation des cadres supérieurs vous préoccupe-t-elle aussi ? Eh bien ! sachez qu'en 1960, nous n'avions que 4 245 spécialistes dotés d'instruction supérieure, tandis qu'à présent ils sont quelque 14 000 au service du peuple. Vous déplorez l'état de notre agriculture ? Nous pouvons vous dire que nous n'avons jamais obtenu d'aussi grands succès dans ce domaine que durant les dix dernières années. Par rapport à 1960, les rendements du blé ont augmenté de 90,5 %, ils ont presque doublé tandis que ceux du maïs ont augmenté de 220 %. »

Pourquoi ces données ? Elles indiquent l'échec complet du complot révisionniste et la grande victoire remportée par notre héroïque Parti du Travail. Même dans le domaine économique, la victoire appartient au marxisme-léninisme. En triomphant du blocus — moyen brutal d'assurer la domination des révisionnistes — le peuple albanais témoigne qu'il ne sera jamais vaincu. Il ne se soumettra pas à des pressions de ce genre, tout comme il ne se laisse pas intimider par les menaces d'agression.

Ainsi, l'expérience de notre pays confirme-t-elle cette loi générale de l'histoire que vérifient les succès obtenus par l'Albanie socialiste depuis vingt-cinq ans. Le facteur intérieur est décisif dans la révolution et dans la construction du socialisme. Dans chaque action, le peuple doit d'abord compter sur ses propres forces. Voilà, bien entendu, qui n'exclut pas l'aide internationaliste, sincère et désintéressée des pays socialistes et du prolétariat international, des partis authentiquement marxistes-léninistes, et des peuples progressistes du monde.

C'est sur la base de ce principe que notre Parti mobilisa tout le peuple dans la lutte de libération nationale. Il était clair que la liberté n'est pas un cadeau et qu'elle s'acquiert les armes à la main, au prix du sang et des sacrifices. Nous avons démasqué impitoyablement les manœuvres hypocrites des traîtres ballistes, des zoguistes et des impérialistes anglo-américains qui prétendaient que le sang versé par notre peuple demeurerait inutile et que les « alliés » nous apporteraient la liberté sur un plateau. Or, seule la lutte héroïque de notre peuple lui donna la possibilité de prendre en main sa propre destinée et d'instaurer son propre État, de barrer la route à toute intervention impérialiste dans les affaires intérieures de notre pays, d'interdire l'arrivée au pouvoir, dans notre pays, d'un régime réactionnaire et favorable aux impérialistes.

Quand nous luttions dans nos montagnes en comptant sur nos propres forces, notre parti n'a jamais envisagé, pour autant de mener une lutte isolée, séparée du front général antifasciste. C'est pourquoi il considéra la lutte de libération nationale de notre peuple comme partie intégrante de celle que menaient l'Union soviétique guidée par Staline et tous les peuples du monde, combattant contre le nazisme et le fascisme. Nous ne sous-estimons nullement, comme le prétendent les renégats révisionnistes soviétiques, le rôle important qu'a joué, dans la libération de l'Europe et de notre pays, la lutte héroïque de l'armée rouge stalinienne qui porta des coups écrasants aux hordes fascistes et créa des conditions très favorables à l'essor de la lutte libératrice, antifasciste en Albanie.

Même après la libération, le Parti a appliqué avec fermeté le principe consistant à compter sur ses propres forces. Nous avons demandé l'aide de l'Union soviétique et de Staline pour développer notre pays sur la voie de la construction du socialisme. Notre demande était juste, franche, internationaliste. Et, du vivant de Staline, cette aide était donnée à l'Albanie dans le même esprit internationaliste. Mais notre parti et notre peuple ne restèrent pas les bras croisés : ils n'ont jamais pensé que le socialisme serait édifié pour nous par nos amis de l'étranger. Nous nous sommes mis à l'œuvre et, avec nos propres forces qui constituaient le facteur principal, nous avons complètement transformé notre patrie, après tant de souffrances.

L'orientation donnée par le Parti, compter sur nos propres forces, était salutaire. L'histoire a confirmé la justesse de cette décision. Lorsque les khrouchtchéviens accédèrent au pouvoir en Union soviétique, ils nous offrirent encore des « crédits » et quelques usines. Mais cette aide avait changé de nature et de but. Elle n'était plus internationaliste. Elle avait pris un caractère asservissant. Les renégats khrouchtchéviens cherchèrent, à mettre notre pays sous leur totale dépendance économique et politique. Ils prétendaient que, au nom de leur prétendue aide, nous devions renoncer à notre souveraineté, devenir leurs vassaux dociles et approuver sans discussion toutes leurs attitudes antisocialistes. Mais ils ne connaissaient pas bien les Albanais. Nous ne sommes pas de ceux qui se vendent. Lorsque la trahison des révisionnistes khrouchtchéviens devint évidente et que le Parti engagea ouvertement sa lutte contre elle, ils coupèrent tous les crédits et toute l'aide. Notre pays dut même affronter le blocus économique et politique des révisionnistes. Notre parti brisa les attaques révisionnistes. Il continue de s'avancer d'un pas ferme sur la voie du socialisme. Il s'en tient au principe de compter sur ses propres forces.

Ainsi a-t-il placé notre économie sur des bases solides, de telle sorte qu'elle puisse trouver en elle-même les ressources nécessaires à son propre développement.

Les dirigeants révisionnistes et leurs laquais attaquent violemment l'Albanie parce qu'elle s'en tient à ce principe. Ils considèrent cette politique comme un « nationalisme étroit ». Ils nous qualifient d'« ingrats » : ils nous accusent d'avoir oublié l'aide que nous a donnée l'Union soviétique pour libérer notre pays et construire le socialisme, parce que nous avons osé nous dresser contre leur trahison, parce que nous osons avancer sur la voie marxiste-léniniste. A tout moment, ils répètent à Radio-Moscou qu'ils ont été les seuls à combattre et que seule leur aide économique nous a permis de subsister. Sans la moindre pudeur, ils ignorent ou méprisent la lutte menée par notre peuple et les peuples d'autres pays pour anéantir le fascisme.

Nul ne peut trouver dans une telle attitude une ombre d'internationalisme. Cette politique n'a rien à voir avec les enseignements de Lénine et de Staline, avec ceux de la grande doctrine marxiste-léniniste suivant laquelle tous les peuples, grands et petits, apportent leur contribution à la cause commune de la révolution [...].

3. — La dictature du prolétariat en Albanie

Camarades,

L'instauration du pouvoir populaire dans tout le pays le 29 novembre 1944 est la plus grande victoire du peuple albanais à travers sa longue histoire. Le pouvoir populaire, c'est-à-dire la dictature du prolétariat, est l'arme la plus puissante dans la lutte pour la vie nouvelle, libre et heureuse — pour le socialisme et le communisme.

Le Parti — et c'est là son mérite — a su faire de la lutte de libération nationale une partie intégrante du combat pour la destruction du vieux régime réactionnaire. Le Parti n'a jamais permis que la bourgeoisie et les propriétaires fonciers s'emparent à nouveau du pouvoir et que le sang du peuple ait été versé en vain. Il a barré la route avec la plus grande fermeté à l'intervention des impérialistes anglo-américains dans les affaires intérieures de notre pays. *[Les accords signés pendant la guerre par l'Union soviétique et les alliés occidentaux laissaient l'Albanie en dehors de la zone où l'armée rouge pouvait intervenir sans déclencher une guerre mondiale. De ce point de vue la résistance Albanaise se trouvait dans la même situation que la résistance grecque. Mais elle empêcha le débarquement des forces anglo-américaines.]* C'est pourquoi, dès le lendemain de la libération de la patrie, il n'existait en Albanie que le nouveau pouvoir du peuple qui commença à exercer les fonctions de la dictature révolutionnaire du prolétariat.

Au cours de toute cette période de vingt-cinq années, le parti a sans cesse placé au centre de ses préoccupations la question du pouvoir populaire, de sa défense, de sa consolidation et de ses progrès incessants.

Il n'a jamais oublié le grand enseignement de Lénine : il est plus facile d'accéder au pouvoir que de s'y maintenir. En effet, l'expérience historique a montré que la dictature du prolétariat peut seulement être instaurée par une révolution socialiste victorieuse. Mais elle peut être liquidée plus tard par la contre-révolution, armée ou non. Il est également possible que, après avoir triomphé, la dictature du prolétariat soit sérieusement menacée. Les éléments contre-révolutionnaires usurpent alors une partie du pouvoir. Mais, par la suite, une lutte révolutionnaire renverse et écrase les usurpateurs et leur idéologie empoisonnée. La dictature du prolétariat peut alors être rétablie entièrement et victorieusement.

La perte complète ou partielle du pouvoir par le prolétariat n'est nullement une fatalité. L'expérience historique a également démontré qu'il est tout à fait possible — la dictature du prolétariat une fois établie — de la conserver intacte en la développant et en la perfectionnant continuellement. *[En Union Soviétique et dans les pays d'Europe orientale — sauf l'Albanie — la dictature du prolétariat a été liquidée par les révisionnistes. En république populaire de Chine, les révisionnistes de Liou Cho Chi occupèrent certaines positions de pouvoir avant d'en être chassés par la Grande Révolution Culturelle Prolétarienne. En Albanie les marxistes-léninistes n'ont pas perdu le pouvoir.]*

Les marxistes-léninistes, tous les peuples, tous les pays qui s'engagent sur la voie du socialisme doivent étudier avec la plus grande attention tous les aspects de cette expérience historique de la dictature du prolétariat. Le marxisme-léninisme permet d'analyser cette pratique pour en tirer des enseignements qui, à leur tour, permettront à l'action de progresser avec le minimum de retard et de sacrifices sur la voie du socialisme, quel que soit le pays considéré.

En Albanie aussi, la dictature du prolétariat n'a pas parcouru, durant ces vingt-cinq années un chemin sans obstacles. Toute cette période a été marquée par une lutte de classe implacable contre les ennemis intérieurs et extérieurs, depuis les propriétaires fonciers et les gros commerçants jusqu'aux koulaks et aux divers éléments antisocialistes, depuis les bandes armées et les saboteurs, les organisations de traîtres et d'espions jusqu'aux ennemis infiltrés dans les rangs du parti, depuis les impérialistes divers et les monarchofascistes grecs jusqu'aux révisionnistes modernes titistes et khrouchtchéviens. La lutte de classe s'est également développée sans cesse au sein du peuple contre toutes les influences étrangères au socialisme qui empoisonnent la conscience des travailleurs. Elle a été menée dans tous les domaines et avec les moyens les plus divers, politiques et économiques, idéologiques et culturels, militaires et administratifs, tantôt par des méthodes de contrainte, tantôt par des méthodes de

persuasion. Mais partout la lutte de classe a été, en dernière analyse, la lutte pour le pouvoir d'État. Dans le développement de cette dure lutte de classes, notre dictature du prolétariat a été menacée par de nombreuses tentatives pour la renverser, depuis des actions armées jusqu'aux entreprises de bureaucratisation. Mais nous avons toujours été sur nos gardes, nous avons repoussé toutes les attaques. Chez nous, la dictature du prolétariat n'a pas été ébranlée. Le Parti prend sans relâche toutes les mesures nécessaires pour améliorer dans tous les domaines notre État de dictature du prolétariat. Il renforce constamment les armes les plus puissantes de la dictature du prolétariat, en premier lieu l'armée populaire [*L'armée populaire, née sur la base de la lutte de libération nationale, agit en liaison étroite avec les masses, armées et prêtes à défendre le pays et la révolution socialiste.*] et les forces de Sûreté de l'État. [*L'encerclement de l'Albanie par des puissances hostiles rend indispensable l'existence des forces de sécurité de l'État appuyées sur l'ensemble des masses et en liaison étroite avec elles.*] L'expérience historique a prouvé de façon indiscutable que le pouvoir de la classe ouvrière est toujours au bout du fusil et que c'est avec le fusil qu'on peut le défendre. Sans une puissante armée révolutionnaire, la dictature du prolétariat ne peut pas exister ou se maintenir.

C'est pourquoi le parti et le gouvernement ont doté les forces armées des moyens de guerre les plus modernes. Surtout, ils apportent le plus grand soin à la formation idéologique et politique des combattants pour faire de ces forces une arme consciente de la révolution et de la dictature du prolétariat. L'homme est le facteur décisif dans la guerre. Afin de le placer au premier plan dans son rapport avec l'arme qu'il porte, le parti a choisi ses orientations et pris un certain nombre de mesures. La politique est placée au poste de commandement. Les rapports entre soldats et officiers deviennent plus étroits. L'unité est renforcée à l'intérieur de l'armée entre le fusil, la pioche et le livre, tout en donnant la priorité au premier.

De même, des mesures concrètes ont été prises en vue de créer des comités de parti, de désigner les commissaires politiques dans les unités de l'armée, de supprimer les grades et de resserrer les liens entre les militaires et le peuple. Ces décisions ont une grande importance de principe et contribuent au progrès et à la révolutionnarisation plus poussée de notre armée populaire. Elles sont déterminantes : elles empêchent l'armée populaire et les organes de la sûreté de l'État de dégénérer. Elles ne permettent pas leur transformation en des instruments aveugles au service de la contre-révolution, comme il est advenu en Union soviétique et dans certains autres pays. Là en effet, les forces armées servent à exercer la violence social-fasciste contre le peuple mécontent et à réaliser les visées expansionnistes de l'impérialisme révisionniste soviétique.

Ainsi, l'armée populaire et les organes de la sûreté de l'État ont-ils réalisé des progrès de toute nature. Parallèlement, le parti et le pouvoir populaire, comme nous l'enseigne Karl Marx, se sont engagés avec résolution sur la voie de la préparation militaire et de l'armement de tout le peuple. Cette démarche n'a pas seulement fait de l'Albanie socialiste un roc inébranlable, capable de faire face à toute agression impérialiste ou révisionniste. Elle revêt aussi une profonde signification politique et idéologique parce qu'elle représente un progrès ininterrompu dans le système de la dictature du prolétariat, une des expressions les plus profondes de la démocratie socialiste en action. Elle témoigne enfin du soutien sans limites que le peuple accorde à son régime. C'est un des moyens les plus efficaces pour la formation patriotique, l'éducation de classe, la préparation révolutionnaire des larges masses de travailleurs. La défense de la patrie et de notre régime socialiste est sans cesse davantage prise en main par le peuple.

La lutte que mène le Parti contre les déviations bureaucratiques est particulièrement importante pour la défense et le renforcement de la dictature du prolétariat. Ces déformations ont été l'une des bases essentielles de l'apparition et de la propagation du révisionnisme en Union soviétique. La lutte contre le bureaucratisme vise à lier étroitement le pouvoir au peuple, à le placer sous le contrôle direct, effectif et constant des larges masses travailleuses, à développer dans tous les sens, à approfondir et à perfectionner sans cesse la démocratie socialiste. Elle constitue également la grande garantie que la dictature du prolétariat ne dégénérera jamais en une dictature antipopulaire, révisionniste et bourgeoise, qu'elle sera toujours une arme puissante de la révolution, de la construction du socialisme.

Les révisionnistes ont toujours les mots « démocratie socialiste » à la bouche. C'est une démagogie scandaleuse. Là où dominent les révisionnistes, il n'existe pas et il ne peut pas exister de démocratie pour les travailleurs. Le révisionnisme moderne, en Union soviétique même et dans les autres pays qui furent socialistes, repose sur la bureaucratisation de toute la vie sociale, c'est-à-dire sur la négation de la démocratie. Regardez ce qui se passe dans les pays révisionnistes ! Face aux masses populaires qui opposent une résistance accrue à la politique révisionniste, la dictature « libérale » recourt de plus en plus aux méthodes de la violence fasciste ouverte. En Tchécoslovaquie, la prétendue « démocratie » de Husak et de ses patrons moscovites se manifeste sous la forme des repréailles les plus féroces contre le peuple et les patriotes tchécoslovaques.

Notre Parti n'a jamais considéré la démocratie socialiste sous l'angle d'un sentimentalisme vide de sens ou comme un ornement inutile, ni comme un droit purement formel du peuple travailleur. Tout en s'en tenant de façon conséquente au principe du centralisme, en tant que principe fondamental et nécessaire de toute véritable dictature du prolétariat, il considère la démocratie socialiste la plus large et la plus complète pour les travailleurs comme une condition déterminante pour l'existence de la dictature du prolétariat, pour sa défense et pour son renforcement continu. Toute entorse aux principes, soit du centralisme prolétarien, soit de la démocratie, est très dangereuse pour le système socialiste.

Les mesures adoptées pour extirper les conceptions et les pratiques bureaucratiques ont fortement renforcé la dictature du prolétariat. Elles ont élargi la démocratie socialiste et rendu plus intense le large mouvement d'initiative créatrice des travailleurs dans tous les domaines. Toutes les mesures prises dans cette perspective sont de même nature, qu'elles concernent la consolidation de justes rapports entre les cadres et les travailleurs ou la lutte contre les manifestations du centralisme bureaucratique qui étouffe l'initiative de la base. Toutes les démarches actuelles vont dans le même sens, depuis la promotion des organismes élus jusqu'à la mise à contribution de la pensée ouvrière et paysanne pour participer à la solution des problèmes de l'État. Et c'est encore à des préoccupations du même ordre qu'obéissent d'une part l'épuration de la législation, progressivement débarrassée des influences étrangères au socialisme, d'autre part et surtout le contrôle direct de la classe ouvrière sur tout et sur chacun.

Personne n'imagine que nous avons atteint tous nos objectifs. Nous savons tous qu'il est toujours nécessaire d'approfondir la ligne de masse et la démocratie socialistes. Nous voyons fort bien que tous les obstacles dans ce domaine n'ont pas été supprimés, que la lutte contre le bureaucratisme n'a pas pris fin. Il nous reste encore beaucoup à faire. Les enseignements du marxisme-léninisme se traduiront désormais dans la vie par l'approfondissement de principes justes et démocratiques. Nous devons être toujours en quête de moyens nouveaux en vue d'approfondir la démocratie socialiste. Et il ne s'agit pas là d'un souci purement théorique, mais d'abord de mettre en pratique dans la vie sociale de chaque jour, de faire pénétrer cette ligne de masse dans l'esprit et le cœur de tous les travailleurs. Voilà qui suppose une lutte sans merci contre les conceptions et les obstacles bureaucratiques. La démocratie prolétarienne se heurtera malheureusement encore longtemps à ces ennemis dangereux. Il faut à tout le moins que la lutte contre eux ne soit pas interrompue un seul instant. Tout dépend de la ténacité et de la détermination avec lesquelles sera livrée cette bataille. Elle suppose une action incessante menée d'en haut mais surtout d'en bas sur la base de l'intervention agissante des larges masses travailleuses. Il est nécessaire que la direction unique du Parti et de l'État socialiste soit maintenue intacte et sans cesse renforcée. C'est là un principe fondamental et inébranlable de la dictature du prolétariat. Si cette condition n'était pas réalisée, le pouvoir ouvrier cesserait d'exister... Les sermons de divers révisionnistes sur l'État socialiste « indépendant » à l'égard du parti prolétarien constitue l'abandon le plus flagrant des positions marxistes-léninistes. Ils visent à justifier la liquidation de la dictature du prolétariat.

Aussi nous renforcerons sans cesse davantage la direction du Parti telle qu'elle s'exerce dans les moindres échelons du pouvoir et de notre vie sociale. Et, en même temps, nous combattons pour le progrès ininterrompu de la démocratie socialiste, pour en finir avec toute manifestation de formalisme ou de bureaucratisme.